entities mais parée d'aurentes peut comprendre - sinon lustriter : Deut tions des étudiants scarriques : Rese-

Treatment apparalt to the process of the paralters and the process of the paralters and the parallers and the parallers

ioni que la vennalilité fui dissi-nom, des habitudes : s'imprinc de tentalives autono-

o'inquite de tentatives autories que set, par differir sa tolor de propies marginalise.

Comminet apparaît auns.

Comminet apparaît auns.

Khemeter de surve la commine de partire la commine de surve la commine de la commine de comm

C OMBLE de la Carpiolishe me C Que control Maderi, hier Taleghan courants asciaut et de Carpinal une évidence Ma

Frame, has comment from the parties of another description of another description of another description of another description of the production of the production of the production of the production of the parties o

a controler of a different of

de de République d'administration de désent et d'artistrets (2007) de devente inserting de desente par l'entre et pre-et le contratt de devente inserting qui en France, pre-et le contratt de l'entre et le contratt de l'entre et le contratt de l'entre et l'entre et le contratt de l'entre et le contratt de l'entre et le contratt de l'entre et l'entre et le contratt de l'entre et l'ent

chame dans is a flictive i

Bi la revolution transmit

intender, die de het in stricte betre de en entite minere cheerde e entituelle beschieden en

afaipete septique da ..

cat. critique le pius no :
use atiente entropitable le
definate per regioni nui
a récubilisme définate :
a récubilisme générale :
use de producte le différe
ment entropie. Le la arainé

tions, in proportion trajectory many extended. Ici, a crast symptotic decreased in color - 5 persons in color - 5 persons in color - 5 persons in the first life for the first life for

application of Berganian and Bios.

100 8. B. pass and bios.

100 8. B. une character and bios.

200 8. Application destructors and bios.

201 8. Application of Carifornian and Section of Carifornian and Section of Carifornian and Section 201.

de Sod Aller Strate Strate & d'Author Strate et de l'Eran strate par plus principal de produce de p

adjusted and from it

FAREN DANG SECOND

eyato and

1874 TW

SCONOSIOUS. MAIS THE THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PAR

.

LE MONDE

diplomatique

société syrienne contre

Pages 4 et 5.1

Prudence

Publication mensuelle

rue des Italiens, 75427 Paris Cedex OS

Par CLAUDE JULIEN

VINGT ans de luttes nationalistes. Quinze ans de vains conflits avec Londres, depuis la proclamation unilatérale de l'indépendance, et finalement c'est un gouverneur britannique qui préside au dénouement de la crise. Neuf ans de prison pour M. Robert Gabriel Mugabe, qui occède au pouvoir. Sept aus de guérilla, evec vingt-sept mille morts, des dizaines de milliers de blassés, d'incolculables destructions. Et tous ces ravages d'une autre nature, impossibles à chiffrer. Tout cela pour aboutir au résultat que l'on s'est acharné à éviter : six millions et demi d'Africains cessent d'être soumis aux deux cent douze mille Blancs qui restent au Zimbabwe.

Les Noirs devaient-ils recourir à la violence pour, dans une Afrique qui se Les Noirs devaient-ils recourir à la violence pour, dans une Afrique qui se décolonisait, éliminer un système anachronique? Ce servit mel formuler une question qui, dans les faits, s'est plutôt ainsi posée : était-il raisonnoble, de la part de la minorité blanche, de tout miser sur la force ? La répanse était non, dès 1965, lors de la rupture entre Salisbury et Londres, mais M. fan Smith refusait de l'admettre — et il s'obstinait encore lorsque, à l'automne 1976, M. Henry Kissinger proclamaît tardivement que le lai de la majorité dessi l'automne.

Dans le désarroi qui s'est emparé des esprits, il est de bon ton de récuser les « loçons » de l'histoire, dont ceux qui passent leur temps à la réécrire ont tallament abusé. Ce n'était pas une raison pour nier les évidences.

A PRES une aussi longue et dura épreuve, on pouvait s'attendre au pire.

C'ast pourtant la sugesse qui l'emporte lorsque M. Mugabe, pour ne pas désorganiser l'économie, introduit deux Blanes dans son gouvernement, confie au général Walls la direction des forces armées où s'intégrent les adversaires d'hier, fait une place à la ZAPU de M. Joshua Nkomo, occepte une démocratie parlementaire avec des partis d'opposition, préconise une diplomatie de non-alignement, souhaite que le Zimbabwe apportienne au Commonwealth et va jusqu'à tendre un remeau d'olivier à l'Afrique du Sad.

Faut-il pour autant se bercer d'illusions? Là encore, quoi qu'on en dise, l'histoire est riche de legons : M. Mugabe devra comptar avec les pressions de ses amis moins prudents, avec les sollicitations d'une population qui attend des changements économiques et sociaux, avec le plus en moins grande compréhension des pays industrialisés. A tout instant, tout peut dériver.

AlS les nouvelles autorités sevent qu'elles doivent suuvegarder les capa-distrible d'exportation de l'agriculture et des mines. Si la production tribale n'assure que 4 % des réspources élimentaires nécessaires, le pays a la chance de pouveir attribuer aux Africains de nouvelles terres (inutilisées) seus pour autout apolier les fermies blancs. Il dispose d'un autre atout : les grandes sociétés — Lourho, Anglo-American, Union Carbide, Rio Tinto, etc. — qui exploitant le chrome, le nickel, l'or, le lithium, l'amiante, etc. n'ont pas cédé à la populage et pour souvegarder leurs positions économiques, se montrent à la panique et, pour survegarder leurs positions économiques, se montrent disposées à protiquer une politique sociale plus suverte. M. Mugabe, quant à lai, a compris qu'une attitude radicale le priverait des compétences sans lesquelles il ne pourroit améliarer les conditions de vie de ses concitoyens.

Nombreuses seront les difficultés, notamment pour faire cohabiter Noirs et Blancs dans une administration où les premiers n'avaient guère leur place. Inévitables seront les surenchères qui risquest d'embeller le moteur et de multiplier les tensions. Redoutables seront les ingérances qui peuvent exacerber les contradictions raciales et politiques.

Car, de même que la décolonisation portugaise a accéléré le cours des événements ou Zimbabwe, de même l'occession de M. Magabe au pouvoir beaucoup plus importantes, par sa population blanche vingt fois plus nombreuse, par sa position stratégique déterminante — représente un tout autre enjou. D'où l'inquiétude de Pretoria : M. Mugabe a beau déclarer que le destin des Noirs d'Afrique du Sud « est entièrement leur propre affaire » et qu'il n'a pas à leur fournir « des hommes ou des ormes », il vient de leur donner un exemple dont la force contagieuse paraît irrésistible.

Ni les réaultats prévisibles de l'élection du Parlement basque

le 9 mars dernier ni la tormation, pour la première fois depuis 1936, d'un gouvernement nationaliste ne modifient rien d'essentiel aux données véritables du labyrinthe basque. Les principaux

protagonistes du drame demeurent face à face, l'arme au pied :

Le P.N.V. (parti nationaliste basque), vainqueur des demières

élections, avait retiré ses parlementaires des Cortes madrilènes il y a trois mois pour protester contre le freiatage de l'autonomie ; placé aujourd'hui à la tête du gouvernement basque, saura-t-il

mieux délendre sa conception de l'autonomie et parvenir à une

pacification du Pays basque? Rien n'est moins sûr, si les

pouvernement de Madrid et activistes de l'ETA.

UI : 53,96 % des volx. Le 25 octobre

1979, cent trente-huit ans jour pour

jour après l'abolition de leurs fran-

chises et libertés traditionnelles par la couronne d'Espagne, les Basques, dans leur majorité, se sont prononcés en faveur

du statut de Guernica qui rend à trois provinces (Alava, Biscaye et Guipuzcos)

le pouvoir de s'autogouverner dans un

Dans la nult du 25 au 26 octobre, les

partis nationalistes et de gauche ayant

falt campagne pour le « bai » (oui) (1) ont

célébré l'événement avec é motion et

lancé, par la bouche du président en exer-

cice du Consell général basque, M. Carlos

Garaicostches, un appel à « tous ceux qui n'ont pas été avec nous aujourd'hui (...)

pour le reconstruction du pays, qui est l'affaire de tous »...

Le 27, un militant socialiste est assas-

siné par de mystérieux commandos auto-

LA DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'OCCIDENT

Une stratégie d'intervention sur mesure pour le tiers-monde

Garant de la paix, le droit international est invoqué de manière hautement contestable pour justifier des interventions militaires de plus en plus nombreuses, et qui ne sont pas le seul fait des Grands (voir pages 11 à 17).

Cependant lorsqu'elles émanent des Etats les plus puissants, ces actions armées prennent un sens particulier : elles rappellent en effet à l'ensemble des autres Etats, dans leurs aphères d'influence respectives. les limites délibérément assignées à leur indépendance véritable.

ANS son message sur l'état de de l'Union, le 24 janvier der-nier, le président Carter a sou-haité mettre en place avec les nations du Proche-Orient un a cadre coopé-ratif de sécurité » pour résister à l'agression soviétique dans la région. l'agression soviétique dans la région. Cette proposition, qu'on allait rapidement qualifier de « doctrine Carter », est depuis lors devenu le thème dominant des discussions sur les problèmes militaires, notamment au Congrès. Pourtant, la « déclaration d'intention » militaire pour l'année fiscale 1981 que publis le 28 janvier le secrétaire américain à la défense, M. Barold Brown, traduit une conception de la sécurité totalement diftion de la sécurité totalement dif-férente de celle avancée par M. Car-ter. Au lieu d'insister sur la menace ter. Au lieu d'insister sur la menace générale que fait peser l'expansion-nisme soviétique, M. Brown affirme que le principal danger pour la sécu-rité de l'Amérique provient de la prolifération de « turbulences » non contrôlées dans le tiers-monde. « Le nombre des conflits internationaux non résolus augmente, fait-il obser-ver, tandis que les anciens no cesver, tandis que les anciens ne ces-sent de s'envenimer. » Et parce que de telles « turbulences » menacent les intérêts vitaux de l'Amérique — spécialement dans le domaine du pétrole, — il faut être prêt à faire usage de la force pour défendre ces ressources. « Dans un monde de conflicted de moltres pour des sons de la force pour défendre ces ressources. « Dans un monde de conflicted de moltres pour acres sons de sons conflits et de violence, nous ne pou-vons nous permettre d'aller sans armes à l'étranger » (1).

Consigné dans le rapport annuel du département de la défense destiné au Congrès, le point de vue de M. Brown se distingue à la fois par

principales industries, chantiers navals et hauts fourneaux, sont

Le gouvernement de Madrid, qui a déjà usé le parti socialiste

d'Euskadi lorsque celui-ci apparut, après les élections du 15 juin 1977, comme la première lorce politique du Pays basque,

risque aujourd'hui d'en faire autant avec les centristes du P.N.V.

en leur refusant les moyens d'une politique aurhentiquement autonomiste. Ce serait là une attitude lourde de conséquences

qui forait sans doute grossir davantage les rangs des partisans de la lutte armée et tuir définitivement de la région les capitaux

et les investissements Indispensables à son redressement. La

situation ainsi créée ouvrirait alors sur des périts leis que la

démocratie espagnole elle-même se retrouvereit en danger.

lement trappées de plein touet par la crise.

Par MICHAEL T. KLARE *

la divergence de ses conceptions par rapport aux déclarations de la Maison Blanche et par un extrême pessimisme quant à la situation mondiale. Alors que le président Carter et son conseiller pour les questions de sécurité nationale, M. Zbigniew Brzezinski, insistaient presque exclusivement sur la monace d'une poussée militaire soriétique au Proche-Orient sivement sur la monace d'une poussée militaire soviétique au Proche-Orient, M. Brown voit des soulévements s'annoncer de tous côtés — et la plupart du temps pour des raisons qui ne tiennent pas à l'aventurisme soviétique. « Les turbulences, la menace de violence et l'emploi de la jorce restent largement répandus », dit-il. Et ces désordres » ont des causes nombreuses et pariées », parmi lesquelles l'incapacité des Etats-Unis à « pourvoir aux besoins essentiels des populations et à réduire l'explosive disparité entre la richesse et la jaim ». parité entre la richesse et la jaim ». En s'efforçant d'exploiter ces divi-sions, l'Union soviétique a accru

l'instabilité globale. « Mois l'Union soviétique n'est qu'une partie du problème » : tout aussi importantes sont « les différences tenant à la répartition mondiale du revenu et des ressources naturelles » (2).

resources naturelles 3 (2).

De la part du secrétaire à la défense, le fait d'assimiler les a turbulences internationales » à une menace autonome dirigée contre la sécurité des Etats-Unis et l'appréciation qui est donnée des eauses structurelles d'une telle instabilité marquent une évolution radicale — sinon tout à fait nouvelle — dans la pensée militaire américaine. Chacun des derniers rapports annuels du Pentagone insistait sur la « menace soriétique » et les efforts nécessaires pour rétabiir l'équilibre Est-Ouest en Europe; mais voilà que M. Brown consacre la majeure partie de son attention aux menaces de violence venant du tiers-monde. Il affirme qu'un « desordre économique international pourrait être presque aussi grave qu'une menace militaire de la part de l'Union soviétique » (3).

«Rapidement, et à grande distance»

A l'origine de cette nouvelle façon de voir, une prosonde conviction de l'état de dépendance croissante de l'Amérique à l'égard des marchés étrangers et des sources de matières premières. « La jaçon particulière dont notre économie s'est développée, explique le secrétaire à la désense, signifie que maintenant nous nous troupons dépendre — et pas dans une signifie que maniteitant nous nous trouvous dépendre — et pas dans une jaible mesure — des importations, des exportations et des revenus des inves-tissements à l'étranger pour assurer notre bien-être matériel. » Aucune notre bien-ètre malériel. » Aucune de ces contingences n'est plus lourde que celle des approvisionnements en pétrole du Proche-Orient : « Un e interruption à grande échelle des journitures de pétrole en provenance de l'étranger pourrait avoir pour les Etals-Unis des consèquences aussi désastreuses que la perle d'une importante campagne militaire, et, bien sûr, la perle d'une guerre. » Malheureusement, bien des régions qui sont de la plus haute importance sons de la plus haute importance. qui sont de la plus haute importance pour l'économie américaine sont aussi des zones de haute turbulence. « C'est le cas au Proche-Orient plus que partout ailleurs, avertit M. Brown, [où le développement de] la guerre, du les les subserviers et les subser [du] terrorisme et [de] la subversion [menace d'entraîner] des interrup-tions temporaires ou un déclin plus durable des journitures de pétrole » (4).

Pour éviter des conséquences éco-nomiques catastrophiques, il faut, selon lui, que l'Amérique prenne des mesures immédiates et substantielles qui la mettront à l'abri des turbuun soutien économique et politique aux pays confrontés à des désordres internes, mais aussi des dispositions militaires. La première et la princi-pale des initiatives proposées à cette fin par M. Brown est la formation de la force d'intervention rapide qui avait été annoncée à l'origine par le président Carter, en août 1977.

* Auteur de War Without End: American Planning for the Next Vielnams (Knopf. New-York, 1972), Michael-T. Klare dirige, à l'Institute for Policy Studies de Washington, un projet de recherche sur le militarisme et le désarmement.

Depuis lors, le concept en a évolué : elle est devenus un remède général prèconisé pour répondre aux délis auxquels l'Amérique est controntee à l'étranger. Telle qu'on l'envisage désormais, la force d'intervention rapide est composée d'unités qui seront maintenues en constante alerte sur des bases situées aux États-Unis pour être instantanément dénèchèse. sur des bases situées aux Etats-Unis pour être instantanément dépéchées en des lieux de troubles éloignés des l'annonce d'une crise. Parce que des conflits peuvent surgir presque n'importe où et sans qu'on ait pu être vraiment informé de leur imminence. M. Brown estime qu'il faut être capable a d'envoyer rapidement et à grande distance des jorces de dimensions appropriées pour dissuader les menaces pesant sur nos intérêts vitaux ou, si nécessaire, les réduire a (51).

(Lure la suite page 16.)

(1) Harold Brown, Department of Defense Annual Report, Fiscal Year 1981, U.S. Department of Defense, Washington, 1980, pp. 62-63. Cité ci-après sous la référence: e Brown, DoD FFSI ».

(2) Ibid., pp. 30, 45, 61.

(3) Ibid., pp. 5 et 26.

(5) Ibid., p. 23.

Dans ce numéro :

- La révolution iranienne et l'information en Occident (Pages 6 et 7.)
- Les Nouvelles-Hébrides du condominium à l'indépendance

(Pages 30 et 21.)

LAZARE Une nouvelle de Tchicaya U Tam'Si

des sacs qui se portent bien...



chez un nom dans la maroquinerie

156, rue de Rivoli 75001 Paris

métro: Louvre

problèmes d'ordre public demeurent du ressort du général Seenz de Santamarie, envoyé par Madrid avec les « pieina pouvoirs », Par JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY

INCERTITUDES SUR L'AUTONOMIE

Le labyrinthe basque

nomes. Le 31, un garde civil est abattu par l'ETA (m) (ETA militaire). Le 2 novem-bre, le député de la gauche basque. Euskadiko Ezkerra (E.E.), M. Juan-Maria Bandrès, ancien avocat des condamnés de Burgos, dénonce la pratique de la torture dans les commissariats du Pays basque Le 3 novembre, un senateur du parti nationaliste basque (P.N.V.) est conduit dans un poste de police pour vérification d'identité sous la menace de pistolets. Le 5, un garde civil essule plusieurs coups de feu ; une bombe explose dans un bar sans faire de victimes. Le 6, un militant du parti communiste d'Euskadi (P.C.E.) est lué par des policiers en civil. Le 8, trois personnes sont blassées au cours du mitralilage d'un centonnement de la garde

civile : un industriel est enlevé par l'ETA (pm) (ETA politico-militaire) puis relâché après evoir été blessé aux jambes. Le 11, un conseiller municipal autonomiste est abattu au cours d'un contrôle de police. Le 12, l'ETA (pm) annonce l'enlèvement d'un député du parti gouvernemental. l'Union du centre démocratique (U.C.D.), M. Javier Ruperez. Il sera relâché le 11 dé-

Les 5, 8, 10, 14, 16, 19, 20, 23, 25 et 27 janvier 1980, dix attentats - dont huit revendiqués par l'ETA (m) et deux par les G.A.E. (2) provoquent la mort de vingt tandis que quinze autres sont

' (Lire la suite page 10.)

(I) P.N.V., P.S.O.E., RR. P.C.E. (voir page 16 is nomenclature des principaux partis). (2) Groupes armés espagnols - extrême droite.

Que peut-on dégager de l'abondance de livres et de revues qui, depuis quelques années, ont abordé, sous des angles changeants, un problème apparemment figé?

> Publication de livres, revues théoriques, journaux, etc., traduil une appropriation de l'écriture par un nombre emissant de femmes, portées et poussées par un mouvement de red'égailté sociale, d'exigence de dignité individuelle. Un mouvement aubversit ême s'il s'exprime surtout aux Etate-Unis et en Europe. La parole et l'écriture ont toujours été les principales nes des femmes qui, au cours des elècles, se sont révoltées contre leur soumission; ce fut souvent leur faiblesse. Aujourd'hul, peut-on encore croire au pouvoir des mois, des raisonnements ? En U.R.S.S., où le K.G.B. exerce des pressions sur les femmes qui viennent de faire paraître un almanach féministe, premier journal de libérution du second numéro, le seul fait d'oser témoigner est un immense pas en avant. En France, la question se tant autent d'acuité, car multiples sont les facone de faire taire.

> On a beaucoup commenté, mais encore peu analysé, la production féminista de ces demières années. Qu'en est-il des avancées théoriques produites par cette mise en mouvement? Queis ont été les chemins défrichés, et jusqu'où ? Quelles impasses ont été

> Les choses cheminent lentement et souterrainement ; de 1975 à 1980, la condition des femmes a, en fait, peu changé. Aussi les instruments de compréhension fournis ces dernières années doivent-les rester accessibles et rattachés aux pratiques qu'ils recouvrent. D'autant plus qu'il s'agit de natilier la faiblesse des préoccupations théoriques, une constante des mouveclause aujourd'hul, où se fait sentir la fracilité de toutes les transformations ébauchées au cours des quinze dertés des effets de boomerang, quand se trouvent réutilisés à des fins ad-

> Paroles de femme, tel était le titre d'un livre à succès (1), d'Annie Lecierc. Dans la foulée de cet ouvrage de référence où se trouvalent valorisées, restaurées dans leur dignité pour certaines, les spécificités de la condition biologique des femmes, quantité d'écrits parurent pour exalter une nature, un être-l'emme, ils avaient la mérite de présenter une appropriation du corps réel et symbolique, quotidien ou poétique : ils eurent vite le défaut de s'en

Progressivement ces livres de támoignage ont pardu leur force subversive pour sombrer dans la connivence : Ecoute ma différence (2), écrit Mariella Righini : différence séculairement admise, il faut le rappeler, par le sexe dit fort. Connivence et tentation de

facilité. Au plaisir de se raconter succède le risque de se répéter. A la constitue le fait de se penser porteuses de discoura et de valeurs universelent utiles pour avoir été universellement méprisées succède parfols l'autosatisfaction. Avec de nouveaux

Facilité que de dire : « les femmes se sont trop longtemps tues » et de faire paraître, vite enregistrés, vite publiés, des montages de morceaux d'interview. De nombreux ouvrages récents pâtissent de ces travers : partis d'une idée ou d'un phénomène intéressants, ils se contentent de tourner autour de l'analyse à fournir, se limitent aux prémisses d'une démarche sociologique aboutie. On prend un échantillonnage de femmes que l'on interroge eur le thème donné, des éléments d'analyse apparaissent et sont (alssés tels quels Des livres comme les Mères célibataires voiontaires (3) ou les Femmes, l'érotisme et la pomographie (4) en

répondre alors à una série de critiques, portées en particulier par la presse Vous voulez interdire, yous voulez refouler l'expression des pulsions et des fantasmes, vous êtes prêtes à faire appel à la répression étatique, on revient au temps des ligues féminines américaines pour l'ordre morai ou

Or tout l'intérêt de ce contre-feu antimoraliste, c'est que, contrairement réalité : le féminisme à travers la quasi-totalité de ses expressions écrites est aussi une exigence morale. Mais, comme le montre Geneviève Fraisse dans un ouvrage collectif intitulé l'Histoire sans qualités (9), il faut s'interroger sur ce basoin de morale qui accompagne tous les soulèvements des femmes dans l'histoire. Besoin particulièrement frappant dans une periode où, pour le moins, le moralisme n'est pas à la mode. Or il paraît que Voire I S'il en était véritablement ainsi.

Par GENEVIEVE BRISAC

seralt-il nécessaire de répéter que

exigence morale et défense de l'ordre

moral cont choses contradictoires?

Quand les féministes, depuis le dix-

neuvième eiècle, tiennent un discours moral, il s'agit de défense du droit

contre le fait, au nom de valeurs abs-

traites en apparence (et hors histoire),

femmes subissent précisément, il y a

morale, puisqu'il faut se répéter, faire

sans casse ses preuves, ravenir encore et toujours sur les mêmes aveuglantes

du Sexisme ordinaire (12), ouvrage collectif qui rassemble des chroniques parues dans les Temps modernes depuis 1975, d'allieurs le produit le plus réusal de ces démarches pour inventer une pensée politique féministe et subversive. Un regard s'y affirme effec-

livement, corrosif et tonique, décapant. Seulement, le commentaire, même subversif et pieln d'humour, d'une actualité qui file sans que véritables rien ne change, cela ne suffit pas. Aussi le besoin d'un travail plus approfondi se fait sentir. Beaucoup de femtoute théorie comme masculine ou dominée par l'identification aux schémas masculins. Et se mettent à penser, comme le proclamaient depuis long-temps les femmes du collectif de rédaction de Questions téministes (13), qu'il est grand temps que les femm s'emparent de la théorie.

Aux groupes de conscience qui s'étiolent dans un mouvement qui subit dès 1978 les contrecoues des

à interroger cette évidence : la familie. On avait souvent, depuis Genet et Duras, mis en scène le personnagereflet de la bonne ; Jamais le rôle de révélateur du partage sexuel des tâ-ches que remplissent les domestiques - devenues récemment aimployées de maison - n'avelt fait l'objet d'un váritable travail. Ainsi la mise à nu d'un nouveau fonctionnement familiai s'opère peu à peu, révélant une réclie modernisation des mécanismes d'allénation des femmes, sous couvert de liberté et de pseudo-émancipation. « Liberté atandard », comme l'écrit Irène Théry dans un article (19) sur l'évolution démographique qui démontre la fausseté des analyses actuelles eur la dénatalité. Liberté etandard, pour les femmes d'une classe moyenne élargie, d'étudier ou travailler jusqu'à vingtdeux ou vingt-cinq ans, puls d'élever deux enfants, puis de se retourner vers le travall et la réussite professionnelle Analyse peu optimiste, al alle permet de savoir où l'on en est réellement. Le mouvement féministe est entré simultanément en crise et en maturité.

Male cette évolution, riche par bien des côtés, laisse bien des questions ouvertes ; à cause d'abord des lacunes persistantes qu'elle laisse entrevoir. Lacune patente d'abord en ce qui concerne un aspect pourtant essentiel de la condition des femmes : le travail, les mécanismes d'appropriation des connaissances, la manière dont jouent les différences de classe. Lacune encore en ce qui touche à l'analyse desrelations entre l'évolution de la place des femmes et le modèle de dévelop-

Il s'agit ià d'approfondissements difficiles à opérer. La coupure entre l'activité théorique des intellectuelles et la démobilisation de la grande majorité des temmes risque de produire les mêmes effets que pour d'autres mouvements eociaux comme celui des Noire américains : une impulseance qui conduit certaines à se replier dans le ghetto de la féminitude, et les autres à la récupération par les pouvoirs sible de sortir du va-et-vient entre la dénonciation de ce qui est le rêve de ce qui devrait être pour dessiner les des transformations prévisibles de la situation des femmes, instrument qui

Paroles et réflexions de femmes

sont de bons exemples. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'un travers réservé aux livres féministes, Il ee trouve simplement qu'il s'y épanouit, nourri du besoin de se dire, du sentiment d'avoir caractéristiques idéologiques propres aux mouvements féministes comme la valorisation de la parole brute, des par le plaisir de se reconnaître dans le olgnage d'une autre.

Ces livres ont donc suscité une certaine fatigue agacée, l'envie d'alter plus loin : ainsi, dans une revue féministe, la Revue d'en tacs (5), C. Ravelli écrit en novembre 1978 :

- On reste dans le même espace balisé, circonscrit, constitué pour les temmes par les hommes (...). Paroles de femme, comme de la bouche des lées sortalent des pertes ou des crapauda, la bouche des femmes de la fin du vingtième siècle exhale leur

Valoriser n'est pas changer, se glorifier d'être femme peut aussi aveugler, anesthésier. Alors, en maintenant ce qui a été acquis : « Nous ne sommes pas ce qu'ils ont dit, à nous de dire ce que nous voulons être et faire », beaucoup de femmes tentent d'élargileur champ d'investigation : - Nihii num mihi atlenum est. - Ce qui est bien loin d'être acquis.

évidences. Car les féministes posent et reposent les mêmes questions, tout en tentant d'échapper au destin de Pénédans une histoire qui ne serzit plus à

cier, la prise de conscience féministe qui pousse à un repli sur soi, à une réflexion concentrée sur les problèmes spécifiques des femmes, à l'élaboration de théories structurées exclusivement autour de l'analyse de l'oppression patriarcale, au rejet du marxisme, à la résolution de se battre d'abord pour sol, ramène à la politique et aux problèmes posés à tous les opprimés. Le

Aussi, dans un mouvement de balan-

Parce qu'il ne suffit pas aux femmes de se joindre aux combats de classe, aux batailles politiques pour y gagne quelque chose pour elles-mêmes. Expérience mille fois faite, de la Révolution française à l'Iran de 1979, de l'Algérie au Nicaragua. Alors comment peut-on penser une autre politique dul intègre leurs points de vue, leurs besoins ? Un main des élections du 20 luin, dresse le bilan des rapports entre le mouvement téministe et une campagne élec-torale. La Parola elettorale (10) élargit l'analyse à l'ensemble des problèmes politiques que rencontrent les femmes et foisonne de réflexions subtiles sur les relations entre les femmes et les

- Javais cessé de suivre le contenu de la discussion, d'en prévoir les résultata actils, de les jugar ; instinctide s'exprimer des camaradés, leurs dynamiques interpersonnelles (...). Toutes choses absolument incommunica-bles dans cette situation. J'étals donc objectivement improductive, apolitique, en un mot femme. »

Comment éviter et les dangers du néo-institutionnalisme, et les risques de chute dans l'irrationnel ? Elles disent le besoin de faire partie des structures politiques existantes, et, en même temps, «le mode social masculin forme mon énargie en rôle », écrit l'une d'elles.

Tous les courants du mouvement féministe ont tenté, en 1977 et 1978, une ouverture vers la politique, tandis que, dans les grands partis de gauche et dans les syndicats, on observalt l'émergence de conflits internes sur le féminisme et de stentatives de séduction en direction des femmes. Les Syndicats à l'épreuve du téminisme (11), de Margaret Maruani, rend blen compte de l'intérêt et des limites de cette évolution. De nombreux ouvrages tradulsent cette volonté individuelle et collective d'exprimer, « sur un monde conduit per des hommes, leur paint de vue de femmes », comme l'écrit démobilisations ambiantes auccèdent souvant des groupes de travail. Sur un isation concrète (lieu de rencontre, café, film, journal) ou sur un projet de réflexion, de recherche. Significative de ce phénomène est la récente initiative belge de création d'une université féministe, pour se réapproprier des champs de savoir monopolisés principalement par des universitaires masculins. En histoire, en économie, des travaux voient le jour, livres individuels ou recueils de travaux collectifs. Signalons ainsi la publication, sous la direction d'Andrée Michel, d'un ouvrage, les Femmes dens nomie, comment forctionne son occultation et ce que révèle con développement. Il s'agit là de travaux où se mélent nécessairement les analyses sociale, idéologique et politique, où il faut faire coexister révolte et regard froid : le privé est politique, il s'agit de le démontrer. En découvrant simultanément des formes de travall, souvent collectives, différentes du travail universitaire traditionnel. Deux pôles apparaissent principalement dans ces recherches. Un côle historique d'abord. dont témoignent de nombreux travaux, en particulier sous la direction de (Ivre d'Ania Francos : Il était des femmes dans la Résistance (15). Leur caractéristique : re'ler sans cesse une nouvelle approche de l'histoire qui en fait resurgir les femmes à des préoccupations actuelles, qu'on pourrait dire

L'autre pôle, moins clairement explicité, est ce nœud de la condition des femmes : la famille. Son évolution, son nouveau rôle, son avenir ne sont pas tant abordés de front que par appro-ches indirectes, comme l'histoire juri-Prisonnières (17). En analysant la vie leurs délits, e'opérait un décryptage du a u g m e n t e les condamnations d'une charge morale, d'une charge de cuipabilité inconnue des hommes.

livre consacré à l'analyse de la condition domestique, clé de voûte du systême familial bourgeols, témoigne de la volonté de dévollement et d'approfondissement qui amène des auteurs (1) Paroles de femme, d'Annie Leclere, Livre de poche. (2) Ecouts ma différence, de Mariella Righini.

Righint.
(3) Les Mères célibataires volon-taires, Dominique Prischer, éd. Stock.
(4) Les Femmes, l'évotisme et la pornographie, Marie-Françoise Hans et Gilles Lapouge, éd. du Seuil.
(5) Le Revue d'en face, éd. Tierce.
(6) Tollettes pour jemmes, Marylin French. éd. Robert Laffont. (7) L'Echo icintain de l'orage, Doris lessing, éd. Albin Michel. (8) Ls Monds indigo, Hélène Par-melin, 2 tomes, éd. Stock.

(9) L'Histoirs sans qualités, éd. Gall-lée, Paris, 1979. (10) L'Aparole électorale, éd. des Femmes, Paris, 1978. Penmes, Paris, 1878.

(11) Les Syndicats à l'épreuse du féminisme, par Margaret Maruani, éd. Byros, Paris, 1979.

(12) Le Sexisme ordinaire, collection e Libro à elles », éd. du Settil, Paris,

(13) Questions féministes, revue tri-nestrielle, éd. Tierce. (14) Les Femmes dans la société narchande, Andrés Michel, PUP, 1978. (15) li était des semmes dans la isistance, Ania Prancos, éd. Stock,

rio. (16) Droits des Jemmes, pouvoir des commes, Odile Dhaveruss, éd. du Seuli, 1978.

(17) Prisonnières, Catherine Leguay et Catherine Erhel, éd. Stock, 1977.

(18) Femmes toutes mains, par Geneviève Fraisse, éd. du Seuli, 1979.

(19) Abstractive Paris, 1978. (19) - Maternité, liberté standard », par Irène Théry, dans la Révue d'en Jacs, n° 7. éd. Tierce. 1979.

DU CHOIX DE VOTRE ÉCOLE DEPEND VOTRE AVENIR ... Le prestige mondial de son certificat, Lesérieux de son ense traditionnel,

L'originalité de sa formation de pointe vous ouvrent des perspectives nouvelles et vous assurent une

 Préparation complète CAP d'État · Cours du jour et du soir Cours accelerés.

de recyclage et de spécialisation.

 Maquilage artistique, Visagisme, Aromathérapie-Esthétique. Cours Gestion et Vente.

ÉCOLE INTERNATIONALE des ESTHÉTICIENNES TECHNICIENNES DE BEAUTÉ 19, rue Marbouf PARIS 75008

O 225-87-87 Etablissement privé agréé par le Ministère de l'Éducation N

_ 'ECRITURE romanesque n'est pas vralment un champ nouveau. Mais les luttes des femmes catalysent les énergies : de celles qui lisent, de celles qui écrivent. C'est, pour le moment. surtout sensible dans la littératur anglo-saxonne : une Américalne comme Marylin French a vendu un million d'exemplaires de Toilettes pour femmes (6), où se trouvent représentées la « middle-class ». Les personnages de Marylin Franch, comme les héroines de contradictoires, partois violentes, souvent piégées, avec une lucidité amère. Elles tentent de changer jeur vie et changent, d'échecs en crises, notre dentes : la déroulement d'une réunion politique, l'abandon d'un enfant, le besoin de se sentir utile. Dans l'Echo tointain de l'orage (7), récemment tradult en France, il ne s'agit pas de dire la différence entre Martha Quest n'est pas de se peindre soi, mais de partir de soi (avec toujours cette distance qui fait qu'on peut se sentir rationnel de pudeur ou de honte) pour montrer le monde, celul qu'on subit. celui qu'on perçoit, celul qu'on combat ou qui vous avais. Il s'agit là de romans qui mettent en évidence des traits spécifiques à l'appréhension féminine des êtres et des situations. Ce n'est jamais feur but exclusif puisqu'il s'agit d'embrasser tout un univers, de le décrypter. En France, si l'on excepte un roman tel que le Monde indigo (8), nous n'assistons quère à une telle production romanesque. Il s'ecrit en revanche de nombreux romans dans la tradition Intimiste et rationaliste. De petits romans clairs comme des camées, parfois subtils. Bien dans la tradition française d'ailleurs. Mais cette tradition coıncide avec une tentation

parier d'autre chose que de soi. Ques-

Enlisement dans la répétition

tion d'assurance encore et d'audace. Mals l'audace, il faut bien la pulser ue part, et elle n'est pas favorisé par les contre-feux récents qu'a subis le mouvement féministe.

Un des écuails rencontrés est l'apparente intemporalité des problèmes soulevés. En 1960 comme en 1880, il faut père ou à l'époux, parler d'anfermement, d'avortements, de travail ménager et de viol - malgré le bouleversement presque total de la condition juridique des femmes depuis un slècte.

Il faut toujours recommencer, et les combats partiels découragent quand lis se soldent, comme ce fut le cas en France pour la loi Veil, par de demivictoires, aussi lourdes à dépasser que des défaites. Il faut toujours se répéter, et les combats globaux sont peu alsés à définir. D'autant que les pouvoirs en place, hommes peu désiraux de renoncer à leurs privilèges ou institutions encrassées dans leur fonctionnemant, inquiétés par ces remue-ménage, réagissent. C'est dans ce cadre que s'inscrit un phénomène qui ne fut pas apprécié à son juste poide durant l'année 1979 : le réveil vigoureux de

On entendit d'abord s'élever un chœur de plaintes légèrement écœurées : encora un livre de famme, on ne lit plus que cela. Comme si on s'étonnait jamais de recevoir « encore un livre d'homme ». Simultanément une inquiétude surprenante commença à s'exprimer : les femmes veulent prendre le pouvoir, leurs extrences visent à nous renverser pour instaurer un ordre féminin... On sait comme il est utile, par les temps qui courent, de

conner de vaines alarmes... Enfin, on cris au morsisme, les féétalent de nouvelles Anastasies. C'était à propos de procès pour viol, puis à l'occasion de l'interdiction de l'hebdomadaire Détective (aujourd'hul fort blen portent sous le nom de Qui ? Police). Les féministes ont dû à travers l'analyse de la production domestique et de sa place dans l'éco-Michelle Perrot, des ouvrages parus aux éditions Maspéro, ou le très beau

dique des femmes. Ainsi, Odile Dhavernas, auteur de Droits des temmes. pouvoir des hommes (16), montre qu'un travail sur l'application de la loi à la moité des citoyens concerne essentiellement l'analyse des mécanismes familiaux. Le droit en est un écrou sussi important que mai connu, et indissociable de cet infra-droit que l'auteur décortique admirablement et qui peut se résumer ainsi : « Se consacrer à la famille, respecter la moralité. On est bien loin de la très formelle égalité juridique ; et Odlie Dhavernas sait démontrer sans emphase inutile que les droits des femmes sont d'abord des devoirs. « Un travail systématique s'impose, écrit-elle, qui montre la manière dont les Institutions organisant et rationalisent l'oppression des femmes, que ce soit de manière ouverte ou occuite. - Son livre va dans ce sens, comme le falealt, en 1977, un autre ouvrage, apparemment consacré à tout autre chose que la famille : des fammes incarcérées, l'origine de fonctionnement de la familie populaire, lleu d'enfermement et lieux des délits des femmes. On pouvait y constater encore à l'œuvre un Infra-droit qui

En 1979, Femmes toutes mains (18),

L'ÉCHIQUIER A TROIS COTÉS

A réhabilitation de M. Liu Shaoqi était inscrite dans l'ordre des desisions attendues en Chine, notamment après que sa veuve, notamment après que sa veuve, mine Wang Guangmei, et l'ancien maire de Pékin, M. Peng Chen, fussent très officiellement revenus sur le devant de la soène politique en juillet 1979 (1). Si l'évènement ne constitue donc pas une surprise, il juillet 1979 (1). Si l'événement ne constitue donc pas une surprise, il vient néanmoins affirmer la détermination à effacer toute séquelle de la révolution culturelle et à consommer le démantèlement des tendances opposées à l'irrésistible ascension de M. Deng Kiaoping, avec la démission de M. Une M. Wasselle, au demission de M. Une M. Wasselle, au demission de M. Marchelle des la démission de M. Marchelle des les démandes de l'acceptant des les démandes de l'acceptant de l'acceptant de l'acceptant des les démandes de l'acceptant de la constant de l'acceptant de l'accept de MM. Wang Dongxing, Ji Dengkui, Wu De et Chen Xilian (2) intervenue au cours de la cinquième session pleau cours de la cinquième session plènière du comité central issue du XII congrès du parti communiste chinois (3). Ainsi, cette réunion s'est-cile achevée, le 29 l'evrier 1980, par un ardent panégyrique de l'ancien président de la République, en déplorant que, s à la veille de la révolution culturelle, une décision qui ne correspondait ni à la réalité du parti ni à la situation du pays ait conduit à estimer qu'il se trouvait au sein du parti une tigne révisionniste et contre-révolutionnaire: plus tard, une autre conclusion a été avance: il y existerait aussi un prélépadu quarine autre conclusion a été avance : il y existerait aussi un prétendu quartier général bourgeois présidé par le camarade Liu Shaoqi : conclusions jausses et insoutenables à tous égards (4). Brei, pour l'actuelle direction chinoise, il n'est point à douter que Mao Tse-toung se soit lourdement égaré dans cette appréciation et ait entraîné le pays et le parti dans une aventure catastrophique. Cependant, la momie pleusement conservée dans le mémoriai de la piace de Tian Anmen à Pékin reste désormais suffisamment inoffensive pour rendre inutile une opération de « démaoisation » dont les effets pourraient perturber la population, alors que, cette fois encore, Lin Plao et la « bande fols encore, Lin Plao et la « bande des quatre » (5) peuvent continuer à endosser officiellement toutes les responsabilités du désastre attribué à la décennie écoulée.

Le changement est pourtant radical. Faut-il dès lors s'attendre à une semblable révision en matière de politique étrangère? La remise en

cause de la politique de Mao Tse-toung sur le plan intérieur annonce-elle l'inéluctable dénonciation de son coing sur le plan interrett annoinestelle l'inéluciable dénomolation de son
point de vue sur les questions internationales et notamment de son
appréciation de l'Union soviétique?

Poser la question en ces termes
serait oublier la part essentielle prise,
dans cette polémique, par d'autres
dirigeants et tout particulièrement
par MM. Liu Shaoqi, Peng Shen
et Deng Xiaoping (6). Ce dernier,
l'année passée aux Etats-Unis,
déployait tout son talent afin de
convaincre les dirigeants américains
du danger soviétique : « Si l'U.R.S.S.
entend déclencher une guerre, elle
doit avant tout achever son déploiement stratégique, chercher des bases
sùres et des ressources stratégiques. »

Par XAVIER LUCCIONI

Pour Pékin, ce propos du numéro un chinois, à Washington, le 31 janvier 1979, un mois sprès la ruée des chars vietnamiens sur le Cambodge, n'a pu qu'être conforté par l'invasion soviétique de l'Arghanistan. Une situation que les dirigeants chinois apprécient ainsi : l'acte s'inscrit dans le projet stratégique du « social-impérialisme » soviétique et vise à contester de manière offensive la zone d'emprise de l'impérialisme américain, suivant un déploiement militaire qui requiert su préaisle la constitution d'un réseau de points d'appui et le contrôle des ressources énergétiques de son adversaire occidental (7).

Des bases et du pétrole

PEKIN a vu avec une grande inquiétude l'U.R.S.S. conquérir en un an, directement ou par l'entremise de son allé vietnamien, plusieurs positions-clès pour le contrôle des détroits — par les bases acquises en Ethiopie, au Sud-Yèmen et désormals en algebraites — qui placent les en Alghanistan — qui placent les forces aèriennes soviétiques à quel-ques minutes du goulet d'Ornuz, ou à portée de voi du détroit de Malacca à portée de voi du détroit de Malacca à partir du territoire cambodgien. Le Kremlin peut directement manier la menace ou la subversion (8) pour déstabiliser les pays voisins : Iran et Paskistan à l'ouest, Thaïlande et Malaisie à l'est, et, le moment venu, couper le principal chemin d'appro-visionnement pétrolier vers l'Europe on le Japon.

La guerre énergétique, estime Pékin, est engagée lorsque Moscou place les pétrolières occidentaux dans la mire de ses canons et convoite les ressources pétrolières du Proche-Orient.

a Le problème de l'énergie, écrit-on dans la presse chinoise, est devenu un casse-tête pour l'Union soviétique » (3) car les conditions d'exploitation des gisements sibériens sont telles qu'ils ne pourront compenser l'épuisement rapide des puits d'Europe orientale : la croissance de la demande encore accusée par la part de

pétrole exporté pour obtenir des devises fortes ou des avantages politiques incite incluetablement Moscou à mettre la main sur les hydrocarbures dorénavant à sa portée au Proche-Orient. En Afghanistan même, révèle le mensuel Zhang Ming (publié à Hongkong) qui c'ite des sources américaines, d'importantes réserves auraient été décelées dès 1870 par des prologues soyiétiques peu symplemes soyiétiques géologues soviétiques, peu soucieux cependant d'en avertir le gouverne-ment afghan de l'époque.

Cette appréciation rejoint les commentaires sur la précédente décennie, caractérisée dans la presse chinoise par le développement d'aune stratégie offensive à l'échelle planétaire de la politique extérieure de l'U.R.S.S. > (10) et par la formidable croissance de son potentiel militaire, nettement au-delà de ce que requérait la parité avec les Etats-Unis (11). Pour Pétin, cette tendance est devenue manifeste depuis l'entrée des blindés russes dans Prague, en août 1968, un an avant Prague, en août 1963, un an avant les incidents sur l'Oussouri, à la frontière sino-soviétique. Dès lors, Mao estimait que ce « révisionnisme sovié-tique », per uns tendance inexorable tique », par une tendance inexorable à l'expansion hors de ses frontières, se transformait en « social-impéris-lisme » (12). Puis il esquissait la « théorie des trois mondes » qui sera exposée par M. Deng Xiaoping, à la tribune de l'ONU, en avril 1974 : désormais le globe comporte « trois parties, trois mondes, qui sont à la lois liés mutuellement et contradictoires entre eux ; les Etats-Unis et l'Union soviétique forment le premier l'Union soviétique forment le premier monde : les pays en vois de dévelop-pement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions, le tiers-monde; et les pays développés se trouvant entre les deux, le second

et Kissinger plionnaient alors quoti-diennement le Vietnam et semblaient pouvoir faire et défaire les dictatures militaires à leur service. Comment dire que l'Union soviétane, qui sou-tient les mouvements de libération, drift comments les libérations. comparable aux Etats-Unis Elle est d'autant plus dangereuse, répond Pékin, qu'elle revendique à son profit un nouveau partage des sphères d'influence tracées au lensphères d'influence tracées au len-demain de la seconde guerre mondemain de la seconde guerre mondiale, en contestant l'empire américain, pour former ainsi le détonateur d'un confilt majeur. Elle est en position offensive, notamment a près avril-mai 1975 qui voit le repli américain hors de l'Asie du Sud-Est tandis que Washington se dèbat sous les effets du Watergate; elle est dangereuse puisque sa « véritable nature a est mai perçue par l'opinson internationale. Au moins, selon Pékin, l'opération afghane aura-t-elle permis de a dissiper toute illusion et d'élèver la vigitance de tous les paus à l'égard la vigilance de tous les pays à l'égard de la stratégie globale de l'Union soviétique » (14); cet article révèle bien la duplicité de la « détente selon Moscou », détente dont la Chine a toujours contesté la signification offi-

Mais les Etats-Unis de MM. Nixon

Certes, en février 1979, la Chine a n no n ça i t que le «traité d'alliance et d'assistance mutuelle » signé avec Moscou pour trente ans en 1980 n'avait plus de raison d'être et ne serait pes reconduit, et dans le mème temps elle souhaitait des négociations, pour une amélioration de ses relations avec l'U.R.S. L'acuité des arguments idéologiques qui formaitent le fond de la « grande polémique sinosoriètique » de 1986 à 1986 (15) semblait amoindrie depuis la mort de Mac. En outre Pêkin assouplissait son attitude à l'égard des partis communistes ouest-européens : des contacts discrets s'établissaient avec le P.C.F. et le P.C.E. tandis qu'une délégation de journalistes de l'Unita, l'organe du parti communiste italien, visitait la Chine en août 1979. La Chine est depuis longtemps sérieusement préoccupée par l'éventualité d'une attaque militaire soviétique, opération qui se révêlerait catastrophique pour son effort de modernisation. Se sachant militairement vuinérable, il lui fallait réduire la pression, éviter de jeter de l'huile sur le lover de la discorde. réduire la pression, éviter de jeter de l'hulle sur le loyer de la discorde, éviter les prétextes à une interven-tion soviétique, tout en jouant des contradictions avec l'eurocommunisme. Jusqu'à décembre 1979, les daux capi-tales avaient maintenu un statu quo offensif qui pouvait permettre d'in-troduire une négociation à parité : chacune encerciait l'autre, Mosoou en confortant sa tutelle sur la péninsule indochinoise. Pékin en renforçant ses liens avec le Japon et surtout en renouant des relations diplomatiques avec Washington; dans cette conjoncture, l'URAS, avait aussi intérêt à pérsules appareit an la Bélin appareit au partie de l'Allein appareit an la Bélin de l'Allein de négotier, pensalt-on à Pékin.

Mals l'occupation de l'Afghanistan mais l'occupation de l'argnanistan a transformé toutes ces données, en semblant accorder un avantage tel à Moscou qu'il allait précipiter le rapprochement militaire sino-améri-cain. Car, saion Pékin, les États-Unis, considérés comme un impérialisme en déclin, ne représentent plus le danger maisur et cont au tout ces moines declin, ne representent piùs le dangar majeur, et sont en tout ces moins redoutables que la menace à la paix mondiale constituée par la machine de guerre soviétique. Thèse qu'illustre le voyage en Chine de M. Harold Brown, secrétaire d'Etat américain à la défense — voyage prévu depuis

(1) Mme Wang Guangmai réapparut lors du banquet officei du 1º janviar 1979 : M. Peng Chen, ancien maire de Pékin, est depuis juillet 1979 vice-prési-dent du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale.

(2) Ces quatre dirigrants (désignés romme la tendance «toutiste»; «tout ce qu'a dit le président Mae est juste»; qui jouèrent un rôle essentiel lors de la «chute des quatre» en octobre 1978, ne sont pas exclus du parti mais démis de leurs fonctions. Il paraît que ce remaniement était le corollaire de la réhabilitation de M. Liu Shaoqi.

(3) Beifing Information, nº 10, 1980. (4) Le 5 anût 1965 était publiée la fameuse affiche de Mao Zedong : « Bombardez le quartier pénérul ennemi. Ma nemitre affiche en grande caractères.

Jiang Qing, Yao Wenyuan.

(6) Peng Chen dirigent la délégation chinoise qui, à Bucarest, le 20 juin 1960, dut affronter les premières violentes attaques verbales de Ehrouchtchev à l'encoutre de la politique du P.C.C. Le différend sino-soviérique s'amplifiant, une nouvelle commission comprenant des réprésentants de vingt-six P.C. fut organisée à Moscou en septembre de la même année : elle était dirigée du côté chinois par Peng Chen, Deng Xiaoping, puis Liu-Shaoqi. Chaque étape marquante de la controverse entre Pétin et Moscou de 1956 à 1966 retrouvers ces personnalités et elles y prendront une part décisive.

(7) Voir notamment « Stratégie mititaire

(7) Voir notamment « Strategie militaire de Moscou pour la domination mondiale », in Belfing Information, n° 4, 1980 (tra-duction du Bennin Ribao du 11 jarvier

(8) Voir «La stratégie asiatique du ocial-impérialiame» (Beijing Informa-

plusteurs semaines et envisagé dans le cadre de la nouvelle politique de Washingtom à l'égard de Péirin. Cette politique, révéiait le New York Times du 3 octobre 1979 d'après des documents confidéntiels, était déjà arrètée pour cinq ans depuis avril 1979, lorsque le Pentagone a estima nécessaire de soutenir la Chine pour maintenir l'équilibre des forces avec Moscon. Selon ces documents, en cas de neutralité occidentals dans un conflit entre l'URSS, et la Chine, celle-ci éprouverait beaucoup de difficultés à-surmonter son handicap. Inversement, estime le Pentagone, dans l'état actuel de ses forces, elle ne pourrait réagir à une intervention de Moscou en Asie occidentale, et l'URSS, renréagir à une intervention de Moscou en Asie occidentale, et l'URSS, renforcerait son potentiel énergétique. Et d'en déduire que la protection
des alliés asiatiques de l'Amérique
passe par un acroissement de son
appui militaire à la Chine, qui recevra les puissants avantages qu'elle
réclamait : matériel technologique
avancé (notamment en matière de
rayons laser, d'armements antichars,
de matériel aéromautique : la grande
laiblesse des forces armées chinoises),
certains de oes systèmes devant être
fabriqués sous licence en Chine, et
celle-ci sera, en outre, informée des celle-ci sera, en outre, informée des mouvements de troupes soviétiques grace aux satellites et avions espions

Une première partie de ce jeu triangulaire s'est réalisée avec l'offensive russe en Afghanistan. La seconde doit se tradulre par le ren-forcement des relations sino-américaines. Quelle sera la troisième? Par sa fermeté, ce rapprochement pourrat-il « contenir » la poussée soviétique. comme la Chine le conseille à l'Occi-dent afin de « repousser l'échéance de la guerre »? Ou, inversement, risque-t-fi de précipiter un conflit local ou plus étendu — Moscou craignant cette pius étendu — Moscon craignant cette montée en puissance et pouvant alors précipitér l'action préventive? « Les années 80 seront fertiles en événements, disait récemment M.: Deng Klaoping, l'occupation militaire de l'Afghanistan par l'URSS. en est une preuse tangible... » Les risques de dérèglement n'ont en effet jamais tité augel prophetits. été aussi nombreux.

tion >, n° 3, 1979) et «L'U.R.S.S. intensine sa poussée vers le sud » (B.J., n° 31, 1979) : allusion à l'influence soviétique dans les conflits régionsux notamment au Baloutchistab.

(9) Titre d'un article de synthèse paru dans le Beifing Zhoubao du 27 avril 1979. dans le Beijing Zhoubao du 27 avril 1979.

(10) L'information est reprise d'un commentairs de la C.I.A. datant de 1977.

mais contesté par l'organisme spécialisé suédois Pétrostudien (le Monde du 30 juin 1979 : est dans cinq ans l'UR.S.S.».

Daniel Vernet). Cependant, le Financial Times du 16 février 1980 relance l'hypothèse d'une pénurie d'hydrocarbures en UR.S.S. dans les années à veuir, d'après les propos d'un actentifique, le professeur Kylov, rapporté par la revue EEO (le Monde du 17-18 février 1979). Voir également sur cette question B.I., n° 34, 1979, e le Problème de l'énergie : un vrai casse-

(11) Renmin Ribao, 11 janvier 1980. (12) L'éditorial du 1º Janvier 1970 c Aller ou-devant des grandes années 7: citait cette directive de Mao : « Que i peuples du monde entier s'unissent po combattre toute guerre d'agression décle chée par tout impérialisme, ou le socié impérialisme ».

impérialisme.

(13) Prononcé le 10 avril 1974 à la session extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU. La paternité de cette intervantion a été nouvent attribuée, abusivement, à M. Deug Klaoping, alors qu'un texte d'une telle importance est l'émanation du burseu politique. Il est d'allieurs à noter que tous les dirigeants chinois avaient secompagné à l'eferoport MM. Deug Klaoping et Klao Kouan-boua, ministre des affaires étrangères, de manière à bien souligner leur achésion à la démarche qui allait suivre. Cette théorie des etrois mondeurs demurs le Ill conducteur de la stratégie chinoise. des etrois mondes demeurs conducteur de la stratégie chinol

(14) Voir «la Lecon de l'affaire afghant », S.i., n° 5, 1980. (15) Voir le livre de Jean Baby pa ous ce titre chez Grasset.

Bibliographie

LES AMBIGUÏTÉS DE L'HISTOIRE

AO TSE-TOUNG vécut les dernières années de sa vie dans la crainte obsessionnelle que son œuvre politique na périsse avec lui. La Longue Marche, les durs sacrifices consentis, les terribles conflits intérieurs qui avaient marqué péties au regard de l'histoire de la Chine. Seraient-ils d'éphémères épisodes, bientôt dissous dans l'immensité

liste vus par un communiste français. annonce le sous-titre. Or, depuis vingt ans, le P.C.F. a accusé son homologue chinois de statinisme (mais out), de bellicisme et d'irrédentisme, toutes accusations fidèlement calquèes sur celles de Moscou. Alain Roux évite la polémique et, dans un style dépouillé et très circonspect, se livre à des reconstitutions qui sont tout à l'opposé des objurgations dont sont coutumiers

Par JEAN DAUBIER

que millénaire où toutes les ruptures

tative désespérée d'enrayer cette dérive. Mao accusait souvent ses adversaires de vouloir « taire tourner à l'envers la roue de l'histoire ». Mais l'histoire est ambiqué et, en un sens. c'est plutôt lui qui la défiait. La réhabilitation de Liu Shaoqi nous rappelle irrésistiblement sa formule, de même que la tascination avec laquelle les nouveaux moltres de la Chine voient le monde capitaliste. Le vice-premier ministre Yu Qiuli ne déclarait-Il pas nment, lors d'une contérence de cadres, que dans la compétition économique avec Taiwan, c'est la République populaire qui avait perdu? !! n'hésilait pas à ajouter que Pékin avait beaucoup à apprendre en matière de ent car le niveau de vie chez les nationalistes est plus élevé. Or, a-t-it précisé, au début des années 50 la situation à Taiwan différait peu de celle de nos provinces contintales. La différence étant, de notre côté, la direction communiste et là-

A lire cas lignes, on reste reveur, car entin al les auccesseurs de Mao n'ont d'autres perspectives à offrir à leur uple que celle de suivre le modèle insulaire, comment s'étonner qu'un essimisme de plomb pèse sur l'api-lion publique chinoise, que la nouvelle n soit désemparée et que la criminalité devienne un drame natiol'étranger on crédite si abondan le vice-premier ministre Deng Xieoping

Capandant, l'évolution de la Chine est join d'attrister tout le monde. Ainsi, l'on voit se manifester dans certains secteurs, jusque-là très réservés, une attention nouvelle. Un livre vient de que dirige le patti communiste francais. et il samble annoncar una petite ou verture discrète et très prudente en Jirection du parti chinois. L'auteur, Alain Roux, a intitulé son ouvrage le Casse-Tâte chinois (2), ce qui peint à mertaille l'ambarras que suscite la politique de Pékin dans les milieux « orxes ». Trente ans de Chine socia-

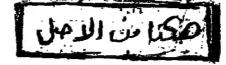
Bien que certains passages demeurent très synthétiques, — l'affaire Lin Biao est expédiée en deux pages l'ouvrage, d'une bonne tenue, se place d'emblée aux antipodes de l'Inéner-rable Qu va la Chine que J.-E. Videl publia en 1967, tointaine contribution des communistes français aux études chinoises (3).

Ce n'est qu'à la lin que l'auteur se risque à dévoiler ses sympathles ou plutôt ses antipathies à propos de la politique extérieure de Pékin. Sur ce terrain qu'il croit sur, il avance quelques thèses dignes d'attention : ainsi la Chine, selon lut, ne serait pas loin d'accepter de facto certains thèmes soviétique. Cela créerait à l'évidence la base d'un rapprochement en matière Idéologique. Reste le différend concernant la politique étrangère et il n'est tour un cartain réalisme chez les diri-geants chinois, l'auteur estime qu'ils mental : les peuples du monde, dit-il. américain teur adversaire, Selon Iul, cela conduira tôt ou tard les Chinois à douter du bien-tondé de leur entisoviétisme de principe, - Sauf, ejoulet-il prudemment, si l'U.R.S.S. était systématiquement du mauvais côté des forces en conflit. =

l'attitude de son parti à l'égard de la résolutions passées, celle d'try en 1963, notamment, qui condamnalent la politique de Pékin. Il reconnaît que ces textes « ont vieilli », ce qui est un suphémisme. - ils se réclament, dit-il. d'un jugement a priori de ce que doit Aussi l'auteur invite-t-il discrètement M. Marchais et ses camerades au dialogue afin qu'ils éclairent teur lanterne L'approche pau dogmatique d'Alain Roux a-t-elle des chances de recueillir un echo au bureau politique

(1) Voir issues & Studies, janvier 1980. vol. VI. nº 1.
(2) Alain Rouz. le Casse-tête ekinosa. Editions sociales, coll. e Notre
tempe s. Paris, 1980, 471 pages.
(2) Jean-Emille Vidal, Où va la
Chine. Editions sociales, coll. e Notre
temps s. préf. d'Etlenne Fajon, Paris,
1967, 274 pages





LA SOCIÉTÉ SYRIE

C IX mois d'action violente (1) ont donné au mouvement des Frères musulmans une dimension historique qu'il ne semble pas, cependant, en mesure d'assumer à lui seul. Pius qu'un réel danger, ce mouvement qui n'a sucune solution politique — qui n'a aucune solution politique à proposer dans l'immédiat, — appa-raît plutôt comme un défi lancé au régime du président Assad qui, jus-qu'à présent, a fait montre de son incapacité à en venir à bout, malgré l'ampieur des moyens répressifs mis en œuvre. Dans la foulée de ce ter-rorisme, l'opposition dite « démocra-tique » essave activement de s'organitique a essave activement de s'organide la mosquée Rawda. Une fusillade a alors éclaté, qui a fait une dizaine de morts et plusieurs dizaines de bles-sés. Dans les deux jours qui ont suivi la fête — par ailleurs boycottée sur ordre de la confrérie, — dix-huit per-sonnes ont été assassinées, toutes dans la compraent la lorgité. Début décemla communauté alacuite. Début décem-bre, huit hommes armés ont réussi à pénétrer dans une école de la ville, où se trouvaient réunis des cadres du parti Bass préparant le futur congrès régional, et ont ouvert le feu. Bilan : une quarantaine de morts. A noter à ce propos que, dans la « branche » d'Alep, des défections en masse ont

Par PAUL MALER

ser et, en oubliant les formules écu-lées du mouvement national arabe, de trouver un terrain d'action au niveau de la société civile qu'elle voudrait ressusciter contre l'Etat. Pour faire face à la situation, celui-ci a d'abord joué l'ouverture, en proposant un élar-gissement du Front national progresgissement du Front national progres-siste actuellement au pouvoir. Devant la fin de non-recevoir des principales forces concernées par cette proposi-tion, il semble qu'il soit à présent décidé à imposer la «continuité», comme il rescort du VII° congrès régional du parti Baas, qui s'est tenu du 22 décembre au 6 janvier à Damas, et maigré le risque évident que s'ac-centue l'isolement politique et confes-sionnel du régime.

centre l'isolement politique et confes-sionnel du régime.

Depuis l'opération menée contre l'école d'artillerie d'Alep le 16 juin dernier et qui, on s'en souvient, avait fait quatre-vingt-trois tués dans les rangs des élèves-officiers — tous choi-sis dans la communauté alacuite, — les attentats se sont multipliés dans les attentats se sont multipliés dans les grandes villes du pays, au point de devenir la marque d'une nouvelle quotidienneté syrienne. Il serait donc tout à fait filusoire de vouloir en dresser une liste exhaustive, et l'on se contentera de rappeler les faits les plus saillants de ces derniers mois. A Alep, la métropole du Nord qui est devenue l'épicentre du mouvement, la devenue l'épicentre du mouvement, la guerre est désormais ouverte entre l'organisation militaire de la confrérie et les « brigades de défense » de M. Rif'at Assad — frère du présisent, — lesquelles, malgré les cinq mille hommes engagés dans la bataille, ne parviennent pas à empêcher que les deux tiers de la ville ne soient de fait soustraits à l'autorité légale. Tout a commencé — ou recommencé — en novembre, quelques fours avant la a commencé — ou recommencé — en novembre, quelques jours avant la grande fête musulmane de l'Adha, quand une escouade a attaqué un bureau de la sûreté, tuant quatorre agents des forces de sécurité intérieure et des mukhabarat (renseignements). Le lendemain, le pouvoir s'est cru assez fort pour arrêter le chelkh Zeineddin Khairallah, l'imam de la grande mosquée, dont le gendre n'est. Zeineddin Khairallah, l'imam de la grande mosquée, dont le gendre n'est autre que Husni 'Abo, le responsable militaire des Frères musulmans pour la région d'Alep (récemment exécuté). En réponse à cette mesure, pusieurs milliers de manifestants se sont déver-sés dans les rues de la ville, à la sortie

réduit ce parti à l'état de squelette, puisqu'il ne compte plus que six cents militants, pour une population de près d'un million d'habitants.

A Hams, le fief de l'intégrisme musulman, deux grandes manifestations avaient soulevé la population. La première, en novembre, était une réponse au meurtre d'un chauffeur de poids-lourd musulman de la ville par un alacuite du village voisin de Rabl'a. Elle a réuni plusieurs dizaines Rabi'a. Elle a réuni plusieurs dizsines de milliers de manifestants, armés pour certains. La seconde, en décem-pre, entendait protester de la même manière contre le meurtre d'un écolier de seize ans par les mukhabarat. Der-nier fait marquant concernant cette de seize ans par les munaparat. Dernier fait marquant concernant cette
ville : la tentative d'assassinat du
mohafez (gouverneur), au cours de
laquelle deux de ses gardes du corps
ont été tués, ainsi que deux des agresseurs. A Lattaquié, après les violents
affrontements qui ont embrasé la ville
au début de sentembre et sur lesquels
on ne reviendra pas, les Frères musulmans ont imposé un couvre-feu de
fait après 19 heures. Il faut signaler
également que cette agitation a
débordé le cadre urbain pour gagner
la campagne avoisinante dans le nord
du pays, autour d'Idilb et d'Alep, en
particulier, où les centres de la sûreté
ont été attaqués par des éléments
armés. Ainsi dans le village d'Atma,
où quatre policiers ont été tués. Dans
les autres villes du pays, et en particulier à Damas, où l'appareil répressif
tient encure solidement la rue, les
événements cout moins spectaculaires :
assassinats de personnalités proches
du régime (Hessan Karkora médecin assassinats de personnalités proches du régime (Hassan Karkora, médetin, 'Adnan Ghanem, professeur de géo-logie, dans son bureau à l'université...), attentats contre les forces de la sureté.

Encore une fois, ce ne sont là que des exemples limités d'une action beaucoup plus large qui, quotidiennement, secoue une rue, un quartier, un village dans le pays. Aiors, bien sûr, se pose la question de la finalité de cette la question de la finalité de cette action du point de vue du mouvement lui-même. Pour des raisons évidentes qui tiennent à la nature clandestine de celui-ci, il est difficile d'apporter une réponse précise à cette question. Tout au plus peut-on se référer aux organes de la confrérie en Syrie, comme Al-Nadhir ou Al-Ra'id, et autres tracts qui circulent sous le manteau dans tout le pays. Tous procla-

Une répétition générale. C'est le conclusion que tire l'opposition syrienne des nouveaux événements qui, en mars, ant ébranlé le pays, marquant une nette accélération dans

l'entropie da régi L'ampleur du mouvement, si elle n'a eu que peu d'écho dans la presse internationale, a frappé tous les asprits en Syrie. Une fois encore, Alap, dont la structure sociale tradi-tionnelle, et donc lo cohésion, e été mieux préservée que dans la capitale des atteintes de l'Etat, gardait l'initiative de la lutte contre colui-ci. Paralysée par una grève générale, la ville a été le théâtre d'affrontements violents entre jeunes manifestants et « forces spéciales », les premiers s'étant particulièrement acharnés contre les permanences du parti Baos, les coopératives de consommation, les établisses publics, les autobus, le bureau des lignes aériennes syriennes et celui de l'Aeroffot. D'autre part, certains quartiers popukires ont dù subir les assauts de ces mêmes « forces spéciales » : des blindés out été engagés, appuyés par des bélicoptères, dont l'utilisation intensive fut une grande pre-mière dans l'histoire militaire syrienne.

Dans catte bataille, le site historique de la citadelle servait de point d'appui oux forces aéroportées : illustration servar de pour à appur dux tarces auroportes; illustration suisissante de cet État, retranché dans sa propre société. La même tactique a été employée contre les bourgs de la campagne avoisinante : à Idlib, Ma'ara-ol-Nu'man et Jisral-Shughur. Depuis, la 3º Division — vingt-cinq mille hommes et quatre cents blindés — a pris position dans la région du

Nord. Dans les milieux bien informés de la capitale, on estimoit, à la mi-mars, à un millier le nombre des victimes de ces affrontements. Les autres villes de Syrie ne sont pas demeurées en reste : le 8 mars, pour le dix-septième anniversaire de la révolution, toutes les villes étaient en grève, et Damas même obéissait au mot d'ordre dans une proportion de 40 % environ. Comme à Alep, de violentes manifestations ont ponetué cette insolite commémoration de l'arrivée du

Baas au pouvoir. Autre foit d'importance, les Frères musulmons ne sont pos les seuls instigateurs du mouvement, même si leur parti-cipation est déterminante. Ainsi, à Alep, les nossériens de Jamal Atassi et les communistes du « bureau politique » ont joué an rôle non négligeable dans l'organisation de la lutte dans les quartiers et sur les lieux de travail, de même que les associations professionnelles (avocats, médecins, etc.). A Hamo, les partisans d'Akram Haurani font reporler d'eux; à croire que dix-sept années de régime boasiste n'ont pas entamé l'autorité du vieux leader charismatique. A Deir-ex-Zor, sur l'Euphrote, la manifestation comptaît bon nombre de baasistes révoltés contre le commandement de la capitale, et le drapeau irakien a même été hissé pour la circonstance. A Homs, où les Frères musulmans n'ant aucune existence déclarée, l'opposition démocratique a publié le 11 mars son premier communiqué commun, exigeent « la libération de tous les prisonniers politiques, le rétablissement des libertés démocratiques, le retrait des forces d'intervention dans toutes

Un vaste mouvement populaire dessine

ment en substance que les Frères musulmans ne sont pas contre les Alaouites mais contre le despotisme d'une minorité, pour le rétablisse-ment de la souveraineté de la « majorité». Il est à remarquer que les revendications formulées, telles que la libération des prisonniers politiques, le

Sourde lutte dans les organisations professionnelles

EN parfaite conformité avec les clivages politiques syriens tradition-nels, cette opposition est très largement dominée par trois courants : les communistes du « bureau politique » de Riyad Turk, né d'une scission du parti communiste de M. Khaled Bag-dash en 1971; les nassériens, avec le dash en 1971; les nassériens, avec le Dr Jamal Atassi, qui a aussi son pendant au sein du Front national au pouvoir en la personne de M. Fawal Al-Kayyall; enfin, les bassistes du « Mouvement du 23 février », autrement di l'alle « dure » du parti, qui fut au pouvoir entre deux coups d'Etat (23 février 1968-16 novembre 1970), et dont les chefs « historiques » sont soit en exil (M. Ibrahim Makhos), soit regroupés dans la prison de Mezzé à Damas (MM. Salah Jedid, Noureddin Atassi, Youssef Zu'ayyan).

Tous les diriceants de ces forma-

Tous les dirigeants de ces forma-tions politiques que nous avons inter-rogés reconnaissent aux Frères musul-mans l'immense mérite d'avoir les pre-

miers brisé le mur de la peur et tiré la société syrienne de sa léthargie, même s'ils ne peuvent approuver les moyens utilisés, à savoir le terrorisme et la confessionalisation de la lutte. Autre trait marquant que l'on retrouve dans les différentes prises retrouve dans les différentes prises de position : la froideur de l'analyse, la modestie des programmes d'action à court terme. Rompant avec une certaine «langue de bois» triomphaliste — à laquelle, il faut bien le dire, le discours politique arabe nous a habitués, — ces organisations manifestent une grande maturité et ne craignent par d'affirmer au viene de voir une grande maturité et ne craignent pas d'affirmer, au risque de se voir déborder par l'effervescence de la rue, que le régime du président Assad ne tombers pas en un jour.

respect des convictions de chacun. etc. ne concernent pas la seule « Commu-nauté des croyants » (Umma) mais avec elle, et explicitement, tous les citoyens victimes de l'oppression. C'est

une « perche » tendue à l'opposition « démocratique » et à toutes les forces

Seul le « Mouvement du 23 février » semble avoir encore du mal à se débarrasser d'un certain atavisme putschiste, et regrette le temps où il suffisait de trois chars d'assaut pour prendre le pouvoir à Damas. Son impa-

tience se justifie : nourri dans le sérail bassiste, il est également le mieux implanté, et de loin, dans l'armée, de même que dans la communauté alaouite : les trois assises du régime actuel. Selon deux membres du comité central que nous avons rencontrès, les douze campagnes de répression que le Mouvement a dû affronter depuis 1970 Movement a dû affronter depuis 1970 sont la meilleure preuve qu'il représente le danger le plus sérieux pour le pouvoir et, dans les circonstances actuelles, cû est celui qui peut le plus facilement tirer le tapis à lui ». Mais le « Mouvement du 23 février » reste tout de même acquis à l'idée, qui s'est affirmée peu à peu dans l'opposition en Syrie, seion laquelle le plus urgent n'est pas tant de s'emparer de l'Etat que d'organiser et défendre la société contre celui-ci. guveaux (O

1

San San San San A THE STATE OF -14.2.

Ce n'est pas un mines programme quand on mesure la situation pré-sente : au terme d'un long processus de « dé-socialisation », le Bass est par-venu à ramener la société syrienne au niveau d'une organisation politique, avec ses organes d'encadrement que sont — à l'instar des corporations — les « organisations populaires », chargées de reproduire le discours uniforme du pouvoir dans toutes les catégories sociales. Aujourd'hui, pourtant, à la faveur de la crise, le système mis en place semble se returner. tant, à la faveur de la crise, le système mis en place semble se retourner contre son initiateur. Une lutte sourde s'est engagée, depuis plus d'un an déjà, pour bouter hors de ces organisations les représentants attitrés du pouvoir. Le résultat est que des pans entiers de la société échappent désormals à l'emprise de l'Etat.

Atent char les inciviaux les méde.

Ainsi chez les ingénieurs, les méde-cins, les pharmaciens, les élections syndicales qui ont eu lieu à la fin de l'année écoulée se sont traduites par un échec cuisant pour le parti au pou-voir. Ainsi à Damas, sur un total de quinze élus par union syndicale, les bassistes n'ont obtenu que trois repré-

« LES 50 AFRIQUES », d'H. Bourges et C. Wauthier

TERVE BOURGES et Claude Wauthier nous présentent une somme de l'Afrique contemporaine qui n'existait pas en français (1). Malgré l'épaisseur de ces volumes, c'était une gageure de vouloir rassembler tant d'informations sur tant de pays en un seul

Le but des auteurs n'est pas douteux. Il s'agit d'aider le lecteur à s'orienter dans la réalité complexe, voire confuse aux yeux du profane, d'un continent qu'on ne pent plus ignorer et dont le Sud, à notre avis, verra éclater avant dix ans l'une des crises les plus graves du siècle. Mais une telle initiation ne pouvait se réduire à un annuaire politique et économique. Commo l'indique Joseph Ki-Zerbo dans une préface lumineuse, l'Eint africain actuel reste suspendu dans le vide et ses contradictions ne peuvent être éclairées que par une vision du passé. Mais comment présenter dans des limites raisonnables ce passé millénaire des deux vastes espaces, méditerranéen et subsaharien, et les problèmes complexes de la décolonisation et du nationalisme dans le cadre de cinquante-quatre unités lisme dans le cadre de cinquante-quatre unités

Il faut rendre hommage au talent des autours, qui y sont parvenus. Ils ont présenté chacan qui y sont parvenus. Ils ont présente chacun de ces pays, regroupés en neuf secteurs précèdés d'une introduction régionale. Ils les ont traités avec souplesse, commençant soit par un tableau géographique, soit par l'évocation d'un événement frappant, pour amores une étude aussi systématique que le permettait l'espace disponible. Dans un travail où l'éclairage se concentre naturellement sur les faits contemporains, il est cependant regrettable qu'on ait négligé de nous fournir un bref historique des principales organisations africaines, notamment l'O.U.A. et les internationales syndicales. On remarquera la forte postface de Samir Amin qui dénonce les illazions d'un développement mimétique fon de sions d'un développement mimétique fon dé sur l'idéologie d'une évolution unilinéaire des sociétés humaines.

D OUR chaque pays, le lecteur trouvers un le bref tableau géographique et historique remontant jusqu'à la préhistoire, une description succincte mais précise de la colonisation et un exposé précis, souvent remarquable, des mouvements nationaux, de la décolonisation, des problèmes actuels ainsi que du développement économique et social. Disons d'emblée qu'il s'agit là, pour la période contemporaine, d'un ensemble irrempiaçable, unique en français, et que tout lecteur soudeux des crises

De l'histoire ancienne à la politique contemporaine

de notre temps devrait avoir sous la main.
Les chapitres sur le Zimbabwe et l'Afrique du
Sud sont parmi les meilleurs.
Cela dit, blen sûr, le spécialiste ne peut
manquer de trouver des critiques à faire, encore
s'agit-il surtout de critiques de détail, et
concernant le plus souvent la période ancienne,
sur laquelle la recherche ne cesse de modifier
nos convaissances.
D'abord une réserve sur certains aspects du

D'abord une réserve sur certains aspects du plan : la Guinée-Bissau aurait dû être traitée avec le Sénégal et la Gambie, alors que la région maritime de l'Ouest africain aurait dû porter le nom de Golfe de Guinée, plutôt que

Par YVES PERSON *

de Bénin. L'Angola nous paraît inséparable du Zaire, alors que le Rwanda et le Burundi deivent être traités avec l'Ouganda et la Tanquivent etre trances avec l'organois et la l'al-ranie. La francophonie, qui ne concerne d'all-leurs que la minorité dominante, ne peut rien contre la géographie comme l'a montre la crise terrible qu'ent connu les ex-mandats belges du fait de la guerre d'Ouganda, au début de 1979. Les Comores auraient dû également être traitées avec l'Afrique orientale, elles font

traitées avec l'Afrique orientale, eues 10 m parties du monde swahili.

Inversement la Zamble, le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe forment un ensemble indissociable, distinct de l'Afrique du Sud, de la Namble et des trois anciens protectorats britanniques. Il y a là une logique historique et géographique à laquelle îl ne faut pas se dérober. Une prochaîne édition pourra y porter remède.

remède.

Sur le fond même, l'expose des origines n'est pas toujours aussi satisfaisant que celui des problèmes contemporains. Il faut absolument abandonner le nom de Hamite, chargé de mythes racistes redoutables, voire meurtriers, au Rwanda et au Burandi et, en outre, en contradiction totale avec l'état actuel des connaissances. On parle désormais de langues kushitiques, ce qui d'ailieurs n'est guère saisfaisant, et il n'y a plus de Nilo-Hamites mais des Paranilotes on des Nilotes des Piateaux. Quant aux Ivo, ils ne sont donc pas des Hamites, ni même des Paranilotes, ce sont des Nilotes des plus classiques (II, p. 247).

A propos de l'Ethiopie, le tigré n'est pas la langue de la province du Tigré (y compris

• Université de Paris-I.

L'organisation des royaumes mossi, dans leur cadre actuel, ne peut être antérieur au quinzième siècle, bien que Delafosse ait parfé du onzième (I, p. 357). On regrette de retrouver au passage la vieille légende chauvine de l'antériorité des Normands sur les Portugais (I, p. 536). Par contre, l'importance commune des bouleversements du seisième siècle (Sumba-Quoja) pour le Liberta et la Sierra-Leone n'apparaît pas.

Asmara) qui est le tigriniya, mais celle des nomades musulmans de l'extrême nord-ouest

n'apparaît pas.

Pour la Côte-d'Ivoire, l'idée d'un peuplement récent est une illusion d'optique due au caractère des traditions orales et au retard de l'archéologie (I. p. 554 et sq.). En outre, il faudrait échapper au discours colonial sur les « solvante peuples » alors qu'il y a au maximum sept familles ethniques. Ce mythe sert à justifier une politique de nivelage culturel (I, p. 549). On peut en dire autant des « solvantedix tribus récentes » de la Zambie (II, p. 351).

Il est tout à fait inadmissible d'employer dix tribus récentes » de la Zambie (II, p. 351).

Il est tout à fait inadmissible d'employer des expressions comme « féodal » ou « serf » pour parier de la société ancienne du Rwanda ou du Burandi. Une meilleure lecture de Vansina ou de Mworoha aurait permis de l'éviter (II, p. 182). Il faudrait, de même, éviter l'abus du mot « tribu » pour désigner les ethnies ou les peuples, ce qui est un héritage maineureux de l'anthropologie angiophone.

La composition ethnique du Mozambique n'est pas hien présentée. Si les Tsonga sont apparentés au Nguni (Zulu), c'est seulement d'assez loin et l'on n'en trouve pas vers Manica. Toute cette région centrale, jusqu'à la côte

Toute cette région centrale, jusqu'à la côte vers Belra, est peuplée de Shona identiques à ceux du Zimbabwe (II, p. 429). Page 436, il fandrait ajouter le nama (hottentot) à la liste des langues de Namibie. De même, page 549, il faudrait indiquer 1899 comme début du règne de Sobhuza II, et non 1963, qui est la date de l'indépendance.

Enfin, on dispose désormais pour Madaças-car de séries continues de dates au carbone 14 depuis les quatrième et cinquième siècles de notre ère, ce qui montre que le peuplement est de toute façon très antérieur à l'an 1000 (p. 549).

B'ien sur, on pourra encore relever quelques détails du même ordre. On voit qu'ils portent essentiellement sur la connaissance des origines. Pour la période contemporaine, ce travail est constamment exact et le informe est par manufacture in proposité de la constant par minescrité internation. même s'il est parfois, par nécessité, trop suc-cinct. Il vient donc à point pour combler de graves lacunes dans la documentation dis-pouble en France.

(1) Les 50 Afriques, d'Herré Bourges et Claude Wanthier, 2 vol., Le Seuil, Paris, 1978, 682 et 684 pages.

LES CINQUANTE-SIX AFRIQUES. — Frank

★ « Petite collection Maspero z. Paris, 1979, deux tomes, 476 pages.

Les deux tomes, 416 pages.

Les deux tomes de Frank Tenaille se définissent comme un guide politique à l'usage des militants dont le but: vise plus d'inciter le lecteur à interroger une réalité qu'à en fournir la cohérence globales. Dans este optique, et en dépit d'un certain schématisme, l'auteur a pleinement réussi son pari. La partie introductive retrace à grands traits la dynamique des indépendances africaines et les contradictions socio-politiques auxquelles les jeunes Etats post-coloniaux doivent faire face. De plus, il pose des questions pertinentes quant aux problèmes-clefs — domination économique, rôis des classes dirigeantes autochtones, relations avec les anciennes métropoies coloniales et les grandes puissances — qui aeront déterminantes pour l'évolution, du continent dans les années à venir.

Dans de brafs chapitres, l'auteur brosse un tableau de chaque Etat africain et présente une fiche chiffrée des données de base de l'économic, assortie d'une bibliographie. L'ouvrage contient également de nombreuses anneres traitant des sujets divers tels que le Sahel, les armées africaines, les femmes, la France en Afrique et l'immigration.

PROXIMITÉ NICE

Dix minutes mar, zone résidentielle à vendre suthentique mas provençai très bon état, propriété 2 463 m² cloturée hauts murs, jardin dessiné, bassins d'ornament, très beaux arbres : cèdres, paimiers, pins chauffaga central, téléphone Res-de-jardin : 127 m² réception, salle manger, cuisine-office, salon avec cheminée, sanitaires : Premier étage : 127 m² 5 chambres, 2 salles de bains, 2 w.c.
Deuxième étage : belvédère solarium 16 m² 5ous-sol auténagé 127 m² Dépendances : garages 3 voltures, logsment gardien, 3 plèces sanitaires. Pavillon invités 2 plèces dans jardin Ecrère Havas 06011 - NICE

Ecrire Haves 06011 - NICE Cedax, référence 0151

RIENNE

the ten addition bles informes de le capitale, on est March. Blace has collisent blen informes de la copitole, en est monte, à la quience, à que mellier le nombre des victime de sprie ne sont par le dix-septiene aux distinguelles au écoles et le la march, pour le dix-septiene aux mandres des le opposition, neutre les villes étoient en propriée de l'année suites etites en most d'ordre dans une propriée de l'année d

these are present.

Autre fait d'importance, les Frères musulmans ne me se tes montions par les fillements de movement, même si leur pas absilier are differentement. Alori, à Alor, les nossères de desider are differentement. Alori, à le precu politique e desider are differentement de des l'organisation de la les desses de movies que même de desse les questions professionnelles levacets, médecine, même que desse les questions de la les desses des professionnelles levacets, médecine, que l'importance d'Alores Heisenni font reperier d'est e contra que d'accept années de regime boasiste n'out pe unitent de la viseux lorder charismatique. A Deire Les ses l'Importante, le sessionnelles compteir des sonts

nent populaire dessine

one of the charter, ele-ing practs a Commu-tion of Community of the designment of the least of the Landson of Community of the Community of tience se justifie to the same to the temperate. It is to the same Monversett a Gillian Canada anna a manager le pouvoir e Canada actualism e la primaria de la Monversetta a manager la primaria a man ir de in pour et tiré en de se léttarges, rations approuves les carrols le larvoration () ration de la lates.

en d'incertou prime les deux de l'armigna. Stor patient d'action schaus éver des ses longs trionphatales contre ce u,... Cle m'ett jun ... entie in ' the best to diff. In sides de terre de consideration de particular de particular de particular de la constante de l CONTRACTOR SALES

mais à l'empirée le .. Allina riwe or Madicales A. un Aches . 4. 3 mett. A.ma: A ...

LES CHICHARTESIA LIBIGLES - TO

...

· . . :

de a Patital in ferie. (Ingles Se

PROXIMITÉ NICE

ET CRISE DU PARTI BAAS

CONTRE SON ÉTAT

les villes, le désammement immédiat des milices, une lutte plus efficace contre l'Inflation et la cherté de la vie lappelent] au renforcement de l'unité nationale [et condemnant] toute protique confessionnelle d'où qu'elle vienne ». Dans cette même ligne, la très prochaine constitution d'un front regroupant toutes « les forces nationales et démocratiques »

Au-delà de ces événements, on observe la remontée du pouple syrien sur la scène politique qu'il avait animée avec force durant les aunées 50 et dont le Boas avait fini par l'écarter. A Alep, Hame, Lettequié... les manifestants ne demandaient rien de moins — et de manière explicite que la chute du régime, dépassant en cela tous les programmes des organisations politiques. Pour tenter d'enrayer ce réveil do la « société civile », l'Etat a jeté toutes ses forces dans de la « société civile », l'Etat a jeté toutes ses furces dans la bataille en mobilisant le société bureaucratique. A raison d'un congrès par jour, toutes les « organisations populaires » — ouvriers, paysans, artisans, jeunesse, femmes, enseignants, écrivains, étudiants — out été mises sur le pied de guerre, et la création, pour certaines, de « sociions armées » a même été annoncée. Mais les allégations tendant à faire passer la pouvoir actuel pour le représentant det « masses laborleuses et des intellectuels révolutionnaires » ont perdu de leur efficacité pratique. Il paraît peu vraisemblable que les auvriers et les paysans concernés acceptent de verser leur song « pour défendre les acquis de la révolution », et que se résorbe dans une guerre civile cette levée en masse contre

l'Etat. Suivant une autre ligne politique — moins « révolu tionnaire », — des commissions du parti Baas étaient dépê-chées dans les principales villes en effervescence pour trouver un terrain d'entents avec les chefs religieux et les notables locaux, en leur laispant le soin d'encodrer la fraction du peuple hors d'atteinte des appareils bureaucratiques. Bran-dissant le spectre de la « réaction » aux ouvriers et aux intullectuels, celui du communisme aux commercants et à l'élite politique traditionnelle (ou ce qu'il en reste), le pouvoir voudrait se présenter encore comme la seule force capable de gouverner le pays. Le pourre-t-il longtemps si se confirme cette montée du mouvement populaire ?

Dernier fait à noter, celui de la personnalisation du pou-voir. Après avoir laissé s'affronter les différentes factions au sein du Beus, le président Hofez Assed est descendu dans l'arène pour mesurer l'état de son charisme auprès des « organisations populaires ». Prenant la parole à chaque congrès, il a mis en avant son « ascendance paysanne » el son attachement à l'islam. Pour justifier une telle mobilisa-tion, il a élargi le cercle de ses adversaires déclarés, des frères musulmans à la C.I.A., au sionisme at à la réaction orabe, occusés de completer contre le chef de file des pays du Front de la fermeté. À chacune de ces monifestations, on a remarqué l'absence de M. Rif'at Assad, frère du président, qui serait ettaint d'une grave maladie et actuellement Durant les derniers mois de l'année écoulée, l'armée fut tenue à l'écart de cette intense acti-vité politique, malgré quelques atten-tats touchant le corps des officiers et qui furent le fait de soldats isolés. M. Rifat Assad veillait personnelle-ment à ce que cette institution pa ment à ce que cette institution ne fut pas « contaminée ». Deux groupes d'officiers furent successivement arrêtés : le premier, d'une quaran-taine de membres de toutes les armes, dont le colonel Muhammad Za'rour et le commandant Muhammad Fadil. accusés d'être en rapport avec l'oppo-sition démocratique ; le second, un mois plus tard, comprenant neuf officiers, dont le commandant Wajih Sleiman, Par allieurs, dans l'aviation, où les officiers sunnites sont encore majoritaires, nombreux sont les pilotes qui se sont vu interdire de voler jusqu'à nouvel ordre.

Que l'armée et les services de la sûreté demeurent un bostion alnouite, la « vieille garde » du parti Baas était disposée à l'accepter, pourvu que lui soit laissée la responsabilité des affaires politiques, Finalement, cette question du pariage du pouvoir entre les deux factions allait être régiée au septième congrès régional du Baas. Pour ne rien laisser à l'improvisation, M. Rif'at Assadattacha une Importance toute partie attacha une importance toute parti-culière au déroulement des élections des delegués au congrès, au nircau des differentes e differentes o dissions > (sha'ba). A la « sha'ba > de la place des Abbassides, à Damas, il devait, à l'oceasion, définir ainsi devant les militants ses conceptions politiques, en référence à son modèle théorique : « Le Chef désigne, le Parti approurc et le peuple applaudit. Ainsi fonctionne le socialisme en Union soviétique. Celui qui n'applaudit pas va en Sibérie. »

La marginalisation du pouvoir

MALGRE toutes les précautions prises dans l'a élection » des cinq cent quinze délégués, il semble que les travaux du congrès ne se soient pas déroulés sans heurts entre les deux principales tendances éroquées, par des allusions directes au comportement des uns et des autres, jugé peu des allusions directes au comportement des uns et des autres, jugé peu conforme à l'éthique du socialisme. La radio phalangiste au Liban, généra-lement bien informée de ce qui se passe en Syrie, a, du reste, diffusé dors les enregistrements pirrates de quelques passes d'armes bien choisies. Mais, en définitive, l'étection du nouveau Commandement régional entérinait l'hérémonte du clan de M. Rifat rinait l'hégèmonie du clan de M. Rifat Assad sur le parti. Malgré un rééqui-librage confessionnel de façade — sur vingt et un membres, on compte désormais quatre alacuites au lieu de huit précédemment, quatorze sun-nites, deux chrétiens et un druze — les représentants professe de la nites, deux chrétiens et un druze, — les représentants notoires de la « nouvelle génération » y occupent des places de choix, comme celle de secrétaire général adjoint, le premier petsonnage du parti après M. Hafez Assad (M. Zuhair Mashàriqa, sunnite d'Alep), ou de directeur du buteau de la sûreté (M. Ahmad Diah, sunnite).

L'élection de quelques personnalités

Diah sunnite).

L'élection de quelques personnalités de l'autre clan au sein du Commandement, comme MM. Hikmat Al-Shehabi, sunnite, chef d'état-major, ou Mahmoud Al-Ayyoubi, a laissé croire quelque temps à une possibilité de conciliation : ceux-ci retrouveraient, au niveau ministèriel, le pouvoir dont ils n'avaient pas été gratifiés dans la répartition des différents bureaux du Commandement du parti. Mais il fallut vite se rendre à l'évidence : en chargeant un homme parti. Mais il fallut vite se rendre à l'évidence : en chargeant un homme s neuf », sans aucun polds politique, de former le nouveau gouvernement, le régime, au sens le plus étroit du terme, à savoir l'axe Rafez-Rif'at, entendait montrer qu'il n'était pas disposé à faire des concessions et à aller au-delà d'une mesure démagogique comme la hausse des salaires. L'ascension très rapide de M. Abdel Ra'ouf Al-Kassem, des fonctions de doyen de la faculté des beaux-arts il y a quelque six mois à celles de mohafez de la ville de Damas, puis de premier ministre, est blen la preuve que mier ministre, est blen la preuve que cette nouvelle figure de la vie politique syrienne est une pure création du

régime. La communauté sunnite en général, et celle de Damas en parti-culier, ne se sent pas représentée par le chef du gouvernement ; le fait est d'importance. Certes, une personnalité comme le général Nasr Al-Din Nasser, connu pour son sunnisme militant et son opposition au clan de M. Rif'at Assad, peut encore donner le change en occupant des fonctions a u s s i importantes que celles de ministre de l'intérieur et de directeur du Bureau de la Jeunesse et des étu-diants au sein du Commandement régional. Mais il est aussi comnu comme l'homme de M. Hafez Assad, intégré dans la stratégie propre de re dernier à l'intérieur de la communauté alaquite.

Bt c'est bien là le danger le plus grave qui guette le règime syrten en cette étape décisive du « Mouvement de redressement », dont le général Hafez Assad a cu l'initiative en arrivant au pouvoir le 16 novembre 1970 : celui d'une marginalisation toujours plus grande du pouvoir, appuyé sur sa communauté et ses appareils rèpressifs, mais sans attaches avec la société. Héritier d'un mouvement populaire dont le Baas fut en son temps un des animateurs, il tend de plus en plus à revêtir tous les traits d'une dictature du tiers-monde. A plus en plus à revêtir tous les traits d'une dictature du tiers-monde. A ce titre, le palais que se fait construire le président syrien, isolé sur la colline désertique de Rabwé, dominant la capitale, est à lui seul un symbole. Le coût de sa construction est provisoirement évalué à 2 milliards de l'ures syriennes, soit la moîtié de l'aide extérieure annuelle.

(1) Pour l'analyse de la situation antérieure, voir « L'agitation confession-nelle en Syrie », le Monde diplomatique, neile en Syris », le Monde diplomatique, octobre 1879.

(2) Cf. le Monde, 27 décembre 1978.

(3) M. Hammoud Al-Shoufi fut une personnalité de premier plan, sussi brilisate qu'éphémère, durant les premiers mois du régime bassiste. En 1964, il fit sécession avec quelques tembres éminents de l'aile gauche radicale du Bass, pour disparaître peu à peu de la scène politique. Au sein de l'armée, il pouvait alors compter sur le soutien d'un petit nombre d'officiers, parmi lesquels Salim Hatoum, Yamad Ubayd, Muhammad Rabah Tawil et un certain...

les nouveaux contours de l'opposition

sentants ches les ingénieurs, un ches les pharmaciens, aucun chez les médecins. A Homs, senl un bassiste médecin a été élu, aucun dans les autres professions. A Alep et à Hama, les jeux étalent encore plus simples puisqu'il n'y avait même pas de candidat de ce parti. Les avocats, pour leur part, ont déjà derrière eux une longue expérience d'opposition au régime (2): leur union, ainsi que des groupements leur union, ainsi que des groupements comme l'« Association des droits de l'homme », dont ils ont en l'initiative, exercent une action concrète dans le domaine de la défense des libertés. En décembre dernier, ce sont les magisdécembre dernier, ce sont les magis-irats qui ont fait porter l'attention sur eux en déclenchant une grève de vingt-quatre heures. A l'Université, la situation n'est guère plus enviable pour le pouvoir. Ses représentants patentés hésitent à s'y afficher, par peur des attentais terroristés. Dans cette position stratégique, l'Etat se devait de réagir plus vigoureusement, par des résiliations de contrat et des muiations qui ont touché plus d'une centaine de membres du corps pro-fessoral. A la faculté de génie de Damas, l'arrestation des professeurs Rif'at Sioufi et 'Asef Shahine, Alaouite connu pour son opposition au régime, connu pour son opposition au régime, a suscité quelques remous dans les milieux universitaires.

Dans le monde ouvrier, enfin, les élections générales dans les syndicats, au mois d'octobre 1978, avaient déjà sonné comme un avertissement. Pins récemment, au mois de novembre der-

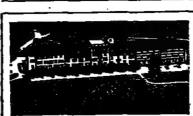
nier, les cinq mille ouvriers qui tra-vaillent sur les champs pétrolifères de Rmellan, dans l'extrémité nord-est du pays, se sont mis en grève durant pays, se sont mis en grève durant quatre jours en revendiquant de mellleures conditions de travail et des
augmentations de salaires. Après
quelques tentatives d'intimidation des
mukhabarat, l'Etat a fini par céder
sur tous les points, sans doute pour
éviter d'avoir à se battre sur tous les
fronts. De même dans deux usines à
Homs et dans la sucrerie d'àdra, près
de Damas, où les ouvriers ont eu
encore moins de difficultés à obtenir
ce qu'ils demandaient. Ainsi, des avocats aux ouvriers, une

nouvelle carte de l'opposition se des-sine peu à peu en Syrie. C'est à ce large mouvement populaire, mobili-sant toutes les forces de la société, que l'opposition plus proprement poli-tique cherche à s'associer, sur le ter-rain des luttes ponctuelles. Le fait que rain des luttes ponctuelles. Le fait que ces forces soient de «droite» ou de «gauche» passe désormals au second plan, la priorité déclarée étant de dresser un front uni contre l'Etat. Le «progressisme» arabe a fait long feu, et une certaine nostalgle des années 50 et de la «démocratie bourgeoise» ne craint plus de s'exprimer dans les rangs de l'opposition, fitt-elle communiste. Les contacts avec les Frères musulmans eux-mêmes ne rut-eile communiste. Les contacts avec les Frères musulmans eux-mèmes ne sont pas par principe exclus, et il est du reste vraisemblable que, sur ce point encore, la pratique ait largement dépassé la théorie.

Atmosphère de fin de règne

COMMENT l'Etat a-t-il donc réagi pour tenter de mettre fin à une situation dont il peut craindre qu'elle ne déhouche à terme sur la multiplic tion des foyers insurrectionnels et la désobéissance civile? Entre le gant de fer et le gant de velours, la politique suivie a pu paraltre déconcartante. Mais, par-delà ses atermotements, il est encore possible de déceler en elle une certaine rationalité, comme résultante de luttes intestines qui, à l'inté-rieur du bloc an pouvoir, opposent divers groupes constitués selon des clivages politiques, confessionnels ou de clientèle.

Durant cette dernière période, la tension a été vive entre ce que l'on est tenté d'appeier désormais la « vieille garde » du parti Baas avec MM. Mahmoud Al-Ayyoubi, Abdallah Al-Ahmar, Muhammad Jaber Baj-



Clinique LA LIGNIERE 1196 Gland près Nyon (Suisse) Táléphone: (022) 64,10.61

Etablissement médical, diététique et physiothérapique, au bord du loc, dans un grand domaine, avec une vue ravissante sur les Alpes. LA LIGNIERE est spécialisée dans le traitement der maladies Internes (du tube digestif, fole, résicule billaire, maladies de la nutrition, diabète, anémie, arthrites chroniques, molodles de l'appareit cardio-vasculoire: insuffisance cardioque, artérioscié

tosa, néphrite). Programme de réadaptation cardiovasculaire après infarctus myocardique ou opérations cardioques.

Durée: 28 Jours. (Ramboursé par les colsses moladie.) Radiologie - Laboratoire Cinq médecins - Deux diététiciennes

DEMANDEZ LES RENSEIGNEMENTS A LA DIRECTION

bouj... et une supposée « nouvelle géné-ration », selon la formule consacrée par les grands organes d'information, du président Hafez Assad. En principe au-desus de la mélée, le président syrien veille à n'être identifié à aucune de ces tendances mais à les utiliser l'une contre l'autre, selon les circonstances. Encore qu'en dernière analyse l'axe politique Rafez-Rif'at semblait l'emporter sur toute autre considération, malgré les rumeurs de disgrace concernant le second qui se font entendre périodiquement.

Pace à la crise actuelle, la première tendance serait plutôt portée vers la conciliation. De par les personnalités qui l'incarnent, celle de M. Al-Ayyoubi en particulier, elle représente une ouverture sur la communauté sunnite, ouverture sur la communauté sunnite, la bourgeoise de Damas, et derrière elles l'Arabie Saoudite qui les soutient. M' Rif'at Assad, qui se plaît à se définir à l'opposé comme le chef de file de la «gauche» du Baas, et qui est reconnu comme tel par le parti communiste de M. Khaled Bagdash et par l'Union soviétique, serait partisan de ne rien céder à la pression de l'intégrisme musulman; et, à supposer qu'on lui donne carte blanche, il se fait fort, avec ses fameuses « brigades de défense », de régler définitivement la question en trois mois. Le seul problème est que cela signifierait leur is question en trois mois. Le seul pro-blème est que cela signifierait leur éloignement de la capitale, là où elles sont les plus utiles pour prévenir un coup d'Etat militaire.

A la fin du mois de septembre der-nier, la tendance générale dans les cercles du pouvoir était plutôt aux grandes remises en cause, sans que grandes remises en cause, sans que l'on pût vraiment savoir qui gardait l'initiative de la critique et contre qui elle était plus particulièrement dirigée. Le Front national progressiste — qui est, on le rappelle, la coalition des partis au pouvoir — publiait alors (26 septembre) un communiqué en trente-sept points, sous forme de réquisitoire contre la situation intérieure dans tous les domaines. Du fléau de la corruption et des intermédiaires à l'irresponsabilité qui entrave le fonctionnement des appareils bureaucratiques, la crise du logement et du pain, en passant par l'inexistence des libertés fondamentales et d'une vie politique démocratique, la mauvaise application de la justice, rien n'était oublié qui aurait pu être repris dans la plate-forme politique d'un parti d'opposition. d'un parti d'opposition.

En conséquence, le communique réclamait une stricte application de la loi au sein des organismes d'Etat, le

et, surtout, un renforcement du pou-voir du conseil des ministres, de l'Asvoir du conseil des ministres, de l'As-semblée du peuple (Farlement) et des partis dirigeants pour faire face à la crise. Cette dernière revendication, visant à redonner quelque polds aux institutions, pourrait bien être la signature d'une politique menée par ce que nous avons désigné comme la première faction du parti Bass pour arracher l'Etat à l'emprise exclusive première faction du parti Bass pour arracher l'Etat à l'emprise exclusive d'une clique aux attaches communautaires très marquées. Il est tout de même très frappant que, depuis le départ de M. Al-Ayyoubi lors de l'intervention syrienne au Liban, le conseil des ministres soit une institution de plus en plus négligée en Syrie — ces derniers mois, il ne prenait même plus la peine de se réunir; il faut aussi voir de quelle manière aujourd'hoi M. Al-Ayyoubi parle du « régime » (nizâm), dans les conversations privées, comme s'il ne se consitions privées, comme s'il ne se consi-dérait pas lui-même comme l'un de ses représentants.

Deux jours après le communique du Front, cinquante-deux fonctionnaidu Front, cinquante-deux ionizionnal-res et autres citoyens syriens étalent arrêtés pour corruption, contrebande et autres délits; et le président Assad prenait des mesures pour s'assurer que les autorités douanières solent les les autorités donanières soient les seules à avoir compétence pour introduire et fairs sortir des marchandises du pays. Par ailleurs, la presse syrienne jetait de temps à autre de l'mile sur le feu. Ainsi l'officieux Al-Thaura critiquait-il violemment (17 octobre) les adirigeants irresponsables s qui, plutôt que de chercher les résitables causes des uroblèmes accianx véritables causes des problèmes sociaux et les moyens de les régier, en rejettent la responsabilité sur l'extérieur. « Qu'est-es qu'Israël, l'impérialisme américain et les accords de Camp David ont à voir avec la crise du pain et du gaz, la corruption, le vol et l'exploitation de la patrie et des citoyens? » demandait-il.

l'azplotiation de la patrie et des citoyens? » demandait-il.

A la suite de son fameux « communiqué », le Front entreprenait des consultations avec les représentants des différents groupes sociaux en vue d'un élargissement de sa base et de l'établissement d'un nouveau consensus pour l'étape à venir. Le 9 octobre, dans un amphithéâtre de l'université de Damas et durant sept heures, une commission ad hoc, nommée par le président et dirigée par M. Al-Ayyoubi, s'enquérait auprès de quelques personnalités du monde de la presse et des lettres des dispositions de l'intelligentsia envers cette proposition. Dire que celle-ci fut en définitive repoussée est un euphémisme, tant fut cinglante et sans appel la critique que formulèrent alors les intellectuels contre le régime et le bilan des dix-sept années de pouvoir bassiste. Dans cette société en pleine mobilisation contre l'Etat, ils ne pouvaient demeurer en reste. Bien plus, les meilleurs « morceaux » du réquisitoire furent enregistrés sur une cassette d'une heure et demie, qui se mit à circuler dans toute la Syrie à des dizaines de milliers d'exemplaires. C'était un évênement politique d'une portée considérable. Du coup, les projets d'élargissement du Front ont été ajournés sine die.

Tous ces événements ont contribué à entretenir une étrange atmosphère de « fin de règne » dans les milieux politiques de la capitale. Dans les ministères et les différents appareils d'Etat. les conversations vont bon train, qui ont toutes pour t hème l'issue possible à la crise. On se comporte comme si le régime devait être renversé le lendemain. Quelques noms parmi les vieilles figures, du Baes, comme MM. Selabeddin Bitar ou Akram Haurani, alimentent même les conjectures les plus fantaisistes. D'aucuns affirment que l'ambassade soviétique, inquiète de l'avenir de son allié privilègié au Proche-Orient, tendait alors une oreille discrète.

Le 27 décembre, l'affaire de Tous ces événements ont contribué

tendait alors une orefile discrete.

Le 27 décembre, l'affaire de l'ambassadeur de Syrie à l'ONU ajoutait encore à la confusion : à New-York, M. Hammoud Al-Shoufi annonçait qu'il se démettait de ses fonctions pour manifester son opposition a aux méthodes antidémocratiques et répressives, à la corruption du régime Assad ». Il a rejoint ensuite l'opposition syrienne à Paris (3).

Les "économiquement forts" de dunod

Une nouveauté au moment

où débute la troisième décernie



pour le développement TIERS-MONDE: TROIS QUARTS DU MONDE

Rapport au Club de Rome sur le Tiers-Monde par M. GUERNIER Non-sens que l'idée de - rattrapage - des pays développes par le Tiers Monde. Chiffres à l'appui, Maurice Guernier, Merubre du Comité Exécutif du Club de Rome, le prouve

avant de proposer de nouvelles solutions pour résondre le problème majeur de ce siècle : l'inégalité des peuples. Clair et concret, ce livre devrait avoir une audience internationale au moment où débute la Troisième Décennie pour le développement.

et toujours d'actualité:

LA CIVILISATION TECHNI-CIENNE A LA DÉRIVE 5

Les rendements décroissants de la technologie par O. GIARNINI et H. LOUBERGE Crise des monnaies, crise

- EX de la croissance, crise de l'énergie, inflation, chômage, marasme de l'investissement... Le monde industriel est en désarroi, et son désarroi rejaillit sur l'ensemble de la planète.

Révolution verte. Plus de 15 ans apris,

PAYSANS SANS

PARRES

Par RENAUD FABRE

Valorre la faim et la pauvreté : aloss était formulée en 1961 la plus grande entreprise jamais réalisée pour produire plus de services de la pour produire plus de services de la pour produire plus de services de la partir produire plus de pour produire plus de nourriture, la grande d'immenses réserves de terres demourent inutilisables, et près d'un milliard de paysans n'ent nas de terre ou presmie... NORD/SUD. .

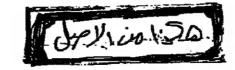
DU DÉFI AU DIALOGUE. ₹ rapport au Chib de Rome, présenté par J. TINBERGEN. Les réformes interna-

tionales nécessaires à l'instauration d'un 100

SORTIR DE L'ÈRE DU GASPILLAGE.

rapport au Chib de Rome, présenté par D. GABOR et U. COLOMBO.

Le point technologique sur les grands problemes de notre siècle.



QUELQUES SEMAINES

OUR beaucoup, parmi la génération née aux alentours de la seconde guerre mondiale, il que leurs aînés n'avalent pas su ce qui se passait alors dans les camps de concentration nazis. Difficile de se convaincre que la prétendue ignorance n'était pas en réalité hypocrisie, voire lâcheté. La guerre d'Algérie vint renforcer cette impression : si l'on voulait, on pouvait savoir. Si la on, d'Henri Alleg, était interdit, ce n'était pas un hasard : une bonne partie de la classe politique, soutenue par une large proportion de imposait ou acceptait une censure tantôt franche, tantôt sour-

Cambodge obliges chacun, au-delà du savoir, à se débrouiller avec la non-connaissance, avec l'ionorance : qui disalt vrai, qui disalt faux (1) ? Mals par une lecture attentive de la presse, on parvient, non pas nécessairement à voir plus clair, mais à saisir les conséquences graves de l'ignorance. Ne pas savoir, c'est ne pas pouvoir comprendre. Ne pas savoir, c'est être impuissant,

Cette lecture attentive peut être d'autant plus éclairante qu'elle porte sur un pays, l'Iran, que l'auteur de ces ligne, ne connaît pas plus que tout lecteur suivant l'actualité internationale. Elle a à la fois l'avantage et l'inconvenient de se faire dans une presse — la presse écrite parisienne. quotidienne et hebdomadaire - dont nous n'avons « une certaine idée » que par la pratique habituelle et non par l'étude comparative et délaillée. Il n'est donc question que de provoquer la réflexion à partir d'éléments l'imités (y compris dans le temps puisque nous avons retenu arbitrairement la période du 4 novembre 1979 (prise des otages) au 25 décembre 1979), partiels et

Nous insistions, l'an passé (à propos de l'attitude de la presse américaine lors du « avicide » collect!f de Jonestown) (2), sur la « hantise » américaine pour les chilfres : rien de tel dans la presse française. On fournit, sans trop s'inquiéter, des chiffres divergents sur le nombre des otages. Sont-ils solxante, cent, plus ou

Le Monde, rodé en cette matière par l'évaluation de la participation aux manifestations, se résout à parler d' - une centaine d'otages, dont une sion américaine, en revanche, demeure dans le dialogue suivant, que com-mente P. Blanchet dans le Nouvel ricaln: " Dites-nous, bon seno » combien il y a d'otages... » Bani Sadr : « lis sont, le crois, soixantetrois, mais ce n'est pas l'important... » Soixante? Soixante-trois? Soixantecinq ? Personne, dix jours après Etats-Unis, ne connaît exectement la nombre des otages détenus. L'incrédulité se lit sur le visage du journaliste américain = (4). Cette incrédulité, si bien relevée par le journaliste français, c'est le symbole de l'incomthétiques et qui s'ignorent largement : c'est un des ressorts explicatifs de

L'obsession de l'exactitude implique donc l'Idée que par le fait brut on Mais les chiffres n'existent pas - en sol . Leur sélectivité est signifiante. Peu importe, probablement, qu'il y alt nombre des otages. Est-il inintéressant. devant l'insistance des Iraniens à considérer que le chah a procédé à un génocide, de savoir s'il en est bien alnsi ? A ce stade déià on en parle beaucoup plus dans la presse de gauche - que dans la presse de droite . Et quand on en parle, la manière d'en parter témoigne d'un désaccord idéologique fondamental, beaucoup plus sensible dans la presse trançaise que, par exemple, dane la presse américaine. Jean-François Revel, dans l'Express, plus profonde haine pour la Savak (5), Mais, dans le paragraphe suivant, il écrit : « (quand) aucun des nationale ne se solidarise spontanément et totalement avec le pays qui est victime (d'une telle prise d'otages). le tau vert est donné à la suppression pure et simple de la vie diplomatique » (6). Pour l'Humanité, en revanche, les communistes, certes, sont opposés aux prises d'otages et croient nécessaire le respect des nunités diplomatiques ». Mais la démonstration continue : « Comment les traniens oublieraient-ils que victimes pendant des dizaines d'années avait pour origine le coup d'Etat tomenté par les services secrets américains, et à la suite duquel fut instaurée la dictature du chah? - (7). Et Lutte ouvrière va plus Join encore dans le lien établi entre les deux es : - Les otages dont II s'agit ne sont pas de simples passants innocents, ce sont les agents directs. pour certains d'entre eux au moins, de l'impérialisme américain en iran - (8). A droite. Français Brigneau, dans Minute, va jusqu'au bout raisonnement : « Le régime du chah pouvait avoir de nombreux délauts, il présentait pour nous certains avantages indiscutables. Il ma tenalt l'ordre il était anticommuniste et pro-occidental. Cela valalt qu'on v regardat à deux fois avant de pousser ce "ieux gourou fanetique » (9). Serge Jully procède en eens inverse dans Libération : « Cette dislectique du

MARIE-FRANCE TOINET *

nationalisma et des droits de l'homma impliquerait que leura actuels défenseurs reconnaissent au moine au x Iraniens le droit de jugar un homme qui a délibérément et pendant des années violé ceux-ci... Les Iraniens ne sort critiquables que pour autant qu'on attirme simultanée chah dolt être jugé » (10). Grosso modo, avec des nuances qui ne sont semble de la presse française se définit assez précisément en fonction du conflit entre la liberté et l'ordre, entre la légalité et la justice. Elle n'apporte pas de réponse — ca n'est pas son rôle. Elle se eltue implicitement, et d'instinct - c'est sa fonction.

Encore faut-il qu'elle apporte les éléments qui permettent de tirer des conclusions circonstanciées. Or elle reconnaît elle-même être dans l'incepacité de la faire : « La seule façon convenable de représenter cette situation serait un gigantesque point d'interrogation = (11), affirme Pierre Charpy. il n'est pas d'organe de presse, à un moment ou à un autre, sur lei ou tel point, qui ne souligne son incomnsion, son ignorance. Rien de plus naturel, de plus réconfortant même : il y a là une sorte de salubrité dans cette reconnaissance

Certaines raisons de l'incompréhension sont analysées par Georges Montaron : « Qui nous informe ? La télévision ne cesse de nous donner ies mêmes images de toules agressives, hystériques, tendant le poing, aul nous mettent en condition. Les agences de presse transmettent, en les tronquant, et sens commentaires, Européens que nous sommes. Mais qui sont cas télévisions et ces agences, sinon celles des seuls pays occidentaux? Comment notre opinion pourrait-elle être luste si nous n'avons qu'une information partielle et trop souvent partiele? • (12). C'est là s'interroger sur le poids de l' « idéologie dominante ». Et il est vral que, sans même en êbre toulours consciente, la presse charrie bon nombre de stéréotypes et de clichés Le Monde, par exemple, note que la confusion paraît atteindre de nouveaux sommels », que l' » intrigue (est) ibie » (13), voire ou'on assiste à une « montée de l'irrationnel » (14). Soit. Mais la lutte d'influences ainsi caractérisée est-elle définitivement, ou provisoirement, source de confusion et inintelligible? Le titre même de

l'article montre bien que la conjoncture est moins absconse qu'il n'y paraît, Plutôt qu'irrationnelle, la situa tion n'est-elle pas la conjugaison des rationalités possibles quoique différentes das divers acteurs Iraniens? Et ces rationalités ne pervent-elles pas être distinctes des rationalités sans pour autant devenir irrationnelles ? Autant que d'incompréhension, ne s'agit-il pas là d'intolérance envers

Car la « rationalité » occidentale peut aussi être équivoque. A la lecture, on ne retire pas l'impression d'una politique termement définie du couvernement américain Prenons sur quelques jours seulement, les rapports du correspondant du Figaro à Washington, Charles Lambroschini. Lundi 19 novembre 1979 : - Une l'Iran (est) maintenant Improbable ... Marcredi 21 novembre 1979 (A.F.P.) : - Les Etats-Unis ont feit allusion, pour la première fois hier, à leur droit à une intervention armée. Jeudi 22 novembre 1979 : « L'avatollah Khomeiny a encore quelques jours pour réfléchir! Le temps que le porte-evions « Kitty Hawk », chargé de quatre-vingt-cinq chasseurs-bom bardiera, arrive en vue des côles 1979 : - La menace militaire reste théorique mais elle est sérieuse i C'est le message que les responsables américains s'efforcent de faire passer depuis quarante-huit heures. » Et, plus loin, dans le même article : « L'éventualité d'une intervention militaire semble d'autant plus crédible... » Lundi 26 novembre : « Le président Carter (...) semble avoir renoncé défient à tout projet d'intervention militaire. . Et encore ; . Les Américains semblent avoir choisi la trêve. A son tour Jimmy Carter pratique le

régime de la douche écossaise. » Enfin. le lundi 3 décembre : Si l'ayatoilah continue de reluser devra bien se résigner à envisager le pire. C'est-à-dire l'éventualité d'un recours à la force. » Alors ? Improbable ou sérieuse? Théorique ou nte? Inévitable ou définitivement abandonnée? Ce qu'i était - confusion » en Iran devient » douche écossaise - c'est-à-dire politique rationnelle - aux Etats-Unis. En Occident, . on garde, maigré tout, son sang-froid ». « on tient à demeure lucide = (15); ce qui, en Iran, est l' - idée fixe - (16) de Khomeiny, passe aux Etats-Unis pour de la « fermeté » (17). La réalité est-elle al simple, al simpliste?

Le «fanatisme» des autres

T ES gilssements de mots, voire de sens, ne sont pas rares, ni dénués de signification. Très souvent, par exemple, et dans l'ensemble de la presse. l'Humanité falsant notoire ment exception, le terme « fanatique » est accolé à l'ayatollah Khomeiny ou à la foule franienne, plus souvent d'ailleurs dans la copie de caux qui ne sont pas en Iran, les correspondants à Téhéran paraissant avoir des jugements plus mitigés. D'après le Petit Robert, fanatique veut dire « intolérant, sectaire... exelté ».

L'intéressant est que la question de savoir en quoi l'aystollah Khomeiny et les iraniens sont des fanatiques n'est jamais vraiment posée. Est-ce parce que le premier a couvert la prise d'otages su mépris des règles internationales ? Mals lorsque les Echos écrivent : « Il est loin le temps où le président américain envoyait les

Chargée de recherche à la Fon-dation nationale des sciences poli-tiques.

(1) Voir à cet égard l'excellent livre de William Shawcrosa, Uns. tragédic sans importance : Kissinger, Nixon et l'anéantissement du Vistnam. Paris, Balland - France Adel, 1979 (trad. P. Bonnet). la réponse de Henry Kissinger, The White House Years, Londres, Weidenfeld et Nicolson, 1979, et les remarquables critiques de Stanley Hoffmann, dans la New York cs ics remarquables critiques de Stanley Hoffmann, dans la New York Review of Books: « The crime of Cambodia » (juin 1979) et « The case of Kissinger » (6 décembre 1979). (2) « Echec à l'information objec-tive ». le Monde diplomatique, mai 1979.

(3) Le Monde, 13 novembre 1979.
(4) « Téhéran : les otages de la colère », 19 novembre 1979.
(5) « Hors la loi ? », 17 novembre 1979.

(6) Ibid. (7) Moreau (Y.), 6 Une vaste cam-lagne contre l'Iran », 13 novembre 1979.
(8) S.P. c Iran : des diplomates victimes d'un accident du travail », Luite ouvrière, 10 novembre 1979.
(9) a Les terrifiantes images de Téhéran ». Minute. 21-27 novembre

1979.
(10) < Le nationalisme iradien »,
Libération, 16 novembre 1979.
(11) < Otages et Iran », la Lettre
de la nation, 25 novembre 1979. (12) « Iran : chercher à com-prendre ». T.C. 19 novembre 1979. (13) Rouleau (E.), « La stratégie précoulsée par Bani Sadt se heurte à de très vives oppositions », le Monde, 20 novembre 1979.

(14) Editorial « Un jeu sans règies », le Monde, 22 novembre 1979.

(15) e Isiam : la loi des fans-tiques », le Figaro, 22 novembre 1979. (16) « Certains otages seralent pro-

marines à Seint-Domingue pour élimines un régime coupable, è ses yeux, de sympathies à gauche » (18), c'est avec une nuance de regret, et non pour évoquer le - fanatisme - du président Johnson, Cette intervention n'était-eile pas au moins aussi contraire aux règles internationales ? Est-ce parce que Khomeiny serait un tyran sanguinaire? Certains n'hésitent pas à l'affirmer qui incriminant l'un de ses adjoints, l'ayelollah Uhalkali, qui seralt - celul qui a c h è v e les malades = (19) et accusent l'ayatollah d'avoir incarcéré - plus de trente mille (prisonniers politiques), le maximum que peuvent contenir les prisons iraniennes » (20) : Khomainy » restera pour l'histoire un des symboles les plus terribles du fanetisme. Dens ce qu'il a de plus intolérent, de plus

Mais, dans la presse de gauche, le chah est un - criminel de première grandeur... (qui) a sur la conscience... au minimum cent mille personnes assassinées » (22). Dès lors, le choix

chainement libérés », le Matin, 19 novembre 1979. (17) « Iran : la liberté promise pour treixe otages ». le Matin, 19 novembre 1970 1979.
(18) Doelnitz (T.), « fran : les
U.S.A. redoutent la poussés soviétique », les Echos, 7 novembre 1979.
(18) C. Aste, PAuvore, 25 octobre 779. (20) Interview de Howslang Nals-andi, *le Figaro-Magazine*, 24 novem-

(21) Ibid. (22) Bour 22) Bourdet (C.), « Le défi d'un pple humilié ». T.C., 19 novembre peuple humilié ». T. C., 19 novembre 1979. (23) Non signé, e Après le hold-up de Carter : inquiétudes et protesta-tions dans le monde arabe ». l'Huma-

ce Carter: inquietudes et protestations dans la monde arabe », l'Humanité, 16 novembre 1979.

(24) Decamp (M.-C.). « Iran : ordre
de libération pour treize otages »,
le Matin, 19 novembre 1979.

(25) Non signé. « Difficiles tractations au Conseil de sécurité », le
Croix, 22 novembre 1979

(26) Desjardins (T.). « Gagner du
temps », le Figaro, 26 novembre 1979

(27) Ullmann (B.). « Iran : le défi »,
l'Express, 10-16 novembre 1979.

(28) Lambroschini (C.). « Les
Etats-Unis ne veulent pas compromettre le sort des otages », le Figaro,
19 novembre 1979.

(29) Desjardins (T.). « Iran : la
religion balaie la politique », le
Figaro, 30 novembre 1979.

(30) Rouleau (E.). « La stratègie
préconisée par M. Bani Sadr ee
heurte à de très vives oppositions »,
le Monde. 20 novembre 1979

(31) Decamps (M.-C.). « La Constitution isamique ne fait pas l'unanimité », le Matin, 3 décembre 1979.

(32) Cf. note 30.

(33) Cf. note 31.

(32) Cf. note 30. (33) Cf. note 31.

est = de conflance > : suivant la position idéologique personnelle, on accorde plus de crédit à Claude Bourdet ou au Figaro-Magazine.

Le « fanatisme » Iranien serait-il alors révélé par le traitement infligé aux otages? Là encore, le lecteur est assez embarrassé: Dans l'Humanité, on affirme que « selon dittérentes sources, toutes les personnes retenues dans les locaux diplomatiques seraient en partaite senté = (23). Le Matin rapporte les propos des otages eux-mêmes : « Non, ont-ils expliqué, nous n'avons pas été maldevenus très proches, mais ils n'ont pas pu communiquer entre eux, et certains commencent à avoir très mauvals moral, . . Comment ne pas s'interroger, dire Kathy, lorsqu'on est attaché seize heures par lour sur un fauteuli ? . (24). La Croix cite des sources américaines : « De nombreux journaux américains suggèrent avec une insistance grandissante que (les otages) pourraient être soumis à une sorte de lavage de cerveau • (25). Le Figaro entre dans les détails : « Les otages de Téhéran entament aujourd'hui leur quatrième semaine de caivaire. Cela fait vingt et un jours que ces maihauraux Américains sont détanus par leur geôllers. Cing cent quatre heures qu'ils sont attachés piede et poings liés, qu'on leur bande les youx quand il taut les déplacer, qu'ils sont complètement coupés du monde extérieur et qu'ils entendent, à longueur de journée et de nuit, l'immense rumeur effrayante, haineuse de la toule • (26). A noter que le Figaro caina, les autres, les Indiens et les Pakistanais (dont on parle d'ailleurs fort peu dans la presse), souffrant blement moins de l'épreuve? Enfin. l'Express Imagine les ctages a entermés dans una cava, insultás, sans doute battus = (27). Sans doute ? exactes de leur détention alors que pourtant, une vingtaine d'otages ont été libérés depuis trois mols. On ne s'étonne pas de leur silence. Le Figaro affirme ; « Cette mise au secret (__) correspond officielle à un souci humanitaire. Il s'agit de permettre aux otages de leur équilibre psychique et, si basoir est, leur santé mentale » (28). L'explication n'est que partiell cante jorsque l'on connaît la curiosité habituelle, pariois morbide, des lour-

AGERS

SORRES

TE UPARTEMENT

TE MEONE

Demier point : le - fanatisme - de Khomelny seralt-il l'Indice de la dictature qu'il exercerait sur l'iran, sur - ce peuple dont il talt ce qu'il veut - ? (29) Mais il y a de - très vives oppositions - au sein du Conseil de révolution, à ce point publiques qu'Eric Rouleau peut en décrire le détail (30). Mais Khomeiny peut être - contesté par certains manifestants et « voir sa suite prise violemment à partie - par des partisans de Madari (31). Mais le projet de Consti-tution a été largement discuté : « La plus grande publicité a été donnée. au cours de ces trois derniers mois, bératione de la Constituente dont les séances publiques ont été radio-télévisées en direct. Des centaines de réunions publiques ont été tenues à travers le pays pour débattre du texte. Les diverses formations politiques ont analysé, et le plus souvent dénoncé, des dispositions qu'elles estiment antidémocratiques = (32). Mais la moitié de la population a suivi les consignes de boycottage du vote constitutionnel proposées par - les militants marxistes fedayin, le Front national démocratique et le parti démocratique du Kurdistan, dix-aept associations ialques, dont celle des juristes iraniens - (33). Mals l'Imam tout-pulssant » s'est refusé à indiquer ses prétérences personnelles lors des élections présidentielles remportées par M. Banl Sadr, dont on avait dit qu'il avait perdu sa confiance deux

LE CHIISME EN IRAN, IMAM ET REVOLUTION.

- Yann Richard

★ Librairie d'Amérique et d'Orient, Jean Maisonneuve, Paris, 1980, 133 pages. Maisonneuve. Paris, 1986, 133 pages.

Pour ceux qui veulent s'initier aux multiples tacettes de l'islam francen, la naissance et l'évolution du chiisme jusqu'à nos jours sont retracées lei avec concision. L'auteur passe adroitement de la description de la pensée théologique à sa mise en application dans le champ politique, lécapitulant tour à tour les dogmes du chiisme, les différentes écoles qu'il s'en réclament, puis son histoire politique, plus particulièrement depuis qu'il est devenu religion d'Etat au saixième siècle.

qu'il est devenu religion d'Etat au seixième siècie.

Si le style lapidaire de l'auteur donne à ce minca volume le mérite de la diarté, en revanche il épouse peut-être trop facilement dans l'analyse politique les thèses de certaina liéologues chitics d'autourd'hui, surtout en ce qui concarns le rôle progressiste et anti-impérialiste, loue par l'appareil religieur en Iran depuis l'avènement des Pablavi.

Très bien documenté, ce court ouvrage a cependant le mérite de rendre compte de la complexité et des multiples contredictions que comporte maintenant l'engagement direct du ruhdentyet (ciergé chitie) dans la politique de l'Etat iranien, en particulier lorsque l'auteur esquisse la pensée des intellectuels islamisants contemporains.

-Correspondance___

La situation à Djibouti

dépendance sans libertés », publié dans le Monde diplomatique de décembre 1979, sous la signature de Mª Antoine Comte, apocat à Paris. nous a valu une longue lettre de M. I. Guedi Hared, directeur de cabinet à la présidence de la République de Djibouti. En voict les principaux passages :

 Six personnes sont mortes, trente at été blessées lorsque deux greont été blessées lorsque deux gre-nades ont explosé au « Palmier en zinc », en décembre 1977 ; — Un instituteur est mort, sa femme a été grièvement blessée, quei-

ques temps après ;

— Un coopérant a été enlevé au printemps 1978 ;

— D'autres morts encore, six en 1979 dans des camps isolés de l'armée

nationale.

Bien d'autres faits, tel un attentat au domicile du chef de cabinet du président de la République, ou des actions impulsives d'hommes de tous horizons n'ont cessé de provoquer la tension au sein de la société djiboutisme comme et securities. tienne comme si son existence et son projet de vie dérangealent.

(...) Aujourd'hut, Djibouti a une vie institutionnelle que la population comnaît et peut contrôler, car elle s'étale sous ses yeux depuis les débats budgétaires au Parlement, les comptes rendus des conseils des ministres jusqu'au fait tout simple que chacun peut volr un ministre, un service dans un bureau ou dans un quelconque quartier de la ville. Ces institutions, il a fallu, et il faut encore les imaginer ensemble,

les établir et les faire adopter.

Mals ces institutions, parce qu'elles ont été adoptées par ceux qui en avaient été mandates par le peuple : Assemblée nationale, gouvernement, président de la République, doivent être respectées, et il existe en République de Djibouti comme ailleurs, des institutions chargées de faire respectate cette lémité. ter cette légalité

Dans ce domaine, le respect des gouvernés se mesure aux garanties dont ils disposent. Je considère, pour ma part, que l'adoption d'un projet de loi sur le contrôle de la garde à vue en juin 1978 permettant la visite

de la personne arrêtée par sa famille ou son avocat, l'existence d'une juridiction de sûreté de la République composée uniquement de magistrats civils et dont un seul membre est un choix du gouvernement, le déroulement de procès publics et contradictoires, le libre accès à la prison des défenseurs et des familles, la présence systématique de magistrats lorsque des opérations de police concernent des parlementaires et la lorsque des opérations de police concernent des parlementaires et la visite de ceux-ci par leurs collègues montrent, entre autres illustrations possibles, que l'on n'assiste pas à une « montée totalitaire » qui affecterait l'ensemble de la société djiboutienne. Ajoutons que M. Dini, qui s'est fait le propagandiste d'une telle vision, est pour sa part rentre depuis plusieurs semaines à Djibouti, où il a participé activement aux débats parlementaires sur le budget 1980.

Il y a eu excès et des sévices phy-

Il y a eu excès et des sévices phy-siques graves, dit M. Antoine Comte, et c'est pour les avoir dénoncés qu'il aurait été suspendu de ses fonctions de défenseur dans la République de Djibouti selon ce qui a été dit et ècrit dans de récentes occasions.

J'ai écrit à ce sujet, le 2 septem-re 1979, à la fédération des droits de l'homme, une longue lettre qui ne paraît pas avoir été portée à la connaissance du public maigré la conférence de presse tenue à son siège : « Il est exact que des certificats médicaux jont état de traces, que des inculpés ont mis en cause les méthodes dont ils se sont dits victimes. Des plaintes ont été enregistrées, des enquêtes sont en cours des instructions ont été données pour que de tels faits, s'ils se sont produits.

ne puissent se renouveler. » La République a par ailleurs invité à maintes reprises Amnesty International à venir sur place, et nous avons envoyé des réponses à l'Union interparlementaire comme à des membres de l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture, Toutes l'abolition de la torture, l'outes des prises de position restent valables. Un délégué d'Amnesty International vient du reste d'effectuer, du 4 au 11 janvier 1980, une mission à Djibouti où il a pu renconter qui il voulait,

se dans le tiers-monde,

NES DE

sel = de contance a erzonnest la los tion idée of que personnelle se secrée pus de tres à Claude Bos. a conjugates and Le fanatisme tantes dentes autre révété par emplément integral au entre le suite au sans l'autre de suite au sans l'autre de sans l'autre que sans l'autre de sans l'autres que sans l'autres que sans l'autres de personne actions vanient ? MENDERAL PA n the renovable commercial de applications reades adultes, coules has personal tiques agreed on a sour color of personal tiques agreed on a sour color of source of agreed on a sour color of source of agreed on a source of directly implicati Mais and a series of solution of the Main series of solution of the Main series of the solution of the Main series of the solution of the Solu SEPTOPOL A 18 19. get i imprission -ANTONA Pronone. derrant, les repmateri de Pigitro à 0-0 1000 ; a lone ----Hoger, dira Kethy, information est allegate houses. Har tour our to be seen if a 1241. En Cont a tie des source semance. Nes - De nombreux formes américaine suggérent avoc une les manures arrangements. Suggérent avoc une les manures arrangements de 125 manures arrangements. more the IAFFI : vientine production Stages de return transce appearent de la company de la com aus par laur gediters. Cing sent cas trisch militaris room in tot misterne i C'est perse de, 2 2001, 01,30061 bjec 8 post completement and annea page a at though . EL plus som purper at the contendent at the er affecto . a L'évenguard de journée et de ruit, lambe rumeur effre, ante, no nesse de la focte : 1261. A noter que la re---. · Lo provident me 8'mqu 4'0 Que d. cort des Are. a said semanted diff-CAMB. 188 8.1"05 0" "10"5 E'S Patietanaia idott on core cate - LAL AMEN tert peu tars a presse ma ----MONTH ATTENT TO THE STATE OF TH . getermes dens une stiet für sand double battli - . Sam bar On set 35 16 21 min House Barche -----00454" -"E . 1777 " 12772 MA 15055 1277 4 SHOWNERS FOR With I Adre ? Migre 48 8 MOTTE 725 CT 125 ET2 H-ER TRACTION DE figure s' "?

3+ 1+ 9 39 \$45AGVS

Ca dy Mail

E-844 8-448 905-

AND WAY - 1940

CAPA INE THE WAY

W + MIL-474

THE SPRING I STOP

Date of 1 -1 te 11 11 (Challe by 18 1 MANUEL -21 22 1 stuf . 1 29 Vice 27 4 773.45 Approximate a company 1. 1112 14 1946 LT - 1 - 1 - 1 MENG A. . Es . . 6M6" 20 V a dantage tier and a min 200 group of the role of the state of parties of a contract of ad-int. : 1881 :

pacres for a meraline chale

the destable and the et pe

000, App. 485'6 - 21' 0 - 22' . COMMON WIND COMMON TOTAL

conta lareture

& of the fame of

Ashibutist (1)

SUMMERS AND STREET OF

. 149 B

information en Occident

LA RÉVOLUTION IRANIENNE

- Alors, le - fanatisme - ? Et pourtant. du « simple » fanatisme, on glisse à des caractérisations de plus en plus dures, voire insultantes, au fur et à mesure que l'on avance vers la droite de l'échiquier politique.

De l'Express : - Hors-la-loi ? - (34) (on notera le point d'interrogation), on passe à l'Aurore : «L'imam Khomeiny s'est placé de lui-même en dehors des iols internationales. Et l'heure a sonné de le trafter comme tel - (35). - La mission suicidaire (de Khomeiny), sa politique d'apocalypse .. (36) dans l'Express deviennent de « la barbarie tré-nétique » (37) dans Rivarol. « L'anarchie explosive » (38) du Point ee transforme «L'iran e été ilyré sans recours à un psychopathe dangereux et furieux, réveillant la sauvagerie et railument, face à un monde civilisé ébahi, les tanatismes les plus féroces et les plus Imbéciles » (39). Enfin, « la xénophobie outrancière » (40) du Nouveau Journal es métamorphose en diatribe dans Rivarol : « Une population fanatisée at réduite à l'état sauvage, population qui, gratié le vernis que lui avait imposé la «révolution blanche» de tond - (41). Si c'est ainsi que se définissent les événements d'iran, ne paut-on se demander où se trouvent réellement le « fanatisme », voire la

S'il est vral que l'obsession des nombres ne permet pas nécessairele mépris des faits aboutit nécessairement à blaiser l'information, à trom-per le lecteur. Plus intéressantes sont siors les contradictions internes ou les tentatives de manipulation de

journaliste de tout eavoir sur tout. Mais lorsque, en quelques jours, dans le Monds, l'eyatoliah Charlet Madari est un « libéral » qui, avec les « musul-

Certes, il n'est pas facile pour le

PLUS grave est la faute d'interprétation : quand FHumanité (3 décembre 1979) parie d'un « vote masaif » et que le Figaro du même jour souligne - une approbation massive » de la Constitution, n'est-on pas dans l'inexactitude la plus nette puisque la quasi-unani-mité du « oui » à la Constitution est contrabalancée par une abstention massive, signe d'une opposition d'autant plus nelte qu'elle répond à des consignes de boycottage?

De la gêne, on passe à la crainte. lorsque l'on constate, trop fréquem-ment, ce que l'on ne peut qu'eppeier une manipulation de l'information. Lorsque l'Humanité dénonce, en gros titre, «l'Elysée derrière Certer» (42) parce que les Neuf (et non la France eeule) estiment que la prise d'otages constitue « une violation du droit Inter-national » et « lancent un appel au gouvernement tranien pour au'il libère

mans de gauche », s'élève avec « véhé-mence contre l'institution d'un régime à carectère clárical - (2-3 décembre de cœur et de tendance conservatrice - (7 décembre 1979) et finir comme un - modéré - (8 décembre 1979) avec ou sans guillemets - il y auralt beaucoup à dire sur la fonction du guillemet dans l'information, -- n'est-on pas fondé à eourire ?

Manipulations, omissions

pas ses lecteurs ? Car où est la différence avec les déclarations de Georges Marchals à France-Inter : « Nous sommes contre les prises d'otages el pour le respect de l'Immunité diplo-matique = (44) ? En sens inverse, Jean-François Revel est tout autant dans le taux lorsqu'il écrit que la Pravda, Radio-Moscou et l'Humanité = déclarent que les hordes de l'ayatoliah sont parfallement fondées à séquestrer les représentante des Etats-Unis en Iran. Non seulement les médies de l'U.R.S.S. ne désapprouvent pas, mais lla encouragent - (45). En fonction de quelles informations cas conclusions sont-elles tirées (46) ? Enfin, lorsque l'Humanité affirme, toujours en titre, qu'il y a - sccord contre l'Iran de l'extrême droite aux socialistes : seuls les nistes dénoncent la saintealliance hostile au peuple franien réalisée à Strasbourg - à l'Assemblés

européenne, ne ment-elle pas par omission? Car les communistes trançais, seuls, ont voté contre une résolution demandant que soit - immédiatement mis fin à la détention des otages - et cela seulement, - résolution approuvée par les communistes italiens.

Les manipulations ne sont pas réservées à l'Humanité ou à l'Expresa, mais elles sont parfois plus - subtiles -. On procède plus par insinuations (notamment sur le rôle que jouerait l'U.R.S.S., possible, mais dont les preuves ne sont Jamais apportées), par sliences (les tortures de la Savak, le rôle des Etats-Unis en Iran depuis 1953, les fonctions d'esplonnage de l'ambassade ne sont qu'à peine mantionnées dans la presse de droite) ou par mutilation des textes. Ce sont les dépêches de l'A.F.P. (à noter que le Monde est le seul journal à citer systématiquement ses sources et les auteure des articles) qui font le plus les frais de cette pratique.

Sagatelles, dira-t-on, que ces exemples, ces citations, ces questions. Peut-être, mais bagatelles révélatrices de différences d'approches politiques qui ne sont pas toujours explicites
— male que le lecteur devine souvent fort bien. Le lecteur français peut, plus aisement peut-être même qu'aux Etats-Unis, être au courant de plus de choses parce que la presse est extra-ordinairement plus diversifiée loi que là-bas. Mais qui a les moyens financiers et du temps pour, quotidiennedes retours en arrière indispensables, poser et se poser constamment les questions que nous venone d'esquisser à propos d'un seul événement ayant pris place dans un seul pays ? Surtout, n'assiste-t-on pas, au terme d'une période d'ouverture et de doute, après l'Iran et l'Afghanistan (causes ou occaaions ?) à une sorte de regal intellectuel, de recherche de certitudes qui, pour être plus rassurantes, n'en sont pas plus exactes?

MARIE-FRANCE TOINET.

(34) Revel (J.-F.),

**Express, 17-23 novembre 1979,

(35) Guillemé-Brulon (J.),

**En finir avec Khomeiny b, PAurore,

12 novembre 1979,

(36) Buob 1J.1.

**Les sans-culottes J'Allah b, PExpress, 12-17 décembre

1979.

(36) Buob (J.). e Les sans-culottes l'Allah ». Perpress, 12-17 décembre 1979.

(37) R. V., « Carter face su défit franten ». Rivarol. 8 novembre 1979.

(38) Colomés (M.). « Iran : una anarchie explosive». Le Point.

12 novembre 1979.

(39) « Ce fou qu'on a dorloté ». Minuie. 14-20 novembre 1979.

(40) Y. C., « Le chantage ». Le Noureau Journal. 6 novembre 1979.

(41) Guife (C. M.). « Carter entre Khomelny et Kennedy Jr ». Rivarol.

15 novembre 1979.

(42) Non signé, « L'Elysée derrière Carter ». l'Humustité. 21 novembre 1979.

(43) P. L., « Les Neuf condamnent la détention des otages », le Monde.

22 novembre 1979. Les citations sont tirées du communiqué des Neuf.

(44) Cité in Varin (J.). « L'affrontement avec l'impérialisme » France Nouvelle, 24 novembre 1979.

(45) Cf. note 5.

(46) Cf. note 7 et D. Vt., « Moscou s'abstient prudemment de commentaires » le Monde. 15 novembre 1979.

s'abstient prudemment de commen-taires », le Monde, 15 novembre 1979.

MANERA S.A.

725.92.16

Appartaments availées sur phos: 34, qual Antieval Potenae. Yeus les jours de 14 it à 19 it, somedi et disponche de 10 it 30 à 12 it 30

La copropriété

conventionnée

Aucune charge à payer, en bénéficient

d'un revenu net.

tél.: 773.53.03

et de 14 h a 19 h

Paris est devenu trop cher

pour y acheter un grand appartement...

Diamant vous propose des 3, 4 et 5 pièces

30% plus grands qu'à Paris pour le même prix.

Diamant 7.500 f m²

Diamant

àBELLERIVE

Au bard de la Seine

Valmorei

Terentaise/Savoie/1400 m

Hiver - Eté

Achetez un appartement

à votre disposition

NORAMA IMMOBILIER

VIAGERS - F. CRUZ

PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Banlleue Jusqu'à 100 km Rens.: 8, rue La Boétle, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

Le calme des jardins intérieurs, le luxe des appartements, le prestige d'un quartier privilégié vous feront chaisir

Les Ambassades Saint-Dominique 96/98, rue Saint-Dominique - Paris 7'

3-4-5 PIECES ET DUPLEX tous les jours (sauf dimanche et lundi) de 14h à 19h Visites sur rendez-vous 705.69.11

LES ORRES

Sports d'hiver. Sports d'été. **VOTRE APPARTEMENT** "TOUTES SAISONS"

STUDIOS ET 2 PIECES

Prix très compétitifs qualité et standing

Repseignements et vente : "LES GRADINS"_ 05200 LES ORRES Tél (92) 44.01.50 / 44.00.29.

AVEC COIN-MONTAGNE

Tous les jours de 10 h à 12 h et de 15 h à 17 h.

de particulier à particulier 134, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS 260.24.03 A TOULON: zont près du Cap Brun de charge, ou cuinse, dons la verdure à deux pas de la mar,

INDICATEUR DES COMMERCES DE FRANCE spécialiste du fonds de commerce

LES JARDINS DE MONTFLEURY

COTE D'AZUR VAROISE A CAVALAIRE Tout près du port et des plages

IE MAYA RESIDENCE GRAND STANDING STUDIO à partir de 150.000 F - T2 - T3 -

Documentation gratuite sur demande SCI 16 MAYA 30, rue Clappier #3000 TOULON Tél. (94)93.00.13 ou 3, rue de Verdun 83120 STE MAXIME Tél. (94) 96.15.11

AU SOLEIL! COSTA BRAVA PROFITEZ DE LA BAISSE DE LA PESETA Terrain à partir de 28.500 F Studio avec garage 69.500 F Terrain avec anaure 10 m. 79.000 F VIIIa à partir de 89.000 F de crédit lusqu'à 80

FRAIS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 per

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education.

APARIS dess le 8º arrondistament entre la Prime Salat-Anguette et le Francoury Salat-Housel, un Instituté de grand prestige et de conception moderne.

4, rue Roquépine

; Parmi les 17 logements proposés, 5 types, mais pratiquement 17 appartements différents. 20.000 File m2 prix ferme et de-

afinitif à la réservation. Livraison 2º trimestre 1980.

ETUPRO S.A. Renseignements ETUPRO, 12, rue de Penthièvre, 265.85.60 75008 PARIS.



COL DES SAISIES SAVOIE Alt. 1650/2000

LIVRAISON IMMEDIATE DEUX PIÈCES à partir de 220 000 F QUATRE PIÈCES DUPLEX à partir de 392 000 F Prix fermes et définitifs

SABELLA - 772-02-25 61, rue Jean-Jacques-Rousseau - 92150 SURESNES



Prix au 3' et 448.000 En cave et parking compris PRIX FERME ET DEFINITIF.

DU STUDIO AU 5 PIECES
39 à 43, boulevard GORBELLA 06100 NICE TEL (93) 84 08 35
N.PHAL 101, 84 JEAN JAURES - 92100 BOULOGNE TEL 604 80 40
PAGIÈUT | 64 JEAN | 180 JEAN JAURES - 92100 BOULOGNE TEL 604 80 40



ALBERES à 10 km d'Argelès/Mer

Début des travaux avril, livraison fin nove Prix fermes et définitifs à la réservativ Surveillance et gestion assurée. BARBARO & C* - 73 bis, av. Niel, 75006 PARIS. \$80.56.56 - 380.77,99 4, rue Paul Courty, 68000 PERPIGNAN. (68) \$4.43.77

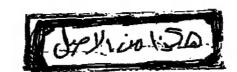
e...» COLLIOU 28 appartements en 5 immeubles autour d'une magnifique piscine avec vue sur la Méditerranée et le port de Collioure, l'un des plus beaux paysages du monde, à 900 mètres du centre.

Du studio au 4 pièces, garage ou parking, cave, terratte et balcons, construction traditionnelle de qualité, finitions luxueuses, confort total. Gestion et surveillance assurée.

Prix moyen 6,500 F le Mª, ferme et définitif à la réservation avec un versament de 5 %. Livraison : 2° trimestre 1981. BARBARO & Co Tél.: 380.56.56 - 380.77.99

4 semaines en hiver Renseignements: et 3 semaines en été et toute l'inter saison Alpes Réservations sera loue le reste 75014 Paris.Tél.539.22.37 VENEZ VISITER L'APPARTEMENT TEMOIN
SEPLACE Aug. deliterel 1988 Bernares vier y 1985/41.3

Renseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.



PUIS une quinzaine d'années, on assiste, aux Flotali-l' assiste, aux Etate-Unis, à une remise en question fondamentale de l'histoire. Ce renouveau s'est manifesté dans des études ponctuelles eur l'esclavage et la reconstruction (1), la période révolutionnaire (2), la formation du - capitalisme politique - (3), ainsi que dans l'analyse de l'expansion territo-riale (la conquête de l'Ouest) perçue comme la première étape de l'Impérislisme américain (4). En commun, dans ces ouvrages, la refus de la simplification : pour ces historiens, l'esclave, par exemple, n'est pas le « Sambo » détruit par l'univers concentrationnaire de la plantation, ni le « super-africain » qui affirme son identité conquérante dans l'adversité, mais un « afro-américain » dont les comportementa complexes relevent simultanément de l'accommodation et de la résistance. En commun aussi la volonté d'une approche globale où la réalité est saisle dans sa multiplicité : la dimension économique est essentielle, mais non moins fondamentales les dimensions politique, sociale, militaire, idéologique et culturelle. Tous ces éléments sont imbriqués les uns aux autres, ils conservent noins une relative aut

Une autre constante est la volonté d'exprimer le point de vue - habituellement occulté - de l'opprimé : l'Indien, le Noir, le Chicano, le Portoricain, le minoritaire ethnique, mais aussi le soldat, la prisonnier, le préviste, le sans-travail et la femme. On recourt à des sources non officielles, Ignorées ou sous-utilisées jusqu'à une date récente : récits i con idance de militaires, journaux de femmes, biographies et autobiographies, auditions publiques et autres documents appartenant à la tradition orale. On e'Intéresse davantage aux mouvements populaires et aux modalités d'action — et cela dès le début de l'histoire américaine : grèves paysannes et ouvrières, boycottage par des locataires et des consommateurs, formes multiples de désobélssance civile, organisations de base (grassroot movments), tentatives de création d'un troisième parti politique, liens entre luttes syndicales et actions communautaires, etc.

Le nouveau livre de Howard Zinn

A People's History of the United States (5) - incame toutes ces tendances. Une histoire du peuple, par le peuple, pour le peuple. Pour Zinn, l'histoire est la - mémoire du peuple - et non pas, comme pour Henry Kissinger, la « mémoire des Elats (6). C'est aussi la première synthèse qui propose, à partir des centaines d'études epécialisées, une vision d'ensemble de la politique Intérieure et étrangère des Etats-Unis, du déberquement de Christophe Colomb en 1492 à l'embarquement dans l'austérité de l'année 1980. Destiné notamment à un public étudiant, ce livre apparaît comme un contre-manuel par le choix du point de vue, la nature des matériaux présentés et surtout par la conception créatrice de l'histoire qui le sous-tend. Plus encore que leurs équivalents français, les manuels américains - comme le démontre brillamment Frances Fitzgerald dans America Revised (7) - déforment l'histoire selon les exigences idéologiques et les modes du moment, manipulent les enfants plutôt qu'ils ne les informent, et surtout vident l'histoire de son potentiel de subversion en niant l'impact du passé sur le présent et le futur. Cette conception aplatie de l'histoire, montrée comme un présent toulours renouvelé. encourage le statu quo. Le livre de Zinn, au contraire, contraint le lecteur à tirer les leçons du passé.

C'est un défi que de vouloir combiner trois conceptions réputées contradictoires : l'histoire comme science, l'histoire comme éducation politique, l'histoire comme morale. C'est pourtant ce que

Ceux que l'on exclut, ceux que l'on courrise

L E « peuple », pour Zinn, c'est le contraire de l'élite qui possède, contrôle et gouverne, il comprend ceux que l'élite exclut d'emblée : la majodes Noirs, des Indiens, des pauvres - considérés comme une mensce permanente à l'ordre. Il comprend également ceux que l'élite courtise et cherche à intégrer par le jeu éternellement renouvelé de la conce répression : la fraction la plus aisée des travailleurs des villes et des campagnes, et les « cols blancs ». Les cloisons ne sont pas étanches entre ces classes qu' rappellent un = lumpenproletariat = muitiracial et une « aristocratie ouvrière » élargie aux artisans et aux petits commerçants. Le système peut absorber certains

Par PIERRE DOMMERGUES

tente Howard Zinn de livre en livre, la première fois dans S.N.C.C. (8) à propos des nouveaux abolitionnistes qui luttent pour les droits civiques des Noirs dans le Sud des années 60. Un même idéal l'anime lorsqu'il organiee, avec Noam Chomsky et Dave Dellinger, le mouvement contre la guerre au Vietnam. Aujourd'hui, il est menacé de licenciement, ainsi que quatre autres professeurs titulaires de l'université de Boston. pour s'être opposé à une administration ersitaire chaque jour plus autoritaire du i censure les lournaux étudiants. refuse les procédures légales de syndicalisation des personnels enseignants et administratifs et cherche à confisquer, les uns après les autres, les acquis des années 60. Le charcheur, le citoyen, l'âtre moral sont pour ful indissociable

Ce livre sera sens doute critiqué par les historiens « objectifs », choqués par le parti ouvertement pris par l'auteur. Il le sera également par les - intégristes du marxisme », Irrités par une interprétation pluridimensionnelle qu'ils trouveront équivoque. Zinn refuse le système d'explication unique, et parfols les détails s'accumulent, contradictoires. Des lignes de l'orce émergent néanmoins : la réalité de la lutte des classes - dans un contexte sensiblement différent du nôtre ; la permanence de la résistance du peuple : l'adaptabilité des techniques de contrôle social; l'incertitude, mais aussi la nécessité du combat. Les jeux ne sont jamais faits. Cette histoire du peuple américaln est précieuse en cette aube d'une décennie marquée par des politiques de restructuration idéclogique autant qu'économique et sociale. Signe des temps, la multiplication des histoires (at des films) qui montrent que la guerre au Vietnam n'a été qu'une « erreur malheureuse ».

éléments du premier groupe et améliorer la condition du second, selon l'état économique de la nation et l'Intensité des revendications populaires. C'est sa force et sa faiblesse, car les exigences peuvent devenir trop colteuses, la politique de division sur laquelle est fondé le pouvoir de l'élite peut être déjouée. L'histoire américaine est une variation sur ce thè ie avec, d'un côté, ceux ou encouragent la division, de l'autre, ceux qui cherchent à la dépas de fregmentation sont ici plus nombreux : les distinctions de classe recoupent

races et des sexes. Les Indians constituent la première composante du peuple, la plus inquié-

ethnies (immigrants), des

tante, la plus étrangère, la plus irréductible. Leur histoire se confond avec la genèse de l'idéologie occidentale : les historiens officiels admettent que les indiens ont souffert et même qu'ils ont èté victimes d'un génocide injuste, mais c'était le prix (nécessaire) d'un progrès relle, voire fatale, entre progrès et des-

UNE HISTOIRE DU

truction. Les Indiens fournissent la terre, les Noire la main-d'œuvre : dix à quinze millions d'Africains sont importés aux Amériques avant la fin du dix-septième siècle, et l'on estime que l'Afrique perd quelque cinquante millions d'homm de femmes au cours des siècles où se litue le monde occidental moderne. Aux Etats-Unis, dès l'origine, l'élite pratique délibérément la division. On envoie les Noirs se battre contre les Indiens dans le Sud. On punit les rapports entre Noirs et Blancs : en Virginie, une loi de 1661 condamna « tout serviteur blanc qui s'est enfui avec un Noir à tournir propriétaire de l'esclave fugitif ». En 1891, une autre loi prévoit le « bannissement de tout homme ou famme de race blanche et libre qui épouse un Noir, un mulâtre, un Indien, homme ou temme, libre ou non ». Dans une lettre, en 1738, le gouverneur de Carolina du Sud précise que la « politique de son gouvernement a

toujours été de créer de l'aversion entre les Indiana et les Noirs -.

Troisième composante de la classe des opprimés, nombreuse et militante dès l'origine, la masse des Blancs pauvres : les sans-terre (journaliers ou petits métavers), les petits propriétaires terriens, les ouvriers des villes, les serviteurs blancs (indentured servants), chômeurs déià nombreux. La mobilité sociale est faible : les statistiques montrent que, après s'êtra libérés de leur contrat de travail, 10 % des esclaves blancs deviannent petits artisans, 10 % petits métayers, mais que 80 % d'entre eux restent ouvriers ou journaliers ou qu'ils retournant dans leur pays d'origine. Quant aux petits fermiers blance, ils sont pris, dès le dix-ceptième siècle, dans l'engrenage de l'exploitation ; les Indiens sont harcelés par ces modestes hommes de la frontière, eux-mêmes imposés et contrôlés par l'élite de Jamestown. Pourtant des révoltes éclatent, puissantes mals aussi ambigués : la plus célèbre - la « rébellion de Bacon » en 1676, un siècle avant la Déclaration d'Indépendance - est organisés par de petits fermiers auxquels se joignent des esclaves blancs et noirs, mais elle est tournée autant contre les Indiens, occupants des terres vierges convoitées, que contre les grands propriétaires terriens anglais ou américains.

Les schémas de contrôle social

L A stratégie de base consiste, pour l'élite, à structurer, destructurer, restructurer les rapports sociaux et à imposer un contrat social fondé almuitanément sur la division et l'Intégration. Pour le peuple, il convient, au contraire, de résister à ces pratiques, de prendre conscience des intérêts communs, d'obtenir des concessions sans se laisser sédulre par un consensus artificiel. Du côté du pouvoir, il ne s'agit pas d'une conspiration consciente, mais plutôt de l'accumulation de réponses tactiques qui se transforment, au vingtième siècle, en une stratégie d'ensemble, ainsi qu'en témoignent l'élaboration et la mise en place, par le grand capital et par l'Etat, du réformisme libéral dès avant la première guerre mondiale, puis du New Deal tien et autres « accords » sociaux, enfin d'une politique de planification capitaliste avec le président Nixon.

A l'époque pré-révolutionnaire, les objectifs de l'élite cont comp mater les rébellions populaires (ce qui dans le New-Jersey, en 1740, lorsque des paysans libèrent leurs camarades emprisonnés pour avoir refusé de payer le loyer des terres) ; détourner les paysans assolités de terre de l'alliance qui se dessine avec les Anglais contre les Amé-

ricains (la réussite n'est que relative, notamment dans la vallée de l'Hudson); canaliser les masses que l'on a préalablement incitées à résister aux impôts de la Couronne mais qui veulent aller plus loin (ce fut le cas des Bostoniens qui détruisent, en 1765, la propriété du collecteur d'impôts) : accorder aux puvriers spécialisés et aux artisans, en plus des concessions économiques, des libertés politiques qui ne remettent pas en cause les atructures de classe.

C'est dans ce contexte qu'apparaît une arme nouvelle : la métorique révolutionnaire. Ce discours doit tout à la fois soulager la tension entre les classes sociales et mobiliser les masses contre les Anglais. Patrick Henry, Thomas Paine, Jefferson en sont les créateurs et les maîtres. On proclame le droit - le devoir - de révolte contre toute tyrannie, les limites du pouvoir d'Etat consicontrôle de ce pouvoir par le peuple, le droit de tout peuple à l'autodétermination, etc. Peu importe le nombre des exclus. Peu importent les révoltes que l'on tait. Peu importent les contradictions à venir d'une Constitution résolument cantraliste. L'essentiel est qu'aucune classe sociale nouvelle n'accède au pouvoir avec la révolution.

Dans l'édition américaine

Le point de vue des déshérités

· LES INDIENS :

- Francis Jennings, The Invasion of America: Indians, Colonialism and the Cant of Conquest, University of North Carolina Press. Chapel Hill 1975.

- Hans Köning, Colombus: His Entreprise. Monthly Review Press, New-York, 1976.

- Gary Nash, Red. White and Black: The People of Early America, Prentice Hall, Englewood Cliffs, 1970. - Michael Rogin, Pathers and Children : Andrew Jackson and the Subjugation of the American

· LES NOIRS :

- Harbert Aptheker, &d., A Documentary History of the Negro People in the United States, Citadel, caucus, 1974.

Indian, Knepf, New-York, 1975.

- Federal Writers Project. The Negro in Virginia, Arno, New-York, 1968. - Milton Meltzer, In their Own Words : A History of the American Nagro, Crowell, New-York, 1967.

- George Rawick, From Sundown to Sunup. The Making of the Black Community, Greenwood Publishing C* Westport, Conn., 1972.

• LES FEMMES :

- Rosalyn Baxandall, Linda Gordon, Susan Reverby, eds, America's Working Women, Random House, New-York, 1976. - Eleanor Flexner, A Contury of

Struggle, Harvard University Press, Cambridge, Mass., 1975. - Gerda Lerner, The Female Expe-

rience : An American Documentary, Bobbs-Merill, Indianapolis,

- Barbara Wertheimer, We Were There : The Story of Working Women in America, Pantheon, New-York, 1977.

· LES PAUVRES ...

 Carl Bridenbangh, Citles in the Wilderness: The First Century of Urban Life in America, Oxford University Press, New-York, 1871.

- Richard Morris, Government and Labor in Early America, Harper & Row, New-York, 1965. - Abbot Smith, Colonist in Bon-dage: White Servituds and Convict Labor in America, Norton, New

- Wilcomb Washburn, The Governor and the Rebel : A History of Bacon's Rebellion in Virginia, Norton, New-York, 1972,

... BT LEURS LUTTES :

Robert Bruce, 1877 : Year of Vio-lence, Franklin Watts, New-York, 1959.

- Philip Foner. A History of tha Labor Movement. 4 vol., Interna-tional Publishers, New-York, 1947-

- Straughton Lynd, Anti-Federalism in Dutchess County, New-York, Loyola P., Chicago, 1976. - Aifred Young, The American Revo-

lution : Explorations in the History of American Radicalism, een Illinois University, Dekalb. 1976.

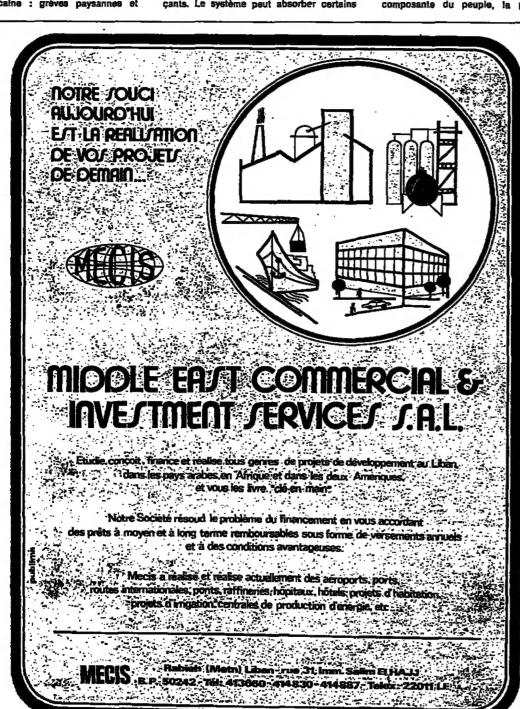
. SOLDATS ET PRISONNIERS :

- Willard Gatewood, 4 Smoked Yankets and the Struggle for Empire : Letters from Negro Soldiers, 1298-1902, University Illinois Prots, Urbana, 1971.

The Prison Research Project, The Price of Punishment : Prisons in Manachusetts, Urban Pianning Ald, Cambridge, Mass., 1974.

John Shy, A People Numerous and Armed : Reflections on the Military Struggle for American Inde-pendance, Oxford University Press, New-York, 1376.

- Justin Smith, The War with Mexico, 2 vols, N.Y., Macmillan,



PEUPLE DES ÉTATS-UNIS

Dans les années 1830-1840, Henry Jackson poursult cette opération idéologique : il glorifie le « common men », l'« homme démocratique » également chanté par Walt Whitman, l'Américain aux possibilités lilimitées. Chacun se complaît dans qui émergent dès cette période, vêtus que les « cols bleus », alliés tout désignés de l'élite. Mais c'est à Lincoln que rique révolutionnaire at démocratique en une rhétorique nouvelle, celle de l'union. vage, même si l'ambiguîté de son discours - souvent double - permet à chacun d'y trouver ce qu'il souhaite ou ce qu'il craint. Poussé dans ses retranchements par un lournaliste du New York Tribune, il établit en 1882 la commode distinction entre son « devoir d'Etat » (l'Union) et son « souhait personnel » (l'émancipation). Le seul conflit véritable est celul qui oppose deux élites, celle du

C'est autour du concept d'unité, d'intégrité, de sécurité nationale — associé à l'idéal d'autodétermination — que s'organise le consensus en périodes d'avant-guerre. Les ressemblances sont frappantes dans les discours et les grands moyens d'information, quet que soit le conflit : guerre d'indépendance, guerre contre le Mexique, guerre contre l'Espa-gne, guerres contre l'Allemagne. L'exemple le plus frappant concerne Cuba : le peuple américain est convaincu qu'il va se battre pour libérer les Cubains du colonialisme espagnol. Au même moment, le président McKinley précise dans une correspondance privée : - Nous devons considérer cette Intervention (à Cuba) comme rien de moins qu'une déclaration

défendre l'unité nationale.

se sentent manipulées : un magazine offre un prix au meilleur essai aur le thème suivant : « Comment le femme américaine peut-elle le mieux prouver son patriotisme? . Quelques décennles plus tard, une première version de l'idéopresse féminine avec le slogan - séparée sera ultérieurement aux Noirs. L'année 1840 voit la première déclaration d'indèféminine est intense dans le mouvement abolitionniste, celle des femmes noires de guerre des Etats-Unis contre les révo-

apprendre aux femmes à déployer les

charmes de la jeunesse et de la beauté ». Dès la guerre révolutionnaire, les femmes

La mémoire du peuple est encore celle des soldats-prolétaires que l'on invite, d'abord à contre-cœur, à se battre pour l'indépendance. Ils s'engagent lis se mutinent lorsqu'ils apprennent, par exemple, que leurs officiers, eux auesi décus, se voient promettre une demisolde à vie, après la guerre. Leurs camademande, quelques décennies plus tard, de tirer sur les Philippins, hommes, femmes et enfants au-dessus de sept ans. Beaucoup de soldats noirs désertent, et certains vont combattre aux côtés des Philippins, leurs frères de couleur. Les mutineries blanches et noires sont fréquentes, ainsi que les révoltes populaires contre la conscription que les riches réussissent à éviter. Mais de tout cela,

Dans cette étude, qui n'est jamais systé-matique, deux constantes s'affirment, irréductibles et antagonistes : d'une part, l'inépuisable capacité de résistance d'hommes et de femmes en apparence impuissants, et en apparence satisfalts de leur sort ; de l'autre, les ressources inlinies d'un système de contrôle, le plus ingénieux de l'histoire du monde. Avec leurs réserves en

matières premières, en talents, en main-d'œuvre, les Etats-Unis peuvent distribuer assez de richesse à assez de gens pour limiter le mécontentement à une rebella.

Nombreuses sont les ruses du pouvoir syphonage - des revendications par les partis politiques, intégration des élites populaires, intériorisation de la responsabilité de l'échec. (- Si vous êtes pauvres, déclarait un jour le romancier Vonnegut, c'est que vous n'avez pas su être riches i » l Nombreuses, les ambiguités des forces progressistes : par exemple, face aux interventions expansionnistes, les travailleurs, les organisasocialistes finissant par céder à la fatale union entre querre et prospérité...

Howard Zinn n'est pourtant pas sans espoir. Le - classe moyenne - que l'élite cherche à s'allier depuis l'époque qu'elle dresse contre les pauvres, les Immigrants, les minorités raciales, nouvelle classe ouvrière - - aujourd'hui constituée par les ouvriers spécialisés, les quels se sont joints les enseignants, les fonctionnaires fédéraux et municipaux, les cadres moyens et moyenneme supérieurs - est en train de se lézarder Les - gardiens du système - sont eux aussi victimes de l'inflation, du chômage, de la réduction du niveau de vie. La crise de confiance dans les institutions conservateurs américains) atteint la classe movenne et non plus seulement les travail menace ses acquis. Elle profite de moins en moins du pillage du tiersmonde. Comme la classe inférieure, elle nence à souffrir des politiques sociales entraînées par la crise fiscale des villes et de l'Etat. L'altiance plus moyenne va-t-elle céder le pas à une alliance nouvelle entre la classe moyenne



raciaux ? Ou sera-t-elle maintenue grace Va-t-on assister, comme l'espère Howard Zinn, à la révoite des gardiens ou, au

(Riustrations: America's Forgotten Polk Arts, Pantheon Books, New-York.)

(1) Voir P. Dommerguez, a L'esclavage dans le développament de la société et de l'économie américaine », le Monde diplomatique, février 1976.
(2) Voir la dossier « Capitalisme et inégalités. Deux siècles d'expérience aux Etats-Unis », le Monde diplomatique, juillet et soût 1976.
(3) Voir P. Dommerguez, « Contestation de l'histoire aux Etats-Unis », le Monde diplomatique, mars 1977.
(4) Ibid.
(5) Boward Zinn, A People's History of the United States, 512 pages. Enrper & Bow, New-York, 1980, 614 pages. 28 dollars. 20 dollars.

0 dollars. (6) Henry Kissinger. A World Resto-

red.

(7) Frances Fitzgernid. America Revised. Atlantic Little Brown, Boston. 1979.

(8) Howard Zinn, S.N.C.C.: The New Abolitionists, Beacon Press, Boston. 1964; Vietnam, the Logic of Withdrawal, Beacon Press, Boston. 1961; Disobedience and Democracy, Random House, New-York, 1988; The Politics of History, Beacon, Boston, 1970; Postwar America, Bobbs-Merrill. New-York, 1973; Justice in Everyday Life. W. Morrow, New-York, 1974.

(9) Claude Julien, it Révs et l'Histoire, Grasset, Paris, 1976.

Mémoire des opprimés

D'AUTRES pratiques de contrôle eocial sont démontées par Howard Zinn : le recours à la loi pour favoriser l'accunulation du capital ou pour pacifier le seuple. La Cour suprême prend des liberés avec la Constitution au nom du droit des Etats. L'exécutif refuse d'appliquer une décision de la Cour suprême (le président Jackson, par exemple). Les Etats violent en toute impunité les amendements de la Constitution qui garantissent la liberté des Noirs, etc. Le mensonge préprésident Polk n'hésite pas à inventer l'incident qui va lui permettre d'intervenie Congrès que l'armée américaine n'a fait que réagir à l'agression mexicaine. Le rituel de la répression se répète intas ment : police, milice, troupes fédérales. L'Etat est au cœur du système. Comme le montre Claude Julien dans le Rêve et l'Histoire (9) — cette autre contre Interprétation de deux siècles d'Amérique, — l'Etat prend le parti du capitalisme contre la démocratie, de l'ordre contre la liberté, du racisme

contre l'égalité. L'apport le plus original de Zinn est, sans aucun doute, sa sidélité à la mémoire du peuple. Une mémoire riche, concrète, contradictoira, qui na cède ni à la complaisance ni à l'autosatisfaction. L'objectif est de montrer, sans Illusion.

populaire, l'épaisseur d'un passé qui doit instruire le présent, la nature de luttes qui sont à la fois des réponses défensives à la répression et des manifesta

lutionnaires cubains. » Peu avant, en 1897.

en pleine crise économique et en pleir

conflit social, Theodore Roosevelt écrit

à un ami : « Entre vous et moi, je consi-

dère que toute guerre, ou presque, serait

bien sûr, dont on a beaucoup parlé dans les années 60 : mémoire de traités violés, de terres spoliées, de cultures des Noirs, falte de soumissions apparentes, de cadences brisées, de révoltes armées. Celle des victimes de ce que Zinn appelle l' - autre guerre de sécession . — les esclaves blancs, les petits fermiers, les journaliers, etc., luttes ponctuent l'ordre établi : dans les seize années qui sulvent la rébellion de Bacon, on ne dénombre pas moins de coloniaux, eix soulèvements noirs et quarante rébellions diverses. Pourtant, les manuels acolaires continuent à ignorer la réalité des luttes de classes.

La mémoire du peuple est aussi celle des « intimement opprimés ». En mars 1776, Abigali Adams écrit à son époux John Adams, futur président des Etats-Unis : « N'oubliez pas les dames ! » La conscience de l'oppression est ancienne et les formes de résistance infinies : en 1819, devant la législature de l'Etat de New-York, Emma Willard s'oppose à Jefferson, à sa conception de l'éducation

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION 1980

"L'or est tenu éternellement et universellement comme une valeur inaltérable et fiduciaire par excellence." (1)



Voici enfin le "DE GAULLE" frappé en OR massif 24 carats, dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles⁽²⁾.

• 50 000 De Gaulle en OR FIN 24 CARATS (999,9/1 000°, 6,45 g, Ø 21 mm) = 1 500 F

● 75 000 De Ganile en ARGENT I** TITRE (925/1 000°, 6,45 g, Ø 21 mm) = 200 F

Bourse et numisioatique A la Bourse de Paris s'échangent chaque jour des milliers de pièces d'or : pièce française de 20 Francs (appelée aussi Napoléon ou Louis), pièce suisse de 20 Francs, Union Latine, Souverain, pièce de 20 Dollars, de 50 Pesos, etc. Toutes ces pièces de monnaie ont été francées à des

nillions d'exemplaires. Au cours du XIX* siècle, la France a frappé près de 500 000 000 (cinq cent millions) de pièces de 20 For. inthous) de pares de 20 r or. Seuls quelques exemplaires en parfait état - appelés Flems de Colus (3) - de certains millésimes jouis-sent d'une cote munismanque dix, on vingt fois

sent d'une cote nunismatique dix, on vingt fois plus elevée que leur poids d'or. La pièce de 20 F courants, celle qui a circulé et qui présente des traces d'usure, n'a, en revanche, qu'une core boursière qui suit d'assez près celle du

Le De Gaulle en or fin 24 Carats et en argent 1st cieux.

Le De Gaulle en or fin 24 Carats et en argent 1st citre qui va être émis, pour la première fois en 1980, ne sera pas coté en Bourse. N'ayant pas cours légal, il pourra bénéficier d'office d'une cote musismatique élevée :

19 Son faible tirage strictement par la Carats et cours par le Carats et en argent 1st en plus-value substantielle a ceux qui voudraient on jour les revendre.

Une réussite de l'art mondaire.

1°) Son faible tirage strictement limité est paranti par le Certificat de l'Administration des Monnaies et Médailles (2), et le titre des métaux précieux par le poinçon de l'Etat: 2") Le De Gaulle sera frappé dans les ateliers de la Monnaie en qualité "Fleur de Coins" (3) et livré

3°) Bien qu'ayant les mêmes poids et diamètre, le De Gaulle est frappé en or fin (999,9/1000°) elors que les pièces française et suisse de 20 Francs ne contienment que 900/1000° d'or pur.

4°) En raunistratique, la première année d'émission est genéralement urès recherchée. De plus, les premiers De Gaulle serror émis en 1990 procée de

sion est generalement tres recnerches. De pros, ses premiers De Gaulle seronf émis en 1980, année es les Français célébreront, à travers 3 dates anniver-saires, la mémoire du Général De Gaulle, univer-sellement célèbre et entré dans la postérité.

(1) Conference de Preme du Général de Caulle du 440-1965 (2) Service d'Eint remaché ou Mointière de l'Economie. (3) Qualité de conservation la plus voiée en manimunique.

VENTE EXCLUSIVE AUX EDITIONS JEAN-MARC LALETA
REVENDEUR AGRÉE DE
L'ADMINISTRATION DES MONNAIES

Cette préciense émission sans cours légal, réservée aux collectionneurs et investisseurs, est strictement limitée pour 1980 à : 1980 : Année DE GAULLE. † Pour rendre hommage à celui qui a rendu sa liberté à la France,

 10º anniversaire de la mort du Général • 90° anniversaire de sa naissance • 40° anniversaire de l'Appel du 18 Juin • 1° atmée d'émission du DE GAULLE Un événement exceptionnel pour les

collectionneurs et investisseurs. Ne manquez pas cette première année d'émission.

Volontairement limité, le firage du De Gaulle apparaît bien dérisoire si on le compare aux centaiapparaît bien dérisoire si on le compare aux centai-nes de millions de pièces dont les émissions monénes de mittions de pieces dont les emissions mone-taires ont fair l'objet.

Nous sommes persuades que ce faible tirage du De Gaulle 1980 sera inférieur à la demande des mil-lions de Français qui s'étalent ranges aux côtes du Général, sans parier de tous ceux qui recomaissent

central, sins parier de ous ceux qui reconnaissent ea l'yi un personnage désormais entré dans l'His-toire, et de tous ceux qui veulent commencer une collection numismatique tout en profitant d'un pla-cement nouveau et indexé sur les métaux pré-

Maitre-graveur Serge SANTUCCI. Les marries ont été directement gravees à la main dans l'acier. Sur le plan de la technique monétaire, le De Gaulle 1980 est frappé en qualité "Fieur de Coins" hors

neufs, sur des flancs sélectionnés ayant subi un traitement spécial destiné à les rendre plus brillants. Les différentes opérations de fabricati tuées dans les ateliers de l'Administra naies et Médailles par un personnel spécialisé et toute manipulation est réalisée à l'aide de gants. Chaque De Gaulle sera livré avec sou étui, sous pochetie de protection, et accompagné d'un Certifi-cat officiel qui garantra le tirage limité, le poids et le titre du métal précieux.

Conditions de souscription Répondez des aujourd'hui.

1º) L'édition et la diffusion sont assurées en exclu-sivité par les Editions LALETA. Les souscriptions y seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et dans la limite de l'émission. Par ailleurs, la souscription sera close sans préavis. 27) Cette offre est strictement limitée à 10 exem-

plaires en or et 20 en argent par foyer, pour donner salivisction au plus grand nombre de demandes et afin d'éviter la thésaurisation. 3") Les prix sont garantis jusqu'a la livraison pour les 10 000 premiers De Ganile en or et les 20 000 premiers en argent. Au-delà de cette limite, les prix risquent d'être majorès en fonction des cours des métaux précieux. Si votre souscription arrivait trop tard, un supplément de prix vous serain demandé, mais vous auriez nous libersé de confir-

mer votte commande ou de l'annaler. 4") Les premiers De Gaulle soniront des balanciers roncentres, à partir de Mai 1980. Les expéditions se feront par colis postal assuré voyageant aux risques et périls des Editions LALETA et s'étale-ront jusqu'en décembre 1980.

5°) Garantie de remboursement : si à réception

de votre colis vous a étiez pas entiere yous seriez intégralement remboursé en le ren-

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

renvoyer and Editions I.M. LALETA, Revendeur agrée de l'Administration des Mo 9, Faubourg Saha-Honoré - 75008 PARIS Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformement à vas conditions de v De Gaulle 1980 (rappé à thrage limité dags les autliers de l'Administration des Moun Veuillez donc m'adresser des sa sortie, par culis postal agauré à vos frais et risques :

Je régieral le montant de cette souscription, des récopion de votre factare, dant un mois environ. Les expéditions autont lieu à partir de mai 1900, au fur et à meaure des livraisons de la Montaie.

Pouranoi n'v a-t-il pas de socialisme? diale, ou l'explosion des revendi-

DUBLIE en Allemagne en 1906, l'essai de Werner Sombart paraît aujourd'hui seulement aux Etats-Unis dans sa version intégrale (1). Ce texte, qui exerce une influence projonde et soutervaine sur les intellectuels américains depuis trois quarts de siècle, pose une question plus actuelle que jamais: pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme dans le pays le plus socialisme dans le pays le plus capitaliste du monde? Selon le sociologue allemand, les Américains sociologue allemand, les Américains ont été inlégrés dans la société dominante. Cette thèse de l'a embourgeoisement » a fait de nombreux adeptes. Au moment où Sombart écrit cet essai, ses sympathies sont encore du côté du soculisme. Quelques années plus tard, en 1913, devenu méfiant à l'égard du a pouvoir régénérateur » du socialisme, et confronté à la crise de la bourgeoisie allemande, u développe une a mentalité protojasciste ». Malgré ses concessions au nazisme (qu'il annonce), il n'est jamais réellement accepté par le régime hillérien.

Quelles sont, pour Sombart, les

Quelles sont, pour Sombart, les raisons de cet embourgeoisement : 1) Le travailleur américain est jondamentalement favorable au jondamentalement javoracie au système économique : s'il s'en prend parjois aux capitalistes, il est rarement hostile au capitalisme ; 2) il est également en faveur du système politique, de la Constitution (Sombart parie de s'fétichisme constitutional ») de la conception amétutionnel »), de la conception amé-ricaine de l'Etat qui, croit-il, lui donne un « sentiment illimité de nouvoir » par le feu des élections innombrables (juge, shérifs, etc.); 1) il peut difficilement créer un troisième parti (socialiste) pour casser le système des deux partis casser le système des deux partis dont la pérennité est assurée par la « machine », l'absence de principes politique » et l'hétérogénéité sociale est renforcée, selon Sombart, par 4) les concessions économiques, 5) la mobilité sociale, 6) l'esprit d'initiative, dernier vestige de la frantière.

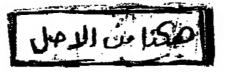
tige de la frontière. Les trois derniers arguments ne sont guère convaincants : l'homme de la frontière, chacun le sait depuis David Riesman, a cèdé le pas à l'homme de la foule. La mobilité sociale est un autre mythe dans une société restrictive et discriminative. Et l'essor du socialisme n'est pas nécessairement lié à la pauvreté, comme le montre le décelonnement du socialisme de n'est loppement du socialisme dans l'Allemagne relativement prospère de l'avant première guerre moncations égalitaires dans l'Amérique relativement opulente des années 60.

Par contre, les trois premières explications, qui mettent l'accent sur le facteur idéologique, sont reprises et affinées aussi bien à droite (Daniel Bell) qu'à gauche (Herbert Marcuse). Le débat classique pur l'accentifications aussi première par l'accentifications de la constitute de la consti sique sur l'a exceptionalisme amé-ricain » glisse du terraia de la spé-cificité du capitalisme à celui de la spécificité des luttes sociales. Les différences sont indéniables ; Michael Harrington remarque judi-Michael Harrington remarque judi-cieusement, dans sa préjace, que le mouvement socialiste européen doit longtemps se battre pour des liber-tés politiques qui sont très tôt accordées aux Etats-Unis. Mais peut-on en déduire, avec Leon Samson (2), que « le capitalisme est la forme américaine du socia-lisme » ou qu'il en est le «substi-tut» puisqu'il prêche l'égalité et la coexistence des classes?

D'autres questions se posent : peut-on véritablement parier d'ab-D'autres questions se posent :
peut-on véritablement parier d'absence de socialisme si l'on tient
compte de la multiplicité et de l'efticacité dez luttez populaires? Doiton eternellement confondre socialisme et marxisme — un marxisme
simplifié et simplificateur? Ignorer
la tradition libertaire au seul profit
de la tradition centraliste? Méconnaître la espécificité du radicalisme américain (3), associé un peu
rapidement au réformisme, voire
à des positions contre-révolutionnaires? Il est temps de rompre
l'alliance qui se dessine entre les
nouveaux conservateurs et les néostaliniens qui cherchent les uns et
les autres — certes avec des objectifs différents — à en finir avec les
aexès de la démocratie ». Les deux
traditions du socialisme — la plus
imaginative et la plus rationaliste
— peuvent et doirent être conciliées. C'est ce que Sombart n'a pas
su percevoir au-delà de ses analyses
prophétiques de la récupération.

P. D.

(1) Werner Sombart. Why is there No Socialism in the United States?, M.E. Sharpe, Inc., White Plains, N.Y., (2) Legn Samson, Towards a United Front : A Philosophy for American Workers, N.Y. (3) Sur la dissidence américaine et ses ambiguités, voir David Deleon, The American Anarchist, Reflections on Indigeneous Radicalism, John Hopkins U.P. Baltimore, Maryland, 1979.



Pourtant, beaucoup de choses sont diftérentes depuis 1975. Le statut de Guernice en est la preuve la plus tangible. La symbolique nationale et politique basque est présente partout. Dans la presse, les enseignes publicitaires, l'activité associa tive, sur les peintures murales, les insignes, les tee-shirts, dans les noms de rue et les fêtes, et bientôt à l'école, la langue basque a acquis un droit de cité su fond d'ikurrina (3). La célébration du mille deux centième anniversaire de la bataille de Roncevaux comme le premier Aberri Eguna (4) autorisé ont réuni des dizalnes de milliers de personnes.

Le statut d'autonomie porte incontestablement la marque de cette récupération historique, il en est même le reflet. Statut symbole, dit de Guernics (ville où le roi d'Espagne venait traditionnellement jurer de respecter les fueros de Biacaye, ville martyre de la guerre civile), adopté un 25 octobre -- cent trente-huit ans après le 25 octobre 1841, date de la première mise en cause par Madrid des franchises basques, - autant de références destinées à marquer une continuité historique et la volonté de récupérer une libre disposition de soi abolis dans le sang, écrasés après trois guerres civiles en 1833, 1872 et 1936.

Selon les dispositions du statut, l'autogouvernement est placé eous l'autorité d'un Lendakari (5) assisté d'un conseil, tous deux contrôlés par un Parlement élu au suffrage universal (6). L'Institution ré-

sources financières propres Importantes, pulsque les - concerts économiques -(c'est-à-dire la faculté de lever et discuter l'impôt avec Madrid) ont été rétablis, de sa langue, bénéficiant d'un caractère officlei, au même titre que le castillan, et de sa chaîne de télévision. Les attributions de la région, législatives ou d'exécution exclusive, sont particulièrement étendues en matière d'aménagement régional, de scolarité, de sécurité sociale, de tourisme et de voies mutières, maritimes, gériennes ou fluviales d'intérêt régional . (7). Elles sont plus restreintes en matière de police, de relations avec les autres régions e l'étranger, de justice, at pour la publication des lois régionales. Le rattachement éventuel de la Navarre, province basque aux traditions particularietes très fortes sans être exclu, est soumis à une évolution extrêmement complexe. L'armée, la monnale et le contrôle des frontières l'Etat

gionale disposera de son drapeau, de res-

Avancée institutionnelle remarquable, ce sistut apparaît malgré tout encore très largement théorique. Au premier commen-taire de M. Carlos Garalcoechea, le 25 octobre 1979 (- tout reste à faire -), font écho les propos qu'il a tenus le 14 février 1980 à Bilbao (8) : - # n'est pas possible d'ignorer les causes de la violence (...) nous devons lutter à partir du Parlement [basque] pour satisfaire les aspirations et les droits du peuple basque. Le moyen d'y arriver, c'est le statut. Les institutions basques devront veiller à son élaboré dans le doute, discuté pled à pied avec un récime Issu du sérail franquiste et dont les cadres, particulièrement ceux qui au Pays basque, ont dirigé la répressi cont toujours en place. Et il inspire encore la méfiance, en l'absence d'applications concrètes d'envergure. La confiance timide accordée par les Basques, le 15 juin 1977 (9), à la nouvelle démocratie espagnole est aujourd'hui en crise : les espoirs d'autogouvernement et de mieux-vivre ont été largement décus par l'attitude du couvernement, du patronat, et ausai des forces politiques chargées de les porter. Tel est è sens du vote du 9 mars, pui a assuré une victoire éclatante aux formations na-

Une société en crise

I E Pays basque est la région la plus riche d'Espagne. C'est aussi la plus contestataire. Paradoxe apparent d'une so-Charbon, sidérurgie, industries d'équi-

ciété profondément secouée par des mutations économiques et humaines brutales. pement, constructions navales, grandes banques, ont fait de la Biscaye, du Guimment, de l'Alava et de la Navarre les provinces les plus riches de la péninsule - 9 % du P.N.B. espa-

gnol, 16 % des exportations, 80 % des machines-outils, quinze des cinquante plus grands chantiers navais, trois des plus grandes banques (10), le ravenu annue par tête le plus é levé d'Espagne, la nmation alimentaire la plue forte, une population très largement urbanisée, concentrée (11), en augmentation rapide (12) et composite, les immigrants internes ayant afflué par dizalnes de mil-

llers depuis le début du siècle (13).

TEC DEAVINCES I ES DI LIS DICHES

P.I.B./HABITANT (en u.c.e. 1973)		POPULAT	ARVENU ANNUEL PAR TETE (1975) (en pesetas)		
		Agriculture Industrie Services (su pourcentage)			
ESPAGNE	1 501	22	38,3	39,7	144 000
ALAVA	2 076	14,3	58,1	27,6	
GUIPUZCOA	1 984	6,7	54,1	39,2	197 629
BISCAYE	1 944	5,1	53,9	41	
NAVARRE	1 662	24,8	43,1	32,1	162 548

Cette Image traditionnelle de l'économie hasque pays riche, pays d'industries lourdes, axe fondamental, avec les Asturies, du développement de l'Espagne depuis un siècle et de son décollage dans les années 1960-1970, s'est brusquement détériorée en 1977. La dégradation de la conjoncture internationale en 1974, dont les effets furent retardés par deux dévaluations de la peseta (14), et par une protection douanière et paratarifaire, consacrée au niveau européen par les accords signés en 1970 avec la C.E.E., a été d'autant plus gravement ressentia que les industries de base. aux marchés protégés et aux coûts salan'avalent pas su se moderniser à temps afin d'améliorer leur productivité. La réévaluation récente de la peseta n'a fait qu'assombrir un panorama éconon déjà très sombre depuis 1977. Croissance zéro, chômage en progression inquiétante : telles sont les perspectives à court et même mayen terme (15) de l'économie du Pays basque. De plus en plus pessimistes (16), les respons plus et accélèrent les procédures de licenciement (17).

La paysannerie et les classes moyenn sées dans leurs traditione rurales et chrétiennes à la fin du dix-neuvlème siècle par le développement de la société machiniste et par l'arrivée de milliers d'immigrée ven us chercher du travail dans les mines de charbon et les entreprises sidérurgiques, se sont très lentement radicalisées dans les années 30, réaglasant davantage aux effets négatifs immédiats de la révolution industrielle qu'aux causes ofondes de l'exploitation et de la prolétarisation. Pactisant avec un patronat - national espagnol - d'origine basque, elles a'opposaient, au nom de théories ultranationalistes, fondamentalistes, à la gauche, très influente chez les travailleurs immigrés mais peu sensible aux préoccupations des masses ouvrières et paysannes basques. Le franquisme a modifié profondément cette situation. Rejetant systématiquement toutes les revendications ouvrières, il a ausai essayé de « castillaniser », avec l'appul de l'oligarchie locale. une région économiquement vitale pour l'Espagne. Oppression cuvrière et oppression nationale se sont trouvées pour la première fols étroitement liées, provoqu la redicalisation des luttes et l'apparition revendications globales, à la fois ec-

ciales et nationales, dans les années 70 (18). La première manifestation de cette fusion au terme de plusieurs années de luttes ouvrières très dures (19) et de protestations nationalistes violentes mais isolées (20) s'est produite en 1970 à l'occasion du procès de Burgos : les revendications sociales et nationales furent alors défendues, et pour la première fois, aussi bien par les travailleurs baeques que par les travallieurs immigrés, auxquels s'étalent joints les représentants des classes moyennes locales.

De 1970 à 1978, le Pays basque connaît plus de dix grèves pénérales à caractère politique. Les groupes nationalistes radicaux, l'ETA sous ses différents avatars, introduisent la violence dans les négociations salariales (21), et la cisese ouvrière réagit avec vigueur sux cadences de plus en plus contraignantes et su partage inégal de la croissance (22). La paysannerie, semì-prolètarisée par les grands groupes laitiers, participe elle ausai à ce mouvement social de contestation (23). La crise de 1974 s'étend progressivement aux classes moyennes bánéficiaires du développement des années 60, alors que les revenons nationales se concrétisent mal. C'est alors la grande explosion revendicative de 1976 (24). Le 7 décembre 1979. le statut des travailleurs adopté par les Cortès est massivement rejeté au cours de la plus grande grève qu'ait connue le Pava basque depuis quarante ans (25), associant mots d'ordre sociaux et natio

L'intensité de la mobilisation populaire et de la répression, la lorce des revendications eociales et nationales. compromettaient le passage en douceur de la dictature à la démocratie contrôlée mise en place avec prudence par les héritiers du franquisme. La volonté de rupture démocratique affirmée par les platesformes nationales espagnoles regroupant les partis d'opposition en 1975-1976 n'était pas ici revendication d'appareil, mais correspondait aux vœux de larges couches de la population basque. A défaut d'une concrétisation politique, elle se porte, d'une élection à l'autre, sur le parti socialiste ouvrier d'Espagne (P.S.O.E.), le P.N.V., l'ultranationalisme, l'abstention ou

La vie politique basque est en effet dominée par un double discours et une

double pratique interdisent l'accouchement en douceur de ces aspirations. Discours du pouvoir, plus précisément de M. Adolfo Suarez, dont la stratégle essentielle consiste à colfier la marmite en lâchant le minimum de vapeur, et à trouver un interlocuteur prenant la responsabilité de cette politique au nom de cette curieuse démocratie du consensus qui a incité l'opposition en quête de respectabilité à se presser à la Moncloa (26) tout autant qu'au Parlement de 1977 à 1979.

Discours de l'ETA (m ou pm), qui considère la violence actuallement comme l'un des moyens permettant de contraîndre le ment à négocier, l'ouverture se limitant lusqu'ici à des propos contrôlés eur l'autonomie, tandis que les pillers du franquisme — unité nationale, propriété privée, morale de l'Eglise - restent intouchables (27). Entre cas deux forces. les partis qui ont voulu jouer l'évolution pacifique ont subi à la fois les manœuvres gouvernementales et les pressions de l'ETA sans pouvoir réellement imposer leur marque aux événements.

La gauche nationale, c'est-à-dire essentiellement le P.S.O.E., s'y est cassé les dents. Le P.S.E. (26), incontestablement porteur d'un espoir social et national en 1977, partisan de la négociation avec l'ETA jusqu'en 1978, lié par un pacte au P.N.V., est aujourd'hui en vole de marginalisation. Responsable malheureux d'un Consell générale basque provisoire (C.G.V.) (29) rapidement discrédité car laissé sans pouvoir par le gouvernement, acceptant la liane nouvelle définie depuis mars 1979 par sa direction nationale, plus soucleuse de mettre l'accent sur le compromis social et politique que de développer les luttes, le P.S.E. tient peut-être comple ainsi du rapport des forces en Espagne, mais non au Pays basque. If fut le seul, avec l'Union générale des travailleurs (30), à défendre le pacte signé par ce syndicat avec la centrale patronale, ainsi que le nouveau statut des travailleurs : Il s'est aussi isolé en condamnant violemment, et non sans contradiction, l'ETA (m et pm) (31), en appelant à la constitution d'un front antiterroriste et en invitant le gouvernement à

Les élections du 9 mars ont confirmé cette tendance. Ayant falt campagne sur un programme ne tenant pas compte, en dépit de certains correctifs tardits, du lien existant entre données nationales et sociales. le P.S.E. a paradoxalement contribué à démobiliser non seulement son électorat basque mais aussi une bonne part de son électorat immigré. Ayant perdu près d'un tiers de volx, il n'est plus aujourd'hui que la troisième force politique

phases dures et phases souples au gré des manœuvres du pouvoir et des majo rités qui le dirigent. Après une période plutôt contestatrice avant les élections législatives de l'an demier, devenu dequis lors parti majoritaire, il a accepté de jouer le jeu d'Interlocuteur privilégié que lui proposalt M. Suarez, Malgré le résultat fiatteur qu'il a obtenu le 9 mars, il n'est pas cor qu'il en tire profit à long terme. Son président, M. Carlos Garaicoechea. qui est aussi président en exercice du C.G.V., reste sous la menace d'une mesure d'invalidation consécutive à l'adoption d'un décret per le gouvernement visant exclusivement sa personne. D'autre part, soucieux comme en 1936 d'être l'artisan du statut e, responsable du gouverne ment en exil (33), il a pourtant reculé sur de nombreux points et donné au pouvoir les moyens de placer ce statut sous le patronage d'une Constitution qu'il n'a pas

LES PRINCIPAUX PARTIS **POLITIQUES**

Partis abenzales (patriotes): P.N.V.: Parti nationaliste basque (démocrate chrétien) Euzko Ald erdi

H.B. : Harri Batasuna (coalition auto-nomiste proche de l'ETA (m).

E.E. (1.S.): Enskadiko Ezkerra, gauche basque (coalition autonomista pro-che de l'ETA (pm). Partis nationaux:

P.S.E.: Parti socialiste d'Enzkadi. P.C.E.: Parti communiste d'Engkadi. U.C.D.: Union du centre démocratique (parti gouvernemental).

A.P.: Alliance populaire (extrême droite), dont le chef est M. Frago Iribarne, Organisations révolutionnaires :

STA: Enskadi ta askataruna (Patrie basque et liberté), 31 juliet 1959, Mouvement socialiste basque de libération sationale; se divise en deux branches après de multiples scissions, au cours de sa sixième assemblés:

FTA (m): ETA branche militaire, qui poortuit la lutte engagée sous le franquisme avec les mêmes mé-thodes, célles de la espirale » at-tenture répression.

ETA (pm): ETA branche politico-militaire. A modifié les axes de sa lutte en fonction des changements litiques survenus après la mort politiques surrenus après la mort de Franco. Lois de la septième assemblée (1976). l'ETA (pm) se divise es deux fronts, l'an militaire, qui garde le nom d'ETA (pm), et un front politique s'incarnant dans un parti indépendantiste et socialiste E.I.à. (partipour la révolution basque, Eusko trapitatée Alderdia) légalisé le 18 janvier 1978.

COMMANDOS AUTONOMES : monvement apparu pour la première fois au grand jour le 27 octobre, avec l'essantinat d'un militant so-cialiste. A revendiqué dans un communiqué quatre autres atten-tats morteis.

votée, et sous sa tutelle étroite, notemment en matière de maintien de l'ordre. Le parti nationaliste a cédé, d'autre part. eur le problème de la Navarre, dont l'incorporation est renvoyée à plus tard. En dépit du retour à des pratiques destinées à montrer la détermination de son parti (le P.N.V. a notamment retiré ses entaires des Cortès le 18 janvier).

éléments d'une crise chronique que les élections du 9 mars, loin de changer, n'ent fait que confirmer. Mais si, dans la période ayant immédiatement suivi les élections du 25 octobre, le gouvernement pouvait se déclarer relativement satisfait, il n'en va plus de même sujourd'hui. ant la division, la séduction et la

SITUATION sociale et politique incer-

du pouvoir, violences de l'ETA, tels sont

taine, électorat désorienté, violences

force. Il avait pu Isoler la gauche en négociant avec le P.N.V. un statut d'autonomile dont il ne respecte pas l'esprit, nortant eur le moment un coup sévère à la crédibilité politique et à la cohésion des nationalistes.

Modulant la répression en fonction des rapports de forces qu'il souhaitait créer sur le terrain, il a su alternativement rentorcer le poids des nationalistes radiceux ou il a, au contraire, essayé de les marginaliser. Ainsi le mouvement patriole Abertzale s'est-il épulsé en manifestations dirigées contre Paris et non contre Madrid pendant tout le printemps et l'été 1979 parce qu'il avait trouvé un bouc émissaire de l'antibasquisme dans la France, elle-même poussés par le premier ministre espagnol à prendre à l'égard des réfugiés des res restrictives dont M. Suarez n'entendalt pas assumer toutes les conséquences (34). La coalition Herri Batasuna, désorientée par la mise en place d'institutions représentatives, est divisée, en outre, sur la tactique à suivre depuis le demi-écheo infligé à sa stratégie les 25 octobre et 2 décembre. Ebraniée par les mesures restreignant sa marge d'action politique - la levée post-référendaire de unité de ses parlementaires notamment, -- par des menaces, y compris de mort, visant certains de ses élus, elle a (E.S.B. et LAIA) et regarde avec insistance vers l'aile la plus dure, la plus traditionaliste du P.N.V., tout en songeant à des lendemains difficiles, à la clandestin à l'exti (35). Ce balancement, ces hésitations, a'lls n'ont pas empêché la costition de se maintenir en l'état, lui ont interdit de faire mie

L'E.E. et l'ETA (pm), qui avalent recommandé de voter « oul » le 25 octobre, ont derrière elles la réussite de l'opération dans l'enceinte du palais de la Moncios

M. Garaicoechea a eu beaucoup de mai à empêcher un glissement de son aile la plus remuente vers des formations plus radicales, ou vers l'abstention, le 9 mars. Le succès încontestable du P.N.V. aux élections régionales doit beaucoup plus à l'effritement de l'Image de marque du parti au pouvoir, l'U.C.D., après son échec andalou, qu'è ses vertus propres.

Les lendemains qui grincent

et l'appel à la grève contre le statut des travailleurs la 7 décembrs (avec H.B.). Elles Jouent le jeu de la participation critique et ont, semble-t-il, depuis l'effacement du P.S.E., répondu le mieux au réformisme radical des masses basques, prenant ainsi le pouvoir à son propre ieu. sa cohérence politique lui a assuré d'une élection à l'autre une progression et une audience qui tendent à déborder sa base nationale puvilère initiale pour toucher une frange notable de l'électorat immigré

A court terme, cette pratique a permis su gouvernement de faire le vide. Elle a poussé une part sans cesse croiss des électeurs de gauche vers l'abstention, renforcé au sein du P.N.V. l'aile « nariementariste » disposée à dialoguer avec lu et, le 9 mars, assuré le succès de la droite, Male il s'agit là d'une victoire à la Pyrrhus. Cette stratégie d'isplement des forces de gauche et des mouvements nationalistes, accompagnée d'une interprétation centraliste de l'autonomisme sur tond de crise économique, a conforté dans les umes l'influence des plus radicaux, qui, le 25 octobre pourtant, une autre perspective semblant s'ouvrir, avalent pour la première fols marqué les signes d'un certain tassement. Plus profondément, alle a également montré de facon aussi nette qu'en Andalousie les limites et l'usure des méthodes de gouvernement du post-franquisme à la Suarez. Le succès de la droite n'a pas été celui de l'Union du centre démocratique mais celul, écrasant,

du P.N.V. Le P.N.V. se trouve aujourd'hui dans la altuation tout à la fois inconfortable et déterminante de tenir pour la première fois un moven de pression réal sur le gouvernement actuel. Négociars-t-il par la même occasion, comme pourrait le laleser supposer l'élargissement vers la droite de sa base électorale, les termes d'une alliance locale ou nationale avec les centristes? Rien n'est moins sûr. Parti Interclassiste, le P.N.V. évoluera en fonction des réactions de son environnement politique, économique et social.

La sortie du labyrinthe dans lequel est empêtré le Pays basque depuis la « démocratisation - paraft toulours gussi join-

JEAN-JACQUES KOURLIANDSKY.

LA PROGRESSION DES FORMATIONS NATIONALISTES

ELECTIONS LEGISLATIVES NATIONALES DU 1° MARS 1979			RLECTIONS LEGISLATIVES REGIONALE DU 9 MARS 1980			
Partis	Voix	Députés	Volz	Evolution	Députés	
P.N.V. É.B. E.E. P.S.O.E. P.C.E. U.C.D. A.P. Abstent.	275 292 149 635 90 897 190 235 45 893 168 697 34 026 542 880	7 3 1 5	350 283 152 162 90 964 130 543 37 951 78 319 43 853 652 909	+ 27,24 % + 1,6 % + 12,44 % - 81,57 % - 19,26 % - 53,55 % + 28,2 %	25 11 6 9 1 6	

Sources : El Pals, 11 mars 1980 ; D.E.J.A., 10 mars 1980 ; Rots, 11 mars 1990.

(3) Le drapeau basque, légalisé le 19 janvier 1977. (4) Jour de la patrie (fête nationale). (5) Nom traditionnel du chef de l'exécutif basque. tif basque. (6) Le 9 mars dernier.

(7) Voir le Monde du 28 octobre 1979. (8) Au cours de la réunion organisée our la présentation des candidatures du N.V. pour la Biscaye. (9) Date des élections à la Constituante

(10) Banco hispanoamericana, Banco de Bilbao, Banco de Viscaya. (11) Densité de la population (1975). Espagne: 70/km²; Alava: 67: Biscaye: 472; Guipuzcoa: 315; Naverre: 44. (12) Statistiques de 1970 (par rapport à 1940) : Biscaye : 1.043 310 (+ 532 175) ; Alara : 204 923 (+ 91 447) ; Guipuzcoa : 631 003 (+ 299 250).

(13) De 1950 à 1975 : 500 000 nouveaux

(14) En février 1976 et juillet 1977. (14) En 1971et 1976 et juillet 1977.

(15) Croissance annuella comparée (Economica Vasca. Informe 1978 Caja. Laboral Popular) : 1976 : Espagne 2.2 %; Pays besque 1.4 %. — 1971 : Espagne 2.4 %; Pays besque 1.3 %. Taux de chômage en 1978 : Espagne 2.5 % (I.N.E.); Pays basque 8.78 % (Instituto nacional de Estadestica), 17.10 % (Conseil général du Pays basque).

(15) C. Anton Pérez Callaia, directore.

(16) Cf. Anton Pérez Callaja, directeur du secteur centraprise » de la Caja Laboral Popular, « la Crise est chronique », D.E.I.A., 2 notembre 1878. (17) El Pels, 3 novembre 1979 : cent un cesiers visant à licencier douze à quinze mille travailleurs déposés par les chefs d'entreprise du Guipuzcoa de janvier à octobre 1879.

(18) Prise en compte du facteur natio-nal par le P.C. et la P.S.O.E.; acission de gauche au sein du P.N.V. en 1959, qui ionna naissance à l'ETA. (19) En particulier le 1º mai 1847, en avril et en mai 1951, en décembre 1853 et en décembre 1966.

(20) Les premières actions violentes de l'ETA ont eu lieu an 1961, et le premier hold-up réussi en 1965. (21) Le premier enièrement par l'ETA d'un shef d'entreprise a lieu le 22 novem-bre 1971. L'otage est relâché après anti-faction des revendications ouvrières.

(22) 1957 : Introduction de méthodes tayloristes par le patronat besque. 1959-1990 et 1968-1969 : blocage des salaires. (23) Première manifestation en 1957. (24) Au moment du menouvellement des priventions collectives. Cette année-la pertes dues aux grèves au Pays basque

représentent 50 % du total pour toute l'Espagna.

(25) Cinq cent mille grévistes, ouvriers, cadres moyens, commerçants, répondirent à l'appel lancé par les syndicats nationalistes (ELA-S.T.V., LAB), communisant (C.C.O.O.), gauchistes (SU, C.S.U.T.) et chrétien (USO).

(26) Résidence du premier ministre. (27) Exigence de l'ETA (m) syant tout cessez-le-feu : légalisation de tous les partis politiques, amustis, retrait des forces de l'ordre, droit à l'autodétermina-tion, contrôle de l'armée par le gouver-

(28) Parti socialiste d'Euskadi, qui ouit d'une autonomie d'organisation et e fonctionnament au selu du P.S.O.E. (29) Mis en place le 17 décembre 1978.

(30) U.G.T., syndicat socialisant. (30) U.G.T., syndicat socialisant.

(31) Cf. les explications embarrassées d'El Socialisto. nº 147, après la publication des décisrations d'Alfonso Guerra, vice-secrétaire général du P.S.O.E., sur les obstacles mis par le gouvernement au développement de l'autonomis en Andalousie : 48 le gouvernement Suarse se comports avec un manque de parole absolu [...], il n'y a qu'une alternative : Ou faire un deste spactamulaire que hiere sbeciu (...), il n'y a qu'une alternative: ou faire un geste spectaculaire, ou blen prendre les aimes comme en Buckadi. y Commentaire: e Alfonso Guerra n'a pas appelé à la lutte armée. Il a pu prendre en compte cette hypothèse au vu (de la situation). La possibilité que se déchans une poussée de violence armée est résila en Andalousie. Elle est dus à l'attitude protocatrice du gouvernement. Jusqu'ici prâce en soit rendue au seus des responsabilités du peuple andalous. A oes insultes du pouvoir, il ne sera répondu comme il se doit que le 28 jévrier » (dabe du rétérendum d'autonomie). rendum d'autonomie).

(32) M. Triki Benegas, secritaire général du P.S.E. (El Socialista, nº 147) : «Où est-il ce gouvernement sificace qui affirmait au cours de la dernière campagne électories qu'il gouverneit et qu'il agirait ? » (Commentaire sur les dernière attentate de l'ETA).

(23) Abandonné par le P.S.O.E. à la fin de 1978, il a tenu sa dernière réunion au mois d'octobre. Son président, M. José Maria de Leiszola, a symboliquement transmis ses pouvoirs à M. Carios Caraicocobtes le 15 décembre à Bibao.

(34) Comme on a pu le constater après l'arrestation mouvementée à Riarrite de militants basques du Sud dont le gouvernement espagnol n's toujours pas à ce jour demandé l'extradition.

(33) Les « parlémentaires » d'Herri Beta-suns viennent d'effectuer une visite exploratoire en ce sous dans plusieurs pays d'Amérique latine et en Belgique.

BE & BOALDERS - -- CALL France des mambars de CONTR. 06/10/11/14/14 LEPNY SE Law

JEAN-JACQUES NOURLEAND LATIONS NATIONALISTES

married action function in

100 tall

إنتاس والأ

Respect des souverainetés ou devoir d'intervention?

En ces temps où se multiplient les recours à la force armée, rien ne serait plus pernicieux que de se résigner à un dépérissement du droit international. Tentation d'autant plus insidieuse que les Etats, en utilisant la violence interne ou externe, ne manquent pas de s'abriter sous des considérations juridiques plus ou moins susceptibles de faire illusion. On l'a vu avec la France en Afrique, avec l'Union soviétique en Burope de l'Est et en Afghanistan, avec les Etats-Unis en Amérique latine ou au Vietnam. Pour ancien qu'il soit, le phénomène semble bien prendre d'exceptionnelles proportions.

Lu force et le droit : tel était précisément le thème du premier colloque organisé par le Monde diplomatique (voir notre numéro de mars 1976), et il appelait naturellement une seconde rencontre centrée sur la place nouvelle que les droits de l'homme sont en train de prendre dans les relations internationales (poir le Monde diplomatique de mai 1978; cf. aussi Donald Fraser, La diplomatie américaine et les droits de Phomme », janvier 1977). Depuis, ces thèmes ont été au cœur des interventions du Vietnam contre les Khmers rouges, de la Tanzanie contre Amin Dada, de la France contre Bokassa.

Le nauveau calluque dant nous publions ici les principales communications ne se proposait pas de dresser un inventaire complet des interventions militaires mais de recenser les argumentations juridiques mises en avant et d'en montrer à la fois les lacunes ou les contradictions et l'évolution, Deux notions se précisent : les interventions non militaires qui précèdent l'entrée en action des troupes constituent autant d'ingérences aux effets souvent désastreux; face an devoir traditionnel de non-ingérence émerge un devoir d'intervention à des fins humanitaires, car les droits des Etats ne peuvent systématiquement primer les droits des peuples.

Les Nations unies devant la non-ingérence et les droits de l'homme

Le devoir d'assistance à peuples en danger

L'est des situations où la noningérence vant non-assistance à
personnes en danger de mort ou
à peuple en voie de génocide. Le
principe de non-intervention, qui vise
à protéger les petits pays contre la
rapacité et la convoitise des puissants, contre leur expansionnisme
militaire ou leur domination politique, protège, hélas i aussi les totalitariames et constitue souvent le
rempart à l'abri duquel les tyrans
peuvent, en toute quiétude, asservir
leur peuple, torturer leurs intellectuels, assassiner ou déporter leurs
opposants.

tuels, assassiner ou déporter leurs opposants.

La tentation est grande de pro-clamer, en matière de droits de l'homme, non seulement le droit mais aussi le devoir d'intervention

menacées.

Une telle attitude n'est pas dépourvue de fondements juridiques, issus
notamment de la pratique des
Nations unies. Elle n'est pas dépourvue de dangers pour la souveraineté
des Etats si la qualification des
situations dépend de la seule volonté
de leurs voisins ou d'une quelconque
puissance décidant d'intervenir, si
l'intervention d'humanité ressuscitée
dépasse le cadre strictement civil et dépasse le cadre strictement civil et humanitaire

Non-intervention, non-ingérence, non-recours à la force, sont des notions voisines, qui ont en commun d'être toutes des corollaires de la souveraineté exclusive de l'Etat sur son territoire. Les mêmes signifiants ne couvent pourtant pas toujours les mêmes signifiés, dans la doctrine comme dans la pratique. Ainsi en est-il du mot interpention,

qui tantôt signifie exclusivement

« actions armées menées en territoire étranger » (1), tantôt « ingérence non impérative dans les affaires qui relèvent de la compétence nationale d'un Etat » (2), c'est-à-dire le fait de prendre position sur des questions dans lesquelles l'Etat conserve, en vertu du droit international, toute latitude d'action. Plus généralement : se mêler de ces questions et porter des appréciations sur le comporte-ment d'un Etat à l'égard de ses nationaux, sur son régime politique, économique, social ou culturel.

C'est dans ce second sens, plus proche de la non-ingérence, que se situe le principe de non-intervention posé par la charte de l'ONU à son article 2, paragraphe 7 : « Aucune disposition de la présente charle n'autorise les Nations unies à interpetir dans les afferires cui relèvent oentr dans les affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat... »

En revanche, l'intervention devient licite dès lors qu'elle concerne des affaires qui ne relèvent pas essen-tiellement d'une telle compétence nationale, notamment celles qui for l'objet d'obligations internationale Il suffit donc de montrer que le respect des droits de l'homme est une obligation des Etats non seulement à l'égard de leurs nationaux, mais aussi à l'égard des autres Etats pour le soustraire au principe de non-intervention et légitimer le droit doctrine a, dans les pays démocra-tiques, depuis quelques années, am-plement établi cette démonstration que refusent toujours les pays de l'Est en dépit de pratiques convergentes des Nations unies e tains Etats démocratiques.

Les chaines qu'on brise

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

NUMBERO 13 (JANVIER-PEVRIER 1980)

Priz de ce numéro : 25 F, 169 pages (joindre titre de palemant à la commande)

Rédaction - Administration - Diffusion - Vente au numéro : 3, rue de l'Aalle-Popincourt, 75011 Paris. Tél. : 305-25-34. (Permanence : 9 heures-13 heures, sauf mercredi et samedi.)

Peuples noirs - Peuples africains, revue bimastrielle noire, seule institution franco-phone africaine échappant totalement au contrôle des assistants techniques, coopé-rants et barbouxes en tous genres.

Abonnement annuel (5 numéros) : 120 F - C.C.P. PARIS 2169192 Y

ODITE TORNER : Les intellectuels français et l'Afrique Noire, etc., etc.

GO BETI : M. Giscard d'Estaing, ramboursez !... (Lettre ouverte d'un Africain libre au président de la République française à propos de l'affaire dits des diamants de Bokassa).

L'ongtemps liés par une interprétation extensive de la compétence nationales, les Etais comme les organisations internationales ont refusé de se mèler du sort réservé aux peuples des Etais génocidaires. Les chaînes du principe de non-intervention entravaient l'œuvre des organisations humanitaires les des organisations humanitaires les plus impartiales et les plus désinté-resses. Les bonnes volontés ont partout du attendre l'autorisation des hommes d'armes et des tortion-naires pour assister les victimes... à

Les plus éminents auteurs du droit international ont commencé à briser ces entraves et à l'égitimer le droit de regard et le droit de recomman-dation des organisations internatiodation des organisations internatio-nales dans des domaines jusqu'ici

Ainsi, dès 1974, le grand juriste autrichien Alfred Verdross estime que la protection des droits de l'homme ne figure plus dans le domaine réservé de l'Etat pulsque, par l'article 56 de la charte, les Etats membres se sont engagés à agir tant conjointement que séparement, en coopération avec l'ONU, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'article 55, parmi lesquels figure a le d'attendre les bus enonces à l'article 55, parmi lesquels figure a le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de seze, de langue ou de religion » (3). L'entrée en vigueur récente des deux pactes internatio-naux relatifs aux droits de l'homme est venue renforcer le caractère international de cette obligation et la licéité de l'intervention de l'orga-nisation internationale à leur sujet. En 1977, Oscar Schachter, professeur à l'université Columbia, affirme que les obligations en matière de

droits de l'homme sont un dû des Etats à l'égard de la communauté internationale tout entière, qu'elles intèressent donc tous les Etats et constituent aussi des « obligations Le président Carter s'exprime en

1977 dans le même sens devant l'Assemblée générale de l'ONU; « Aucun membre des Nations unies ne peut prétendre qu'un mauvais traitement infligé à ses citoyens ne regarde personne d'autre que lui. De neme, aucun membre ne peut échap-per à ses responsabilités lorsqu'il s'agit de critiquer et de condamner les cas de torture ou de privation injustifiée de liberté constatés dans n'importé aveil e région du n'importe quelle région du monde » (5).

Enfin, le ministre français des affaires étrangères, M. Jean Fran-cois-Poncet, a rappelé, le 7 novembre 1979 devant l'Assemblée nationale, que la France prend en considéra-tion les droits de l'homme dans la définition et la conduite des relations

Pear leur sécurité, les Etats revendiquent le respect du principe de noningérence. Mais, dans l'intérêt des pepulations, au impérieux devoir d'intervention n'est-il pas en train de s'imposer à la conscience ? Les faits traduisent en balbutiant de nouvelles normes qui apparaissent dans le droit international.

Par MARIO BETTATI

ses partenaires, et que tout l'appareil diplomatique français est mobilisé pour assurer au nom de la France la défense des droits de l'homme.

Le sanctuaire de la souveraineté ne peut plus eacher les oubliettes de la liberté, la non-intervention ne peut plus protéger le repaire des tyrannies, la non-ingérence ne peut iyrannies, la non-ingérence ne peut plus garantir l'œuvre des fossoyeurs. Cette évolution n'est cependant pas admise par tous les juristes. Largement répandue en Occident, elle demeure résolument étrangère à lu doctrine soviétique qui, sous la plume de V. Tchkhikvadze, membre correspondant de l'Académie des sciences de l'UR.S.S. affirme : « Les peuples et les gouvernements des pays socialistes qualifient à juste titre de calomnieuse l'activité des défenseurs bénévoles des droils de l'homme : ils bénévoles des droits de l'homme ; u considèrent que son but est de s'ingérer dans les affaires intérieures des Etats souverains et, pour cette raison, les réprouvent énergiquement » (6).

L'U.R.S.S. a pourtant participé, au nom des droits de l'homme, à de nom des droits de l'nomme, a de telles «ingérences» dans les affaires intérieures d'Etats souverains, en souscrivant à certaines délibérations de l'ONU. La position défensive des juristes soviétiques est donc difficile pratique de leur gouvernement a été

L' aintervention d'humanité » fut, à la fin du dix-neuvième et au début de ce siècle, une pratique particu-lière dirigée contre la Turquie au bénéfice de ses ressortissants chré-tiens, notamment des Arméniens, dans le dessein d'empêcher les cruautés et les atrocités turques, qui constituaient, avant même l'élaboration du concept, un véritable géno-cide. Cette intervention, décidée conjointement par les puissances européemes, comportait l'usage de la force et des actions armées.

Beaucoup moins directes, et plus pacifiques, bien que non dépourvues de sanctions, mais tout aussi humade sanctions, mais tout aussi huma-nitaires et conjointes, ont été les interventions de l'ONU condamnant, certaines violations des droits de l'homme commises par certains Etats; dans un premier temps par les pays de l'Est, dans une seconde période par les pays colonisateurs, enfin, plus récemment, par certaines des décisiures du tiers-monde des dictatures du tiers-monde.

L'ingérence des Nations unies en faveur des droits de l'homme s'est d'abord manifestée pour des femmes... soviétiques mariées à des étrangers sovetiques mariees a des etrangers et qui n'avaient pas reçu du gouvernement de Moscou l'autorisation de
quitter leur pays avec leur mari ou
en vue de le rejoindre. Se référant
non seulement à la charte mais aussi
aux articles 13 et 16 de la Déclaration universelle des droits de
l'homme du 10 décembre 1948 (que
LTIDES R'avait pour serviée). l'URSS. n'avait pourtant pas votée).
l'Assemblée générale rappelle que a toute personne a le droit de quitter tout pays y compris le sien, et que l'homme et la jemme d'âge nublie Thomme et la femme d'âge nublic ont le droit de le marier sans aucune restriction quant à la race, la natio-nalité ou la retigion ». Elle déclare donc que les mesures prises ne sont pas conformes à la charte et recom-mande au gouvernement soviétique de les rapporter (7). Des condamna-tions analogues ont été prononcées par les Nations unies, la même

* Professeur à l'université de Paris-

année et l'année suivante, à l'égard de la Bulgarie, de la Hongrie et de la Roumanie pour le sort que ces pays avaient réservé à diverses per-sonnalités ecclésiastiques (8). Si l'U.R.S.S. et les pays de l'Est n'ont, à l'évidence, pas voté ces résolutions, leur suffrage s'est joint à de vastes majorités pour intervenir

à de vastes majorités pour intervenir dans les affaires que les puissances coloniales considéraient comme s'intérieures, en faveur de la pro-tection des droits de l'homme, à propos de l'Algèrie, des colonies por-tugaises, de la Rhodèsie, de la Namible, etc. (9).

L'intervention assortie de sanctions est pratiquement permanente, depuis 1962, à l'égard de la politique d'apart-heid menée par l'Afrique du Sud. Un centre contre l'apartheld a été créé au département des affaires politiques et des affaires du Conseil de sécurité qui diffuse toutes la pointiques et des ariaires du Consein de sécurité qui diffuse toutes les informations et les dénonciations fournies contre l'Afrique du Sud, y compris par les organisations internationales non gouvernementales ou les associations privées.

les associations privées.

Les sanctions dont l'Assemblée générale a recommandé l'adoption sont bien commes : rupture des relations diplomatiques, fermeture des ports aux navires sud-égicains, boycottage des produits en provenance et embargo sur les produits à destination de l'Afrique du Sud. En 1977, le Conseil de securité décidait l'embargo sur les livraisons d'armes, appliquant ainsi pour la première fois l'article 41 de la charte a un Etat membre de l'ONU.

La protection internationale des

à un Etat membre de l'ONU.

La protection internationale des droits de l'homme repose toujours sur l'information, sur la liberté pour les journalistes de rechercher, recevoir et diffuser des informations. Le totalitarisme repose toujours sur le secret, la dissimulation, la déformation, le mensonge. Contre la complicité du silence, le droit et le devoir d'intervention prennent la forme plus ou moins élaborée de la commission d'enquête.

L'investigation humanitaire

EN 1975, la commission des droits de l'hornne des Nations unies, après avoir noté que des violations des droits de l'hornne continualent d'être signalées au Chili, a décide de crèer un groupe de travall spècial chargé de faire une enquète sur la situation existant dans ce pays « sur la base de tous les mouens de preuze la base de tous les moyens de preuve existants, y compris une visite au Chili », et elle a demandé aux autorités chiliennes d'accorder leur pleine et entière coopération au groupe de travail (10).

Certes, il fallut attendre trois ans et demi pour qu'en juillet 1978 le groupe d'enquête puisse se rendre au Chili, en application de son man-dat (11). Mais les différents rapports avant l'intervention physique », sur le terrain, une vaste entreprise d'investigation humanitaire. On sait que d'autres groupes spéciaux ont ainsi été institués par l'ONU.

Toutefois, dans chacune de ces situations, il a fallu attendre l'accord situations, il a faitu attendre l'accord de l'Etat concerné ou des autorités en place pour que l'investigation ou les secours puissent parvenir jus-qu'aux victimes. L'ingérence y fut indiscrétion plus qu'intervention, incursion plus qu'opération.

Si l'on admet non seulement le droit, mais aussi le devoir d'inter-vention civile dans tous les cas d'urgence sans considération tique, il faut permettre d'abord le

Combacau (J.) in Thierry. Comba-cau. Sur et Valiée. Droit international public, éd. Montchrestien. Paris, 1979.
 254.

p. 204.

(2) Verdross (A.), ele Principe de la non-intervention dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un Rtat et l'article 2, § 7, de la charte des Nations unies». Mélanges ofierts à Charles Rousseau, Pédone, Paris, 1974, p. 208-269.

(3) Ibid., p. 372, et Thierry, op. cit. (4) Schaphier (O.), clea aspects juri-diques de la politique américaine en ma-tière de droits de l'hommes. Annuaire français de droit international. 1971, p. 59. La formule reprend celle de la Cour internationale de justice dans l'affaire de la Barcelona Traction, § 33-34.

(5) Department of State Bulletin, no 332 (1977). (6) Telikhikvadze (V.), «Les droits de l'homme et la non-ingerence dans les affaires intérieures des Elais», la Vie internationale, Moscou, n° 13 (216), décembre 1978, p. 28. (7) Résolution 235 (III) du 25 avril 1949.

(8) Résolution 294 (IV) du 22 octo-bre 1949 et 325 (V) du 3 novembre 1950. (9) Cf. Thierry (H.), op. cit., p. 447. (10) Résolution 8 (XXXI) du 27 fé-

(11) Résolution 33/175 du 20 décembre. (13) L'état act u el du droit international fait dépendre l'intervention humanitaire de l'assentiment des gouvernants ou des factions. Cf. Bennona (M.), Le consentement d'l'ingérence humanitaire dans les conflits internes, L.G.D.J., Paris, 1974. libre accès des organisations huma-nitaires neutres dans les zones où les secours aux individus et aux populations civiles menacées s'im-posent, et ensuite la libre circulation de l'information, c'est-à-dire le libre travail des journalistes.

Dans sa resolution du 14 août 1975 relative au principe de non-interven-tion dans les guerres civiles, l'Institut de droit international a clairement ce druit international à clairement reservé le cas de l'aide humanitaire. Il a considéré que devaient être tenus pour licites les envois de secours ou d'autres formes d'aide purement humanitaire en faveur des victimes de tels conflits internes. Il est allé jusqu'à prévoir que le libre passage devrait être accordé sur les territoires contrôlés par les adverestitos, au profit de tout convoi de secours, tout au moins dans la me-sure prévue par l'article 23 de la convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection des personnes civiles en temps ачетте (12).

Le protocole II adopté par la conférence de Genève sur la réaffir-mation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés, relatif aux guerres civiles, n'a pas exclu cette

Helas! aujourd'hui encore, dans bien des pays, les armes circulent, pas les médicaments : les soldats circulent, pas les médecins ; les mercenaires circulent, pas les journa-listes...

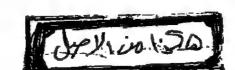
Il est des cas où la non-ingérence vaut non-assistance à personne en danger de mort ou à peuples en voie

Lire pages 12 à 17 :

PAGES 12 at 13. - L'Union soviétique face à la « contre-révolution », par Charles Zorgbibe, --Aux origines du principe de nonintervention, par C. Z.

PAGES 14 et 15. - Les troupes vietnamiennes et le génocide khmer, par Alain Meininger. -La Tanzanie et le renversement d'Amin Dada, par Patrick David. - De l'action humanitaire au dangereux précédent, par Antoine Zanga. — Le rôle de la France chez ses protégés africoins, par Pierre Dabezies.

PAGES 16 et 17. — Suite de l'article de Michael T. Klare: Une stratégie sur mesure pour le tiers-monde,



A STATE OF THE STA

L'Union soviétique face à la «contre-révolution»

'ALLUSION à une - agression indivention d'un Etat dominant dans sa zone d'influence. L'utilité politique du gouvernement légal (ou les « autorités » qui en tiennent ileu) qui est réduit à nander l'aide de l'Etat protecteur ou de ses atliés voit sa légitimité profonde, ébraniées au regard de l'opinion publique internationale : l'idée d'une entreprise aubversive animée par l'étranger dissiqui sont le résultat du jeu normal des forces polítiques et sociales.

(1956), la thèse du bloc oriental paraît bien être celle de l'agression indirecte : Des groupes armés fascistes, venant agne occidentale, ont franchi en grand nombre la trontière autrichienne de la Hongrie »; leur intrusion constieit une menace pour l'indépendance hongrofse; le casus faderis, tel qu'il est énoncé dans le pacte de Varrie, se serait ginei trouvé réalisé. Mais, déjà, cartains porte-parole officieux de l'U.R.S.S. comblaient juger préférable de c'en tenir à la dénonciation d'un *e dan*qui sera l'une des arêtes de la doctrine de la « souveraineté limitée », appa-raissant pour la première fois dans la revue Temps nouveaux, dont l'éditorialiste invoque, en 1959, la nécessité d'une mise en cauvre des obligations du pacte de Varsovie « contre les forces obscures de la réaction ». Au demeurant, l'appréciation juridique à porter sur l'interven tion soviétique en Hongrie devait provoquer une vive controverse au sein même du bloc griental : un auteur est-allemend. e professeur Baumgarten, avait soutenu, dans la revue Staat und Recht, que l'intervention pouvait être considérée comme la réponse à une agression des paye de l'OTAN, car il était manifeste que les « contre-révolutionnaires » avaient recu armes et argent de « certains pays atlantiques = ; niant, au contraire, la réalité de l'agression extérieure, indirecte en la okconstance, le

professeur polonais Ludwik Gelberg devait lui répondre en qualifiant l'action militaire soviétique d' - Ingérence d'un Etat membre sur le territoire duquel ses troupes sont stationnées ».

Les Cinq, forsqu'ils interviennent en Tchécoslovaquie (1968), n'en persistent pas moins, dans un premier temps, à à une - agression indirecte - qui aurait visá les institutions tchécoslovaques. plus imprécises que celles lancées à l'occasion de l'affaire hongroise. La déclaration de l'agence Tasa, le 21 août, signale que « les forces contre-révolutionnaires agissent en accord avec des forces extérieures hostiles au socialisme » : les pays socialistes dolvent donc poursulvre la lutte « contre les forces du militarisme, de l'agression et de la revanche ». Le communiqué officleux du 22 soût, diffusé par l'agence soviétique, discerne « dans toute cette activité contre-révolutionnaire la main opérante des milieux impérialistes ». Le 24 août, l'appel des = cinq puissances > à la population tchécoslovaque se contente de réaffirmer que « les contre révolutionnaires qui briguent le pouvoir (...) sont encouragés et soutenus par les impérialistes » et que les conquêtes socialistes sont menacées par les « attaques insistantes de la réaction intérieure et internationale ». En fait. cette réserve dans le réquisitoire contre l' « agresseur étranger » — à peins esquissé ici - est fort compréhensible : l'Intervention soviétique en Hongris s'était produite dans une situation insurrectionnelle, et les objectifs proclamés système du parti unique et le retrait du pacte de Varaqvie: nui désordre n'affecta par contre la Tchécoslovaquia à la veille de l'intervention ; blen plus, le gouvernement communiste rénové bénéficie d'un large soutien populaire. Sur quoi fonder, dans un tel contexte, les divers éléments de l' « agression

Finalement, la notion d'agression indirecte se dissout dens cette, plus

Les menaces internes on externes qui pèsent sur un affié penvent-elles conférer une grande puissance le droit d'intervenir dans sa zone d'influence? Dans trois cas succtaculaires. Moscon a eru devoir. es satre, invequer l'appel que lui auraient adressé les « autorités » contestées. Mais le déreniement des faits a trabi le scénario méye,

Par CHARLES ZORGBIBE

floue, de « danger contre-révolution naire ». A cet égard, il est caractéristique que la plus longue et la plus complète des justifications présentées au endemain de l'intervention - l'appe d'un « groupe de membres du comité central du parti, du gouvernement et de l'Assemblée tchécoslovaques », publié longuement le « coup d'Etat réaction naire » que préparaient « les forces de droite qui, depuis de longues années, attendaient le moment propice », en collaboration avec « certains éléments du parti et de ses instances »... sans faire la moindre allusion à l'ingérence étrangère. Le « danger contre-révolution naire = est donc surtout, sinon exclusivement, interne : l'action extérieure est tout au plus « idéologique », ce qui n'est pas sans évoquer, dans la pratique des relations interaméricaines, l'action de défense politique du continent contre les entreprises de l'Axe menée par le « comité d'émergence » pendant le second confilt mondiel, voire, en 1965, la publication, par les représentants des Etats-Unis à Saint-Domingue, d'une liste de communistes dits « notoires », présents dans les range de la faction « caameniste », comme preuve de l' » agression politique étran-

L'imminence d'un danger contre-révo-iutionnaire est donc, décormais, le fait-

mécanisme de l' « assistance mutuelle entre Etate socialistes », assistance militaire comprise; M. Brejnev le confirmera devant le Ve congrès du parti communiste polonale, le 11 novembre 1966 : · Une initative telle que l'octrol d'une aide militaire à un paya frère en vue d'éliminer la menace pesant aur l'ordre socialiste est une mesure exce imposée par les circonstances. Elle ne peut être suscitée que par l'action l'Intérieur et à l'extérieur des frontières de ca pays, action entrainant une menaca contre les intérêts commune du camp

Mais qui sera juge de la réalisation du falt-condition, de la « menace de restauration de l'ordre capitaliste »? Dans le ces de la Tchécoslovaquie, alors que les dévergences étalent fort néttes entre les partis communistes européens, ce cont les vues soviétiques qui l'ont emporté — et, avec elles, une interprétation très subjective des inté-

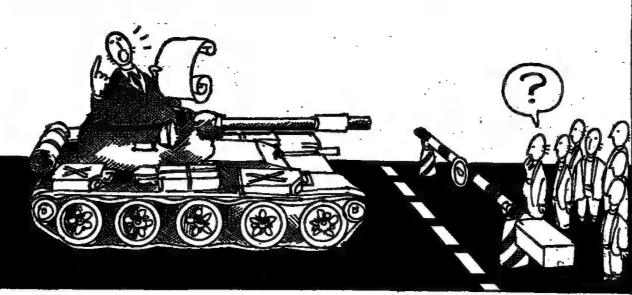
La licéité d'une intervention sur appei du gouvernement légal semble aujourd'hul consacrée, à la fois en doctrine et dans la pratique internationale. La requête, ou au moins le consentement, de l'assisté est une condition nécessaire : la plupart des traités d'alliance la mentionnent formellement comme préciable au déclenchement du mécanisme de l'assistance mutuelle. Elle est une condition suffisante : tout gouvernement a le droit de demander à un autre de lui envoyer des troupes sur son

Lors des événements de Hongrie, en 1956, le premier soin de l'Union soviétique avait été de souligner qu'elle intervenalt à la demande du gouvernement lègal de Budapest. En fait, il s'agissait déjà dans ce cas d'une fiction. Lorsque e'était développée, à l'aube du 4 novem-bre 1958, la seconde intervention armée soviétique — qui fut décisive, — non seulement cette initiative n'était pas euscitée par le gouvernement Nagy, mais

ce dernier comme une attaque armée e ayant pour but le renverse gouvernement démocratique légal de la Hongrie ». Or l'accession d'imre Nagy à la tête du gouvernement hongrois, le 24 actobre précédent, s'était réalisée de président du conseil avait été élu par le présidium du Pariement (procédure prèvue par l'article 20, section 4, de la Constitution, dans l'intervalle des sesles formes imposées par la pratique constitutionnelle, puleque ea nomination avait été proposée par le comité central du parti des travailleurs hongrois : la légalité de son gouvernement n'était pas contestable le 4 novembre au matin. Sans doute, un télégramme adressé aux Nations unles ie 7 - mais daté du 4 novembre - par le - gouvernent révolutionnaire ouvrier et paysan hongrois » de MM. Janos Kadar et Imre Horvath affirme que l'Etat hongrois ne sauralt être engagé par les communications d'imre Nagy, soudain réduit implicitement au rang de personne privée. En réalité, les rôles sont inversés : Janos Kadar et les quelques ministres qui ont démissionné le 3 novembre du cabinet Nagy ne sont eux-mêmes, le 4. que des personnes privées en séjour à l'étranger - puieque, du 3 au 7 novembre, its sont à Moscou où ils prennent leure dispositions en vue d'ass pouvoir après le renversement du cabi-Kadar na prêtera serment devant le chef de l'Etat, le président Dobl, et n'entrera en fonctions que le 7 novembre au début de l'après-midi, alors que la seconde intervention des forces soviétiques ast délà couronnée de auccès. Le gouvernement Nagy átait donc le seul légal jusqu'au 7 novembre : la mutation gouvernementale, loin d'être à l'origine d'un appel à l'altié soviétique, n'était que la conséquence de l'intervention armée de

L'intervention extérieure n'avait recuettil l'acquiescement que de cer-tains secteurs de l'appareil d'Etat et n'avait été ratifiée qu'après coup par le





Evolution de la doctrine et calculs politiques

AUX ORIGINES DU PRINCIPE DE NON-INTERVENTION

ES auteurs du dix-neuvième siècle entenco aureum au gir-neuviene siècle differince deient réagir contre l'idée jusque-là reçue que l'acéstence même d'une guerre civile est su motif légitime d'intervention dans les effeires de l'État divisé (1). Dans leur souci de moralisation de la société internationale, ils ilièrent jusqu'à énoncer une prétendue règle

Les reinons généralement invoquées per les enteurs classiques sont au nombre de deux. Intervenir dans la guerre civile, même eux côtés du gouvernament légal, ce sorait s'immiscer dans l'expression de la volonté populaire — elers que la communauté mationale intéressée davreit être seule à détretion deux une policieus. tique: « Toute intervention dans une guerre civile constitue une attainte ou droit des peuples de régler eux-mêmes leurs propres affaires avec une entière indépendance », écrit Carles

(1) Cf. Charles Zorgbibe, la Guerre civile, PUP, Paris, 1974.

Wiesse. Bien plus, accepter l'intervention étrangère à son côté, ce serait, pour le gou-vernement légal, porter attainte à la souve-raineté de l'Étut, et foire le preuve de se est déjà suspect par le fait même de l'exis-teace de l'insurrection, soutient Pradier-Fodéré : « Un gouvernement que le corps de la notion n'accepte pas est un gouvernement illégitime. car la légitimité d'un gouvernement ne dériv que de la libre obéissance des peuples. > Le voici qui avoue ini-même qu'il a cessé d'exister, renchérit Rougier : « En appelant les sou-verains voisins pour les lancer contre ses propres nationaux — ses nationaux qui doi-vent ne relever que de lui seul et qu'il a le devoir de protéger, — il signe sa déchéance, renonce à son droit de souveraineté sur la nation... » Et Rougier de conclure, en ren-veyant dos à dos les parties au canflit et les puissances intervenantes: « Des deux côtés, l'appel à l'étranger est un crime politique, un attentat contre la souveraineté nationale : la puissance qui s'en fait complice en intervenant est coupable au même degré. >

La seule intervention licite, aux youx des

outeurs classiques, sembla finalement être celle qui se fonde sur une « lésion de la société humaine » — l'une des parties eu conflit enfreignant certains principes élémen-taires de droit international. Un État peut être obligé d'intervenir à l'étranger pour protéger la vie de ses nationaux : ginsi, l'expédition collective des puissances en Chine, en 1901, eut-elle à la fois pour but et pour résultet de contraîndre le gouvernament impériel à réprimer. l'action des Boxers. Plus généralement, les Etuts tiers ont droit, lotsqu'ils voient que leurs nationeux ne sont elles suits par leurs par leurs par leurs nationeux ne sont elles suits par leurs que leurs nationaux ne sont plus suffisam-ment protégés, et que les réclamations diplomatiques restent sans effet, de prendre euxmêmes les mesures nécessaires pour essurer leur protection. Le doctrine traditionnelle va jusqu'à exquisser l'idée d'étandre cas mesures à la protection des droits de l'humenité — c'ast-à-dire, éventuallement, à la défense de c'ast-a-dire, eventualiement, à la détense de cartains remortissants de l'Etot en proie à la guerre civila. Elle précise, il est vrai, qu'une telle idée ne pourruit trouver effet que dans des cas essex tranchés pour na laisser encune place au doute : telle la répression par la

Turquie de l'insurrection gracque en 1826; pour le reste, il serait peut-être dangereux de vouloir étendre plus loin l'application du principe... Certains auteurs n'en sont pas moins, périodiquement, tentés d'assimiler à des règles de droit international un minimum de principes de droit international un manamum de principas communs d'organisation politique reconnus, selon eux, comme foisant droit. Ainsi du droit des peuples à l'indépendance. Déjà, au dix-septième siècle, Vattel affirme : « Toute pulssance étrangère est en droit de soutenir un peuple opprimé qui lui demande son assis-tance > ; de Martans use d'une formule analogue : « La morale autorise à soutenir l'opprimé et défend d'appuyer l'usurpateur » ; Caraques-Amari recense et loue les interventions des puissances européennes en fovour
des insurgés dans les guerres civiles d'indépendonce. Aujourd'hui, le professeur Pinto
pose différenment la règle : il seroit interdit
de porter assistance à la partie, quelle qu'elle
soit, qui enfreint certains principes fondamentaux consacrés par des conventions internetionales générales. Ainsi, dans une guerre
civile surgissant de le mise en cauvre d'un
régime de ségrégation reciale, tel celui que
connaît l'Afrique du Sud, tout appui étranger
donné au gouvernement légal le seruit en
violation du droit international.

L'intention dessinantes de le doctaine des Carnazza-Amari recense et loue les interven-

L'intention dominante de la doctrine classique est fort louable : isoler la guerre civile de toute intervention étrangère. Mais elle participe d'une vision moralisatrice de la vie internationale plus que d'une observation véri-table du droit des relations entre Etats.

De fait, il seroit vain de chercher, dans la société internationale du dix-neuvième siècle qui affirme ouvertement le compétence de guerre des États, une confirmation de la règle de non-intervention mise en avant par les auteurs. Loin de considérer leurs sollicitations comme auteut de signes de déchance et d'aveux de non-représentativité, les États tiers d'avent de non-représentativité, les États tiers volent souvent en secotors des gouvernements légans: observateur everi, Rongier enregistre, même s'il les déplors, ces interventions répétées; il est vrai qu'il tente de les ériger en exceptions, découvrant en chocune d'entre elles des traits particullers — il explique ainsi l'essistance britannique à la régence portugaine par les liens spécieux et les anciens traités d'amitié qui unissaient les deux poys ; l'aide prôtée par l'Europe au suitan en 1840 dans son conflit avec Mehemet Ali révolté, par l'existence d'un droit spécial d'intervention en Turquie ; la réponse favorable de la France, de la Russio, de le Prusse et de l'Autriche, en 1830, à l'appel du roi de Hollande, dont les sujets belges veneint de se déclarer indépendents, par la nécessité d'un essentiment des différents Etats d'Europe à touts modification de l'équilibre européen né des traités de Vienne et de Paris.

 $\mathfrak{m}_{\mathfrak{p}_{-\mathfrak{p}_{\mathfrak{p}_{-1}}}}$

Surtout, si la règle de non-intervention ne peut résulter de la constatution d'une coutume internationale, elle recèle en outre un prefond illogierne dans son fondement théorique. Il est foux d'en faire une conséquence de la souve mineté de l'État divisé : cette souveraineté implique au contraire le libre exercice des compétences étutiques par les autorités gouvernementules, et l'appel à l'essistence des Etuts tiers est une compétence discrétionnoire du pouvoir étubli ; c'est donc l'ottitude passive manifer des Etuts ples des du pouvoir établi ; s'ast donc l'attitude passive requise des États tiers qui constituerait une requise des États à le souveraineté de l'État en proie à la guerre civile. Il est foux également d'en faire une conséquence du droit de choque communauté nationale à la détermination de son evenir politique ; dans l'hypothèse d'une sédition militaire, une intervention estude oux côtés du gouvernement légal permettre justement de conserver à la commune permettro justement de conserver à la commu-nauté intéressée se faculté de libre détermi-nation. A vroi dire, les auteurs classiques ne interne constituent, à la fois, un réconfort moral pour le parti en lutte armée et la plus insidieuse des interventions deux les effortes intérieures de l'Etat divisé. Au demourant, ils semblent bien confondre les deux phases sucsembleat bien confondre les deux phases suc-cassives de la guerre civile : celle qui précède et collé qui suit une éventuelle reconnaissance des insurgés comme belligérants par les tiers. Cair, cette position médione entre les deux parties au conflit, les puissances tierces doi-vent satisfaire à une exigence préciphe pour l'adopter : celle d'une reconnaissance de bel-

RESPECT DES SOUVERAINETÉS OU DEVOIR D'INTERVENTION?

Du moins le subterfuge juridique ainsi silaboré présentalt-il un minimum de crédibilité. Le 21 août 1968, les Cinq ont manifestement voulu reprendre la même trame : mals cette fols leur tentative a sombré dans le « tragi-comique ».

ENTIONS

révolution,

of taccentry districts

oricodent con a series of the contract of the

nt de conse. 2014

Comes imposed

the blobored 57. Is coding to

1322: M. P.

-- 12: 32-

de son generalista

Constant 2

mieldiem du Par

the per l'arrage at

Storme, les store

et Magy tit gen

Matter me protects some and the state to

do Figure to play done the state to

Marvertion des

disc couronness de service de la companion de

A 1 68:0 52. of the - will be

L'Intervant on le commune des

1855, 975, 122 35 1859, 150 150 150

STOYON AND THE THE STORY THE THE

And I note to the first the state of the sta

A Service de la companya de la compa

Kadar et

febenger - pusque

60 Tepres-m 2. . . 2"

TURB S

to the same of the

à l'aute de 4 mi

and anne a U-

La première déclaration de l'agence Tass, le 21 août 1988, est pourtant particullèrement prudente : l'agence - est habilitée à déclarer que des respon-sables du parti et des hommes politiques de la République accialiste tchécoslovaque ont demandé à l'U.R.S.S. et aux autres Etata alliés d'accorder au peuple tchécosloyaque irère une alde lmmédiste, notemment une aide militaire ... En fait, l'emploi de l'article indéfini dénature déjà la justification invoquée et lui eniève toute portée juridique — la désinvolture des Cinq évoquant curleusement ici celle d'Adlei Stevenson, qui affirmalt, devant le Conseil de sécurité, le 3 mai 1985, que, en intervenant à Saint-Domingue, les Etats-Unis n'avalent fait que « répondre à une demande d'aide adresade par certaines autorités domini-

La second communiqué de l'agence soviétique, la 22 août, est plus assuré — et plus ambigu : « L'Union soviétique et les pays alilés ont répondu à l'appel des dirigeants du parti et du gouverne-ment tchécoslovaque, qui réclamatent une alde en taveur du peuple frère...... Mais la Pravda publie, le même jour, le partie communistes trères - précédam ment annoncé : il est simplement signé d'« un groupe de membres du comité central du parti communiste, du gouver nement et de l'Assemblée nationale tchécoslovaques ». Le 24 soût encore, dans l'appel qu'ils lancent aux citoyens tchévaques, les gouvernements des cinq paye du pacte de Varsovie réaffirment qu'ils ont répondu « à l'appel à l'aide que nous ont adressé les dirigeants du parti et de l'Etat tchécoslovaques tidèles à la cause du socialisme ». Maia, au fil das jours, l'appel est resté désespérément anonyme : les rôles existent, male sans acteur pour les tenir... Sans doute les Cinq espéralent-lis que l'opération militaire qu'ils entreprenaient se solderait très rapidement par la formation d'un nouveau gouvernament et l'accession d'une nouvelle équipe dirigeante la tête du parti.

A cet égard, leur plan semble avoir politiquement échoué en deux occasions - comme le révélers, plus tard, la relation des événements de Prague tondée aur le témoignage de certains de leurs acteurs (1). Il était prévu que le présidium du parti communiste tchéco que, réuni le 20 août, délibérerait en priorité sur le rapport de MM. Indra et Kolder, dirigeants proches des Soviétiques et mis par eux au courant de l'imminence de l'intervention militaire - rapport condamnant la politique du premier secrétaire, M. Dubcek, et dont on espérait qu'il serait voté par une majorité des dix membres du présidium, laquelle forait ensuite appel à l'aide des années fraternelles - : mais, pour des raisons techniques - celles tenant au retard de la lecture du rapport - et de tond, le premier secrétaire ne fut pas mis en minorité. Par ailleurs, le 21 août en fin de matinée, l'ambassadeur coviétique Tchernovenko devait obtenir du chef de l'Etat tchécoslovaque, le président Svoboda, is nomination d'un a gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan - présidé par M. Indra : mais, à sa grande surprise, le diplomate se heurta, au château de Prague, à un forme refus de négocier.

Ainsi, alors qu'en Hongrie le gouvernement Kada: s'était tout de même manifesté à la fin de l'intervention militaire, les Soviétiques se virent contraînte de faire sortir de leurs geôles, afin de traiter avec eux, MM. Dubcek, Cemik et les autres gouvernants légaux, arrâtés dès le premier jour. Le 28 août, M. Gustav Husak affirmera, devant le congrès du parti slovaque, qu'aucun des membres de la délégation tchécoslovaque aux négociations de Moscou - qui pourtant comprenait six ou sept personnalités soupçennées de collusion avec les cinq puissances occupantes - n'avait signé l'appel à l'alde Invoqué par le Kremiin. En fait, dès le 27 août, plus aucune allusion n'est officiellement faite audit appel.

La **∢** légitime défense > collective

DANGER contre-révolutionnaire? Agression indirecte? Au lendemain de l'intervention en Afghanistan, les porte-parole soviétiques semblent héciter — et finissent par additionner les deux justifications. Pour A. Patrov, dans la Pravda du 31 décembre 1979, les acquis de la « révolution d'avril » étzlent menacés du fait de la puissance de la « contre-révolution interne » (« sûre d'elle-même eu point qu'elle

Le 28 août, le communiqué conjoint de Moscou le paese sous silence : li s'agit donc blen d'une fiction. Il est vrai que ce même communiqué endosse déjà implicitement le thèse du e droit d'intervention de la communauté accialiste » pulsqu'il semble expliquer la - pénétration temporaire en territoire ichécoslovaque des troupes de cinq pays socialistes - par la - situation en Tchécoslovaquie qu'il importe de normaliser le plus rapidement possible », les dirigeants tohécoslovaques s'engageant « à informer les Soviétiques des mesures immédiales qu'ils prendront 🛦 cette tin =: et le retrait des = troupes des pays alliés, temporairement station-nées en territoire tchécoslovaque », sera réalisé - au fur at à mesure que la aituation dans la République sociatiste tchécoslovaque redeviendra normale ». La 26 septembre 1968, l'éditorial de la

Pravda érige, pour la première tois, le droit d'intervention de la communauté socialiste en justification unique de l'opération militaire des Cinq - thème que reprend, le 4 octobre, devant nbiée générale des Nations unies, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko: « Les pays socialistes ont agi pour la délense de leurs intérêts vitaux, alors qu'ils avaient plus d'une tois avanti ceux qui aont la communauté socialiste ou d'en arra-cher ne fût-ce qu'un maillon qu'ils ne la toléreralent pas. = Au même mo un commentateur officieux, M. Dadiants, s'attachant à défendre le point de vue apviétique devant l'opinion occidentale. reconnaît qu'il n'y a pas eu d' = appei ionnel du gouvernement tchécoalovaque au sens d'acte gouvernemental », mais souligna que - les pays alifés à la Tchécoalovaquie dans le cadre du traité de Varsovie avaient moralement le droit d'intervenir = (2).

désignait le jour et le mois de son antrée triomphale à Kaboul »). Mais la

réaction intérieure était « entrée en

Intelligence avec les forces impéria-

part des milieux impérialistes améri-cains, des dirigeants de Pékin, des

gouvernements de certains autres pays qui lournissaient générousement armes,

ns et argent ---

tiquement d'un appui illimité de la

listes extérieures »; eile bénéfic

appel, à plusieurs reprises, au soutien de l'Union soviétique... . Mais comment expliquer que ce soutien déterminé ait about à la disparition politique et physique du chef du gouverne en place? En réalité, la réaction avait trouvé au sein même de la direction de l'Alghanistan démocratique un homme de main pou, mettre en ceuvre ses desseins antipopulaires. Halizullah Amin ». Après coup, « le gouvernement afghan a, de nouveau, sollicité avec insistance l'aide urgente et le concours soviétiques . Comme celui de Janos Kadar en 1956, l'appel de Babrak Karmal en 1979 est celui... d'une personne privée en séjour à l'étranger. Ultimes arguments : l'impératif de

l'exposé est plus flou : « En 1978 et en

1979, is gouvernement aighen a fait

Sur l'appet du gouven

sécurité nationale de l'U.R.S.S. ¿- Notre pays ne cachait pas qu'il ne tolérerait pas que l'Afghanistan soit transformé en place d'armes destinée à la préparation d'une agression contre l'U.R.S.S. »), l'existence du traité soviéto-alghan de 1978, la légitime défense collective su sens de l'article 51 de la Charte des Nations unies...

Mais l'affaire d'Afghanistan peut-eile être ramenée dans le cadre de la légi-time défense collective selon la charte ? En réalité, les - pères fondateurs - des Nations unles semblent avoir eu en vue, à l'article 51, l'attaque armée de type classique, qui implique une violence dirigée contre le territoire de l'Etat et rend une riposte immédiatement nécessaire, Cette conception très restrictive de l'agression et de la légitime défense, si elle ne coïncide pas avec l'accueil plus favorable parfole réservé par l'organisation mondiale à la notion d'agression indirects, n'en est pas moins fort logique : elle permet de circonscrire la seule brèche existant à la prohibition générale de l'article 2, paragraphe 4. Au demeurant, une talle interprétation a été, à de multiples raprises, prônée par les représentants des Etats socialistes - le délégué de Cubs ayant même noté, en 1962, qu'une conception large de la léaltime défense, fondée sur le lugement unilatéral d'un Etat, aboutirait à légitimer les querres d'agression... Et l'Union soviétique alle-même s'est toujours efforcée de définir l'agression et la légitime défense à l'aide de critères objectife se fondant d'abord sur l'invio-

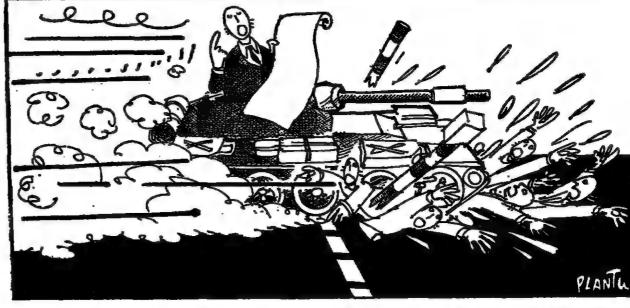
En outre, par ses conditions mêmes de mise en œuvre, la légitime détense collective ne peut que difficilement servir d'alibi à l'intervention d'un Etat dominant dans se zone d'influence. Non pas, ceries, que la légitime délense soit Subordonnée à l'existence d'un droit Subjectif violé chez les Etats qui y participent : une telle exigence ne semble pas juridiquement fondée, les Etats tiers puisant dans la charte. comme l'a montré Kalsen, la faculté objective d'Intervenir aux côlés de l'Etat qui recourt à la légitime défense (ce -parit suppose cependant que l'Etat directement intéressé y ait effectivement recours)... Mais la légitime délense ne peut avoir qu'un caractère subsidiaira : elle suppose la délaillance de l'organisation internationale.

Certes, une interpretation passablement subjective de la - carence fonctionnelle - du Conseil de sécurité a partois prévalu i par exemple, lorsque, e 15 juillet 1958, le délégué des Etats-Unis, Henry Cabot-Lodge, informant le Conseil de l'intervention nord-américain au Liban sur appel du gouvernement de Beyrouth, prend soln de préciser que la présence des troupes américaines est dus à l'inafficacité relative du Conseil, saist, dès le 22 mai, d'une plainte du Liban, et qu'elle prendra fin dès que l'organisation mondiale aura pris les mesures adéquates; et surtout lorsque, le 1º mai 1965, les Etats-Unis. après avoir argué du caractère - antirévolutionniste - de leur intervention à Saint-Domingue, semblent se résoudre à saisir un organa de sécurité collective. mais s'adressent à l'organisation régio-nale — calle des Etats américains. Mais justement, dans ces différentes hypothèses — et particulièrement lore des événements de Saint-Domingue. -PU.R.S.S. avait énergiquement soutenu le principe selon lequel aucune action coercitive ne peut être entreprise per un organisme régional sans l'autorisation du Conseil de sécurité. Or, comme après Budapest, comme après Prague, tout respect, même purement formei, des es de l'article 51 est aban

CHARLES ZORGBIBE.

 CL is ricit de Pavel Tigrid.
 Entre Prague et Moscou : des témoignages inédits », le Monde, Zi, 24, 25 et 26 mars 1969. (2) Le Monde, 20 septembre 1968.





. Die Comitte and mangenent les anna pert. im public gen fifteenper die balten in 1965 en the same good Makemet & com F. Population fine and spice a a required Tropaie : b repunte fantente de a fer de la Comus, de le Prager et at lamit un 1880, 9 Feipel 4- 1. 1: 1: 1: 1: 1: be mehre bette ten je te betall 2 des dellessess liety a Longe or matte. to do l'aqualder entante et antent

Button, at he regic as non-symptoms Me appellion do la sant'att' and are made tende, the receiver to be a second legione des un festen ein gefte alle tone d'on torre une aurarquere et le ser per ten derretten a ibie aberit THE STATE OF THE STATE OF an Carps of Conference the flows and was grown property descriptions. Course water 1 til 3. 2 gertall fill 1 til 2 2 2 gen hat ber 1.71.12.12.22.22 profe & to gerett . . . 4.1 Mar. 19 The state of the s 11.12 to four whoma " manage man public and the distribution of 21 50 **al los** seess Ma Ban. . An dead shiftered ٠. moral pour la part L' Me det 44-17 m de cfear : " papiară -No the total of the A-1 75" 100.00 100 M 100 M

érance ou déclaration de neutralité. Si l'attitude requise des tiers est identique, d'une phase à l'autre du conflit, quelle est l'utilité de le nation de belligérence ? Y aurait-il une simple différence terminologique entre la « non-intervention » qui précéderait la reconnoce de belligérence, et la « neutralité » qui lui ferait suite? Rougier déplore que certains auteurs confondent la neutralité et la non-intervention, employant toujours et indifféremment le mot de neutralité, que la tierce puissance ait ou non reconnu les insurgés comme belligérants », mais il ajoute que les mêmes obligations pèsent sur l'État neutre et sur l'État non intervenant... et convient, ailleurs, que les obligations de la puissance non intervenante ne reposent pas sur un lieu de droit mais sur une obligation morale I On ne saurait mieux confessor l'inexistence d'un principe juridique de non-intervention.

La querre civile en Espagne

DEUT-ETRE l'objectif de la doctrine tradi-DEUT-ETRE l'objectif de la doctrine tradi-tionnelle était-il surtout d'inciter les Etuts à diaberer, par avance ou à l'occasion d'une guerre civile, des régimes conventionnels de non-intervention. Mais l'enseignement prin-cipal du plus connu de ces régimes — calui instauré par cartaines puissances carropéennes pendant la guerre d'Espagne — est qu'il souligne plus ancore l'Incompatibilité existant entre une volonté affichée de son-intervention et la considération due au agreenvernement lécal et la considération due au gouvernement légal en tant que seul représentent de l'Erct. La politique de non-intervention, inaugurée dès coût 1936, créait, selou la mot de

Baldwin, « un système nouveau encore inconnu dans la pratique internationale ». L'initiative était venue du gouvernement français : celui-ci, oprès avoir décidé de n'intervenir « en aucure monière dans le conflit intérieur d'Espagne » et expliqué qu'il agissait aissi « par doctrine, par humanité, et pour ne pas donner un prétexte à ceux qui seraient tentés d'en foi oux rebelles », s'était adresse, le 1 août 1936, eux autres paissances européennes en leur demandant de souscrire une obligation ana-logue. La note française comprenait en préam-bulo, qui exprimait le forme valonté de « s'obstenir rigoureusement de toute ingérence, directe

ou indirecte, dans les affaires intérieures » de l'Espagne, trois déclarations interdisant les tations d'armement, même celles effectuées en execution de contrats en court... et l'affirmation que ces déclarations seraien appliquées dès que les gouvernements bri-tannique, allemand, italien, russe et portu-gais auraient signifié leur accord.

Le système de son-intervention ne résultait donc pos d'un accord au sem formel, mais de la pluralité de réglementations internes a presque concordantes », réalisées par l'acceptation successive de la formule suggérée par tation successive de la formule suggérée par le gouvernement français. La « concordance » n'étuit que relative : parmi les vingt-cinq puissances qui adoptaient la proposition fran-çaise, l'Autriche et la Bulgarie précisaient qu'elles n'étendaient pes l'interdiction aux contrats en cours d'axécution ; l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Pologne et la Turquie se dispensaient de reproduire les principes coutenus dans la préambule, et conservaient ainsi leur entière liberté apant subversion sociale qui viendralent à s'établir en Espagne, si la nécessité de souvegarder la civilisation occidentale réclomait une telle défense ». Ces réponses furent cependant jugées assez sotisfaisantes pour justifier l'ins-tallation à Londres, le 9 septembre 1936, d'un comité permanent chargé de suivre l'appli-cation des termes de l'accord et d'éloborer les règles nouvelles qui se révéleraient nécessaires, têches dont le comité de non-intervention de Londres devait s'aquitter en dressant les listes de matériel de guerre dont la fourziture était prohibée, en étandant les réglementations nationeles à l'interdiction d'envoi de volontaires et en étublissant un contrôle interna-tional de l'accord.

Dès le 10 août 1936, le projet français avait suscité le protestation de l'embossadeur d'Espagne à Paris, M. Alvarez de Abornez. Le 22 mars 1937, le ministre des affaires étrangères, Alvarez del Vaye, précisait fermement, dans une note oux pui SECULCES CHIOennes : «Le gouvernement de l'Espagne

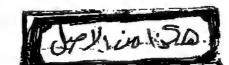
maintient son droit d'Etat souverain à se procurer armes et munitions où il pourra et comme il pourra. » De fuit, le système adopté par les tiers ne pouvait pas ne pas heurter le gauvernement légal de l'Espagne. Le pro-fesseur Wehberg, pourtant fayorable à la politique de non-intervention en Espagne, reconnaît qu'elle a été l'objet des plus vives attaques. « On a montré qu'elle a placé dès le début le gouvernement légitime et les insurgés sur le même plan et qu'elle a rendu impossible d'alimenter le gouvernement légi-time en armes, munitions et matériel de guerre. Du point de vue du droit international, on a égolement dit que, en cas de révolte, seul existe le gouvernement légitime et qu'il ne faut pas l'empêcher d'obtenir, après comme avant, des armes venues de l'étranger. » Et l'auteur de concéder « que, dans la procé-dure adoptée par le comité de non-intervention, il y ait eu une certaine dureté à l'égard du gouvernement légitime d'Espagne, on ne

Des commentateurs ont, cependant, tenté de fondet en droit l'attitude adoptée par les principales puissances européennes : ils n'ont pu surmonter les contradictions inhérentes à cette attitude. Ils ent fait valoir que la seule obligation des tiers, au regard du droit inter-national, était de me pas assister les rebelles, et que, pour le reste, le droit international est muet : mais le caractère concerté et systèm tique des mesures prises par les tiers aboutis-sait, en la circonstance, à refuser au gouverent légal l'exercice de ses co ils ont avancé que le caractère légal du gouversement espagnol restait intoct; mais « la prise en considération relative de l'efficacité exercée par les autorités de fait nationa-listes » réduisait d'autont la représentativité du gouvernement de Madrid. Ils ont souligné le refus de reconnaître les rebelles comme belligérants, refus maintes fois signifié par les gouvernants de Londres et de Paris ; mais ces prises de position n'étalent qu'apparemment ntes ; elles étaient singulièrement viciáes par l'absence de toute distinction entre gonvernement et insurgés dans les textes adoptés par le comité de Londres.

Le fondement de la politique de non-intervention ne pouvoit être que politique. Les

considérations d'opportunité politique apparaissaient d'ailleurs clairement dans les déclarations de nombreux gouvernants des Etats tiers, qui se justificient de l'inapplication du droit par le souci de maintenir la paix mondiale. Elles m reflétaient également dans les mesures concrètement adaptées, qui, issues de constants compromis, manquaient singuliè-rament de cohérence : la non-intervention s'avérait, en effet, tantôt plus rigoureuse que la neutralité classique (ainsi lorsqu'elle amenait les gouvernements tiers à renoncer au commerce pacifique pour certains articles), tentât moins exigeante (oinsi lorsque le gou-vernement de Londres se refusait à rompre le blocus, au demeurant non effectif, mis devant Bilbon par les insurges, pour ne pas devant Bilben par les insurges, pour le par avoir à « intervenir » contre eux). A vrai dire, la non-intervention collective infligeoit ou gouvernement légal les inconvénients de la reconnaissance de belligérance par les tiers, qui résidaient dans le bénéfice moral que les autorités insurgées pouvoient tenir de leur statut limité d'égalité juridique, sons lui es procurer les avontages.

« Un système hybride, un système politique peut-être - la politique de la corde raide mais non pas un système juridique. » Ce jugement porté par Goorges Scalle sur la poli-tique de non-intervention venoit confirmer qu'il n'y e, juridiquement, aucune échappatoire : ou bien les Etats tiers reconnaissent les insurgés comme belligérants et pretiquent le système classique de la neutralité; ou bien refusent à reconnaître l'organisation rehelle, mais alors ils la tiennant pour inexistante et considérent le gouvernement légal comme le seul représentant de l'État... Au demeurant, il est significatif que Balladore-Pallieri, outeur italien favorable ou parti insurgé, ait pu soutenir qu'il y avait eu reconnaissance impli-cite de belligérance par les États tiers : « Cela est pleinement confirmé par le principe même de non-intervention dont il ne sourcit être question si on n'admet pas que les insurgés espagnols ont une personnalité internationale, (...) Toutes les mesures prises constitueraient alors une violation flagrante, sons précédent, des droits d'un Etat en poix,



Un «mal nécessaire» pour éviter l'anéantissement d'une population?

Les troupes vietnamiennes et le génocide khmer

ORSQU'EN 1858 Napoléon III envole l'amiral Riganit de Genouilly à la tête d'une expédition maritime française qui prend Tourane, la Cochinchine puis Sai-

dition maritime française qui prend Tourane, la Cochinchine puis Saigon, l'intervention française est alors justifiée par la nécessité de protéger les missionnaires catholiques en prote, depuis 1833, aux persécutions de l'empereur d'Annam, Tu Duc, particulièrement hostile aux chrétiens. Affaire exemplaire qui, en dehors de tout antijuridisme systématique, permet de cerner le mécanisme classique de l'intervention menée à force ouverte (1).

Né de l'ordre juridique du dixneuvième siècle, le droit d'intervention trouve de tout temps son fondement légitime et ses limites, en dehors de légalisations formelles plus précises, dans l'idée de lésion d'humanité. Un siècle et demi d'histoire internationale enseigne cependant que, de politiques de la canonnière en interventions idéologiques en passant par toutes les variantes géopolitiques ou de pure défense d'intérêts privés, la mise en exergue d'un motif humanitaire supérieur (souvent accessoire, parfois inexistant) a transformé beaucoup de ces opérations en un véritable détournement de procédure exacerbant ainsi leur caractère intrinsèquement amet opérations en un véritable détournement de procédure exacerbant ainsi leur caractère intrinsèquement ambivalent. La bipolarité idéologique hostile de 1945 ne fera que translater une partie des données du problème. Est-on sceptique sur la consistance du motif juridique? Le rôle civilisateur de la colonisation rôtant plus une idée présentable, la fonction intégratrice de la guerre froide prendra le relais par le biais d'une justification politique. C et te projection stéréotypée souffre de s exceptions. L'intervention vietnamienne au Cambodge en est-elle une qui, comparée à cette typologie mienne au Cambodge en est-elle une qui, comparée à cette typologie sommaire, apparaît respectivement comme la moindre des ambiguités et le plus grand des paradones?

Moindre des ambiguités, tant îl est vrai que, présentée parfois comme le fruit d'un engrenage diabolique mélant confusément l'histoire, l'inrationnel et la fatalité. Popération victnamienne s'éloigne à

n des égards des canons de l'inbien des égards des canons de l'in-tervention classique.

Impérialisme régional ? Il est ten-tant de privilégier les facteurs autochtones en faisant appel à l'explication d'un antagonisme de nations se perpétuant par-deià les siècles. Et de trouver alors une profusion d'éléments corroborant la thèse de l'hostilité héréditaire: dif-

l'operation vicinamienne s'éloigne à

férend frontalier terrestre, et mari-time autour de la « ligne Brévié », envenimé d'une querelle de plateau continental et de pétrole, racisme et rémanences historiques centrées sur les fastes passés d'un royaume khmer qui, du neuvième au quin-zième siècle, domina largement ses voisins actuels

voisins actuels.

Mais le jeu des acteurs incite à plus de perplexité. L'empire kinner s'est en effet passablement étiolé depuis le quatornième siècle sous les coups de boutoir répétés de l'Annam à l'est et du \$1a m à l'Ouest. Existerati-il encore aujour-d'hui sans l'énergique intervention d'un Doudart de Lagrée qui, en lui imposant par un traité de 1963 le protectorat français, le préservait imposant par un traité de 1863 le protectorat français, le préservait ainsi des appétits de ses entreprenants voisins? La dialectique régionale des flux et des reflux territoriaux est ainsi difficile à mander. Incontretablement soumise à un contre-expansionnisme vietnamien au moins jusqu'à l'arrivée des colonisateurs, la victime de l'intervention se trouve virtuellement depuis quelques décennies en position de demandeur à la recherche d'une assise territoriale et d'un rayonnement aujourd'hui disparus. Les Vietnamiens ont vite saisi le parti qu'ils pouvaient tirer de cette dynamique historique en exhumant (propagande ou réalité?) des prétentions cambodgiennes désormais exorbitantes sur des territoires qui furent autredes territoires qui furent autre-

Paradoxes de l'idéologie et de l'éthique

Timbroglio des faits d'armes des années 1975-1978 ne permet pas une meilleure répartition des responsabilités. Si tous les observateurs s'accordent sur l'absence de signification d'une recherche de l'agresseur initial, beaucoup d'entre eux estiment également que l'initiative dans l'escalade du conflit est, au moins à certaines époques, tout autant pariagée. Enfin, remarque méthodologique, la conduite de l'opération vietnamienne ne correspond pas au schéma classique d'une intervention rapide, ponctuelle, préméditée. Des journalistes n'ont pas hésité à faire remarquer que certains flottements dans les activités militaires des premiers mois de 1978 militaires des premiers mois de 1978 témoignaient pour le moins (toutes autres raisons de politique étaun-gère vietnamienne étant prises en compte) d'un minimum de surprise

En renversant le régime de Poi Pot, le Vietnam a simultanément sanyé na people un génecide, enfreint une règle et servi ses ambitions territoriales. Le confesionnisme idéologique rencontre ici le fieu qui autaure l'éthique internationale. Et l'opinion mondiale s'en tranve écartelée entre des aspirations contradictaires.

Par ALAIN MEININGER *

fois kimmers comme le Kampuchea Krom (2).

Mais Hanol invoque volontiers l'histoire pius récente. Pour nier le rôle fédérateur de « Prusse de l'Asie » qui lui est fréquemment attribué, le Vietnam fait valoir que, s'étant déjà trouvé à deux reprises militairement en force sur le territoire kinner pour combattre, aux côtés des communistes cambodgiens, les Français d'abord, les Américains ensuite, il s'est à chaque fois retiré de son plein gré, tant en 1954 après les accords de Genève qu'en 1973 après ceux de Paris. Et les intervenants de souligner, fût-ce au prix de quelques soillettations historiques, qu'une puissance animée par la seule volonté d'expansionnisme n'aurait fois khmers comme le Kampuchea volonté d'expansionnisme n'aurait pas manqué de saisir l'une au moins de ces opportunités.

intervenants. En réalité, « avant de antervenants. En realité, « avant de comparer l'entrés des troupes viet-namiennes au Cambodge à celles des blindés soviétiques en Tchéco-slovaquie, le ruppel d'un fait s'im-pose : une guerre se déroulait entre Vietnamiens et Khmers » (3). miens et Khmers » (3).

La thèse de l'intervention de type
impérial-idéologique » se situe
dans le cadre de la problématique
plus compleme des interférences
entre l'évolution structurelle récente
de l'échiquier mondial (qui semble
hésiter entre une authentique tripolarité et un franc retournement
des alliances), et les données propres à la région. Si l'histoire du
communisme, depuis le achisme
yougoslave de 1948, n'est autre que
celle d'un combat constant pour le
droit au polycentrisme, le dilemme
fondamental pour le centre mosco-La thèse de l'intervention de type

Assistant à la faculté de droit de

vite reste de savoir si le champ de confrontation privilégié est la lutte coutre l'altérité occidentalo-capitaliste ou celle contre l'hétéro-doxie sino-marxiste, étant entendu que ces données n'ont pas qu'une dimension idéologique. La région indochinoise étant vide désormais de tout ennemi extérieur pouvant servir de fédérateur artificiel. Les Cambodgiens ont-ils fait l'objet d'une opération de type Budapest, Prague ou Kaboul, pour laquelle les Victnamiens, poussés par leurs propres craintes d'être pris en tenaille entre une Chine redevenue hostile et son imprévisible et agressif allié le « Kampuchéa démocratique », auraient servi de bras séculier aux Soviétiques?

Securer aux sovietaques?

Sans être entièrement inopérante, cette grille d'analyse laisse subsister des sones d'ombres. Ce genre de restructuration à l'identique suppose en effet l'omniprésence, même factice, du thème de l'idéologie. Dans le conflit sino-soviétique dont l'affaire khméro-vietnamienne est souvent de l'applique de la prolonge de la pro raire khmero-vieinamienne est souvent considérée comme le prolongement ou le modèle réduit, les
adversaires avalent su donner à leur
querelle, au fil des ans, une apparence idéologique crédible. Ici, rien.
Les Vietnamiens prennent tout juste
le temps de qualifier le communisme
https://prenue.di/linfartile.tende.que le temps de qualifier le communisme khmer-rouge d'infantile tandis que, pour reprendre l'expression de Raymond Aron, « c'est à peine si les partis marxistes léninistes s'accusent mutuellement de trahir leur volonté commune. Les Chinois n'affirment guère la supériorité du marxisme khmer sur le marxisme visinamien » (4).

marzisme kumer sur le marzisme vietnamien » (4). Lorsque l'idéologie transparaît, c'est plus sous forme d'éthique, introduisant alors le plus grand des introduisant alors le plus grand des paradoxes. Se situant, sous l'angle du décalage entre les motifs avancés et les buts réellement poursui-vis, parmi les moins a m b i gu s. l'opération vietnamienne fut sur le plan des résultats obtenus dans le domaine humanitaire, malgré ses défauts et ses excès évidents, d'un intérêt d'urgence incontestable. En évinçant un des régimes les plus démentiefiement sanguinaires que le monde ait connus, quelles que soient par ailleurs les explications nombreuses et pertinentes de la dérive national-fasciste de l'équipe Poi Potleng Sary, Hanoï peut se prévaloir d'avoir, dans un premier temps au moins, sauvé un peuple d'un anéantissement quest biologique. Pourtant, la réprobation, génératrice d'isolement diplomatique, fut sévère. Politiquement, les Vietnamiens ont perturbé l'éternelle quête de stabilité, cette loi sociologique première du conservatisme latent de la scène internationale. Se sentant obligés de sur-justifier leur opération, ils invoquèrent de façon indifférenciée les moyens peu crédibles (agression directe et indirecte, réponse à l'appel du FUNSIK insurgé, traité d'amitié dont l'effet semble être rétroactif) (5) qui, dans ce genre de aisuation, permettent d'assurer un e apparence de légalité formelle.

D'un skriet point de vue juridique,

tion, permettent d'assurer un e apparence de légalité formelle.

D'un strict point de vue juridique, on peut certes objecter que l'équilibre entre le principe universel de non-ingérence, violé par Hanol, et ceiul de la protection d'humanité n'est pas facile à établir. La combinaison de l'article 2 § 4 de la charte de l'ONU et la jurisprudence de la Cour internationale de justice dans l'affaire du détroit de Corrou de 1949 placent l'intervention d'humanité (comme un certain nombre d'autres hypothèses de recours à la contrainte armée pour faire respecter le droit, fût-il de nature supérieure) dans une position discutable et parfois discutée. On ne peut néanmoins s'empêcher de penser que, si légitimité il doit y avoir, l'arrêt d'un des plus aberrants génocides de l'histoire devrait suffire à concilier le droit et la morale.

Ecartelées entre un idéal juridique plus facile à formuler qu'à atteindre (opération internationale limitée aux objectifs humanitaires, tribunal pénal international, droit des peuples à disposer d'eux-mèmes, etc.) et une réalité moins maliéable, de larges fractions de l'opinion mondiale ont accepté, su nom de principes aussi confus que contingents, nombre d'interventions, parfois récentes, comme des maux nécessaires. Celles-ci ne fut-elle pas à l'origine, sinon dans ses modalités du moins dans son principe, un mal indispensable?

(1) Nous ne nous situerons que dens le cadre de catte hypothèse.

(3) Boudarel, Broche (3) No m breuses références, dont l'intervention de l'ambassadeur Ha Van Lan, représentant du Vistnam à l'ONU lors du débat du 12 novembre 1879 à l'Assemblée générale de l'ONU sur la stration au Hampushie.

Les frontières peuvent-elles protéger un régime tyrannique?

TN 1978, l'Ouganda est un pays isolé : L il n'a pius de relations diplomaques avec le Royaume-Uni depuis 1976, il est l'objet de sanctions économiques de la part des Etats-Unis et est andonné par l'Union soviétique... Les de personnalités, persécution des ethnies ipçonnées de sympathie à l'égard de l'ex-président Obots, comportem indignes d'un chei d'Etat responsable) lattent le discrédit sur le continent afrisers pas le fait des Ougandals seuls ; ceux-of bénéficieront d'un large soutien de la Tanzanie. Le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat indépendant et souverain sera violé; mais, contrakement à ce qui se passera à Bangui, l'intervention est le fait d'un Etat africain membre de l'O.U.A. Le conflit latent entre la Tanzanie et régime militaire d'idi Amin Dada. Le

président Nyerere n'a pas hésité à accorder l'asile à M. Obots renversé en 1971 par celui qui devait s'octrover, plus tard, le titre de maréchal. Entre 1971 et 1978, à plusieurs reprises, Kampaia accuse la Tanzanie (qui n'a pas reconnu le nouveau régime) de préparer avec M. Obote et ses partisans une invasion de l'Ouganda pour replacer l'ancien président à la tête de l'Etat. Effectivement, des opposants ougandals, aidés par des militaires tanzaniens, pénètrent en Ouganda ; ils sont arrêtés par l'armée d'idi Amin. Le conflit se termine par la aignature, en octobre 1972 à Mogadisclo, d'un accord proposé par président somalien Syaad Barre.

Mais, loraque le 31 octobre 1978, les forces ougandaises occupent à fin d'annexion le = croissant = tanzanien compris entre la rivière Kagera et la frontière ougandaise (1 850 kilomètres carrés de tarres peu peuplées, dont

La Tanzanie et le renversement d'Amin Dada

Des principes meranx supérieurs penventils instifier la violation du principe de sauveraineté ? Et quelle est alors la part des rivalités nationales et politiques? Entre l'intervention d'un Etat africain — la Tanzanie — en Ongania et celle de la France en Centrafrique, les différences se partent pas maiquement sur les méthodes.

Par PATRICK DAVID *

l'Intérêt économique et stratégique est limité), le maréchal Amin est loin d'imaginer que cet acte va amener se chuts. Dans la deuxième cemaine de novembre 1978, Dar-es-Salaam rompt le silence et annonce - une offensive majeure ». La

Chargé de travaux dirigés à l'uni-exité de Paris-Sud.

réaction de la Tanzanie a tardé : l'Initiative du maréchai a surpris tout le premier. Seulement, une fois les opéra-tions lancées, l'on s'aperçoit très vite qu'il ne s'agit pas simplement, pour le président Nyerere, de repousser l'invasion et d'exercer, tout su plus, un droit de suite, mals encore de contribuer à la disparition du régime ougandais.

La riposte tanzanienne n'est pas proportionnée à la situation. Dix mille soldats tenzaniens pénètrent en territoire ougandais alors que les émissaires de l'O.U.A. et des diplomates, à la fin du mois de novembre 1978, déclarant que les deux à trois mille soldats ougandais se sont retranchés au nord de la rivière Kagera : sous la pression de l'O.U.A., du Nigéria et de la Libye, l'Ouganda a, semble-t-lì, évacué le nordquest tanzanien. Le 14 novembre, Amin annonce lui-même le retrait de ses

troupes. Pourtant, l'armée tanzanienne passe en Ouganda, déterminée à poursuivre son avance aussi loin que pos-elbie, et aucune mission de l'O.U.A. ne paniendra à infléchir la détermination des dirigeants de Dar-es-Salsam à en

finir avec le régime d'idi Amin. Pour fonder cette intervention armée qui constitue une entorse su principe de non-ingérence, la Tanzanie invoque à la tois l'agression ougandaise et la dicta-tois l'agression ougandaise et la dicta-ture instaurée à Kampala, se situant ainsì sur deux plans très différents : la légitime défense et le droit qu'auraient les peuples à ne pas être soumis à un régime de térreur et d'arbi-

La légitime délense s'arrête, logique-ment, à partir du moment où les troupes ennemies acceptant de se retirer. Une fois les troupes oùgandaises de l'autre côté de la frontière, l'action armés n'a plus de raison d'être ; en revenche, la

Quinze ans de déstabilisation

en Centrafrique

DE L'ACTION HUMANITAIRE **AU DANGEREUX** PRÉCÉDENT

Par ANTOINE ZANGA *

U-DELA des changements institutionnels riclisés, l'intervention française en Centrafrique semble avoir débouché sur souvagarde comportant un certain nombre d'éléments : c'est d'abord une occupation militaire car elle se traduit par la présence de troupes françaises sur le territaire centre-fricain dant elles assurent le contrôle effectif.

* Assistant à la faculté de droit de Yaquudé.

Occupation réalisée en temps de paix, elle est aussi destinés à gorantir certains intérêts français et à protèger contre certains risques le régime établi à Bangui et favorable à ces intérêts : ou rejoint lei un des sens particuliers donnés par le Dictionnaire de la terminologie de droit international selon lequel une accu-pation est une action réalisée « dans un but politique, en vue d'exercer, par la présence de forces militaires sur le territoire d'un État étronger, une certaine pression sur celui-ci, d'en obtenir une certaine attitude ou de le protèger contre certains dangers >.

Mais l'occupation se traduit encore par un partage des compétences internes entre le gouvernement centrafricain et les autorités françaises, ou es d'autres termes par des abandons de souveraineté de la part de l'État centrafricain ou bénéfice de la France : désignation de l'actuel chef d'Etat centrafricain non par le peuple ou ses représentants, mais par le France, qui, an même temps que ses militaires, le leur a débarqué de ses avions; hommes de troupe français contrôlant les iden-tités, montant la garde devant le polais prési-dentiel et les autres bâtiments publics, imposont le respect du couvre-feu et patrouillant dans les rues de Bangui ; autant d'opérations de mointien de l'ordre qui relèvent normale-ment de la police centrafricaine et s'ajoutent d'autres opérations visant à assurer la sécurité extérieure du pays et qui, elles, relèvant en temps normal d'une armée centrafricaine dont on déplors aujourd'hui l'inexistence alors qu'on l'accusait récemment encore d'avoir procédé à des massacres d'enfants; il faut enfin signaler cette forme de contrôle qu'exerceroit, à en croire la presse, l'ambassadeur de France à Bangul sur les audiences et les conférences de presse présidentielles, s'insi que l'évacuation précipitée, le tri et

l'exportation vers la France des archives publiques de l'oucien pulais impérial de Bérengo; autant de foits qui tendant à consacrer, parmi d'autres, le caractère d'occu-pation de sauvegarde que revêt l'actuelle pré-sence militoire française en Contrafrique.

Les autorités françaises avaient présenté l'action de leurs troupes en Centrafrique comme une intervention d'humanité. Cette dernière ourait eu, en effat, pour unique objet d'abattre un régime dictatorial qui amait soumis le pays à des conditions de vis insupportables et n'aurait pas hésité à ordonner à son armée de tirer sur des foules d'étudiants, de lycéans, d'enfants. Cette intervention aurait donc tends à sévir contre de graves otteintes aux droits de l'homme et à en prévenir de similaires dans

Cet objectif a été attaint, tout au mains en ce qui concerne le premier terme de la pro-position. Car il n'est pos moiss certain qu'aux attaintes aux droits de l'honsme du régime impérial en out succèdé d'autres perpétrées par le régime républicain. S'il est vrai que par le règime républicain. S'il est vrai que le France avait en pour ambition d'imposer le respect des droits de l'homme en Centra-frique, il n'est pas moiss vrai qu'après son intervention même les libertés publiques jadis reconnues (à titre purement formel, cartes), par le défunt régime impérial ont aujourd'hui été officiellement supprimées.

Moins d'une semaine, en effet, après le renversement de Bokassa, le président Devid Dacko invitait le jeunesse centrafricaine. casser de se mêter de politique ». Il donnait ainsi le coup d'envoi d'une série de mesures qui, après la rupture le 16 octobre 1979 du logue avec les « forces vives » de la nation (mouvements d'opposition, syndicalistes, repré-sentants des fonctionnaires et des étudiants),

officient être prises à un rythme accéléré : l'initation de la liberté d'allèr et venir por l'instauration de couvre-feu, interdiction des associations avec errestation des leaders d'appo-sition, détention sans jugament pour délits d'opinion, disparition de tout régime électoral gree le report sine die det élections générales initialement prévues dons un délai de six mois, etc. mois, etc.

Le Centrafrique semble donc avoir retrouvé Le Centrafrique semble donc avoir retrouvé la situation de ni loi ni droit dont on prétandait vouloir le délivrer : ce qui fuit disporaître évidemment l'une des justifications de l'intervention française qui, rappelons-le, se voulait une intervention d'humanité et n'aboutit en fin de compte qu'à garantir certains intérêts et à déstabiliser un fitat étronger.

Détournement d'une institution

LA République cantrafricaine a parde su stabilité depuis ente nuit de le Saint-Sylvestre 1965 où elle vécut son premier renversument de réglame par le violence : il n'y a que la première experience qui coûte ; laraque celle-ci a réassi, les autres s'ensuivant comme

La déstabilisation du Centrafrique s'est apérée sur deux plans : au niveau des hommes opérie sur deux plans : au niveau des hommes et au niveau des institutions. S'agissent des hommes, un observateur affirme que, l'origie en 1965 il fujut remplacer le président Docko, les conseillers de général de Gauille avaient pensé à un commandant de gendermarie nommé Jean Izamo. Bokassa, soutenu par un clan d'anciens Français libres, réussit pourtant à s'amparer du pouvoir. La président Giscard d'atteing réud d'ailleurs à confirmer catte hypothèse lorsque, en réponse aux critiques formulées contre l'aide française à Bokasse, WENTION?

Fortgare, and the same of the

orpomont d'Amin Dada

politic on Charles to PRO MAN MIRLE D. N. LT. 1004 of and 1 Market & 12 die Brigger and committee that it has been been 0004558.81 2 2 2 2 12 1 11L geficht fieb beite ber ber ber Maria Santa Market & of the first FE-10 La 100 man a state ARVAN S. C. cate 34 1

un de la beeffe dauer et en when the sames for the same 100 good derettation des leases ! Antonion ages water fan fi les, disposinge St. Tall 128.22 come to expect a ser ser ser ser to Constitute makir tiet mir für to otherwood de miles to drait and an en

to be deferred in the last tel Franc des par battar and fine ton feetqueen dat interested in the the country on a green creek

manuent d'une institution A Republican Service Control of the Control TO CONTRACT OF STREET 1000c 1700 on and are a see attention Name of the part of the state o

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR to displaced at it dequalities Service of the servic The day of sales in the sales i The second of th Company of the state of the sta

Tanzanie a le droit de masser ses soldats sur ses frontières par elmple mesure de précaution. Dès lors que le gouvernement tanzanien fait connaître son projet de renverser le gouvernement établi à Kampaia, se pose la question de eavoir au nom de quels principes il entreprend cette action-

Dans le même temps, on assiste, entre l'O.U.A. et la Tanzanie à une « guerre des communiqués ». Le comité de médiation de l'Organisation annonce au conseil des ministres, réuni à Nelrobi en sa trente-deuxième session ordinaire entre le 23 tévrier et le 5 mars 1979, que seul le président ougandals a accepté les propositions de l'O.U.A. régionale.

Un «syndicat» de chefs d'Etat

E N réalité, deux conceptions opposées s'affrontent. Conformément à es charte constitutive, l'O.U.A. ne tolère aucune intervention dans les affaires Intérieures d'un État. Certains déléqués au conseil des ministres de l'O.U.A. (cité plus haut) n'ont pas hésité à évoquer le spectre d'un « Cambodge ougandala - où la Tanzanie jouerait le rôle du Vietnam. De son côté, le prêsident Nyerere accuse l'O.U.A. de servir du principe de non-ingérence pour éviter d'aborder la question du sort du peuple ougandais. Ne s'en est-il pas pris, plusieurs fois, à la charle de l'O.U.A., incapable, selon lui, de dénoncer le « fasciete africain » ? Quoi que fasse un chef d'Etat africain (Il peut tuer autant qu'il veut dans son pays), il sera protégé par cette charte :

« Ce document n'est pas felt pour pro-téger les peuples indépendants, il se borne à protéger les dirigeents. » N'a-t-il pas dit également que l'Organisation était devenue « un syndicat de cheta d'Etat qui ne protège plus les peuples » ?

Finalement, le comportement de la Tanzanie va être le aulvant : elle décide de dépasser ses propres pro-blèmes, à agvoir ceux posés par l'in-vasion d'une parcelle de son territoire. et de pailler l'inertie de l'O.U.A. en prenant en charge le problème que pose au continent l'existence d'un régime tyrannique en Ouganda, il a egit rien de moins que de sacrifier le sacro-saint principe de non-intervention au profit qui prévoit un cessez-le-feu, la renoncistion formelle à toute revendication territoriale, le retrait des troupes derrière des frontières Internationalement reconnues, la mise en place d'une commission de contrôle et le renvol aux ches d'Etat et de gouvernement de la demande de réparation des dommages de guerre formulée par la Tanzanie. Le comité a pris en considération toutes les exigences posées par cette demière, sauf la condamnation expresse de l'incursion ougandaise d'octobre 1978. La Tanzanie va prendre ce prétexte pour refuser d'ouvrir des négociations comme le lui demande l'organisation

des droits de l'homme parce que, dans ce domaine, il y a des limites au « lalesez faire ». L'intervention d'humanîté seraît légitime dès qu'un traitement arbitraire et abusif des habitants d'un Etat excéderait les limites de l'autorité dans lesquelles le souverain est présumé agir avec raison et justice. Alors au'en droit international l'on estime, en principe, qu'un Etat a une souveraineté exclusive sur son territoire et la population qui s'y trouve, dans avoir des devoirs à l'égard d'une population qui n'est pas la sienne et avoir l'obligation de mettre fin à des faits qui surviennent sur un territoire qui n'est pas non plus la sien. Le peuple dont il s'agit est considéré comme étant sans défense et comme encourant son avenir. Six pays africains, dont trois anciennes colonies portugaises, pren-nent position pour la Tanzanie, les

Ainsi l'action menée par la Tanzanie ne revêt plus simplement l'aspect d'un acte de légitime défense, mals celul côtés, luttent plusieurs mouvements d'opposition ougandais en extl. Selon Dar-Es-Salaam, ces derniers (Mouvement pour le salut de l'Ouganda, partisans d'Obote...) seraient soutenus par les forces régulières tanzaniennes; en réalité, le contingent tanzanien constitue la plus grande partie des forces engagées dans le conflit. En tout état de cause, le résultat est le sulvant : - à la fin du mois de tévrier 1979, les deux principales villes ougandaises du Sud (Mazaka, Mbarara) tombent aux mains des troupes tanzaniennes; --- les 10-11 avril 1979, c'est au

tour de Kampala. L'occupation progresplusieurs mois. Pour la première fois en Afrique, un chef d'Etat est renversé à la suite de l'intervention armée d'un autre Etat au nom de principes d'humanité. A Monrovia, en juillet 1979, lors de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernament de l'O.U.A., le président ougandais, M. Godfrey Binaisa, dénonce la violation des droits de l'homme par l'Empire Centralricain et la Guinée-Equatorials, at M. William Tolbert (alors à la présidence annuelle de l'Organisation panafricaine) met en cause le prinexcuse pour notre silence devant les actions inhumaines commises par des Africaina contre des Africains ». La Tanzanie, le 13 juillet 1979, demande à neuf pays occidentaux qu'ils l'aident à couvrir les dépenses de son intervention humanitaire (350 à 400 millions de dollars correspondent au montant annuel de ses recettes d'exportation).

Dans le langage commun, on oppose l'action d'humanité à l'action politique. La première ne viseralt qu'à la protection des droits de l'homme les plus élémentaires : elle est consée être désintéressée. La seconde, su contraire, serait dictée per des choix économiques, idéologiques, militaires... : eile est essentiellement intéressée. A partir de cette distinction, on a pu tirer la conclu-cion que certaines interventions pou-valent être fondées moralement et juridiquement; la notion de souveraineté ne mettrait pas les Etats à l'abri d'une intervention de la communauté internationale quand les violations des droits de l'homme atteindraient des proportions scandaleuses.

On ne peut refuser à la Tanzanie et à ses dirigeants la foi en un certain idéal. Le président J. Nyerere est le coordonateur de l'O.U.A. en ce qui concerne la lutte de libération en Afrique, Appartenant au camp - progressiste -, mais faisant preuve de modération et de discrétion. Il a sur le continent une

audience considérable, La Tanzanie a été le premier pays africain à reconnalire le Biaira, estimant que la guerre civile n'avait que trop duré et qu'il était inutile de prolonger les souffrances des

Le comportement de la Tanzanie n'est pas dépourvu d'ambiguités. Le président Nyerere n'a-t-li pas, sous le couvert de porter assistance au peuple ougandale, tenté d'en finir avec son trop remuant voisin? Les propos tenus en juillet 1979 à Monrovia en réponse aux vives critiques du chet de l'Etat soudanels, rappelant que son pays avait été initialement victime d'une attaque ougandaise et que toutes ses protes tions étaient demeurées vaines, paraissent venir à l'appui de cette thèse. En outre, les récents événements en Ouganda semblent indiquer que la Tanzanie ne désire pas renoncer au rôle protecteur qu'elle s'est acquis en aidant les opposants au régime d'Idl Amin. Malgré le rapatriement, le 25 juillet 1979, d'une partie du contingent tanzanien, le poids de Dar-Es-Salaam est grand dans la guereile qui divise les personnalités au pouvoir à Kampala.

La Tenzania a facilité la tâche des opposents ougandels regroupés autour de deux pôtes : la mouvance des par-tisans de l'ancien président Obote ráfugié à Dar-Es-Salaam, des éléments plus progressistes qui ee partagent entre le Mouvement de libération de l'Ouganda (U.L.M.) et le Mouvement de salut de l'Ouganda (S.U.M.). Les représentants de dix-huit tendances se réunissent, le 23 mars 1979, à Moshi, en territoire tanzanien, pour étudier la formation d'une administration provisoire dans les zones du sud de l'Ouganda. et chargé de mettre en place ultérieurement un = mouvement de transition = avant la tenue d'élections. Le Front national de libération de l'Ouganda (F.N.L.O.) ast créé : c'est un regrouped'horizons politiques les plus divers. A la tête du conseil exécutif du Front est porté M. Y. Lule qui devait constituer l'équipe dirigeante après la chute du dictateur, le 11 avril 1979. La réunion de Moshi est organisée avec la « béné-diction » de la Tanzanie, qui y envoie son ministre des affaires étrangères.

Seulement, le 21 juin, M. Y. Lule, après avoir procédé à deux remaniements ministériels, est démis de ses fonctions. Démission volontaire ou coup de force ? Après es chute, M. Y. Lule eera retenu à Dar-Es-Salaam pour « consultations ». Le 26 juillet 1979, à Nairobi, il accusara la Tanzanie de l'avoir contraint à se démettre. Il sera remplacé par M. G. Binaisa. Ceci conduira à des troubles et des manifestations en faveur du premier successeur du maréchal. Il faut voir derrière ce changement de personnes des rivalités tribales, politiques. Mais, en outre, il semble que M. Y. Luis ail voulu monor uns politique indépendante de la Tanzanie. Ainsi s'expliquent ses nombreux appels à l'aide occidentale. On a dit également qu'il souhaitait un rapide départ du corps l'intention de remplacer par une « force du Commonwealth -. Au sein du F.N.L.O., il semble, pour l'instant, que la tendance Binaisa, favorable à une sorte de socialisme et surtout à une - coopération - étroite avec la Tanzanie, l'ait emporté.

Toujours est-li que l'Ouganda paraît être tributaire de la Tanzanie pour le maintien de son ordre public et pas totalement libre en ce qui concerne sa politique intérieure et extérieure. Alnsi, président Bongo du Gabon de voir l'Ouganda tomber sous la coupe de la Tanzanie parait fondée. Il est possible que cette dernière, pour des raisons essentiellement financières, doive renoncer à ce projet.

Ce qui s'est passé en Ouganda heurte de front un grand principe du droit international africain : le principe de non-intervention, dont le président G. Nemeiry, du Soudan, a rappelé, à Monrovia, en juillet 1979, qu'il était inscrit dans la charte de l'O.U.A. Dans le même sens, le chef d'Etat guinéen a déclaré : - La charte de FO.U.A. reconnaît les Etats et non les régimes... » Malgré le droit existant, la Tanzanie de règles non écrites de la même façon qu'Antigone se croyait liée par des prinvider le droit de la cité.

PATRICK DAVID.

Le risque de se tromper de cible et de s'exposer au discrédit

The nest du mot a intervention secomme du mot agression secomme du mot agression secomme du mot agression secomme de la S.D.N. à l'ONU, il aura fallu cinquante-trois ans pour parvenir, en 1974, à donner de ce dernier une définition partielle et lénificante excluant, en résitie, mille formes d'action tout aussi contratres à la souveraineté d'un Etat et à son indépendance politique que l'emploi de la force armée proprement dite (1). En ce qui concerne l'aintervention s, un récent colloque sur la colitique africaine du général de Gaulle s, tenu à Bordeaux en présence de M. Jacques Foccard, a montré que la cause n'était pas plus claire (2). Prenons au hasard un exemple, le Niger : qui peut dire comment Djibo Bakary, le progressiste, a, en 1950, été brusquement évincé par Hamani Diori, le modéré; comment ce dernier, manifestant plus tard des velléités d'indépendance, a cédé la place à Kountché; enfin, jusqu'à quel point la sollicitude de la France pour le Tchad est liée à son intérêt pour les mines nigériennes d'Arlit. L'histoire colonisse et néocoloniale est, à cet égard, comme la mer : opaque et stoujours recommencée ». La première, tout à fait officieuse, est presque occasse. Elle date d'août 1960, lorsque la rivalité entre Sen-ghor et Modibo Keita — tous deux candidats à la direction de la « Fédération du Mali » — mêne à l'éclate-ment de celle-ci. En tant que chef de l'exécutif, Modibo Keita fait appel à la France — en vain, est-il besoin de le dire? — pour réprimer le sécession conduite à Dakar par les gendarmes sénégalais, qui, à ce moment-là, sont encadrés par des

Le Sénégal est de nouveau à l'hon-neur en décembre 1962 où, cette fois, le président Senghor fait face à son premier ministre, Mamadou Dia. Accusé d'avoir tenté un coup d'Etat, ce dernier est arrêté et emprisonné, les troupes françaises assurant, en cette circonstance, le maintien de l'ordre aux côtés des forces natio-nales.

Suit le Gabon. En 1963, le généra de Gaulle refuse d'intervenir au profit de l'abbé Fuibert Youlou à Brassaville, mais, excédé — semble-t-il — par la succession des putschs t-il — par la succession des putachs militaires survenant notamment au Togo et au Dahomey, décide, à l'appel du vice-président gabonais, de se porter au secours de Léon M'ha, renversé et fait prisonnier par un quarteron d'officiers. Des troupes parties de Dahor et de françaises parties de Dakar et de Brassaville débarquent donc, en février 1964, à Libreville où elles

La nature des engagements de la France aux côtés de ses affiés africains révèle l'existence d'un choix politique précis, dans la continuité de la politique coloniale. Tantis que le continent dans son entier devient l'enjeu de convoitises et de conflits aux dimensions globales.

Par PIERRE DABEZIES*

rétablissent, sans coup férir, le léga-

La quatrième intervention - beaucoup pius importante puisqu'elle durera et impliquera le transport de piusieurs milliers d'hommes de métropole — est organisée à la demande de François Tombalbaye garder le contrôle du Tîbesti, plus ou moins convoité par la Libye et miné, à l'époque, par la Front de ilbération nationale de M. Hissène

La suite, plus proche, est mieux connue : premier appui su Zabre en avril 1977, où quinze avions de transport sont engagés; assistance

Professeur à l'université de Paris-I, directeur du Centre d'études politiques de détense.

année apportée à la Mauritanle contre le Front Polisario dont les colonnes, à la fin de cette même année, sont harcelées par les Jaguar français. Affaire de Kolwezi en mai 1978, en même temps que réenga-

Le rôle de la France chez ses protégés africains

Un président omnipotent

CES interventions posent deux problèmes furidiques. Le premier, d'ordre interne, touche à la liberté du gouvernement d'engager de pareilles actions sans l'autorisation du Parlement (3). On sait qu'après le Cambodge et le Vietnam ce droit est fort limité aujourd'hul aux Etats-Unis: non seulement l'exécutif s'est vu imposer, en 1973, le War Powers Act qui l'oblige, en cas d'engagement à l'étranger, à consulter le Congrès et à requérir son approbation dans des délais stricts, mais il s'y trouve également contrain, par des dispositions votées en 1974 et 1976, dès qu'il s'agit d'aide militaire et, a fortiori, d'activités clandestines.

En France, il n'en va pas de même. En France, il n'en va pas de même. Le président est pratiquement omni-potent. Il l'est pour l'engagement des forces au titre de « chef des armées », « garant de l'indépen-dance et du respect des truttés ». D'autant que cette prérogative constitutionnelle, déjà renforcée par son élection au suffrage populaire, est aujourd'hui à la mesure de l'interprétation particulière qui n'a cessé d'être donnée à l'ordonnance du 7 janvier 1959, pierre de touche du 7 janvier 1959, pierre de touche juridique de la défense du pays (4). Tour à tour les pouvoirs du premier ministre se sont, sur ce plan, ame-nuisés; les « conseils de défense », présidés par le chef de l'Etat, ont pris le pas sur tous autres organes prévus jusque là; plusieurs textes importants viennent, enfin, confor-ter cette prééminence, notamment

gement au Tchad. Opération de Bangui enfin, sans parier, sur un plan défensif, de Djibouti, à l'occa-sion protègé des menées somaliennes, et de Mayotte, soustraite aux ambi-tions de Moroni.

(1) voir E. Aroneanu. la Définition de l'agression, les Editions internationales. Paris, 1958 : également, le Monde du 21 décembre 1974. (2) voir l'article de Philippe Decrasne. le Monde. 22 octobre 1979. (3) voir J. Huntzinger, e le Droit d'usage de la force, le Monde, 13 mai 1978. (1) Voir E. Aroneanu, la Définition de (4) Voir la Constitution de la Bépu-blique française, Economica, Paris, 1979.

les commentaires de l'auteur sur les articles 15 et 20, pp. 332 et 371.

(Lire la suite page 16.)

il rétorque que Bokassa était un héritage légué par ses prédécesseurs à l'Elysée. Le choix de Bokassa comme remplaçant de Dacko en 1965. Bokassa comme remplaçant de Docko en 1965, puis calui de Docko comme successeur de Bokassa en 1979 relèvent de décisions prises par les intérêts français du moment. Quant è la déstabilisation institutionnelle,

cet égard, comme la mer : opaque et

Pour nous en tenir aux interven-

tions « armées », qu'elles soient directes ou indirectes, on en compte,

depuis vingt ans, une dizaine qui, toutes, posent des problèmes tour à tour juridiques, techniques et poli-

alle a certes été marquée du temps de Bokass par l'incertitude constitutionnelle et la proli-fération des remaniements ministériels ; elle s'est trodaite par un mouvement s'est trodaite par un mouvement cyclique de la République vez; l'Empire et de l'Empire vers la République. La participation française à ce mouvement a été suffisamment commentée. Par contre, le sort réservé au travail de la commission africaine d'enquête envoyée à Bangui mérite de retenir l'attention. A l'accasion d'une conférence « au si

A l'occasion d'une conterence a au sommer, franco-africaine réunie à Kigoli, ou Rwanda, du 21 au 22 mai, l'empereur Bokassa, occusé d'ovoir fait massacrer des centaines de jeunes gens qui manifestaient à Bangui contre certaines décisions impériales, proposa lui-même, sur les consoils du président Mabutu, le formation et la composition d'une commission

Le 22 mai 1979, le monarque contrafricais demanda à la Côte-d'Ivaire, au Libéria, ou Rwanda, au Sénégal et au Togo de désigner des mogistrats pour former une commission de en Centrafrique de 13 au 21 juin 1979, puis à Puris et à Londres. Après avoir recueilli, selon ses propres termes, « de nombreux témoignages précis et concordants », elle public un rapport de cont trente-brois pages occompagné de dix-huit annexes, adopté à l'uneminité des cinq magistrats et concluent à la réalité des

sonnelle de l'empereur Bokassa et de ses La mission expressément assignée au groupe

de magistrats ofricains désignés était d'établir les faits et de rédiger un rapport : en droit international, une mission d'énquête est une institution juridictionnelle qui fait appel aux méthodes propres eux instunces judiciaires; elle n'a pas d'autre objet, même si l'homme politique peut tirer des conclusions de ses travaux un prétexte pour agir dans un sens ou dans un autre. La compétence pour agir se pouvoit revenir qu'aux Centrafricains eux-

Il est donc regrettable que la France ait cru lire dans les conclusions de ce rapport une invitation à agir elle-même, voire un c occord des Africains » en faveur d'une intervention fronçaise en Centrafrique (1). Beaucoup de pays africains sont dirigés par des régimes que le droit constitutionnel qualifie d'autoritaires,

ce qui justifierait l'envoi de commissions d'en-quête internationales sur leurs violations des droits de l'homme. De telles missions d'enquête pourrajent déboucher sur des interventions étrangères et retarder ainsi indéfiniment la capacité des peuples africains à prendre en main leur propre destin.

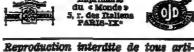
L'accumulation d'un certain nombre de précédents peut faire redouter l'instauration d'une pratique française interventionniste aus-ceptible de préparer le terrain à l'idée d'un droit à l'intervention. On est d'autant plus oncordantes font état de la formation ou sein de l'armée française d'un corps d'élite perma-nent spécialisé dans les « coups de main » en nent specialise dans les « coups de main » en Afrique. Ainsi, dans cette seconde maitié du vingtième siècle qui a vu l'accession de tant d'États africains à l'indépendance et la consé-cration du droit des peuples à l'autodétermina-tion, une ancienne puissance coloniale entre-tient sans s'en cocher des forces militaires destinées à établir sa loi dans d'autres Etats jadis colonisés mais aujourd'hui souverains, La faiblesse des armées locales, l'isolement

des régimes en place par rapport à leurs peuples, font qu'en dépit de leurs effectifs modestes les troupes intervenantes ne sont pas près de rencontrer un sérieux obstacle. Rien d'Etat sons effusion de sang ». Déjà une certaine doctrine a pu se pro

en faveur de la licéité des interventions franpaises en Afrique, en se basant sur le nombre des précédents et sur la sollicitation émanant des États destinataires. De là à ce qu'un droit d'intervenir soit proclamé, il n'y a qu'un pas

ANTOINE ZANGA.

Edité par la SARL le Monde. Gérants : Jacques Fauvet, directeur de la publication. Jacques Saavagest.



cles, saut accord apec Padministration. Commission paritaire des journeux

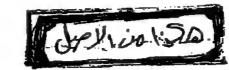
ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE LA CHATAIGNERAIE LA GRANDE-BOISSIERE

62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse)

1297 FOUNEX (Vaud)

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccolouréat trançals Internat et externat pour filles et gargons de 12 à 19 ans Sports d'été et d'hiver



De même, l'exécutif a un pou-voir discrétionnaire en ce qu'i voir discretainmaire en de qui concerne les livraisons d'armes et l'assistance militaire. Colle-ci, récem-ment soumise à un organisme interne à l'administration, le Interne à l'administration, le Groupe interministériel de coopération et d'assistance militaire technique (G.I.C.A.M.T.), se passe, à l'occasion, d'accords formeis. Quant à l'exportation d'armement, si le loi du 18 avril 1939, complétée par loi du 18 avril 1939, complétée par la décret du 19 morte 1973 l'accorde le décret du 12 mars 1973, l'enserre en théorie dans un carcan rigide, chacun sait que, à coups de déroga-tions, le pouvoir se passe, s'il le faut. de l'autorisation de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations des matériels de guerre (CLEEMG.), normalement compé-

Quid du Parlement? Hors du cadre extrême et désuet de l'article 35 de la Constitution consacré à la déclaration de guerre (5), il n'a — comme le Consell constitutionnel l'a rappelé dans sa décision du 30 décembre 1975 — d'autre voie de contrôle que son droit général de supervision de la politique étrangère, plus théorique que réel. En particulier, il se trouve impuissant sous l'angle budgétaire : d'une part, en effet, les sommes prélevées pour les interventions lointaines sur les budgets des trois armées ne sont pas individuatisées; d'autre part — comme l'a montré le vote de la loi de finances Quid du Parlement ? Hors du cadre lisées; d'autre part — comme l'a montré le vote de la loi de finances rectificative du 21 décembre 1979, — certaines dépenses inattendues et certaines pertes de matériels dues certaines pertes de maieries dues aux opérations récentes ne reflètent manifestement qu'une part très restreinte du coût réel de ces der-niers. A quoi il faut ajouter que l'intérêt porté à ces questions par les faux est finalement fort limité : 1,3 % des questions écrites sont consacrées aux ventes d'armes, 0,7 % seulement aux actions militaires de la France à l'étranger. Bref, toutes les demandes de commis-sion d'enquête sur la politique afri-caine de la France ayant été, par ailleurs, rejetées, on peut dire que alleurs, rejetees, on peus oure que l'exécutif — le président de la République en tête — est sans entrave en ce domaine. Tout au plus doit-il respecter les dispositions législatives interdisant d'engager des « appelés » hors du territoire français, voire européen. Encore l'article L 70 du code du Service nationel prédu code du Service national pré-voit-il que ceux-ci peuvent très blen être volontaires... Cas fréquent, notamment dans les régiments dont les compagnies se relèvent périodiquement outre-mer. La parade, de toute façon, est connue : elle

consiste à « professionnaliser » de plus en plus les unités d'interven-tion exterieure. C'est ainsi qu'à côté des six mille hommes, pour la plupart d'active, stationnés dans les bases françaises du Gahon, de Côte-d'Ivoire, du Sénégal et de Dilbouti, les régiments d' « enga-gés » se multiplient : les uns au sein de la 11° Division parachusein de la 11º Division parachu-tiste, d'eutres -au sein de la 9º Division d'infanterie de marine vouée aux déberquements d'assant, cette évolution conduisant à de nouvelles structures opérationnelles où marquites parachutistes et où mersouins, perschutistes et légionnaires, le cas échéant éclai-rés par des « forces spéciales », se trouvent encadrés par des éléments de commandement professionnels et appuyés tant par des hélicoptères que par des détachements d'artillerie que par des détachements d'artillerie et de chars légers. A noter, en particulier, la création d'une 31° demibrigade blindée à base de matériels aérotransportables et la « professionnalisation» d'un escadron de chars de combat prêt, par là même, à être rapidement engagé hors métropole s'il le fallait.

Ces aménagements, s'ils sont le fruit de l'expérience, marquent aussi une limite d'ordre numérique. Pour évaluer les capacités du pays, on ne peut, en effet, se contenter d'additionner les seize mille hommes de le division parachutiste, les neuf mille de la division coloniale, en y ajoutant les divers corps non endi-visionnés. Toute crise impliquant l'urgence, on ne peut compter que

Intérêt mal compris ?

CHOIX politique plus que juri-dique : s'en tenir, en effet, aux seuls arguments de droit qui fondent ou non l'action de la France en Afrique en se demandant si elle est justifiée à porter ainsi, sans être elle même menecée, le for à l'étranelle-même menacée, le fer à l'étran-ger risque très vite d'aboutir à une

Il existe des accords de défense — il en reste huit auxqueis la France est liée, — mais tel d'entre eux est secret, et tel autre non publié. Sans compter qu'à l'époque de Koiwesi Il existait bien un traité de Kolwezi il existatt blen un traité entre la France et le Zaire, mais il n'avait pas encore été ratifié. Qu'importe ! En droit international, la légitime défense, consacrée par l'article 51 de la charte de San-Francisco, permet à quiconque se trouve agressé d'en appeler à un protecteur ou à un allié, lequel intervient alors en toute légitimité. Du moins en principe..., car l'affaire afghane montre combien cet te légitimité est relative quand les Russes prétendent avoir répondu à la demande d'un gouvernement

sur ce qui est immédiatement et sans conteste disponible. C'est pour-quoi certains ont pu naguère s'in-quieter de voir des forces françaises simultanément au Tohad, au Liban, simultanément au Tohad, au Libar, en Mauritanie, au Zaire, sans parler même de Djibouti. Aussi bien a-t-il été récemment utile de trouver des appelés acceptant un contrat de brève durée pour faciliter la relève du détachement de la FINUL (Force des Nations unies au Sud-Liban). Autre limite, cette fois purement technique, la modestie des moyens de transport aérien. Chacun sait, en effet, que le Transall, produit de de transport aérien. Chacum sait, en effet, que le Transall, produit de la coopération franco-allemande, est, quelles que soient ses qualités, une cote mai taillée, trop courte du point de vue rayon d'action. Certes, les vingt-cinq Transall nouvelle formule, livrables entre 1981 et 1984, auront — grâce au ravitaillement en vol — une meilleure allonge. Il reste qu'il manque aux foxoes d'intervention et aux ambitions de la France un quadrimoteur susceptible de rempiir sur 10 000 kilomètres une mission stratégique. D'où, pour Kolde remplir sur 10 000 kilomètres une mission stratégique. D'où, pour Kol-wezi, l'appel aux avions-cargos américains, type d'appareil d'autant plus nécessaire désormais qu'en cas de crise nul ne sait quelles interdictions de survoi pourraient être signifiées, ni sur quelles escales techniques en pourrait finalement compter. D'où le besoin aussi de satellites de communications que le gouvernement a récemment décidé de construire. Rien de tout cela n'est au-dessus des moyens du pays: le au-dessus des movens du pays : le choix est, en fait, politique !

Jey 10150

qu'ils s'empressent, en fait, de liqui-der et quand M. Georges Marchais ne voit, de son côté, d'autre critère de légitimité que le socialisme. Même équivoque au Shaba : pour certains, l'intervention de 1978 est normale, car le président Mobutu est l'autorité légale ; pour d'autres qui, au nom de la démocratie, récu-sent ce dernier, elle ne l'est pas. Aussi bien la France a-t-elle, en cette occasion. évité de fonder son action sur une notion qui aurait trop facilement suggéré une connivence faciliement suggéré une connivence idéologique avec Kinshasa, préfé-rant, en définitive, se placer sur le terrain moins discutable de l' « intervention d'humanité ».

Peine pardue, car le concept est également ambigu. Clair au temps du massacre des chrétiens par les Tures, admis par le Conseil de sécurité lorsque, en 1964, les parascommandos belges sautent sur Stanleyville, il est un alibi à Saint-Domingue en 1965 comme il l'avait des comme de l'avait de comme de comme de l'avait de comme de comme de l'avait Domingue en 1966 comme il l'avait été, quelques années plus tôt, à Suez. Qu'il paraisse au Shaha avoir répondu à une menace réelle n'empê-

che en tout cas, qu'il a été de divers côtés contesté. D'autant que la France, avec ses trois cent mille ressortissants en Afrique, détient là une raison d'intervention dont cer-tains croient devoir se meller. Bref. tains croient devoir se méfier. Bref, la coupure du monde en progressistes et modérés a restauré le clivage thomiste, devenu marxiste,
entre guerre « juste » et guerre « injuste », chacun jugeant les « interventions extérieures » à la
lumière de son choix politique. Pis
encore, l'Afrique, jusque-là oubliée,
tend à devenir à la fois un enjeu,
un champ clos et, finalement, une
zone que certains veulent figer et les
autres déstabiliser. Au regard de ce
contexte politique, que pèsent les
considérations juridiques que l'on
peut encore invoquer?

peut encore invoquer?

La France se trouve, quoi qu'il en soit, dans une situation particulière: on ne peut le nier, même si l'on admet que le « special involvment », les responsabilités spécifiques que certains lui recomnaissent de façon plus ou moins désintéressée, est une illusion ou un plège dont elle doit se garder. L'histoire est là, source de liens multiples, de connivences et d'une influence culturelle, somme toute exceptionde connivences et d'une influence culturelle, somme toute exceptionnelle. Il s'ensuit d'abord des engagements qui, par le canal de la
coopération, n'ont cessé de proliférer
sous couvert de la francophonie.
Certes, ils ne postulent pas que l'on
parte en guerre au moindre signe,
mais, peu ou prou, ils impliquent le
pays, surtout lorsqu'ils portent sur
l'aide militaire. La présence francaise, outre la protection éventuelle
de ressortissants français, suppose,
par ailleurs, des intérêts. Intérêts
stratégiques de la rive sud de la
Méditerranée, de Dakar et de la
corne de l'Afrique. Intérêts économiques actrus à l'heure où renchérissent matières premières et pétrole.
Intérêts politiques, enfin, symbolisés
par l'appui que nous apportent, le
cas échéant, à l'ONU certains pays
amis : que la France s'enferme dans
l'Hexagone, et elle n'aura plus qu'à
sonscrip à n'importe quelle Europe. l'Hexagone, et elle n'eura plus qu'à souscrire à n'importe quelle Europe... Ainsi concernés, les Français ne

peuvent rester totslement étrangers aux crises qui éclatent ici ou là, qu'elles naissent de rivalités ou de distorsions locales, qu'elles appa-raissent comme des sequelles de la colonisation, notamment sous la forme de conflits de frontière, aggraforme de conflits de frontière, aggra-vées par l'affrontement de puis-sances régionales ou attisées par des ambitions internationales. Quatre causes de trouble, quatre facteurs d'analyse, qu'i généralement se mêtent. Avec des priorités diffé-rentes, on les retrouve en tout cas aussi bien au Tchad qu'à Djibouti, en Mauritanie qu'au Shaba. Il faut donc se frayer un chemin dans ce dédale, le problème étant de choisir un rûle et un effort prin-cipal. A ce titre, peut-on dire,

comme certains, que le gouverne-ment français se borne à être le fondé de pouvoir d'une entreprise capitaliste de restructuration moncapitaliste de restructuration mon-diale, un gendarme de l'Occident et l'agent de la Commission trilaté-rale (6)? Cette simplification ne paraît pas pius fondée que celle qui, naguère, expliquait l'intervention au Shaba par le seul souci de protéger les installations allemandes d'expé-rimentation des fusées de l'OTRAC.

rimentation des fusées de l'OTRAG.

En fait, entre le « noir » d'un complot capitaliste — auquel désormals répond, d'ailleurs, par Soviétiques, Allemands de l'Est et Cubains interposés, un complot communiste — et le « blanc » d'un désintèressement illusoire, c'est un équilibre difficile qu'il faut rechercher, le problème étant que la France, depuis quelque temps, est peut-être en train de s'en éloigner. Fallait-Il ou non intervenir au Zaire, laisser tomber la Mauritanie, revenir au Tchad ou quitter Dibouti?... On peut, certes, en discuter en souli-Tchad on quitter Djibouti?... On peut, certes, en discuter en souli-gnant, d'un côté, l'aspect contestable des interventions tout en notant, de l'autre, qu'en définitive, les présidents Neto et Mobuti se sont finalement résolus à entrer en pourparlers tandis que la Mauritanie a pris du recul et que les Djiboutiens s'accommodent, jusqu'à nouvel ordre, d'une présence qui, pour un temps, leur permet au moins de subsister.

L'assentiel n'est sans doute pes là

leur permet au moins de subsister.

L'essentiel n'est sans doute pes là. Il est dans la multiplication des accords et l'accroissement de l'effort sur le plan de la coopération militaire..., coopération que le contexte et l'inquiétude des pays amis permettent, certes, de justifier mais qui, en devenant systématique, risque de refléter une déviation et un danger. L'important c'est, sur le plan de la dignité et de la souveraineté de l'Afrique, d'éviter la perversion de l'esprit que suggèrent to ut autant l'Alrique, d'éviter la perversion de l'esprit que suggèrent tout autent le soudien à Bokassa que, dans sa forme, l'opération qui l'a mis à bas. Le danger serait d'oublier qu'une intervention militaire est toujours un pis aller, sinon un échec. L'inquiétant serait que la France, pour cause de pétuple designes en à triune. tant serait que la France, pour cause de pétrole, devienne en Afrique le correspondant privilégié de l'Arabie Saoudite, et le parent pauvre d'un Occident qui — lorsqu'on regarde la politique de l'Allemagne, du Japon, du Brésil et même des Estas-Unis — thoisit comme interlocuteurs, pour ses investissements, les pays d'avenir — le Nigéria et l'Algèrie notamment — en laissant Paris prendre le risque de se tromper de mise et, par vaine gloriole ou intérêts mal compris, de courir un jour au discrédit.

ns les r**epus**

(5) Id., sur l'arkicle 35, page 506. (6) Voir Edmond Jouve, c Giscard et c destin africain > de la France >, Storme, 29 septembre 1979.

Une stratégie sur mesure pour le tiers-monde

(Suite de la première page.)

Ces propos ont une résonance vaguement familière. Déjà dans les années 50, ceux qui contestaient la politique de « riposte massive » du gouvernement Elsenhower faisaient valoir que la guerre nucléaire ne constituit un moran de disussalent valoir que la guerre nucléaire ne constituait un moyen de dissussion crèdible qu'en cas d'attaque soviétique généralisée contre les Etats-Unis. Dans The Uncertain Trumpet (6), le général Maxwell Taylor affirmait que bien des « guerres limitées survenues depuis 1945 — la guerre civile en Chine, la guerre de guérilla en Grèce, et la Malaisie, le Vietnam, Taiwan, la Hongrie, le Proche-Orient, le Laos — pour ne citer que quelques conflits — montrent bien que, si notre stratégie de riposte massive a pu empêcher la grande guerre — c'est-à-dire une troisième guerre mondiale — elle n'a pas maintenu la petite paix —

cest-a-dire etiminer des aesor-dres qui ne sont mineurs que si on les compare au désastre d'une guerre générale ». Ce thème fut aussi repris en 1957 par la commission des rela-tions étrangères du Sénat, dans une tions étrangères du Sénat, dans une étude marquante sur le programme d'aide à l'étranger. Dans son rapport final, la commission reprochait à la politique de riposte massive son e insistance exclusios sur une action entreprise à l'initiative des Soviéti-ques, (car elle) ignore la possibilité réelle que les deux tiers de la popu-lation mondials hore du rideau de jer, et qui sont tout juste en train d'accéder à la conscience politique et économique, deviennent un jour une source indépendante de turbu-lences et de changement », avec de graves conséquences pour la sécurité des Etats-Unis (?).

Ces préoccupations étaient encore

Ces préoccupations étalent encore à l'ordre du jour quand la Fondation Rockefeller charges M. Henry Kis-

singer, qui était alors professeur à Harvard, de préparer une étude sur la politique militaire dans les années 60. Dans son rapport, M. Kissinger affirmait que « même si nous parvenons à éviter une guerre générale grâce à la menace de l'anéantissement total, [l'Amérique restera en péril car] nous ne pouvons espérer contrer des déris mulitaires limités au moyen de la riposte conque pour jaire jace à une attaque surprise généralisée ». Ainsi pour compléter les capacités de riposte, concluait-il, « Il est impératif que (...) nous jormions des unités pouvont intervenir rapidement et capables d'exercer leur puissance avec discernement et souplesse » (8).

Le principe de la lutte contre des

Pour doter cette « brigade de feu » de la mobilité nécessaire, M. McNamara et le général Taylor (qui présidait à l'époque le comité des chefs d'état-major) proposèrent d'acquérir deux nouveaux véhicules de transdeux nouveaux vénicules de transport : l'avion géant C-5 A et le navire logistique d'intervention rapide (Fast Deployment Logistics, F.D.L.). Porté par son enthousiasme initial en faveur de la stratégie d'intervention rapide, le Congrès vota 3 milliards de dollars de crédits pour le C-5 A (somme qui devait ensuite être portée à 6 milliards, pour faire face aux incessants « dépasements de coûts » subsipar le constructeur, Lockheed Aircraft). Mais quand vint le moment de voter la proposition de F.D.L. l'Amérique était profondément angagée au Vietnam, et bien des législateurs commençaient à dénoncer une politique qui avait conduit le pays à intervénir dans ce conflit (10).

« Au-d'elà du coût, affirma la commission des services armés du Sénat Mu-delà du coût, affirma la commission des services armés en Senat dans un rapport critiquant le FDL, la commission se préoccupe de l'effet que pourrait créer l'impression que les États-Unis ont choist d'assumer un rôle de police dans le monde s. Four le sénateur Richard B. Russell, qui présidait la commission et qui soutenait d'habitude les programmes militaires, le FDLL ne ferrait que rendre de telles aventures plus probables : « S'il nous est facile d'aller n'imports où pour faire n'importe alors nous trons toujours quelque part pour jaire quelque chose » (11).

Après le Vietnam, la législation onsacra cette oposition en limitant, notamment les pouvoirs de guerre du président. Le « syndrome vietnamien » força Washington à trouver d'autres mécanismes qui assureraient la protection des intérêts à l'étranger. la protection des intérêts à l'étranger. Ainsi, en vartu de la « doctrin e Nixon », des alliés favoris de l'Amérique, tel iTran, furent convertis en « gendarmes » chargés de « maintent l'ordre » dans des régions critiques du tiers-monde. Et tandis que cette fonction de « maintien de la paix » était dévolue à d'autres, les responsables militaires américains reprenaient l'azgument de leur mission de défense de l'Europe occidentale, out detait de l'Europa occidentale, qui datait de l'époque de la « guerre froide », pour obtenir une augmentation des dépenses militaires dépenses militaires.

dépenses militaires.

Mais tout comme certains stratèges avalent, dans les années 50, contesté l'orientation exclusivement antisoviétique de la stratégie de riposte massive, d'autres commencèrent à mettre en question le tour similaire que prenait la planification militaire dans les années 70. Invoquant la dépendance croissante de l'économie américaine à l'égard des marchés étrangers et de l'accès aux sources de matières premières, ils firent campagne pour effacer le souvenir du syndrome victnamien » et réhabiliter l'intervention comme moyen légitime de faire face au regain de l'un des premiers à contester la

L'un des premiers à contester la nouvelle orthodoxie fut encore le général Maxwell Taylor, celui-là

même qui avait pris la tête de la révolte contre la « riposte massive ». Dans un article prémonitoire paru en 1974 dans la revue Foreign Affairs, en 1974 dans la revue Foreign Affairs, il suggéra que, si une guerre EstOuest en Europe présentait un « faible taux de probabilité » (car les deux
parties ont le même intérêt, énorme,
à préserver le statu quo). l'Amérique
sera de plus en plus menacée par
des conditions « de turbulence et de
désordre » dans le tiers-monde. « En
tant que première puissance parmi
les « riches », affirmait-il, il nous
faut s'attendre à avoir à combattre
pour défendre nos valeurs nationales des convoitises des « pauvres ».
Et il reprenait la même proposition
que celle qu'il avait avancée dans les
années 50 en demandant des « forces
mobiles, prêtes à dissuader ou, dans
certains cas, à réduire les conflits
de ce genre avant qu'ils ne dégénèrent en quelque chose de plus important » (12).

Ce point de vue fut explicité en

tant s (12).

Ce point de vue fut explicité en 1977, dans un rapport de la Rand Corpurstion, sous la signature de Guy Pauker intitulé Implications militaires d'une éventuelle crise de l'ordre mondial dans les années 80. L'auteur y voyait croître la possibilité que s'ouvre, pour l'humanité, « une période d'instabilité sociale grandissante (...) et l'affondrement de l'ordre souvre, pour l'humanité, « une période d'instabilité sociale grandissante (...) et l'effondrement de l'ordre glob al uvec l'aggravation de la confrontation entre le tiers-monde et les démocraties industrielles ». Dans ce cas, ajoutait-il, « les Edis-Unis auraient sans doute à jaire usage de la force multiaire pour éviter un effondrement total de l'ordre mondial ou, du moins, pour protéger les intérêts spécifiques des citoyens américains » (13).

Contre le « syndrome vietnamien »

C I de nombreux responsables amé-ricains en vinrent à partager cette vue, le président Carter continua à faire du soutien à l'OTAN le thème à faire du soutien à l'OTAN le thème dominant de ses trois premiers budgets de défense. Au cours des dixhuit derniers mois, cependant, plusieurs événements aliaient contribuer à modifier la position du gouvernement en matière de politique militaire. Ce fut, d'abord, la révolution iranienne de 1978-1979 qui, en évinçant le chab, ébrania la « doctrine Nixon » qui confiait aux « gendarmes » locaux le soin de pacifier le tiers-monde. En même tamps, plusieurs tiers-monde. En même temps, plusieurs interruptions dans les livraisons da pétrole iranien contribuèrent à créer aux États-Unis un climat de « crise

(6) Maxwell D. Taylor, The Uncertein Trumpet, Harper & Bow, New-York, 1960, pp. 5-6. pp. 3-e.

(7) U.S. Congress, Senate, Committee on Foreign Relations, The Foreign Aid Program, Compilation of Studies and Surveys, 85 th Cong., 1st Sess., 1987, p. 18. (6) Rocketeller Brothers Fund, Prospect for America: The Rocketeller Panel Re-ports: Doubleday, Garden City, 1961, pp. 111-112.

(9) U.S. Congress, Senate, Committee on armed Services, Military Procurement Au-horizations, Piscal Year 1966, Hearings, 9 th Cong., Ist Sess., 1965, p. 120.

énergétique , montrant une fois de plus à quel point le pays était devenu dépendant de ses importations. L'ad-ministration se mit alors à désavouer officiellement. officiellement le « syndrome vietna-mien », affirmant que l'Amérique était prête officiellement à mettre en était prête officiellement à mettre en ceuvre ses propres forces pour assurer la défense des approvisionnements en pétrole du Proche-Orient.

La protection du flux pétrolier en provenance du Proche-Orient fait manifestement partie de notre intérêt vital », annonça le secrétaire à la défense en février 1979, et « pour protéger ces intérêts vitaux, nous mènéront toute action appropriée, y compris l'emploi de la jorce militaire » (14).

(16) Cf. Michael T. Klare, War Without End: American Planning for the Next Victnams, Knopf. New-York, 1972, pp. 142-(11) Cité dans The Washington Post, 27 novembre 1979. (12) Maxwell D. Taylor, e The Legiti-mate Claims of National Security s, Fo-reign Affairs, avril 1974, pp. 588-567. (13) Guy J. Panker, Multury Implica-tions of a Possible World Order Crisis in the 1980s, Rand Report R-2002-AF, Band, Santa-Monics, 1977, pp. v-vL (14) The New York Times, 28 Sivrier

c'est-à-dire éliminer des désorquoi, dit-il à ses collègues du Sénat,

L'apartheid: pouvoir et falsification historique

Fu neste:

France: En librairie (Diffusion C.D.E.) on par
correspondence à "La Librairie de l'Usesco" y, piace
de Fourenoy, 7500 Paris (bindet le palicament 38 Py
par chèque, mandet, CCP Paris 12598-48!
Belgian: 390 Fil. Jean De Lannoy, 202, mentre du Bol.
3000 Bruselles
Satur: 17.50 FS Librairia D. Relgione 796 FN. Jenn 12 (Anno); 252, mounte am pur Joso Bruxelles Sutus: 17.80 FN. Librairie Payot, 6, the Gremus 1211 Genève II Aurri Payo: Payo commune Lagunt de Painte, s'administra à l'Unesco, 7, mains de Fontessoy 38700 Prins.





YTION? -contains, the contains of the de pouvo of Cere in allation des factions des fait experiences des fait experiences des factions des # 1 \$,... reports the difficile and distriction to trein de ares 00 01 entes, es interventure. a seen e. XXX DEMOCRACION P er permet s: Edition to the state of the sta 700 TANASSELP. T. C. ing. iscusous, participation participation prendice THE REAL PROPERTY. bit cordin THE LAND COM PIEPRE DAEEZE to the gradual states of the control 191 \$6. 455 and 163 Years & 1"

Le gouvernement cherche d'abord à limiter l'application de ce principe à des manaces spécifiquament dirigées contre l'approvisionnement de s Etats-Unis en pétrole. Mais l'agitation persistante au Proche-Orient et en Afrique, et le rôle ostensible des Soviétiques au Sud-Yémen, en Afghandstan et en Ethiopie eurent pour effet d'encourager l'activisme militaire. En mars 1979, Business Weet publia un numéro spécial sur « Le déclin de la puissance américaine » qui résumait l'attitude de nombreux hommes d'affaires et responsables qui résumati l'attitude de nombrenz hommes d'affaires et responsables politiques. Le numéro s'ouvrait sur cette constatation : « De la chute du Vistnam à celle du chah, les Étais-Unis ont essayé une exaspérante succession de chocs qui témoignent d'une érosion de plus en plus rapide de leur puissance et de leur influence. » Tout en relevant que la montée de la puissance militaire soviétique constituait une sérieuse menace, la revue se concentrait plus particulièrement sur les risques économiques découlant du refus persistant des États-Unis d'assumer un rôle de police mondiale. « La retroite militaire, qui commença que la

militaire, qui commença avec la déjaite des l'inte-Unis en un lieu (le Victnam) n'offrant ni marchés ni ressources naturelles, un maintenant de saper l'aptitude de la nation nant de saper l'aptitude de la nation à protéger son approvisionnement vital en pétrole et la base énergétique de toute l'économie. » Et faisant écho su général Taylor, la revue suggérait que les Étaiz-Unis entreprennent de résifiemer leur influence dans le monde de manière à sauvegarder le « style de vie aménagé depuis la seconde querre mondiale » (15).

Ces idées étaient déjé largement répandues au Congrès et dans les grands organes d'information lorsque les étadiants militants iraniens prirent d'assaut l'ambassade américaine à Téhéran en novembre dernier. Dans les préoccupations stratégiques, l'OTAN céde la première place à la nécessité réafilmée de maitriser les et urbuiences » du tiers-monde. Cela ne signifie pas que le préparation à necessite rearrimes de mairiser les e turbulences » du tiers-monde. Cela ne signifie pas que la préparation à une guerre en Europe n'accapare pas une part importante du budget de la défense — les programmes intéressant l'OTAN représentent probablement 70 % au moins de toutes les dépenses militaires. Mais le souci de lutter contre les conflits dans le tiers-monde gagné du terrain, à la fois dans les esprits des stratèges et dans la production des armements. M. Haroid Brown explique ainsi le 26 janvier que, durant les trois précédentes années, l'accent avait été

Dans les revues...

El Pour la REVUE FRANÇAISE D'ETU-DES POLITIQUES AFRICAIRES, le « sujet du mois », d'est « L'Afrique, continent des réfugiés ». Les événaments d'Aste ont peut-être repousé dans l'ombre cette réalité que souligns d'entrée l'Ph. Ley-marie : dans le monde, une peusonne déplacée sur deux est africaine. Un dos-sier de cent pages, appuyé de documents, noursi d'une impressionnante bibliogra-phie, qui constitue le tableau domplet, sous tous ses aspects, de ce qui a les « dimensions d'un fléau ». (Janvier (der-nier paru), mensuel, numéro triple au prix non indiqué. — 32, rus de l'Echiquier, Paris-19-).

E Naissance d'un nouveau mensuel de politique internationale à Londrez, ISSUES, à l'initiative d'un groupe de journalistes et de charcheurs indépendants. Barry Cohen, Felicity Edholm et Erica Flegg forment l'équipe de direction. Au sommaire du premier numéro: la force américaine d'intervention rapide, l'or et le système monétaire international l'Afghanistan, El-Salvador l'Inde, le Vistnam, etc. Sur ce dernier pays, Gabriel Garcia Marques livre ses réflexions de voyage. (N° 1, avril, mansuel, 36 pence. — El Gillaspie Road, Londres N5 ill.N.)

auel, 50 pence. Londres No 1LN.)

mis sur la a capacité de combatire en Europe », slors que, « cette aunée, nous avons consacré une attention et des ressources spéciales à l'amétioration des moyens pour envoyer rapi-dement des effectifs et du matériel dans des régions de troubles potentiels comme le Proche-Orient, le golfe Persique et les mers d'Arabie » (16).

Pour répondre aux menaces ainsi perques, M. Brown fait des propositions très proches de celles qui furent formulées avant la guerre du Vietnam. Ainsi, à la « brigade de feu » de M. McNamara correspond flédèment la force d'intervention rapide de M. Brown qui servira, tout comme les forces spéciales (es « bérets verts ») avant elle, de force de frappe tous asimuts pour réprimer des troubles imprévus à l'étranger. Pour les acheminer outre-mer avec une puissance de feu adéquate, l'actuel secrétaire à la défense propose deux initiatives au titre du budget fiscal de 1981 : un nouvel avion de transport intercontinental baptisé C-X et une flotte de transport d'armes désignée sous le nom de « auvires de préposition-nement » (Maritime Prepositioning

Riposte et dissuasion

CETTE insistance sur la rapidité de l'intervention est l'un des aspects salilants de la nouvelle politique de M. Brown. Elle découle évidemment de la leçon tirée de l'expérience vietnamienne : le Pentagone redoute en effet un conflit prolongé dans le tiers-monde qui succitarait une vaste opposition dans le pays. Aussi les forces américaines s'efforceront-elles à l'avenir de dominer rapidement sur le champ de s'enforceront-eiles à l'avenir de dominer rapidement sur le champ de
batallie, de manière, pour reprendre
l'expression du général Maxwell Taylor, à « supprimer de tels conflits
avant qu'ils ne dépénèrent en quelque
chose de plus important ». Mais
quelles que soient ses motivations,
cette politique suppose une aptitude
à réagir automatiquement et à donner le signal du départ aux troupes
américaines dès le premier indice de
crise. L'administration américaine
estime d'affieurs que la force d'intervention rapide pourrait être utilisée
tant à des fins dissuasives — en
occupant le terrain avant que la
bataille ait pris toutes ses dimensions — que pour répondre à une sions — que pour répondre à une agression du fait d'autres pays. La signification de cette doctrine qui revient à metre en piace une « force de première fruppe » non nucléaire

ble. Naturellement, le C-X n'est rien d'autre qu'une version modernisée du C-5 A, tandis que le MPE, est la reproduction à toutes fins utiles des valsseaux FDL. de M. McNamara. Même le souserio d'intervention reste identique : au déclenchement d'une crise, la « brigade de feu » (aujour-d'hui la fouce d'intervention rapide) sera acheminée à bord de C-5 A (éventuellement les C-X) sur des aéroports de pays ainis, à proximité des zones de combat, et, là, elle recevra l'équipement lourd débarqué des valsseaux de la F.D.L. (ou M.P.S.) avant de se déployer sur le champ de bataille (17). Comme du temps de M. McNamara, la rapidité de l'acheminement est très importante : « Nos besoins, pour répondre à des crises hors de l'OTAN, déclara M. Brown le 27 décembre, concernent essentiellement contre, concernent essentiellement notre aptitude à déplacer les forces disponibles suffixamment vite et sur de vastes distances, de manière à désamorcer le conflit ou, si nous n'y réussissons pas, à l'emporter n (18). a été mise en lumière par M. Zbi-gniew Brzezinski dans un discours

Ships, M.P.S.) qui seront ancrés à proximité des régions de troubles potentiels dans l'océan Indien, en Méditerranée et dans la mer d'Ara-

ble. Naturellement, le C-X n'est rien

gniew Breednski dans un discours peu remarqué prononcé en décembre dernier devant le Club économique de Chicago: la force d'intervention rapide, dit-il, « nous domera la capacité de répondre rapidement, effectivement et MEME DE MANIERE PREVENTIVE (c'est nous qui soulignons) dans les régions du monde où sus intérêts vitaux pourraient être en jeu et où il n'y a pas de jorces américaines stationnées en permanence » (19).

en jez et du li ny a pas de jorces américaines stationnées en permanence » (19).

Mais le danger que comporte un tel projet est plus fort aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années 60, du temps de M. McNamara et du général Taylor. Car l'environnement stratégique mondial a considérablement évolué. En raison, d'abord, de l'expansion de la puissance soviétique. Même si la rhétorique du Pentagone n'était pas moins véhémente à l'époque pour dénoncer la « me na c e soviétique », l'U.R.S.s. n'avait guère la capacité de lancer des opérations militaires au-delà des limites du bloc soviétique. Tandis qu'elle dispose aujourd'hui d'une vraie marine inter-océanique et d'une flotte de transocéanique et d'une flotte de trans-port aérien appréciable — elle l'a montré avec ses vols de ravitaillement à destination de l'Angola, de l'Ethiopie et du Vietnam. En outre, à partir de ses territoires avancés en Asie centrale, l'UR.S.S. peut acheminer d'importantes forces par voie de terre vers d'éventuelles aones de conflit au Proche-Orient (c'est ce qui s'est produit an Afghanistan). Personne ne peut primité certes l'inisonne ne peut prévoir, certes, l'ini-tiative que prendrait Moscou en cas de crise en Afrique ou au Proche-Orient; mais, de toute évidence, aucun scénario de conflit ne peut ignorer la possibilité d'une réaction militaire soviétique.

D'autres adversaires éventuels ont, eux aussi, aceru leur potentiel de combat au cours des vingt dernières années. Grâce, en majeure partie, aux armes achetées aux grandes pois-sances industrialisées — la France, les Etats-Unis et l'U.R.S.S. notam-ment — bien des armées du tiersment — blen des armees du tière-monde sont aujourd'hui équipées du matériel le plus perfectionné. De 1973 à 1978, par exemple, les pays du Proche-Orient ont à eux seuls acquis 8 758 tanks et canons autopropulsés, 8 624 véhicules blindés, 1 614 avions de combat supersoniques et 10 917 missiles sol-air (20). Cels signifie que joute force expéditionaire envenies missiles sol-air (20). Cela signifie que toute force expéditionnaire envoyée dans ces régions risque de se heurter à une résistance bien plus grande qu'il y a dix ans, ou même cinq ans. « Si on commence à évoquer le milieu des années 80, laisait observer récemment un fonctionnaire du Pentagone, on ne peut plus parier de barbares aux couteaux. « Bien des armées du tiers-monde, en effet, « ont tout un lot d'équipements militaires (...) et, pour stabiliser une région, nous ne pourrons pas nous contenter de montrer pavillon » (21).

M. Hannéd Brown est conscient de

trer pavillon » (21).

M. Harold Brown est conscient de ces nouvelles réalités. « Nous decons reconnaître, dit-il, la sophistication et la puissance de feu croissantes des forces du tiers-monde concues sur le modèle soviétique auxquelles no us pourrions être confrontés » (21). Pour régler ce problème, il propose d'inclure dans la force d'intervention rapide à la fois des divisions « légères » pouvant se rendre maîtresses des ports et des aéroports, et des divisions « lourdes » capables, quant à elles, de battre des unités blindées ennemies. Cependant, il reconnaît que même cette combinaison peut se révêler inadéquate sur certain a champs de bataille : dans une série d'instructions à haut niveau, des responsables du Pentagone ont fait savoir que les Etats-Unis pourraient avoir à utiliser des armes nuclèaires

tactiques pour empêcher l'anéantis-sement de forces américaines enga-gées en Iran ou au Pakistan pour arrêter une poussée soviétique (23).

Des forces américaines envoyées au Proche-Orient pour préter secours à quelque potentat pourraient être exposées à l'attaque des forces (equipées par les Soviétiques) de l'un des regimes arabes progressistes — tel pees par les soviet ques de l'un des régimes arabés progressistes — tel le Sud-Yèmen — au risque de déclen-cher une riposte automatique des Etats-Unis contre ce pays, et qui pourrait alors entrainer un embargo sur le pétrole et une intervention soviétique. A ce point, tout devien-drait possible, y compris une troi-sième guerre mondiale.

Pour blen des gens, la mise en place de la force d'intervention rapide et la nouvelle ligne de confrontation entre « riches » et confrontation entre « riches » et « pauvres » viennent à point pou realmer le sentiment de frustration face aux récentes crises en Iran et en Afghanistan. Mais aussi grande que soit son efficacité pour répondre à une menace militaire bien définie qui mettrait en péril les intérêts américains et occidentaux, la force d'intervention rapide ne peut rien pour résoudre les problèmes de fond qui sont à l'origine des troubles actuels au Proche-Orient. Al Breezinski luimème le faisait remarquer l'an dermier : « l'enter d'arrêter ce qui ne peut être arrêté — tenter de faire obstaêtre arrêté — tenter de faire obsta-cle aux changements inétuctables dans le domaine politique, économique et social — cela reviendrait à condamner les Etats-Unis à l'isolemen l'impuissance politique » (24).

MICHAEL T. KLARE.

(15) «The Decline of U.S. Powers, Butiness Week, 12 mars 1979, pp. 36-42.
(16) Harold Brown, conférence de presse donnée au Pentagone le 26 février 1980.
(17) Pour plus de détails, voir The Washington Poet. 6 décembre 1979, et The Wall Street Journal, 6 décembre 1978.
(18) Harold Brown, conférence de presse à la base sérieans de MacDill, Floride, 27 décembre 1979.
(19) Ct. Chicago Sun-Times, 26 décembre 1979.
(20) U.S. Arms Control & Disarmament Agency, World Military Expenditures and Arms Transfers, 1968-1977, Washington, 1979, p. 180.
(21) Ct.: The Wall Street Journal, 6 décembre 1979. cembre 1979. (22) Brown. Dod FYEI, p. 150. (23) The Washington Post, 5 Sévrier 1980. (24) Zbigniew Brzeginski, déclaration dévant l'International Platform Associa-tion, 2 août 1979.

tiers-monde

tellus qui ave persite dentre Desg un acci en 1990 dens a il suggion que Count en Burre bis tous de pro-the st region, a Book s dis

El La nouvelle revus AMERIQUE L'ATINE correspond à un besoin réel : fournir à un public cultivé uns publication à caractère saientifique qui fait appel à la collaboration de spécialistes français et latino-américains. Le premier numéro est centré sur un dosaier d'uns quarantaine de pages consacré au rôle des firmes transnationales dans l'agriculture, avec des études de cas portant sur le lait (Brésil, Pérou, Colombie), la viande (Argentine et Amérique centrale)

3473355

The street of th

■ L'EUROPE, LA CRISE ET LA GUERRE: tel sera la thème du colloque annuel de l'Association française da recherches sur la paix (ARESPA) qui se tiendra à Paris les 19 et 20 avril. Les débats porteront sur les risques de guerre engendrés par la crise actuelle du capitalisme, à partir d'analyses économiques, industrielles, socio-politiques et stratégiques. (Pour tous renseignements: ARRESPA, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06. Tél.: 544.39.79, poste 333.)

Prochains colloques

● IE NOUVEL ESPACE CHINOIS?

A l'occasion d'un colloque organisé
les 24 et 25 avril par le Centre de
recherche de l'université Paris-VIII,
dans le cadre de l'unité pédagogique
d'architecture n° 6, et sous la direction de Xavier Luccioni et Philippe
Jonathan, les participants s'interrogeront sur la « voie chinoise du développement » et ses effets sur la transformation des villes et des campagnes.
(Unité pédagogique n° 6, 144, rue
de Flandre, 75019 Paris.) • LE NOUVEL ESPACE CHINOIS ?

et le soja (Mexique). En outre, les arti-cles de Jean-Marc Von der Weid sur les limites de l'ouverture politique su Brésil et d'Albert Meister sur l'évo-lution du e modèle péruvien » méri-tent en particulier de retenir l'attention. Le revue est publiée par le Centre de recherche sur l'Amérique latine et le tiers-monde. (N° 1, trimestrie, abonne-ment annuel 118 F. = 15, rue des Jefi-neurs, 75062 Paria.)

meura, 75962 Faria.)

El SIN CENSURA (« Sans censure »)
est un nouveau mensuel d'analyse et
d'information sur l'Amérique latine, avec
un double siège à Washington et à Paria.
Son objectif est d'apporter une information pluraliste sur l'hémisphère,
notamment sur les pays du cône su d
soumis à des diotatures militaires. Ditigée par Carlos Gabetis, la revue publis
dans son deuxième numéro des déclarations de Jacques Chonohol, une analyse
de la signification du prochain voyage
du pape au Brésil, uns évaluation de
la situation au Salvador et, aurtout, un
très long entretiem avec Richard Feinberg, haut fonctionnaire du département
d'Etat qui, de mai 1977 à janvier 1980,
diriges la section de planification politique pour l'Amérique latine et les
Caralbes. (1, rue Geoffroy-Marie, 73889
Faris.)

Paris.)

E Une nouvelle publication de l'Institut françals d'Haiti : RECHERCHES-HAITENNES. Ce premier numéro, établi par P. Finchon, présente et commente des documents sur les « aspects du racisme au siècle des Lumières ». Le prémier volét montre « un négociant juif et ses deux ecolaves nègres à Paris », et le procès qui s'ensuit, le premier syant fait imposer au fer rouge sa marque de propriété sur les seconds, dont une jeune fills de dix-huit ans. Le deuxième volet, en matière de compensation, flustre quelque chose comme l'étoils jaune su temps des Lumières et l'antisémitisme de Voltaire. (N° 1, périodicité non firée. - LFH., BP. III, Fort-as-Prince, Haiti.)

E Finsieurs articles sur la construc-

El Fiusieurs articles sur la construc-tion suropéenne dans PROJET. Sylvain Lage y apporte d'utiles précisions sur la Confédération européenne des syn-dicats (C.E.S.) où, a pensonne ne le conteste, le TUC a les effectifs les plus nombreux et le D.G.B. les finances les plus solides s. (N° 143, mars, mensus), 14 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

E L'évolution de l'autonomie en Cata-logne, Galice et Andalousie est analysée dans uns perspetites critique par TEAN-SICION, revue espagnole d'économie et de sociologie (N° 18, mars, mansuel, 159 pasetas. - Rambias, 138, 4°, Barce-lone.)

G e L'invité » de L'APPEL est M. Couve de Murville, interrogé sur l'actuelle poli-tique étrangère de la France. A propos d'un éloignement soudain du ceutre, ou centrisme, par rapport aux Etats-Unis : « Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pes d'avis quand ils out tort. » A l'intérieur, opposé à la réduction de la durée du mandat présidentiel, il pro-pose une solution : pas de second man-dat. Car, en effet, si sept ans c'est trop long, quatorse et même dix, c'est encore

plus long. (Février (dernier para), men-suel, 10 F. - 89, rue de Lille, Paris-7°.) M LA REVUE DES DEUX MONDES publie le long texte des réflexions que lui a destinées M. Valèry Giscard d'Estaing « Au retour de l'Inde ». Dans le même numéro, M. Constantin Caramaniis trace les perspectives de la politique étrangère de la Grèce. (Mars, mensuel, 17 F. – 15, rue de l'Université, Paris-1*.)

35, rue de l'Oniverse, l'aris-l'.)

31 Plus généralement arés sur le tiersmonde, la revue PEUPLES s'inquiète, cette
fois, du vienilissement de l'Europe, à l'Est
comme à l'Ouest. C'est pour mettré en
garde, dans sa présentation, contre toute
tentative des gouvernements d'intervenir
dans le droit de chacun à procréer comme
il l'entend. (Vol. 7, m² 1, 1969, trimestriel,
en français, anglais et espagnol, abonnement annuel: 5 livres. - 18-29 Lower
Regent Street, Londres SWIY 4 PW.)

Regent Street, Londres SWIY & PW.)

E ESOPE ouvre un dossier sur la démographie en Chine et les mesures draconiennes prises pour la juguier : de 1948 à
1978, la population aurait presque doublé.
Un document sur la « stratégie militaire
de Moscou pour la domination mondiale » :
précisons qu'il s'agit de la reproduction
intégrale d'un article paru récemment
dans deux journaux de Pékin : en chinois
et en français. (Février, mensuel, 18 F. «
12, rue du 4-Septembre, Paris-2*.)

E Dans EUROPE, J. Rolland de Reneville montre que l'informatique est una nise à mort de la culture. Du moins en serait-il ainsi si n'était informatisable dans uns culture que ce qui est automatisable. Une part ne l'est pas, quantitativement faible, mais en elle riside l'essentiel. Certes. Mais y a-t-il un marché pour l'essentiel ? (Férrier-mars, mensuel, 27 F. - 21, rue de Richelleu, Paris-1°.)

El, rie de Richellen, Paris-1".)

El L'ALTERNATIVE poursuit sa publication de témoignages personnels de disaldents de l'Europe de l'Est. Un historien
roumain résidant an Prance entreprend
d'autre part l'analyse de la politique officielle à l'égard des minorités nationales en
Roumanie. (N° 3, mars-avril, bimestriei,
15 F. - 1, place Paul-Painlevé, 75006 Paris.) El Le dernier numéro paru d'ETUDES INTERNATIONALES s'intéresse aux « nouveaux centres de pouvoir » dans les relations internationales: finance, pétrole, technologie y occupent una bonne place. (Vol. X. nº 4. décembre 1979, trimestriel, es numéro spécial: I dollars canadiens. – Presses de Paniversité Laval, C.P. 2447, Québec-Terminus, Qué, GIK 7P4.)

Québec-Terminus, Qué, GIE 7P4.)

E Dans CRITIQUES DE L'ECONOMIE
POLITIQUE, une étude d'Alain Asouvi qui
appréhende les conséquences du progrès
technique dans les rapports de production; plus particulièrement à la lumière
d'ouvrages récents qui prolongent la réflexion marxiste sur ce sujet, (N° 18, janvier-marx, trimestriel, 24 F. – 1, place
Paul-Painlevé, 75865 Paris.)

Es Villes éclatées s : sous les coups de la guarre civile — comme au Liben et à Managus — ou de la comentration industrielle — comme dans de « tranquilles petites villes de la « France profonde » : l'améciente revue HERO-DOTE entreprend, avec trois études sur ce thème, me recherche plus systématique sur l'évolution de l'espace urbain. (N° 17, premier trimestre, trimestriel, 28 F. – 1, place Paul-Painlevé, 75085 Peris.)

El Dans LES NOUVEAUX CAHIERS, Rachal Ernel s'interroge sur l'identité des marrance. Deux autres articles sont consa-crés sur juifs sépharades: l'un traitant du judaisme maghrébin « vingt ans après ». du judaisme maghrébin e vingt ans après », l'autre de la communauté de Tétouan. (N° 58, hiver 1978-1980, trimestriel; 15 F. -45, rue La Bruyère, Paris-9°.)

El QUESTIONS FEMINISTES (dirigée per S. de Beauvoir) célèbre « l'An X » du M.L.F. fondé en 1970, Deux questions sont posées : la première, sur l'appropriation du M.L.F. et la solidarité militante ; la se-conde, sur « l'utilisation d'un samissat de conde, sur e l'utilisation d'un samiziat de femmes soviétiques comma machine de guerre contre l'ensemble de la dissidence soviétique s. La revue publie des docu-ments sur l'affaire des féministes de Le-ningrad ; et sur l' e affaire de Bouen », après la c marche des femmes » du 6 octo-bra. (N° 7, février, trimestriel, 25 F. – Editions Tierce, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris-5°.) E LA NOUVELLE CRITIQUE a donc cessé de paraître, s'effaçant devant le nou-vel hebdomadaire du P.C. REVOLUTION. « Mission accomplie », est i me Francis Cohen an présentant le dernier numéro, axé pour uns bonne part sur la rétrospec-tive des trente et une années de vie de la rerue. (N° 130, janvier-février, 25 F. – 2, piace du Colenei-Fablea, 75949 Paris Cedex 19.)

2. piace de Colonel-Fablea, 75949 Fairs
Cedex 19.)

El L'HISTOIRE ouvre un procès —
contradictoire, il va sans dira, — celui de
Claude Manceron. La parole est donnée au
prévenu, avocat de lui-même. Suivent les
attendus des quatre juges. Pour François
Braudel, à qui la « nouvelle histoire » doit
beaucoup, les Hommes de la liberté sont
une « parfaite réussite». Pour Jefrity Kaplow, non moins « nouvel historien » mais
fortement idéologisé et américain par surcroît, c'est « une mauvaise leçon d'histoire ». A mi-chemin, J.-P. Bertaud; et
E. Le Roy Ladurie, qui prend à cette histoire un plaisir extrême. mais...— Dans le
même numéro, un autre cas, fort différent: Doriot, traité objectivement par
J.-P. Brunet; il introduit « an cœur du
fonctionnement et de la stratégie du P.C.P.,
dans les années 30. » (Mars, mensuel, 15 F.
Le Senii-La Escherche, 57, rue de Seine,
Paris-6°.)

E Sous le joil titre « Begarder ailleurs,

B Sous le E Sous le joil titre « Regauder ailleurs, construire le temps ». ERRATA propose, dans une mise en pages fort élégante, quelques réflexions pertinentes de sociologie de la vie quotidienne, en particulier, celle du philosophe Toni Arno sur « dispersion et unité ». (N° 17, mars, trimestriei, 12 F. – B.P. 458, 75356 Paria, Cedex 17.)

EARLICIES VARIES, DES CHENCES
D'ARTICLES VARIES DES SCIENCES
TECHNIQUES HUMAINES Voulent garder l'oil ouvert sur « les défis des annèes qui s'ouvent ». Les deux shèmes
du mois de mars sont « l'horison 2000 »
et « la dissidence ». (N° 11, mars, trimestriel, 18 F. » 6, avenue Léon-Heuzey,
75016 Parls.)

CINÉMA

D LE CINEMATOGRAPHE consecre un mportant dossier au cinéma stalinien, thème abordé pour la première fois dans la presse cinématographique française. (N° 55, mars, mensuel, 15 V. - 14, rue du Cherche-Midi, 75606 Paris.)

Cherche-Midi, 75806 Paris.)

El L'AVANT-SCENE publis le découpage intégral du film antinazi « l'Authentique Procés de Carl-Emmanuei Jungs, du cinéaste Marcel Hanoun, auquei la Cinémathèque française consacrera une rétrospective du 25 avril au 7 mai. (N° M2, février, bimestriel, 15 F. - 27, rue Saint-André-des-Arts, 75806 Paris.)

E Pascal Bonitzer analyse brillamment, dans les CAHTERS DU CINEMA, le film de Nagisa Oshima, « Nuit et Brouillard au Japon », sur le mouvement communiste. (N° 368, mars, mensuel, 18 F. – B, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.) El La société japonaise et ses filma, de 1959 à 1979, sont étudiés dans un impor-tant dossier (208 pages, 150 ill.) étabil sous la direction de Max Tessier, publié par CINEMA D'AUJOURD'HUI, (Nº 15, hiver, trimestriel, 33 F. – 38, rue Chanzy, 75011 Paris.)

El Tous les longe mètrages produits au Québec en 1978 sont répertoriés (fiches techniques et synopsis) dans COPIE ZERO. (N° 4, hiver, trimestriel, 3 dollars canadiens. - 335, boulevard de Maisonpouve est, Montréal, Québec H2Y IEI, Canada.)

Canada.)

El Dans LES DEUX ECRANS: une analyse des émissions enfantines de la télévision algérienne, et un réquisitoire très argumenté contre les mauvaises conditions de projection dans cartaines salles du paya. (N° 21. février, mensuel. 5DA - 7, boulevard Khemisti, Alger.)

E DROIT ET LIBERTE consacre un dos-sier spécial au thème « cinéma et racisme » à l'occasion du festival d'Amiens sur es sujet. A lire en particulier les textes de Rané Prédal et de Janine Euvrard, ainsi que l'entretien avec la réalisatrice sénéga-laise Safé Paye. (N° 389. mars, mensuel, 6 F. - 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris.)

El L'économiate Peter Willats se livre à une radiographie du cinéma ouest-alle-mand dans FILM/ECHANGE, où on lira

également une étude & Jean-A. Gill sur l'industrie du cinéma en Italie pendant la période fasciate. (N° 9, hiver, trimestriel, 40 F. - 79, Champs-Elysées, 75808 Paris.)

§ Dans LA REVUE DU CENEMA: une étude des rapports entre le cinéma et l'ethnologie et la sociologie, ainsi que des enquêtes sur la production en Hongrie et en Pologne. (№ 348, mars, mensuel, 12 F. – 3, rue Récamier, 75341 Paris, Cedex 67.)

BULLETINS PERIODIQUES

S AFRIQUE AUSTRALE ACTUALITES : E AFRIQUE AUSTRALE ACTUALITES: réalisé par le Collectif de recherche et d'information sur l'Afrique australe (CRIAA), un nouveau bulletin mensuel donne des informations soigneusement sélectionnées en fonction de l'actualité. Les projecteurs sont braqués sur les conflits qui, au sud du continent, s'articulent autour de la politique du gouvernement blanc sud-africain. (N° 3, mars, mensuel, ce français su en anglais, abonnement annuel : 600 F. - 69, avenue du Maine, 75615 Paris.)

5 Dans le style clair et concis qui lui est propre, l'excellent bulletin L'ECONO-MUS EN QUESTION consacre un dossier à l'industrie sutomobile en France à l'industrie sutomobile en France à l'heure de la restructuration. (N° 12, janvier-mars, trimestriel, & F. - 6, rue Melingre, 75819 Paris.)

Ele Groupe de recherche et d'information sur la paix (CRUF), dans son bulletin ronéoté NOTES ET DOCUMENTS (domier nº 14), publie une étude sur a l'influence des militaires sur la prise de déclaion en URSS. ». Arié Zaks tente, en une vingtaine de pages, de dégagor les rapports entre armée et pouvoir, civils et militaires. (Bimensuel, 60 F belgez. - Chaussée Saint-Pierre, 141, 1048 Bruxelles.)

Le comble du vide

Dressant un bilan des ouvrages

Dressant un bilan des ouvrages politico-philosophiques publiés en 1979, la revue Critique annonce, dans une brève introduction : « Plus l'assietie reste vide, plus le menu affiché à la porte est prétentieux. Le vide est alors à son comble. » Avec riqueur et agulté, six articles en jont, en quelque quatre-print dir rappes une éliquele. contaic. ** Avec rigueur et aguitte, six articles en jont, en quelque quatre-vingt-dix pages, une éblouissante démonstration. Le trait peut parfois paraitre cinglant, tant on a pris l'habitude de se montrerindulgent pour l'improvisation, le superficiel, la compilation, la magie des mots. Manié avec finesse, le scalpel n'en est pas moins cruel; sans anesthésie. Il fouille aussi bien les livres de Macciocchi, Elleinstein, Gauraudy on Attali que ceux de Bernard-Henri Lévy, Alain de Benoist ou Poniatouski. Ce dernier ne se voit pas seulement reprocher l' e inanité et l'enflure du style ministre a, mais aussi et plus concrètement des phrases comme : « La vérité n'est plus à notre droite ou à notre gauche, elle est au-dessus de nous. » Proche parenté avec cette formule de l'un des maîtres de la « nouvelle droite » : « A vrai dire, le soleil ne se lève ni à gauche ni à droite mais d'un seul coup au-dessus de nous. » Les collaborateur de Critique n'est en se leuranne de contant de Critique n'est est en leuranne de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en se leuranne de Critique n'est en la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la course de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la course de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de Critique n'est en la course de la contant de che ni à droité mais d'un seul coup au-dessus de nous... » Les collabo-raieur de Critique n'ont eu aucune peine à trouver d'égales imepties chez tous les auteurs qu'ils scru-tent avec une sauvage délectation. En ces temps de grand lavage de cerveaux, il faut lire cette revue par souci de salubrité. On y prend, en outre, un immense plaisir.

(1) Critique, nº 392, janvier 1980. Edit. de Minuit, 7, rue Bernard-Pallssy, Paris-8°.

9 9959 ATC and recording to the second Mr. Bern. W. de la for e affections . BANGER 474

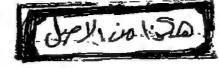
Sayradrome metham in ... distantian THE RESIDENCE OF State . . . in de a La province MILIONEE ---42. 57.4

and the second of the second o

CLINIQUE LA MÉTAIRIE CH-1260 NYON près GENEVE SUISSE

. Etablissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux

Lac Lémon - Tél.: 1941/22/61 15-81 Docteur G. W. Semodeni, médecin-directeur Chimiothérapie - Psychothérapie - Traitement des insomnies Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine psychosomatique Physiothérapie - Sports.



QUESTIONS SUR UN PAYS EN CRISE

L'Italie de la continuité et du désordre

"EST véritablement après sa mort que l'on s'est aperçu en France que Pasolini a vécu. » C'est ainsi que Philippe Di Meo commence un article sur les traductions récentes de l'uves de Pasolini de l'orde de codre d'uves de Pasolini de les de l lini, dans le cadre d'un dessier que la Quinzaine littéraire (1) consacre aux écrivains italiens. On y trouve des articles, des interviews et des textes traduits de poètes comme E. Montale, A. Zanzotto et I. Buttitta, de constant de la Calvina. de prosateurs comme I. Calvino N. Ginsburg, P.P. Pasolini, A. Savinio, L. Sciascia ainsi que V. Consolo, qui présente dans un entretien son extra-ordinaire roman le Souries du marin inconnu, traduit depuis peu aux éditions Grasses.

Depuis quelque temps, bon nombre de livres et de numeros spéciaux consacrés à l'Italie ont été publiés en France, qui témoignent d'une plus grande attention à la littérature

italienne.
On peut penser que c'est en raison
de la vitalité qui semble se dégager
des événements politiques qui secouent
l'Italie, volontiers présentée comme un
«laboratoire» de l'Europe de demain.
Mais il faut se demander si, plutôt
que le parfum de la vie, ce n'est pas l'odeur de la mort, la multiplication des assassinats, les prisons trop pleines qui suscitent un intérêt pour chercher non pas tant les germes d'avenir peut-être que les symptòmes d'une nouvelle défaite de l'espérance, L'attention pour les œuvres et les idées de Pasolini qui, avant son assas-sinat, étaient si eouvent méprisées ou attaquées est, à cet égard, exemod attaquees est, a cet egard. exem-plaire.

Ainsi, il existe de nouvelles raisons politiques et qui collent au présent, pour un «voyage en Italie » qui, jusqu'alors, se limitait à des motiva-

dans une société en prole à de ter-ribles soubresauts dont on ne sait s'ils sont de réveil ou d'agonie.

jusqu'alors, se limitait à des motiva-tions purement touristiques et cultu-relles : Venise, Rome, le soleil, Florence, la mer, l'archéologie, l'his-toire, l'aart de vivre »... Les éditions du Seuil publient à peu près simulta-nément dans l'heureuse collection « Petite Planète », exemplaire à bien des titres, deux petits livres, l'un de Servic Romano sur l'Italie, l'autre de Sergio Romano sur l'Italie, l'autre de Jacques Nobécourt sur Rome (2).

Sergio Romano est un diplomate qui demeura en poste à Paris pendant de longues années avant de regagner de longues années avant de regagner Rome récemment en qualité de direc-teur général des affaires culturelles au ministère des affaires étrangères. Jacques Nobécourt, quant à lui, a été pendant presque dix ans le corres-pondant du Monde à Rome. Ce qu'il y a de singulier avec ces deux livres, c'est que le regard du Français sur c'est que le regard du Français sur Rome s'efforce d'être un regard italien : en revanche, l'Italien semble voyager en Italie avec le détachement d'un étranger, et précisément d'un Français.

itinéraires croisés

IL en va probablement ainsi depuis toujours, et certainement depuis Stendhal : les Français trouvent en Steinmai : les l'apsisement à une sorte de nostalgie de baroque, de lignes courbes et brisées, de multiplicité culturelle et d'histoire qui s'accumule, se stratéfie sans jamais s'accomplir dans un dessin définitif, où l'organisation de la ville et celle du pouvoir expriment une hiérarchie centralisée et durable. Les Italiens, au contraire, cherchent Les Italiens, au contraire, cherchent en France une satisfaction à leurs aspirations vers les choses rationnelles, les rues rectilignes, l'« Etat qui fonctionne ». Certains Italiens, du moins, qui appartiennent à une petite Italie intellectuelle, essentiellement minoritaire, dans la tradition des philosophes éclaires et progressistes comme Cattaneo, ou des libéraux conservateurs, comme Croce, ou comme Service.

Jacques Nobécourt donne d'emblée un avertissement : «Chacun parie d'une Rome, la sienne, redisant les mêmes mots, démasquant la même histoire.» Il ne cherche pas à fournir un «guide» de Rome, même si, au long de sa méditation, les informations historiques, anecdotiques, cri-tiques sur les divers monuments s'accumulent et constituent un riche tableau historique. Son choix est
plutôt celui du portrait, et d'un
portrait qui n'est même pas «objectif», mais qui, au contraire, est reveru
de l'intérieur, à travers une clef qui est précisément révélée par l'écriture : la nostalgie. La structure du livre est musicale, elle-même par «thêmes», «mouvements», scandes par des mots qui tous, et non sans artifices parfois, commencent par la syllabe AL (comme alpha et aleph) : Allusions, Allégeances, Alleu, Allitérations...; et Par FERDINANDO SCIANNA

ses chapitres sont comme les varia-tions sur un même thème sympho-

A mesure que la lecture avance, une Rome se construit, qui est la Rome de Nobécourt, mais où chacun peut trouver une image, un jugement, une notation qui correspondent à sa Rome personnelle. Rome engluée par le sirocco. Rome glacée par la tramon-tane. Rome emportée par la spécula-tion immobilière : « Un vide où ne tournoient plus que les signes de la déseppérance. » La lenteur de Rome. desespérance. » La lenteur de Rome.
Où « l'assoupissement progressif de l'activité a javorisé l'empâtement de l'activité a javorisé l'empâtement de l'administration et celle-ci, par inefficacité, a aggraré la crise politique ».
Vollà une notation « à la française », qui se retrouve soudain chez Sergio Romano soulignant, lui, que les fonctionnaires, qui travaillent mal, ont tous, cependant, un second travail — les fonctionnaires ne sont pas les couls — sur leouel à la fin du mois. seuls, — sur lequel, à la fin du mois, ils ne paient pas d'impôts. Et il se demande combien de milliards de lires échappent ainsi à l'Etat. Beaucoup, assurément. Du moins ces salaries assurement. Du moins ces salarles paient-ils des impôts sur leur premier salaire. Mais ceux qui les emploient au travail noir? Et comment se fait-il qu'on ait tellement favorisé ce phénomène du travail noir dans un pays qui est en crise économique? A un point tel que, desormais, on en célèbre très officiellement les mérites, comme structure de cette «économie submergée» qui maintient le pays à la surface. Et c'est Romano lui-même qui, dans son chapitre sur le travail, trace ce tableau contradictoire où coexistent les gens qui ont un double travail et les gens qui ont un double travail et les masses de jeunes chômeurs, « le marais obscur où la violence plonge ses racines », proies « de brumeuses philosophies antiproductivistes et à la recherche d'improbables paradis idéo-

Mais, si Nobécourt analyse les formes de la lenteur, le folklore fanfaron des gens du trastevere ou de la
petite délinquance des bourgades de
banlieue, Romano, une fois arrivé à
Naples, décide « qu'il jaut tourner le
dos au joillors napolitain». Son
voyage en Italie est limpide, rationnel,
sélectif, et méliant à l'égard du « trop
humain ». L'excellent historien qu'il
est (il a publié récemment une His-

toire d'Italie, également aux éditions du Seuil), analyse avec vivacité et précision les phases et les raisons de l'évolution fragmentée, moléculaire, centrifuge d'un pays qu'un siècle d'unité n'a pas réussi à faire devenir une nation cohérente, rationnelle, européenne. Puis comme s'il oubliait tont cels il nous entraine à travers européenne. Puis comme s'il oubliait tout cela, il nous entraine à travers la péninsule, en portant sur l'Italie le regard d'un homme qui a une certaine léée et un certain sens de l'Etat, qui ne correspondent presque en rien à ce qui se passe et à ce qu'il voit. Les effets en sont singuliers et souvent stimulants. De même, il y a quelque chose de stimulant dans son attitude, un peu ironique, de mémorialiste ou de voyageur du dix-huitième siècle, qui prend des notes, ou qui trace des portraits rapides, avec le plaisir de quelqu'un qui imagine déjà

l'effet qu'ils produiront cent ans plus tard.

Lorsque, par exemple, il décrit en quelques lignes l'ancien président du conseil et «chef historique» de la démocratie chréttenne, Giulio Andreotti, qui accompagnait De Gasperi à la messe chaque jour. «Il conti l'habitude de s'entretent avec le curé rendant que le président du conseil l'habitude de s'entretenir avec le curé pendant que le président du conseil parleit à Dieu. » « C'est exact, confirme Andreotti, mais le curé, lui, m'écoute. » Ou lorsqu'il derit les patrons de la grande industrie italienne : « Riches, parce que les grandes responsabilités comportent le poids d'une grande richesse, ils traversent ou mouen due italien sur une conseil de la confirme de mouen des italien sur une confirme de mouen des italien sur une conseil de la confirme de mouen des italien sur une confirme de la confirme de mouen des italien sur une confirme de la confirme d ponas a une granue richesse, us tra-versent ce moyen de italien sur une roule perpétuellement encombrée de clients, de postulants, de détrousseurs, avec une suite de gorilles, de secré-taires, de chanceliers et de jongleurs.»

Déchirement et inquiétude

DRENANT ses distances par rapport à la douceur des places asymétriques, des fontaines baroques, à la spiendeur de l'ocre sur les façades des palais, aux séductions culinaires, c'est une approche différente, plus déchirée et plus inquiète que propose la revue Change, dans un numèro spècial consacré à l'Italie (3). L'accès proposé est celui de l'avant-garde poétique et littéraire d'aujourd'hui, ou de certains classiques emarginaux » tels que Landolfi ques « marginaux » tels que Landolfi ou Gadda, dont est publié ici un essai extremement savoureux sur Jean Genet, ou celui de l'actualité poli-tique la plus brûlante, le terrorisme,

Le sommaire de Change cite les poèmes et les textes de certains pro-tagonistes du « Groupe 63 » qui, voilà dix-sept ans, partisent en guerre contre l'establishment culturel italien et qui, maintenant, sont «magnifi-quement dispersés ». Dispersés, assu-rément, mais magnifiquement? Nous ne saurions suère «sortimer de jurgerément, mais magnifiquement? Nous ne saurions guère exprimer de jugement sur leur production poétiquement, a professeur d'une grande clarié et poète très obscur», se retrouve député communiste et gardien du conformisme idéologique du parti, tandis qu'aux antipodes Nanni Balestrini est maintenant théoricien de l'autonomie prolétaire, recherché pour constitution de groupe armé.

Aldo Tagliaferri analyse une polémique entre Sanguineti et Leonardo Sciascia, auquel le poète plémontais reprochaît de ne pas savoir se plier au rôle de sentinelle du bidon d'essence » (métaphore malheureuse qui était en vogue sous le fascisme), de la classe ouvrière, incarnée naturellement par le P.C.I. L'écrivain sicilien répondit que le vral problème était de savoir si on avait le droit de regarder dans le bidon et que, pour sa part, il avait osé le faire et s'était aperçu qu'il était vide. Mais peut-être que Sanguineti— comme Baiestrint, chacun à sa façon—cherche dans une engagement politi-que éxalement dépontry de critime que également dépourvu de critique, « aux côtés de la classe ouvrière », des compensations à une pratique littéraire élitiste et obscure.

Change publie également une s'interpention écrite pour un lecteur étranger s' du professeur Toni Negri. C'est-une lettre écrite du quartier de haute surveillance de Paimi. Le texte est daté d'août 1979, et donc avant ce mois de décembre de l'année dernière où de nouvelles accusations sont vennes s'ajouter à colles qui evelent. mere ou de nouvelles accusations sont venues s'ajouter à celles qui avaient déjà conduit en prison ee professeur de philosophie politique de l'université de Padoue et d'autres accusés (c'était en avril 1979). Depuis un an Toni Negri est désigné comms le Gros Méchant, l'unique et grand esprit malfaisant du terrorisme italien.

Ce texte qu'il a écrit en prison est naturellement partial et partiel : que peut-on attendre d'autre d'un homme placé dans sa situation? Mais peut-être, précisément en raison de la nécessité de se faire comprendre par un « lecteur étranger », il est plus clair, dépourvu de la lourdeur habituelle et de ce caractère fumeux qui enveloppe ses écrits théoriques. Negri présente son analyse d'un désordre italien qui est, selon lui, « la somme d'une crise des institutions et des politiques constitutionnelles, et, d'aud'une crise des institutions et des politiques constitutionnelles, et, d'autre part, la résultante d'un mouvement prolétaire qui n'accepte pas l'état actuel des choses ». En ce sens, il estime qu'a aujourd'hui, en Italie, on peut et on doit parler d'une tendance sous-jacente, mais effective et puissante, à la réjorme de la Constitution. Nous sommet sans doute à la veille d'une « deuxième République ». Et c'est hien possible. Mais avec quel de Gaulle?

Bien entendu, avec les autres accusés du 7 avril, Negri dit qu'il ne croit pas que les rapports de force actuels rendent possibles des solutions très neuves par rapport à celles qui ont déjà été expérimentées dans d'autres pays à un stade capitaliste avancé, et que en tout état de cause, on ne peut certainement pas concevoir de nouveaux équilibres davantage orientés à gauche. Cela ne l'empêche pas de parler d'un vaste déploiement de la lutte de classe sur tout l'horizon social, avec des caractéristiques de forte autonomie. Et il cite des pays où règne un climat fortement conflictuel, comme la Grande-Bretagne ou où règne un climat fortement conflic-tuel, comme la Grande-Bretagne ou les Etats-Unis, sans voir que, dans ces pays précisément, la forte comba-tivité ne correspond pas du tout à cès perspectives, ni à une voionté de changements politiques radicaux. Negri soutient, en substance, que l'appareil répressif de l'Etat, avec la complicité du P.C.I., qualifie de chande armée » tous les mouvements, les comportements et les luttes prolé-taires qui se sont développés en marge des digues institutionnelles. Le fond politique de l'affaire est aussi là, il n'y a pas de doute; mais, contre Negri et d'autres accusés, et dans un contexte fort dangereux, certes, pour l'exercice des libertés démocratiques, on a aussi avancé des accusations, précises, relatives à de graves affaires de violence. Il est donc absolument nécessaire que l'on arrive le plus rapidement possible au procès, précisément afin de vérifier ce qu'il y a de vrai dans ces accusations précises, et s'il ne s'agit pas au contraire d'une obscure manœuvre afin de criminaliser tout ce qui s'est mis en mouvement depuis 1968 contre la dégradation du pouvoir politique et économique en Ilalie et en dehors de la ligne de compromis du P.C.L de la ligne de compromis du P.C.I.

Le numero de Change s'achève par un débat sur le terrorisme entre Tito Perlini, Emanuele Severino et Gianni Vattimo. Débat un peu schématique, qui ne fait qu'effleurer certaines des qui ne l'ait qu'ellieurer certaines des nombreuses questions posées par le phénomène du terrorisme. Quelques remarques méritent toutefois d'être soulignées. Celle de Vattimo, par exemple, qui, analysant la chute de la «croyance éthique et révolution-naire que représentait la foi dans le communisme en arrive à la constacommunisme », en arrive à la constacommunisme, en arrive à la consta-tation que e la politique devient tou-jours plus une technique de gestion ». Par exemple, « la « réunionite » géné-ralisée, après 1988, gérée par la démo-cratie chrétienne bien astucieusement — conseils de quartier, d'école, conseils en tous genres, — rend pour toujours inacceptable le discours sur la démo-cratisation généralisés ». Ou encore cette observation de Severino : «Le terrorisme pourrait créer le chaos en Italie aujourd'hui et pourtant il ne le state aujoura'mu et pourtant û ne le jait pas. Cinq mille personnes organisées pourraient renverser les institutions en Italie. On ne le jait pas. On détermine de la sorte une situation objective de doage, ainsi la charge destructive est administrée progressivement, en alternant tenant compte du degré de déve ment de la marche du P.C.I. vere le pouvoir. Il me semble qu'il existe un vide dans l'enchaînement des actes







les taxes en moins Peugeot en plus!

Le "plus" PEUGEOT, c'est d'abord la traditionnelle robustesse de voitures faites pour durer, adaptées à tous les climats et aux conditions d'utilisation les plus difficiles. Ces qualités, PEUGEOT les a maintes fois démontrées dans les rallyes...

Le "plus" PEUGEOT, c'est encore le prix... vous pouvez comparer. Confort pour confort, puissance pour puissance, standing pour standing – chaque modèle PEUGEOT devient le meilleur choix.

Le "plus" PEUGEOT, c'est enfin une organisation qui offre un large éventail de livraisons adaptées à vos exigences : à Paris, aux aéroports Charles de Gaulle et Orly, dans de nombreuses villes de France et d'Europe, ou encore en expédition directe dans votre pays de résidence.

Votre concessionnaire ou agent PEUGEOT est à votre entière disposition pour vous proposer la formule la mieux adaptée à votre cas personnel.

PEUGEOT
8.000 points de vente et de service dans le monde.

SODEXA filiale d'automobiles Peugeot (ventes diplomatiques) 26 rue Cambacérès 75008 Paris.

CAMERAS

dain un regain d'intérêt : d'importantes moni-festations culturalles fui sont entière ment consecrées, on Journées cinématographiques de Poitiers, tandis

lien suscite sou-

Ce reneuveux de sympathie se produit paradoxalement au moment au la cinémotographie transelpine conneit la crise la plus aigné de son histoire. Le public déserte mossivement les salles de cinéme qui ferment per containes tous les ans. Le nombre de films produits est actuellement de trois fois inférieur à ce, qu'il était il y a cinq aus, et le chômage dans le secteur s'est accru en proportion. Par eilleurs, la pénétration du film italieu sur les marchés étrangers fléchit fortement depuis deux ans ; dans le même temps, la diffusion des longs métrages américaines en Italia gagne sans cesse du terrain et, déjà, plus de la moltré des recettes vont dans les coisses des grandes compagnies américaines; en 1978, par example. des grundes compagnies américaines; en 1978, par example, les firmes américaines ent repatrié plus de 40 millions de dollers. L'économiste Renzo Rossellini expose ci-dessons les caractéristiques

Une crise à l'italienne

de cette crise et propose un certain nombre de remèdes pouvant, selon lui, mettre un terme à l'actuelle récession.

Divers facteurs spécifiquement italiens contribuent d'autre part à maintenir le maratme, notamment l'extraordinaire engouement pour les projections privées en super-8. On estime que trois Italiens sur dix possèdent chex eux une installation super-8 evec projecteur et écran ; cet abandant marché est fourni en films par des « pirotes » fort bien organisés, qui copient illégalement des longs métrages, volés, dans des laborataires clandestins. L'an dernier, quatre-viage-six films récents ent été « piratés » de la sorte, tirés à des décaines de millers de copies, et proposés ensuite par des revendeurs, pour un prix à peine supérieur à celui des places de cinéma, aux spectuteurs faisant le queue devant les salles. L'atmoenemo, aux spaciariens raisant le queue avent les soies. L'artice, espèce d'insécurité, entretenue par les grands organes d'information, encourage, du reste, les gens à rester chez aux; selon le police, plus de cinq cent mille Romains ent visionné à domicile des films « piratés » durant les vacances de l'âgues de l'en dernier; ce

Un autre phénomène qui affecte directement le cinéma est le sonnement souvage des stations privées de télévision ; il y en foionnement souvage des stations privées de télévision; il y au a plus de quatre cents en Italie, et quoique le nombre de récepteurs se mointienne stable — autour de treize millions — le quentité de filme diffusée par semaine a augmenté de façon spectaculaire; dans certaines villes, il s'agit d'une véritable explosion, ainsi, à Rome, si plusieurs stations émettent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et pessent jusqu'à six et huit films par jour. Des émetteurs privés, peu scrupuleux, sont allés jusqu'à diffuser des films vidée « piratés », elors que leur exploitation se poursuivait encore dans les solles d'axclusivité; la station TV-Emmanuelle, située dans la région d'Ancône, a été récomment condomnée pour evoir transmis suns autorisation des films comme Péché véniel, les Dents de la mer, Un bourgeois tout petit, petit, etc. Tout cela est de nature à dissuader les gens de se rendre dans les salles où le prix des places augmente de 20 % par an.

Enfin, un autre aspect de la crise concerne directement la réation ; face à une situation politique et sociale fort complexe, les cinéates la liens font présentement preuve d'une inhabituelle prudence; à la lumière des films récents, et notemment du grand nombre d'œuvres inédités que l'on put voir à Poitiers (permi lesquelles : les Lendemains qui chantent, de Poolo Pietrangeli; Maudits, je vous aimerai ! de Marco Talia Giordana, et Ne comptez pas sur nous, de Sergio Nuti), on peut affirmer que, dans l'ensemble, le cinéma itulien ne représente plus la réalité socio-politique. L'œuvre, forte, seuve et intéressante, de Salvetore Piscicelli, Imma-colqta et Concetta, constitue le seule exception remarquoble.

Aueun réalisateur n'e osé aborder dans un film, directement ou Aucun roussieur si à our doctur dans un rien, airectement ou métaphoriquement, l'affaire More; aucun film, non plus, n'a analyzé le phénomène des Brigodes rouges; des questions comme la terrorieme ou le chômage, qui hantent tous les asprits, ne sont abordées sur les écrens que de manière futile et désinvolte.

Il existe aujourd'hui une crise d'interprétation du réel. Le cinému Italien, qui s'est longtemps caractérisé par son engagement politique et su capacité à intégrer dans les fictions le réalité sociale, se trouve actuellement en état de fuite, de dérobade. Cette absence d'ingagement n'est certainement pas sons rapport avec le fuit que les spectateurs boudent aujourd'hui les films italiens.

IGNACIO RAMONET.

RENZO ROSSELLINI:

Autopsie d'un marasme

A crise du cinéma Italien est aujourd'hui d'une extrême gravité; une elmple donnée en révèle l'ampleur : il y a quinze ana, on comptait huit cente millions, de spectateurs par an ; lis ne sont plus actuellement que trois cents

Cette balsse radicale de la fréquentation s'ast produite en deux temps ; d'abord, vers 1960, à l'arrivée de la télévision, le nombre de speciateurs tombe très vite de huit cents milions à quatre cent trente millions; ensuite, vers 1975, la forte augmentation du prix des places (il passe, en moyenne, de 1 000 à 3 000 lires) provoque une deuxième chute de la fréquentation et réduit ce nombre & trois cents millions.

Un deuxième fecteur de orise tient à la fréquentation des sailes en fonction de la nationalité du film ; jusqu'en 1976, la répartition était-la suivante 1 40 % de epectateurs pour les films Italiens et 80 % pour les films étrangers, dont 36 % aux films américains. Actuallement, souls 28 % des spectateurs volent des films Italians tandis que 71 % vont voir des films étrangers, dont plus de 50 % des films américains. Alnsi, la moitié des recettes du marché italien profits direc-tement au cinéma américain (ce marché est devenu le dauxième en Europe pour la film américain, après l'Allemagne de l'Ouest); alors que l'industrie du film italien dolt se contenter d'à paine le quart. Dans de 'telles conditions, il n'est guère étonnant de voir diminuer en proportion les investissements dans le cinema Italian; la production est tombés

permis de remarquer l'inadéquation du parc des salles; dans leur très grande

Manifestations

cinématographiques

. A Perpignan, du 6 au 13 avril,

le 5º Pertival international de la cri-tique historique sera consacré au thème : « Le monde ouvrier vu par le cinéma ». Une cinquantaine de longs métrages sont au programme, entre

antres : Métropolia, Griacu, le Jeune Hitlérien Quez, Harlan County,

l'Homme de marbre. — Renseigne-ments : Confrontation, Palais des Congrès, 86000 Perpignan - Tél. : 81.62.54, poste 66.

o A Valence, du 8 nu 16 avril :
α Cinéma et Histoire ». Le thème, cette
année, est α Masculin Singuiler,
Images d'hommes dans le cinéma
d'Occident ». Trente-cinq films au
programme, sinsi que des α tables rondes » avec des cinéssies, des historiens.

des acteurs et des critiques. « Ren-

des acteurs et des critiques. — Ben-seignements : Centre de recharche et d'action culturalle, 7, rus des Sœurs-Grises, 26000 Valence — Tél. : (75) 43.42.33.

A Paris, du 12 au 20 avril 1
Pestival international du film ethnologique et sociologique. Des curves
de cinéma direct et de reportage,
cinéma du quotidien, documentaires

ethnographiques, cinéma d'interves-tion sociale, a living etmera a, ste, sero pt présentées, ainsi qu'une rétrospective des films de la ainéaste

rétrospective des films de la alnéasie hongroise Judith Elek. — Benstigne-ments : Centre Georgee-Pompidou

Tél.: 277.12.33. poste 4516.

• A Paris, du 11 avril au 1" mmi: le Second Festival international des films du tiers-monde présenters des films du tiers-monde présenters des longs-métrages du Pakistan, d'Afghanistan, du Bangladesh, de Birmanie, du Kenya, du Vietnam, d'Indonésie, de nombreur pays d'Amérique lutine et des Antilles. Il proposers également une rétrospective de l'œuvre de Bitwick Gathak, cinésste hindou mort mi?71. — Renseignements: 13, rue du Dragon, 7500e Paris — Tél.: 22.01.69.

Tél. : 277.12.33, posta 4516.

ce sont d'immenses cathédrales de mille card cents à deux mille places qui nent parlaitement aux films de grand epectacie (notamment américains) mals ne favorisent pas la projection des films européens, plus întimistes.

L'ARCHAISME des habitudes de finan-cement des films contribue également à la crise ; l'Italie est le seul pays au monde qui compte douze agences de sous-distribution régionale des films (en France, il y en a trois) : les coûts de diskribution sttelgnent alors 30 % des recettes. Il faut ajouter à cela l'immense enteur de la remontée de l'argent, de l'exploitant au producteur : en moyenne, dix-huit mois. Ce délai augmente le montant des agios payès aux banques, qui sont de 20 % l'an. Sur 10 france d'entrée, par exemple, 2 france vont au fisc, 4 francs à la salle, et le reste se partage entre la distribution et les agios gul premnent 2,5 F. If ne reste donc que 1.5 F pour le producteur. A titre de comparaison, en France, sur 10 france. 3.7 F. revienment su producteur. Quand la part de recette allant au producteur est si défavorable, elle décourage l'in-

Il faut dire aussi que la télévision participe, de manière dérisoire, à l'amor-tissement d'un film. Alors que le nombre de personnes qui le verront sur le petit écran (s'il) est diffusé par une des deux chaînes nationales de la R.A.I.) sera de vingt milions, la télévision n'intervient que pour 7 à 8 % de son coût; celui-ci devra s'amortir à 80 % dans les salles. avec un nombre de spectateurs vingt fois moindre qu'à la télévision.

Devant une telle situation, des remèdes s'imposent si on ne vaut pas voir disparaître la cinématographie Italienne. D'abord, il faut faire des films qui

puissent s'amortir sur un marché plus vaste que l'Italie ; il devrait être possible de créer des structures industrielles élargies à l'Europe du Sud; en Intégrant les marchés de la France, de l'Espagne et de l'Italie, on obtiendrait une « surface » de sept cent cinquante millions de spectateurs, ce qui permettrait d'améliorer la qualité des films et de concurrencer, su moine en Italie, les

il faut aussi faire entrer de plus en plus la télévision dans la production des films. En Italie, 5 % des programmes sont és par des films ; il faut donc que la télévision investisse en proportion, alors que, pour le moment, elle ne participe qu'à 0,8 %. Si on arrivait à 6 %.

Enfin, il faut rationaliser la structure de distribution en créant deux ou trois grands circuits de salles, avec deux ou trois centrales d'acquisition de films, Le 'coût de la distribution s'en verrait diminué et passerait de 30 % à 15 %. Ce transfert de 15 % à le production auf-firait, à lui eeul, à résoudre l'aspect économique de la crise. Il faut ausei accéiérer la remontée de l'argent : el on pouvait la réduire- de dix-huit à douze mols, on gagneralt 10 % d'aglos. Ce gain, ajouté au précèdent, ferait passer de la crise au bien-être.

I L y a donc deux explications aux diffi-cultés actuelles : conjoncturelles et structurelles. La première relève de la crise générale de la société italienne et Il nous est difficile, à nous hommes de cinéma, de résoudre ce problème, car Il dépend de la politique. Mals les autres déleuts sont amendables et il ne tient qu'aux responsables du cinéma italien de faire preuve d'une réalle volonté de rationalisation de l'industrie et de

(Propos requellils par I. R.)

TÉLÉVISION

L'invasion des stations privées

A prolifération galopante des émetteurs privés de télévision et la fin du monopole de la RAL (Radio-Televisione Italiana) sont des phénomènes culturels d'une importance capitale dans l'Italie d'aujour-d'hui. Ils résultent d'une longue battille de procédure.

d'hut. He résultent d'une longue ba-taille de procédure.

En décembre 1952, le gouvernement italien avait accordé à la R.A.I des droits exclusifs sur les émissions de radio et de télévision pour l'ensemble du territoire, et cela pour une période de vingt ans. Avant même l'expiration de os délai, le monopole n'était plus respecté, car des entreprises privées, suntout dans le Nord et le Centre, avaient installé quelque quatre cent dix-sept relais pour retransmettre les émissions des chaînes étrangères de Suisse, Monte-Carlo, Yougoslavie et Suisse, Monte-Carlo, Yougoslavie France.

A mesure que la date d'expiration des droits de la R.A.I. approchait, la mise en cause du monopole se fit plus véhémente. Le gouvernement, pour gavenemente. Le gouvernement, pour ga-gner du temps, prolongea les privilèges de la R.A.I. jusqu'à la fin de 1973. Mais dès le début de cette amnée-là un pre-mier réseau (privé) de télévision par câble se constitua.

câble se consitiua.

La première station privée apparut dans le Piémont, Télé Biella, et son exemple fut blentôt suivi par une trentaine de stations indépendantes. Dès mars 1973, le ministère italien des postes et télécommunications détida, par un arrêté, d'intendire les stations par câble. Télé Biella fut placée sous saisie. Cette décision déclencha une série de procès et certains irfiunaux déclarèrent l'arrêté du ministère « anticonstitutionnel » parce que tère «anticonstitutionnel» parce que contraire à l'article 21 de la Constitution italienne, qui stipule : « Il est reconnu à tous le droit de manifester reconnu a tous le troit de manifester librement leur pensée par la parole, par les écrits et par tous les autres moyens de diffusion. » En dernier ressort, la question fut soumise à la Cour constitutionnelle, qui, le 9 iniliet 1974, déclara que l'Etat conservait le monopole des transmissions a sur l'ensemble du autre à mais elle légalisait les stadu pays » : mais elle légalisait les sta-tions locales par câble et autorisait les stations-relais qui retransmettaient les émissions étrang

A la suite de cette décision, les stations par câble se multipliérent: on en comptait cinquante-cinq à la fin de 1974, surtout installées dans de petites villes ; leur exploitation, sou-vent assurée par des amateurs, allait cependant se révêler bientôt hasar-deuse en raison de difficultés écono-

cependant se révéler bientôt hasardeuse en raison de difficultés économiques et techniques.

Ausal, des 1975, certaines stations commencent à faire des essais, de transmission par ondes en utilisant les relais des chaînes étrangères. Le gouvernement en poursuit quelques-umes, des procès s'engagent à nouveau qui aboutissent, une fois encore, devant la Cour constitutionnelle.

Le 28 juillet 1976, elle promulgue son célèbre arrêt 1202 déclarant anticonstitutionnel (du moins à l'échelon local) le monopole d'Etat en matière de radio-télévision. Depuis cette décision historique, la quasi-totalité des réseaux par câble s'est converti à la transmission par ondes et les émetteurs privés se sont multipliés.

Actuellement, en plus des trois chaînes nationales (la troisième, à vocation régionale, a été lancée le 15 décembre 1979), l'Italie compte 408 stations privèes de télévision qui se répartissent ainsi : 162 émetteurs dans la région Nord. 137 dans le Centre (Rome comprise) et 119 dans le Sud. Cela fait la plus forte concentration mondiale, avec un émetteur pour 106 000 habitants (et pour 587 kilomètres carrés), devant les Etats-Unis, qui ne comptent qu'une station pour 250 000 habitants. Parfois, ces stations sont des entreprises économiques importantes. Sept d'entre elles représentent un investissement supérieur à un milliard de

d'entre elles représentent un investis-sement supérieur à un militard de lires: Antena 3, TAM et GBR. à Rome; Telemilano et Telenova à Mi-lan; T.V.S.-Telesecolo à Gênes et Teletorino à Turin. Viennent ensuite une cinquantaine de stations d'un coût de 500 millions. Le reste se divise en deux groupes égaux : de 100 à 500 millions, et moins de 100 millions. Ces stations vivent surtout de la publicité commerciale, qui assure une recette estimée, pour 1978, à quatre milliards de lires. Les sept principales stations en absorbent plus de 70 %. La publicité occupe 14 % du temps d'antenne en moyenne, mais certaines stations, comme T.V.R. à Palerme, lui consacrent jusqu'à vingt-cinq minutes par heure dans les tranches de grande écoute.

par heure dans les tranches de grande écoute.

A ces recettes de publicité, il faut ajouter celles que procure la location de temps d'antenne aux partis politiques, en particulier en période électorale. On calcule que les élections légis-latives et européennes de l'an dernier (toutes deux avaient lieu le 3 juin) ont rapporté plus de 600 milliards de lires aux stations privées. Cela malgré le fait que les principaux partis (particonnumiste, démocratie chrétienne et parti socialiste) disposent déjà dans les grandes villes de leurs propres stations. Dans le Piémont, par exemple, entre le 15 mal et le 3 juin, les tarifs étaient de 200 000 lires la minute, et d'un million de lires la tranche de quinze minutes.

CERTAINES de ces stations ont constitué des pools suffisamment puissants pour produire et exploiter des programmes de qualité, directement concurrentiels avec ceux de la télévision nationale. Ainsi une trentaine de stations ont créé la société G.R.T. (Gestione Radio Televisione, du groupe Rizsoil-TV.) pour produire des programmes aussi adaptés que possible au public des différentes tranches horaires: pour les jeunes cadres,

Paolo Mosca (éditeur de Play Boy en italien) obtient les confidences de per-sonnelités dans l'émission Dica 34, reprise par plus de vingt stations. Autres programmes très vendus: Portami Tante Rosa, interviews de couples célèbres par Enza Sampo et, pour la nuit, Playboy di Mezzanotte, magazine de variétés assez osé avec des numéros de night alvib et primit de verification. night-club et strip-tease.

Mais ce qui est le plus diffusé ainsi, ce sont les films; on estime que les vingt stations privées romaines offrent en moyenne trois cents films par seen moyenne trois cents films par semaine, sans compter les films transmis
par les émetteurs étrangers. Beaucoup
de films diffusés par les stations privées ont été acquis par elles illégalement, sans acquitter de droits d'aucune
sorte; grâce au magnétoscope elles
pratiquent en général la «vidéo-piraterie»; elles se copient les unes les
autres les longs métrages qu'elles programment. Pour décourager la piraterie, la RAL a d'ailleurs été
contrainte de « marquer » ses émissions par de petits spots lumineur.

L'avriènces des entitons reinées pa-

sions par de petits spôts lumineux.
L'audience des stations privées ne cesse de croître, elle atteint maintenant 10 %, tandis que l'écoute de la R.A.I. (maigré la récente mise en service de la troisième chaîne) règresse à 84 %, le reste de l'audience allant aux chaînes étrangères. Interrogés sur les motifs de leur désaffection pour la télévision nationale, 62 % de ces téléspectateurs citent l'abondance des films diffusés par les stations privées et 26 % la place plus importante qui y est faite à l'information locale.

Un livre de Claude Fléouter

«La mémoire du peuple noir»

«Le blues et né — dit Le Roi Jones — quand l'esclave africain Jones — quand l'esclave africain est devenu un esclave américain. » Chant de désespoir et de résignation, le blues, en effet, exprime la permanente difficulté d'être Noir en Amérique du Nord, et ailleurs.

Les rucines de ce lamento plongent jort loin, à travers le negro spiritual et le gospel, dans la mémoire du peuple noir afin de rappeler le plus long des holocaustes; la douleur, la tristesse et la plainte des générations arrachées à leur mère l'Afrique. Aujourd'hui encore, cette affliction de l'esprit, mise en chanson et en musique, se manifeste dans toutes les arciennes terres le plantations et de négriers;

manifeste dans toutes les anciennes terres in plantations et de négriers; en particulier, aux Biats-Unis, au Brésil, à la Jamaïque ainsi que, par un surprenant effet de feed back, au Nigéria.

Dans ces quatre pays, Claude Fléouter a recherché les blessures sonores des Noirs; partout, les paroles disent, avec la simplicité de l'authentique, la souffrance quo-

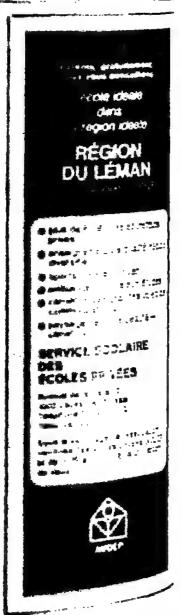
tidienne et la désolation des misé-reux. Mais cette musique est aussi,

reux. Mais cette musique est aussi, pour des hommes souvent victimes de la haine raciale, un signe d'identité, de reconnaissance, de répoite et de liberté

Des musiciens et des chanteurs joignent, dans ce livre, leurs voix déchirantes et fragiles à celle du narrateur de cette odyssée éclatée; griois d'une espèce différente, ils énoncent, hautement, l'ûme d'un peuple dispersé.

I. R.

(1) Claude Fléouter, la Mémoire du peuple noir. Albin Michel, coll. « Rock & Folk », Paris, 1979, 144 pages fliustrées. L'auteur a réalisé en même temps, sous le même fitre, quaire films sur ce sujet; fla ont été diffusé an France par FF2 (les 25 novembre, 2, 9, et 18 décembre 1979), ainsi que par les télévisions d'une dizaine de pays d'Europe, d'Afrique et d'Amérique. Un disque, avec les principales citations musicales, a été enregistré (référance ; EFC 398, discribution C.S.S.).



La Buttechi ton debut sign Vettimo the

Ministerine v Marity des Marity des

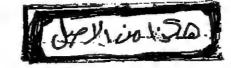
nates and the second se

Par energy

Latinas, toris

COMMENTA S





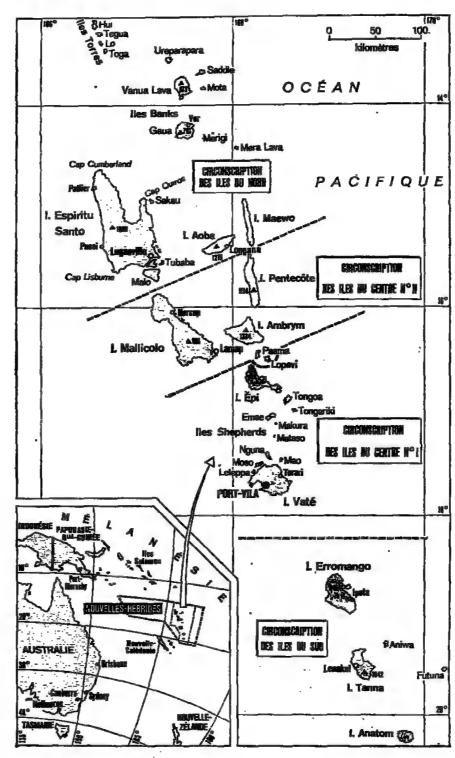
LES NOUVELLES-HÉBRIDES du condominium à l'indépendance

La mise en place d'un gouvernement d'unité nationale n'a pas fait disparaître les rivalités entre anglophones et francophones héritées du partage du pouvoir colonial

Par CHARLES ZORGBIBE

Le 14 novembre, les élections à l'Assemblée représentative des Neuvelles-Hébrides ont été sanctionnées par la très nette victoire du Yanuaakn party (angiophone), qui obtint les deux tiers des sièges au détriment de la coalition des groupes dits « modérés » (en majorité france-phones). Ainsi se treuve mise à l'épreuve la cohésien du peuple néo-hébridais, prefondément divisé culturellement par l'intervention conjointe de la France et de la Grande-Bretagne depuis le dix-neuvième siècle, et d'un État-archipel, géographiquement morcelé en treize grandes lles et une soixantaine d'Ilots, qui doit accéder cette année à l'indépendance. Le 29 novembre, un gouvernement monocolore (Vanuaaku) est constitué, sous la présidence du pasteur Walter Lini. S'estimant exclues du pouvoir, les minorités francephones des îles de Santo et de Tanna établissent des gouvernements de fait qui refusent de reconnaître l'autorité des nouveaux dirigeants de Port-Vila; les ministres originaires de ces deux îles sont même interdits de séjour dans leur chronscription... Un climat général assombri entoure désormais la naissance du neuvel État, prévue pour la deuxième quinzaine de mai; au risque d'influer sur l'ensemble des relations internationales dans le Pacifique sud.

Le 19 septembre, la Constitution du jeune Etat avait été adoptée à l'unanimité par le comité constitutionnel, composé des représentants de l'ensemble des forces politiques et organisations sociales. Un régime parlementaire de « style britannique » a été instauré — mais adapté au tiers-monde, à la manière des Constitutions des Salomon eu de Maurice. Charles Zorghibe qui, en tant que conseiller constitutionnel du gouvernement de Port-Vila, a été le rapporteur de la nouvelle Constitution, retrace ici l'évolution politique des Nouvelles-Héhrides deuis l'énouve du condominium.



INRENT les navigateurs. Le 1" mai 1606, Pedro Ferdinand de Queiros, « don Quichotte au soleil couchant de l'Espagne », est" persuadé d'avoir découvert ce continent austral qui, depuis l'Antiquité, hantait l'imagination du Vieux Monde : il déborque sur l'actuelle île d'Espiritu-Santo et y installe un gouvernement de dix-neuf « ministres » — mais l'aventure ne durera qu'un mois, rapidement brisée par la difficulté des relations avec les autochtones, les épidémies, les mutineries. Découvertes par erreur, les Nouvelles-Hébrides retombent dans l'oubli.

Cent soixonte ons plus tard, Bougainville redécouvre la « Terra Australis » et donne à l'archipel le nom de « Grandes Cyclades ». En 1774, James Cook débarque dans l'île de Maliicolo : « Je décidai d'afler à terre. Nous nous trouvaisses face à face avec quatre cents ou cinq cents indigènes armés d'arcs, de lances et de cassetéte... J'avançai seul, une branche verte à la main. L'un des hommes, qui semblait être le chef, donne ses armes à l'un de ses compagnons, prit une branche samblable à celle que j'avais et nous fimes l'échange »; il reconnaît Erromango, Tarno, les Banks, les Shapherds et dresse la première carte marine de l'archipel — qu'il baptise Nouvelles-Hébrides.

Suivirent, au XIX° siècle, les aventuriers : en 1826, Peter Dillon découvre les réserves de santal d'Erromango : le trafic des bois parfumés durera jusqu'en 1865, coûteux en vies humaines — l'intensification des rapports entre chercheurs de santal et tribus mélonésiennes n'allont pas sans malentendus tragiques... Entre-temps, les missionnaires étaient apparus : le révérend John William, de la London Missionary Soclety, est tué en 1839, le lendemain de son arrivée à Erromango; mais la mission presbytérienne parvient à s'implanter à Anatorn, puis dans les Ilas du sud et à Vaté, tandis que les Anglicans se réservent les iles du Nord; un demi-siècle plus tard, arrivent les catholiques de la mission prapriets.

Les premiers essais de colonisation sont le fait de planteurs de coton australiens, mais la chute des cours mondiaux après la fin de la guerre de Sécession ruine leur projet. Dès 1870, d'autres colons viennent de Nouvelle-Calédonie — parmi eux, John Higginson, catholique irlandais émigré à Nouméa, qui fonde en 1882 la Compagnie calédonianne des Nouvelles-Hébrides, achète plus de 300 000 hectares de terre aux commergants anglais et aux tribus mélanésiennes, et rêve de rattocher l'archipel à la France,

Ingérence progressive

R IVALITES des missions protestantes et cotholiques, concurrence des entreprises commerciales et des exploitations agricoles françaises et britanniques, vulnérabilité des situations privées du fait de l'absence d'autorité étatique : la France et la Grande-Bretagne ne sont intervenues aux Nouvelles-Hébrides qu'à leur corps défendant; la formation du condominium résulta moins d'un compromis entre deux volontés d'expansion coloniale que des réticences des deux Etats à suivre leurs champions locaux — missions prespytériennes pour Londres, Compagnie calédonienne pour Paris — dans leurs demandes d'annexion. Et l' « ingérence » ne fut que très progressive — des déclarations réciproques de désintéressement

(1878) au système répressif conjoint (1887) et à la prise de possession commune (1906).

L'échange de lettres de 1878 semble avoir été suscité par l'agitation entretenue en Australie par le révérend J. Paton, chef de l'Eglise presbytérienne des Nouvelles-Hébrides. Le 15 janvier, l'ambassadeur françois à Londres fait savoir que son gouvernement n'a pas « le projet de porter atteinte à l'indépendence des Nouvelles-Hébrides »; le 26 février, le secrétaire au Foreign Office répond « qu'il n'est pas dans les

intentions du gouvernement de Sa Majesté de proposer au Parlement des mosures qui seraient de nature à modifier la situation indépendante où se trouvent actuellement les Nouvelles-Hébrides ». Euphémisme : l'allusion à l'« indépendance » de l'archipel est bien fictive; elle a surtout pour but d'écarter les prétentions éventuelles d'une tierce puissance. Reste que l'accord de 1878, s'il reconnaît aux deux puissances des droits égaux, les condanne à un régime d'inaction politique.



De fait, le « désintéressement réciproque » n'est pas sans inconvénient : pour les missionnaires et les colons, l'Insécurité est maintenue; pour les recruteurs de maind'œuvre, le champ reste libre. En mai 1886, des forces françaises débarquent dans les îles de Vaté et de Maili-

colo afin de réprimer les crimes commis par les autochtones contre les colons français; réuni en session extraordinaire, le Conseil général de Nauvelle-Calédonie demande au ministre de la marine l'« aunexion immédiate et sans condition » des Nouvelles-Hébrides. L'inquiétude est vive en Australie ; l'opposition de l'Angleterre à une telle annexion est déterminée. Encore faut-il rechercher le compromis qui permettra aux deux puissances d'assurer la sécurité de leurs ressortissants : c'est l'œuvre de la convention franco-britannique du 16 novembre 1887, complétée par une déclaration et un règlement du 26 janvier 1888. Une commission navole mixte, composée de deux officiers de marine français et de deux britanniques, est constituée; elle est chargée de a maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des sujets britanaiques et des citoyens français dans les Nouvelles-Hébrid Sa présidence revient alternativement à l'officier commandant les forces navales françaises dans l'archipel et à son homologue britannique. Toute action isolée des forces navales de l'un des deux Etats est, en principe, exclue: « Aucun commondant de bâtiment, soit anglais, soit français, ne pourru engager une action indépendante ou isolée. = Subsistent les inévitables cas d'urgence, mais enserrés dans des conditions très précises.

Protéger les nationaux

La convention de 1887 trace la première ébauche d'une autorité publique organisée. Mais cette autorité conjointe n'a qu'une compétence répressive limitée : selon Algin Coret, « ce m'est certes pas une mission générale de maintien de l'ordre que les deux puissances s'attribuent dans l'archipel, mais une mission de rétablissement de l'ordre dans la mesure où ce dernier aurait été troublé au détriment des seuls nationeux français ou britanniques établis dans l'archipel. C'est ce qui explique, par exempla, qu'un Etat tiers ne sauroit invoquer la responsabilité internationale de la France et de la Grande-Bratagne en réporation du préjudice subi par un de ses nationaux établi dans l'archipel, du fuit des autochtones = (1). Ainsi s'agit-il simplement d'« un nous des États signataires sur une terra nullius : ries se s'oppose juridiquement à ce que catte re soit annexée par une tierce puissance après la signature de la convention ». Nicolos Politis avait qualifié d'« expédient » l'institu tion de la commission navale ; « Intervenant sprès le commencement des désordres, la commission navale procédait sur la tribu présumée coupable à une répression nommaire qui, si elle pouvait parfois être un acte de justice, ne produisuit prusque jamais cette impression aux indigênes poursuivis. Elle laissoit au contraire à leurs esprits simples une vive irritation qui les portait au premier prétexte à de nouveaux actes de souvage vengoance... D'autre port, la compétence de le commission était enservée dans d'étroites limites : elle se s'éteudoit par eux crimes et délits des colons ; elle était formellement exclue en matière de différends relatifs à la propriété des terres. Double lacune, dont l'une assurait aux colo une scandaleuse impunité et dont l'autre laissoit subsister la principale source des conflits entre Français et Anglo-Australiens > (2). Critiques acérées des commentateurs, mais aussi des principaux intéressés, qui tentent de combier un vide juridique persistant. En mai 1889, les colons français, regroupés autour du planteur Chevillard

créent la municipalité de Franceville, à Mélé, sur l'île de Vaté: le maire fait fonction de juge de palx, et le conseil municipal de cour de justice — mais cette organisation sera dissoute par la commission navale. En 1891, dans les îles de Banks, les missionnoires anglicans suscitant des assemblées de village, chargées de défendre les intérêts des populations autochtones; dans le même temps, les presbytériens ressemblent en deux « circonscriptions » les communautés de l'île de Santo qui sont sous leur influence...
En réalité, dans les années qui sulvent, le

système de protection conjointe des nationaux français et britanniques est complété par un régime de personnalité des lois pour ces mêmes nationaux, dont l'intérêt est capital pour l'organisation future du condominium. En 1890, le Foreign Juridiction Act permet au gouvernement britannique d'assurer la protection de ses nationaux dans « tout pays étranger qui ne passède pas un gouvernement capable d'assurer entièrement se juridiction ». Dans ce cadre, un Pacific Order in Council du 15 mars 1893 attribue de larges pauvoirs au gouverneur des Fidii : les nationaux britanniques établis dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides pourront désormals être couchés sur les registres britanniques de l'état civil; ils seront justiciables, au cas de délits commis par eux, du gouverneur des Fidil ou de ses subordonnés. Les étrangers ou autochtanes peuvent également entrer dans le champ d'application du droit britannique « dans la mesure où, se trouvant ou s'étant trouvés à bord d'un navire britannique ou de toute extre manière, ils aut contracté un devoir d'allégeauce envers Sa Majesté »., Le gouvernement français s'engage sur la même voie, sept ans plus tard. La loi du 30 juillet 1900 autorise le président de la République « à presidre par voie de décret les mesures d'ordre admissistrutif et judiciaire nécessaires pour assurer la protection et garantir l'état et les droits des citoyens français établis dans les îles et terres de l'océan Pacifique ne faisont pas partie du domaine colonial de la France et n'appartie-

OCEAN. PACIFIQUE F 12 2 2 19 THE REAL PROPERTY AND CHECKETTE THE RES CO. LEWIS BY Anatom m ament de So Marrie all dies meaures de men er la bitaction adepter g syrape gase but of the control of the control of the fund fund of the control o TOTAL THE MELTING M. CO. COMMENT OF STREET STREET

28 nationaux



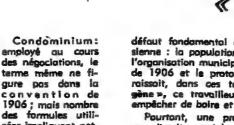
mant à aucune autre paissance civilisée ». Le décret du 28 février 1901 investit le gouverneur de Nouvelle-Calédonie des fonctions de « commissaire général de la République française dans l'acéan Pacifique » et lui confie, en cette qualité, la protection des Français « qui résident ou trafiquent dans les îles de l'ecéan Pacifique » non encare attribuées à une » paissance civilisée ». Le commissaire général peut déléguer ses pouvoirs à des commissaires installés sur les lieux ou, en cas d'urgence, à tout commandant d'un novire de l'Etat; des compétences juridictionnelles lui sont également dévolues, en matière civile (litiges entre François) et en matière répressive (délits correctionnels commis par des Français, avec appel devant la cour d'appel de Nouméa) — la lai française, telle qu'elle est promulguée en Nouvelle-Calédonie, devant être appliquée dans toute la mesure du possible. Ainsi se dessinent

déjà les organes qui seront à la tête du condominjum : deux hauts commissaires déléguant leurs pouvoirs à deux commissoires-résidents. Mais l'idée d'un fonctionnement conjugué de ces organes et le principe d'une administration concertée des populations autochtones au moyen de services communs n'apparaîtront qu'avec la

Dès la fin de 1901, de nouvelles conversations avaient été ouvertes entre la France et la Grande-Bretagne: elles ne devalent porter d'abord que sur le règlement des litiges fonciers, mais elles ficultés résultant de l'absence de juridiction sur les autochtones. Nécessité d'une double réforme, dont la déclaration france-britannique du 8 avril 1904 consigne le principe : un tribunol territorial, ayant compétence sur les autochtones, serait Gréé ; une commission, chargée de régler

les litiges immobiliers entre François et Anglais serait mise en place — les deux gouvernements convenant cependant que l'arrangement qu'ils préparent n'impliquera = aucui dans le statu quo politique »... En fait, les négociations aliaient prendre une tout autre ampleur : munis d'instructions élargies, les délégués des deux gouvernements décident de ne pas se tenir à la lettre de la déclaration de 1904 ; la conven tion du 20 octobre 1906 instaure un régime de condominium à la place du régime de protection conjointe des nationaux des États algnataires le seul point commun oux deux régimes étant l'interdiction d'une action séparée de la France ou de la Grande-Bretagne dans l'archipel. Le 6 août 1914, un nouveau protocole — qui ne sero ratifié que le 18 mors 1922 — conserve les grandes lignes de la convention de 1906 tout en le complétant sur certains points.

Un reflet de l'impérialisme «vieux style»



1906; mais nombre des formules utilisées impliquent netraineté par indivision » de la France et de la Grande-Bretagne sur l'archipel. Le préambul évoque l'exercice des « droits de souveraineté » des parties contractantes. L'article premier qua-lifie l'archipel de « territoire d'influence comlifie l'archipel de « territoire d'influence com-mune ». Mais la cosouveraineté est d'une nature particulière : elle comporte un domaine d'activité commune, mais maintient la liberté d'action des deux puissances dans leurs rapports avec leurs

nationaux. Sur le territoire, l'action est commune : ni Londres ni Paris n'y peuvent exercer d'autorité séparée — qu'il s'agisse de procéder à une occupation militaire, d'élever des fortifications, d'édicter des lois et règlements, de faire la police et de lever des taxes sur les habitants, de posses des contrats, de consentir des concessions de travaux publics, de conclure des traités internationaux ayant pour objet le territoire ou les intérêts de ses habitants. Sur les personnes, la règle est fort différente : les nationaux des deux Etats restent soumis oux lois et aux autorités administratives et ludiciaires de leur pays. Les instructions concertées aux deux hauts commissaires précisent même : « Les citoyens français et les sujats anglais emportent aux Nouvelles-Hébrides, avec leurs nationalités, les qualités, devoirs et droits ettachés à cette nationalité. Mais la loi nationale qui les régissoit jusqu'à présent à titre personnel les régit dorénovant à titre territorial pour les Français, l'archipel est territoire fran-çais; pour les Anglais, territoire englais. » Encare ces règles ne sont-alles pas absolues: la compétence nationale réservée peut être étendue, dans certains cas, aux ressortissants des Etats-tiers: elle peut être exceptionnellement écartée, dans certaines hypothèses, au profit des compétences conjointes. Imbrication des compétences dont rend compte Nicolas Politis : « II y a ainsi, pour l'activité souveraine des deux paissances, l triple domaine : un domaine national, propre chacuna d'elles, et un domaine international, commun aux deux réunies. Les premiers sont formés respectivement de l'autorité person sur les notionaux, moins la part réservée à l'action commune, et de celles des monifestations séparées de l'autorité territoriale exceptionnelle ment admises par la convention. Le troisième comprend tous les attributs de l'autorité territeriale, moins ceux confiés à l'action séparée, et la part de l'autorité personnelle de chacun réservée

Théorie pure?

de ce triple domaine d'activité que réside le trait caractéristique du condominium franco-

analais (3), >

ne. C'est dans l'établiss

A notion de condominium est particulièrement rebelle à toute théorisation : l'universitaire australien O'Connel distinguait, naguère, vingtcinq définitions différentes de cette institution, Dans les années récentes, des juristes — Alain Coret, Hubert Benoist (4) — ont cherché à insérer la notion de condominium dans la théorie générale du droit international. Ces efforts de clarification sont louables. Mais quelle est leur utilité au-delà de la théorie pure? Le condominium apparaît moins comme une institution abstraite que comme une constellation de cas sui generis : à pelne dégagée la définition fondée sur le concept de communauté internationale partielle, les commentateurs remarquent qu'elle ne s'applique pas aux Nouvelles-Hébrides — où les arganes nationaux français et britanniques exercent des compétences que ni la France ni la Grande-Bretagne n'ant abandonnées à la communauté partielle, chaque pulssance demeurant souveraine à l'égard de ses nationaux et des sociétés constituées conformément à sa loi. On préférera donc la définition pragmatique de Lauterpocht : « Un territoire sous condominium constitue un exemple clair soit de division de souveroineté, soit d'exercice en commun de la souveraineté sur un terrain donné, ou encore des deux modalités à la fois (5). » On retirera surtout le côté dix-neuvième siècle, impérialisme = vieux style », du condominium — transposition, parmi d'autres, des concepts du droit privé. Séguelle de l'ère coloniale, expression d'une société figée, maintenan dans une situation anachronique, la communauté mélanésienne, l'institution condominiale ne connaitro guere de novation (sout avec l'accord du 28 mai 1940, signé par l'ambassadeur de France en Grande-Bretagne et le secrétaire au Foreign Office, qui donne aux hauts commissaires le pouvoir de prendre des règlements « pour assurer la sécurité publique et la défense générale », et modifie ainsi l'article 7 du protocole de 1914' qui fixuit les limites du pouvoir réglementaire conjoint) jusqu'à l'irruption du mouvement de

décolonisation en Océanie. Règlement de bon voisinage ou source d'un « Fachoda » permanent sous les tropiques? Au-delà des harcèlements qu'il suscitait entre les deux puissances de tutelle, le statut de condominium, ce dinosaure juridique, présentait

défaut fondamental d'ignorer la société mélanésienne : la population autochtone était exclue de l'organisation municipale prévue par la convention 1906 et le protocole de 1914; elle n'apparaissait, dans ces textes, qu'à travers l'« indi-gène », ce travailleur peu appliqué qu'il fallait empêcher de boire et de manier les armes à feu...

Pourtant, une profonde transformation s'ac-complissait parmi les Mélanésiens : ces apatrides institutionnels ressentaient de plus en plus la condition particulière qui leur était réservée (l'installation massive et spectaculaire des forces américaines pendant le second conflit mondial fut, à cet égard, un premier révélateur, et le second, plus récent, la décolonisation des terri-toires volsins); leurs revendications en matière foncière prenalent une forme plus active; ils manifestaient enfin, par le biais d'une emprise croissante de la coutume ou de la montée de ments messianiques tels que le culte de John Frum à Tonna, la recherche d'une identité collective. Les réactions des puissances condominantes furent d'abord prudentes... puis divergentes, Lors des conversations franco-britanniques d'Honiara (28 mars 1954), l'idée d'une participation des habitants de l'archipel à la gestion des affaires publiques fut lancée. Le réglement conjoint des commissaires-résidents du 4 avril 1957 décidait la création d'un conseil consultatif des Nouvelles-Hébrides - qui se contenterait de donner des avis sur les matières qui lui seraient soumises par les commissaires et qui ne comprendrait que dix autochtones sur vingt membres, quatre élus et six nommés par les autorités de tutelle... Par la suite, la Grande-Bretagne, soucieuse d'abandonner ses responsabilités (et les charges financières qu'elles engendraient), chercha à préparer des cadres locaux dans la perspective d'une évolution rapide vers la libre détermination ; les responsables britanniques aidèrent donc à la

constitution du premier parti politique de l'archipel, le National Party, qui deviendra plus tard le Vanuaaku Party, sous la conduite du pasteur anglican Walter Lini. La France, au contraire, affichait encore ses préférences pour le statu que - comme le montraient les déclarations à Port-Vila, en 1971, du ministre des départements et territoires d'outre-mer, Pierre Messmer,

Le jeu politique local n'en va pas moins se développer, avec une intensité inattendue. En 1974, Paris et Londres ont décide d'édicter les mesures permettant aux habitants du condominium « de progresser sur le voie de la démocratie et du progrès économique et social » et de répondre « aux espirations légitimes des habitents de prendre une plus grande responsabilité dans la gestion des affaires ». L'échange de lettres du 29 août 1975 crée une Assemblée représentative des Nouvelles-Hébrides. L'Assemblée aura certaines compétences en matière de gestion des biens du condominium, d'affaires économiques, financières et fiscales, administratives et sociales les hauts commissaires pourront, par décision conjointe, déclarer nul et de nul effet tout acte de l'Assemblée qu'ils estiment « être relatif à un objet qui n'est pas compris dans ses ottributions, ne pas respecter les occords internationaux, porter einte aux responsabilités des deux pu administrantes dans les domaines de la défense. des affaires extérieures, de la sécurifé intére... ». L'élection est fixée au 10 novembre 1975; 88,5 % des électeurs inscrits participent à la consultation : le National Party, partout présent, est majoritaire dans toutes les circonscrip tions, sauf à Port-Vila, Tanna et Aoba. Mais des fraudes ayant été constatées à Luganville, le scrutin y est annulé. Le National Party s'estime lésé de sa victoire, en raison de la présence de représentants des intérêts économiques; il préfère se mettre hors du jeu politique et institutionnel; les travaux de l'Assemblée sont bloqués.

France et Grande-Bretagne décident alors de dissoudre l'Assemblée et de provoquer de nou-velles élections. Une conférence ministérielle franco-britannique se tient à Paris les 19, 20 et 21 juillet 1977 pour délibérer de l'avenir politique de l'archipel avec la participation des différentes forces politiques, mais les nationalistes du Vanuaaku Party (ex-National Party) boycottent les entretiens. L'ochange de lettres du 15 tembre 1977 et le réglement conjoint du 11 janvier 1978 édictent une véritable « Constitution de l'autonomia interne » : l'Assemblée oura, en principe, la responsabilité de la justice, des investissements étrangers, des communications extérieures, des affaires foncières, du contrôle de l'immigration, de la gestion et du contrôle des services de radiodiffusion ; les délibérations relatives à l'enseignement, à la santé, à l'aviation civile, à la météorologie, restent soumises à l'approbation des commissaires résidents : les « compétences de souveroineté » — défense du territoire, ordre public, relations extérieures, monnaie et change — sont « retenues » par les puissances condominantes. La 29 novembre 1977. les représentants des partis modérés, seuls condidats du fait des consignes d'abstention lancces par le Vanuacku Party, sont proclamés élus sons compétition électorale. En fait, la confrontation est dans la rue ; le Vanuaaku tente le coup de force -- c'est-à-dire la mise en place d'un < gouvernement populaire provisoire > — avec son propre drapeau et des pouvoirs en matière de levée d'impôts et de réglement des contestations foncières ; mais les réactions sont vives dans les Vila, où une contre-manifestation des modérés est durement réprimée par la milice britannique (6). Le 11 janvier 1978, le premier gouvernement des Nouvelles-Hébrides est constitué par les partis modèrès, sous la présidence de Georges Kalsakau.

La situation est-elle, une fois de plus, bloquée les clientèles des deux résidences, partis modérés pour la France, Vanuaaku Party pour la Grande-Bretagne, reproduisant, dans le cadre de Crande-Bretagne, reproduisant, dans le codre de l'autonomie interne, les rivolités de naguere entre les deux puissances? Les partis modères, qui ont fait la preuve de leur dynamisme, entendent désonnais instaurer un climat de détente : le 5 avril 1978, le gouvernement Kalsakau et les opposants du Vanuaoku concluent une trêve; le opposants du Vanuacku concluent une treve; le
« gouvernement populaire provisoire » suspend ses
activités; le principe de nouvelles élections est
accepté. La nomination à Paris d'un nouveau
secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, M. Paul Dijoud, l'arrivée à Part-Vila d'un nouveou commissaire-résident, qui sera bien-tôt investi des pouvoirs de délégué extraordinaire de la République française, l'inspecteur général Jean-Jacques Robert, homme de rigueur et de caractère, précipitent l'événement. Un « plan conjoint » est proposé par le secrétaire d'État françois (avec l'appui de son homologue britanlors de ses visites d'août 1978 et de février 1979 : la constitution d'un gouvernement d'union nationale chargé d'élaborer une Constitution; l'organisation d'un référendum sur l'indépendonce et la Constitution; la tenue de nou-velles élections... Le 22 décembre 1978, un gouvernement d'union nationale est constitué, sous la présidence du modéré Gérard Leymong, prêtre cotholique, l'une des meilleures « têtes politiques » de la communauté mélanésienne



Quatre défis pour l'avenir

Un an après cette apparente réconciquadruple déf demeure - qui devroit être surmonté, afin de rendre possible un e occession à l'indépendance dans l'union et la paix. Défi politique : le Vanuaaku Party, formation politique fondomentalement mélanésienne

et anglophone, présente dans l'ensemble de l'archipel, appuyée par le tissu très serré des Eglises presbytèriennes ét anglicanes, confirmerat-il ses prétentions à la représentation exclu-sive du peuple néo-hébridais? Une faille semble parfois apparaître entre les jeunes intellectuels formés aux Fidji, à l'université du Pacifique de Suva, et en Nouvelle-Guinée, tel le secrétaire général Barak Sopé, et des ministres progratiques, rompus à la gestion des affaires publiques, tels que Donald Kalpokas et Georges Kalkoa. En face, la nébuleuse des partis modérés - groupements francophones, tels que l'Union des communautés des Nouvelles-Hébrides et le Mouvement pour l'autonomie des Nouvelles-Hébrides, influents, le premier à Vaté, au sud de Mollicolo et dans l'île de Pentecôte, le second dans le nord de Mallicolo, où il est très méla-nésien, et à Luganville, où il regroupe les colons français et les métis, mouvements coutumiers des iles de Santo et de Tanno (Kapiel, John Frum, Nagriamel...), transfuges du Vanuaaku peu satisfaits du sectorisme de ce parti (Natatok Alliance Party), adeptes francophones et anglophones de l'Eglise évangélique libre de Nouvelle-Calédonie (Friend Melanesian Party) — a pu se consolider au sein d'un grand parti fédéral des Nouvelles-Hébrides (7), tandis que le juriste Vincent Boulekone, ancien ministre de l'intérieur, et l'ancien président de l'Assemblée, Maxime Carlot, tentaient de lancer ovec le Nokamal une troisième force originale, à la fois francophone et politiquement progressiste.

Défi quant à l'organisation de l'Etat : les futurs dirigeants politiques de l'archipel souront-ils res-pecter la personnalité des différentes îles et doter le futur État d'une structure régionale? Le risque serait, dans l'hypothèse contraire, celui d'une sécession de Santo, pour des raisons économiques, et de Tanna, du fait de son porticularisme cou-turnier — le précédent de Mayotte, lors de l'indépendance des Comores, mais aussi les turbulences qui affectent d'autres jeunes Etats du Pacifique sud, tels que la Papouasie-Nouvelle-Guinée, ne cessant guère de susciter la réflexion dons la

classe politique néo-hébridaise. Défi économique : le 18 soût 1978, le comité de décolonisation de l'ONU a regretté que l'économie de l'archipel continue de reposer sur l'agriculture de subsistance et a recommandé « des visant à diversifier et à renfercer l'éco-

wealth : celles des pouvoirs publics australiens, droit de la population de disposer de ses res-sources ». De fait, l'économie de l'archipel est étroitement dépendante des marchés mondiaux

— et particulièrement du cours du coprah, sa principale production. Des « réflexions sur le choix des objectifs de développement » ont-été menées, à Port-Vila, en juin 1977, par le bureau conjoint de planification du développement : les experts français et britanniques préconisent une économie nationale mieux équilibrée, l'attenuation du contraste entre les revenus des populations rurales et urbaines, une « stabilisation » des revenus des populations rurales; ils prévoient une diversification des Etats fondateurs et une augmentation du volume de l'aide après l'accès à l'indépendance - probablement de la part de l'Australie, dont le gouvernement pose cependant des conditions politiques : certainement de la part de la Communauté européenne, si on en croit les assurances données par le commissaire Cheysson au ministre des finances Guy Prévot. Reste aussi l'aspect « paradis fiscal » de l'archipel, qui offre de relatives séductions économiques mais est contesté par l'aile « radicale » du Vanuacku Party.

Défi international : l'Etat néo-hébridais parviendra-t-il à conserver son originalité culturelle, dans ce Pacifique sud qui apparaît souvent comme un « lac anglo-saxon »? De nombreuses pressions tendraient à réduire Port-Vila au « modèle commun » de l'Etat anglaphone, membre du Common-

conscients de représenter la seule grande puissance de la région; mais aussi celles, transnationales, des Eglises presbytériennes et des syndicats australiens et néo-zélandais — alliés objectifs contre une France catholique romaine et incorrigiblement colonialiste... Pour la France, l'enjeu est de taille, même s'il est peu perçu dans certaines administrations : les Nouvelles-Hébrides, qui offrent un bien meilleur « tremplin » que les territoires dépendants de Nouvelle-Colédonie ou de Polynésie pour une pénétration des jeunes Etats de la région, sont probablement l'ultime chance d'une présence culturelle de la France dans le Pacifique sud.

> CHARLES ZORGBIBE (Dessins de Planta.)

(1) Alain Coret, le Condominium, L.G.D.J., Paris, 1960, page 178.

1900, page 116.
(2) Nicolas Politis, le Condominium franco-anglais des Nourelles-Hébrides, Pedone, Paria, 1908, page 10. des Nouvelles-Hébrides, Pedone, Paria, 1908, page 10.

(3) N. Politia, op. cit. pages 20-21.

(4) A. Coret, op. cit. pages 1-56; H. Benoist, le Condominium des Nouvelles-Hebrides et la société mélanésieune, Pedone, Paria, 1972, pages 3-16.

(5) Recueil des cours de l'Académie de droit International de La Haye, volume S. 1937, page 332.

(6) Pour un révit des événements, cf. : l'edition spéciale de Nabangs (Port-Vila) du 3 dérembre 1977,

(7) Sur les positions des « modères », cf : l'analyse de René Chiroux, « les Nouvelles-Rébrides sur le chemin de l'indépendance, in Déjense nationale, janvier 1979.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Rubert BEUVE-MERY Directeur de la publication . Jacques PAUVET Rédacteur en chef . Claude JULIEN Rédactrice en chef adjointe : Micheline PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (an trancs) VOIE NORMALE

Prance, Eural, TOM, Centralrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Danomey, République de Djibouti, Gabon, Mauritanie, République maigache, Mali, Niger, Sénégai, Tchad, Hauts-Volta, Cameronn, Togo, Guinée, Tunisse, Poste militaire, Poste navaie, Andorre, Monaco

PAR AVION (abonnement et taxes) :

DOM. Cameroun. Centrafrique,
Congo, Côte-d'Ivoire. Dahomey.
Gabon. Guinée, Mali. Mauritanie,
Niger. Sénégal. Tobad. Togo.
Haute-Voita. Bépublique de Diibouti

TOM. Bépublique malgache, Etat
comperien.

Libye, Egypte, Arabie Saoudita,

. 116 136

(Cheque postal : Paris nº 4207-23) Priz de vente an numéro : 7 P.

rement et taxes) :

Iran, Irak, Israel, Jordanie, Liban, Syrie

Birmanie, Brunel, Chine, Corbe, Hongkong, Indonésia, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Bingapour, Taiwan, Thailande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fldjt, Nouvelle-Zélande, Laoz, Cambodge

Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asia.

Paris nos 4381-331 Rédaction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 99
Tél. : Rédaction et abonnements : 246-72-23.
Adr. télégraphique : Jourmonde Paris Téles : Le Monde 650-572 Paris



«LA FRANCE COLONISÉE», de Jacques Thibau

Par YVES FLORENNE

Létait indispensable de nous remettre d'abord sous les yeux cette fabuleuse image, cette « représentation L mythique » de l'Amérique, et — en négatif — celle des autres, dont le moude s'est fuit le miroir enchanté. Que les Etats-Unis se voient tels, rien de plus naturel. Qu'ils aient réussi, au-delà sans doute de leurs espérances, à imposer cette vision, c'est là qu'est le prodige. Même à travers les meilleures raisons qu'on en peut donner, cette fuscination est mal compréhensible à qui ne l'éprouve point et voît, dans le fameux modèle, un modèle en eifet : de ce qu'il ne faut pas être. Au vrai, une de ces raisons est évidente : l'attrait de la puissance et de la réussite sur les faibles. Encore ne faudrati-il pas faire de la puissance le contenn nécessaire et suffisant des valeurs et des vertus d'une civilisation et celles de la société démocratique idéale. Ainsi, la liberté — hors de la « libre entreprise », — l'égalité — si on la considère moins dans le marais américain que dans les bas-fonds par rapport aux sommets, — pour ne rien dire de la fraternité, n'y sont pas plus éclatantes qu'en France par exemple, où elles le sont sans excès. À propos de ces trois vertus théologales de la démocratie, voire des « valeurs spirituelles », personne ne s'avisers, fimagine, de nommer Dien dont le nom, certes, est souvent prononcé ; mals pour le trouver, notamment dans les églises américaines, il faut une exceptionnelle insensibilité à l'absence.

Peu importe. Car enfin, toute modernité, la modernité miserselle n'est-elle nes dans l'Amériene force.

Peu importe. Car enfin, toute modernité, la modernité miverselle, n'est-elle pas dans l'Amérique, face à l'incurable archaïsme provincial de l'Europe et de la France en particulier?

C'EST bien curieux. Le voyageur, qui s'attend en débarquant à trouver partout l'éblouissante vitrine de cette formidable technologie dont toutes les preuves lui sont expédiées quotidiennement à domicile, est tout étonué, presque ému de rencontrer au long de sa flânerie un équipement qui dut être moderne vers 1920; la pinpart des villes, même Boston, vieux foyer de la civilisation américaine, lui apparaissent comme des modèles de provincialisme, saupoudrées par surcroît de cette grisaille, marquées des traces de ce discret délahrement, qui sont le propre des villes de l'Europe de l'Est. En compensation, quoi de plus « monument historique » que Manhattan? Et que peut-on trouver de plus authentiquement archaïque, au sein du comformisme puissamment assis sur la bonne conscience, que le moralisme et le puritanisme américains? On n'en finitait pas de renverser le tableau. Mais à quoi bon, pour des hypnotisés?

Non, l'explication est aussi simple que redoutable: elle tient dans ce qui a toujours été le complexe de supériorité, militant, conquerant et triouphant, du colonisateur, et dans le masochisme du colonisé. C'est la démonstration qu'apporte magistralement ce livre lucide et solidement fondé. Icl, ni polémique, ni éloquence : une analyse implacable, à partir de faits et de chiffres. Où l'on sent pourtant un frémissement souterrain de colère douloureuse. Il y a chez M. Jacquese : Thibau quelque chose comme d'un Bernanos qui setalt nourri d'expérience politique, écomomique, administrative : prophète (sans mystique, nationaliste on autre) d'un malheur qui n'est pas encora accompli. Tout de mème : « A moins qu'ils ne payviennent à

autre) d'un naiheur qui n'est pas encore accompli. Tout de même : « A moins qu'ils ne parviennent à la ratiraper, la France aura bientôt échappé aux

Français. »

Alions tout de suite, avec l'auteur, à cela que les français considèrent comme la chose la plus sérieuse: leur richesse. Pour une bonne part, elle n'est déjà plus à cux. A commencer par ce qui paraît inaliénable : la terre productive. L'agriculture, « no tre pétrole ». dépend, pour son équipement mécanique et pour l'alimentation du bétail, des Etais-Unis qui, en outre, contrôlent « notre » industrie alimentaire. Pour l'industrie tout court, elle est de plus en plus amé. Francais, p

ricaine, fût-ce sous des noms français, avec des subventions françaises : on comment on e nous achète
nos usines avec notre argent ». J. Thibau met en
évidence les illusions du genre « apport de sang neuf » :
les senles entreprises ou secteurs profitables pour nous,
jusque sur le marché américain, sont ceux-là qui sont
demenrés indépendants. Cas symbolique : l'auteur
nous révèle que la destruction de Lip est œuvre américaine par Suisse interposée. Les ouvriers français
ont tenté ce que l'Etat a refusé : conserver le patrimoine national de l'industrie horlogère. Un jour, quelqu'un (qui se croira très sincèrement attaché à
l'indépendance, voire gaulistel viendra-t-il tranches :
« L'industrie française, c'est fini »?

La France s'est crue longtemps, non sans quelque
raison, la lumière, la conscience, l'institutrice du
monde. Elle se raceroche aujourd'hui à la satisfaction
d'être la quatrième puissance économique mondiale :

monde. Elle se raceroche aujourd'hui à la satisfaction d'être la quatrième puissance économique mondiale : en quoi elle ne sera qu'une trofsième filiale. (Le Japon, écrasé et occupé, demeure, lui, indépendant.) Ce n'est pas déjà une fatalité, o'est encore une alternative, que Jacques Attali a définie avec le même mot : « Quand commencera le vingt et unième siècle, la France sera devenue la filiale des Etats-Unis, ou la matrice d'une nouvelle forme de progrès. »

JACQUES THIBAU démonte le « racket sur la consommation quotidienne ». Nous abordons ici ce qui est vralment sérieux. Car l'homme est fait aussi de ce qu'il mange et de ce dont il use. Il est fait surtout de ce qu'ou lui met dans la tête. La publicité, la télévision, le cinéma, une bonne part de l'information, toute communication (« mainmise sur les signes ») sont envahis par les modes américains de vie, de sensibilité, de pensée. Et la tête française apparaît le plus vulnérable là ou l'on se fût attendin à la résistance. Tout un chapitre est consacré aux intellectuels. Beaucoup embrassent le « modèle », et non certes pour l'étoufier, brûleut aux pleds de l'idole leur propre culture et déprisent jusqu'à leur langue dont ils sont faits. Mais ce n'est pas d'anjourd'hui que les cleres ont montré un penchant naturel, ingénu à trahir; disons, à se laisser séduire : par les prestiges de la force. Ainsi, nombre d'entre eux se font les fourriers de la colonisation de l'imaginaire. Les réalistes peuvent sourire : c'est la seule qui soit mortelle. J. Thiban ne manque pas de le noter : les peuples européens de l'Est sont exploités économiquement, dominés idéologiquement, politiquement, physiquement. Osons dire : rien de plus. Dans la mesure où elle a été tentée, la « colonisation de l'âme » y a échoué. Elle est en bonne voie pour l'Europe de l'Ouest. En meilleure voie encore que pour la seule France : c'est le contraîre d'une consolation.

En vérité, ce n'est pas la France qui est colonisée, ce sont les Français : les uns inconscients, les antres heureux de l'être. Cherchex les dissidents. Les intellectuels confondent l'américanisation universelle avec le vieux réve d'universalisme. Alors qu'il s'agit — laeques Thiban est brutal — d'un « véritable ethno-

le vieux rève d'universalisme. Alors qu'il s'agit — Jacques Thibau est brutal — d'un « véritable ethnocide ». Un ethnocide sous anesthèsie. Des peuples, en qui on opère — technique de pointe — une transplantation d'ame, marchent vers un mirage déjà vieux tation d'ame, marchent vers un mirage dejà vieux de deux siècles : l'Amérique, c'est l'avenir. Certes, les Etats-Unis sont leur avenir. Ils n'étaient pas le nôtre. Aussi fallait-il que nous cessions d'être nous-mêmes. Eux-mêmes, sous couleur de les rappeler à la réalité, est-ce aider les Français à le rester, à exorciser la fascination, à guérir de leur mascohisme, que leur signaler qu'ils représenterent bientôt en quantité I' % du monde? A ce compte, les Etats-Unis feront tout juste les 4 %. Du moins, leur président n'a-t-il pas tenu à le leur apprendre. Ils ne le crotraient d'aillenra pas. Avec raison. Dans l'un et l'autre cas, c'est sans doute exact, mais ce n'est pas vrai.

* Flammarion, Paris, 1979, 334 pages.

Les «7 essais» de Mariategui

Au cœur de la réalité péruvienne

DANS un entretien accordé au poète André Laude, le grand écrivain mericain Octavio Paz proclams que, Amérique latine, «il nous faut prouver notre chemin propre vers la modernité comme nous y a invités autrefois le grand penseur révolutionnaire Mariategui a (le Monde 10 août). Mariategui a (le Monde 10 août).

Mariategui naquit en 1895 au Pérou. De 1919 à 1923, il voyage en Europe. De son séjour à Paris, il retient ses lectures des écrivains d'avant-yards de l'époque, avec leaquels il entrera parjois en relation : Romain Rolland, Anatole France, Louis Arugon et, en particulier. Henri Barbusse. En 1926, il fonds à Lima la revue Amauta qui devient le principal joyer du débat culturel et politique sur le continent. Ses ceuvres complètes comptent vingt volumes, dont le plus important, les 7 Essais d'interprétation de la réalité péruvienne (1928), est véritablement la première tentative d'étude, structurale et causale, d'une société turale et causale, d'une société latino-américaine. A ce titre, Mariategui est considéré comme celui qui a cimenté la science sociale du continent.

Dans le cadre des activités orga-Dans le cadre des activités orga-nisées à l'occasion du cinquantième anniversaire de la publication des 7 Essals un groupe de dix spécia-listes de Marintegui vient de publier à Lima un important volume commémoratif: 7 Ensayos: 50 Años en la Elstoria.

Dans les deux premières études, Emilio Romero (économiste) et Jorge Basadre (historien), disciples

de Mariategui, recréent l'almosphère intellectuelle et sociale dans
laquelle Mariategui écrivait. Les
sociologues Manuel Burga, Cesar
Germana et Humberto Rodriguez,
et l'historien Wilfredo Kapsoli
commentent le point de vue mariateguisle sur les problèmes agraires
et le mouvement paysan.

Le mouvement populaire et les
stratégies politiques sont analysés
par Cesar Levano (journalisté) et
Antonio R e n g i fo (politiologue).
Edgar Montiel (socio-économiste)
se place dans une perspective singuilère : il fait une a lecture épistémologique » des l'Essais, et, à
partir de là, évalue la contribution
de Mariategui à l'étude des sociétés latino-américaines. La culture
natianale et ses acteurs sont étudiés
par : Alberto Flores (historien) et
Tomas Escajadillo (écrivain); dans Tomas Escajadillo (écrivain); dans un essai érudit, ce dernier analyse la périodisation de la littérature péruvienne proposés par Mariate-

péruvienne proposés par Mariate-gui.

Le monde des latino-américanistes manifeste un intérêt croissant pour Mariategui. En 1978,
François Maspero a lancé une nouvelle édition des 7 Essais avec un
excellent prologue de Robert Paris ;
de son côté, Edgar Montiel a publié
dans la Revue internationale des
sciences sociales (UNESCO, 1979),
une étude sur : « Mariategui : pionnier de l'analyse sociale», et, dans
la Pensée (octobre 1979), un article
sur « Mariategui et l'Amérique
latine ».

E. V.

(1) Ed. Amauta, Lima.

AMÉRIQUES

IA RESISTANCE INDIENNE AUX ETATS-UNIS. - Elise Marienstras

★ Gallimard, coll. * Archives », Paris, 1980, 224 pages.

Ce livre n'est pas une histoire mais la mise en lumière de documents d'origine indienze pour l'approche d'une véritable histoire encore très difficile (E. Mariens-tres en doune les raisons) mais qui n'en apparaît déjà que plus révélatrice et objectivement accusatrice.

A ces objets d'une histoire vue - et A ces objets d'une histoire vue — et niés — pet les Blancs, il s'agit de restituer s'la fonction de sujets de leur propre histoire». Ce qui n'apparaît nulle part avec plus d'évidence que dans la résistance obstinée de quatre siècles à «l'entreprise d'extermination et de déperson-nalisation voulue par les Furopéens». Dans ces textes, les Amérindiens se parlent; ils disent ce qu'ils sont. Et ils le disent ils disent ce qu'ils sont. Et ils le disent ils disent ce qu'ils sont. Et ils le disent ils des personneus de la comparation de seus que perspective d'un étre, social national, cuiturel qui, dans ces quatre alèties demeure ce qu'il est. Exterminé, dépouillé, réfoulé et, pour finir, enfermé, l'amérindien pèes peu par le nomère, mais lourd par as seule existence qu'i n'a rien cédé. Sa revendication nationale, à alle seule, met en cause les principes qui foudent la nation suéricaine; sa nature et se culture — homo non economicus — contestent radicalement, et sur la terre qu'elle a usurpée, la civilisation ethnologique dont l'Amérique moderns offre le modèle impérieux. C'est là une contestation qui, scandaleuse et dérisoire hier, trouve sujourd'hui de multiples échos. BEFENSE ET ILLUSTRATION DE LA LANGUE QUEBECOISE - Michèle Lalonde

* Seghers - Laffont, coll. « Change », Paria, 1979, 248 pages. Catte brève, asvoureuse et gouailleuse «Défense et illustration», dans un québécols très Du Bellayen, sert d'ouverture à une anthologie — proce, poèmes, scènes, où se prononce une belle attaque sur plusieurs fronts.

CERRO COLORADO SU IMPACTO SOCIAL Y ★ Centre de Estudios y Accion Social Panama (CRASPA), Panama, juin 1979 49 pages.

48 pages.

Le gigantasque projet d'exploitation du cuivre de Cerro Colorado peut apporter à Panama des ressources comparables à celles du canal. Il peut aussi provoquer un endettement expressir-et une dépendance croissante envez la multinationale Texasquif et les grandes institutions hancaires et financières decidentales. L'étude du CRASPA analyse méticuleusement le projet sous tous ses angles : politique économique, social, écologique et international. Suivent vingt-six axigences e pour un programme populaire qui rende acceptable l'exploitation du ouivre de Cerro Colorado ».

Signalous à cette occasion que le Centro de Estudios Latinoamericanos (CELA) e Justo Arosemens (Apartsdo 6-303, El Dorado, Panama) public régulièrement des cahiers très documentés consacrés à la réalité économique, politique et sociate panaméenne, préparés par des chercheurs de qualité.

LE METTER DE BOURREAU. - Jacques

AFRIQUE

LA GUINEE-EQUATORIALE, UN PAYS MECONNU.

- Max Liniger-Goumaz

+ L'Harmstian, Paris, 1980, 512 pages Seul pays hispanophone d'Afrique, la Guinée-Equatoriale n'avait fait l'objet, jusqu'à présent, d'aucun ouvrage en langue française. Le livre de Max Liniger-Goumaz comble donc une sérieuse lacune, et de la manière la plus brillante et la plus exhaustive, car c'est d'une véritable encyclopèdie qu'il a'agit (le torte se présente, en effet, comme uns succession d'articles — politiques, historiques, géographiques, ethnologiques — clossés par ordre alphabétique.
L'auteur, ancien expert de l'UNESCO

geographiques, ethnologiques — closses par codre alphabétique.

L'auteur, ancien expert de l'UNESCO en Afrique noire, explique de nombreux points demeurés obscurs sur le fonctionnement de la tyrannie de Macias Nguema et renaeigne utiliement sur les auccesseurs (et parents) du dictateur déchu (puis fusillé) l'an dernier. Les relations controversées que certains gouvernements (France, U.E.S., Cuba notamment) entretonalent avec le régime sanguinaire sont clairement et objectivement analysées Une bibliographie minutieuse (tous les livres, brochurer et articles consacrés à ce pays en langues espagnole, française, suglaise et allemande, depuis le dix-neuvième siècle, y sont soigneusement recensés) complète coffia cet ouvrage, qui devient désormais une référence indispensable pour parler de la Guinée-Equatoriale.

L. E.

THE POLITICAL ECONOMY OF RACE AND CLASS IN SOUTH AFRICA, - Bernard

★ Monthly Review Press, New-York et Londres, 1979, 364 pages.

Cette étude socio-économique s'attache à analyser le rapport entre la surexploitation de la main-d'œuvre noire dans le contexte du capitalisme sud-arricain et le développement de l'idéologie raciste dont l'apartheid n'est que le dernier avatar. Dans la partie la plus intéressante de l'ouvrage, B. Magubana, universitaire noir en exil, démonte le mécanisme par loquel le nationalisme afrikaner, en dépit de sa défaite militaire pendant la guerre des Boera, a pu établir son hégémonie idéologique et consolider sa base sociale au fil des années. Alors qu'aujourd'hui de timides réformes proposèse par le gouvernement du premier ministre Botha riaquent d'engenetier des changements de la rapport de le consolider de la conspinante. rouvertement du premier ministre potha risquent d'entendrer des changements dans les rapports de classes et de races au sein de la formation sociale sud-africainé, l'auteur rappelle judicieusement que la intre du peuple noir est une lutte autirucite s'inscrivant nécessirement dans l'optique anticapitaliste.

COMMERCE ET TRAITE DES NOIRS AUX COTES OCCIDENTALES D'AFRIQUE

E. Bouët-Willaumez Slatkine Reprints, Genève, 1978,

* Slatkine Reprints, Genève, 1978, 236 pages.

E. Bouët-Willaumez, capitaine de vaisseau, fut chargé de 1837 à 1842 de diverses missions d'observation et de surveillance le long des obtes occidentales d'Afrique, avant de devenir, de 1843 à 1844, gouverneur du Sénègal « Puisse le fruit d'une expérience acquise au prix de tant d'expéditions apenturcuses, écrit-il, étendre canore la domination des idées françaises, du commerce français, dâlà en progrès, sur ces 1200 leues de côtes à demi-barbarts. » C'est pour cela qu'il public Commerce et traité des Noirs, en 1848.

Il s'agit d'un rapport commercial sur la traite au Sénégal. La qualité de la présentation (fao-similé de l'édition originale) n'enlève rien à son aridité de livre de comptes : mais ce caractère pro-salque lui donne tout son intérêt, car il décrit concrètement l'exploitation coloniale à la recherche de sa rentabilité maximale, et le capitalisme moderne hésitant entre les privilèges du passé et le libéralisme.

Expérience après expérience, c'est l'extraversion économique qui se met am place, accompagnée par un discours humanitaire et moralisant si utile au colonialisme. La demière partie, brève et seule consacrée à la traite des Noirs, montre bien comment, à l'époque, les rassiss d'écclaves cessent d'abord ià où se mettente en piace les cultures d'exportation.

J.-P. A.

KINSHASA, ECOLOGIE ET ORGANISATION URBAINE. — Marc Pain ★ Université de Toulouse-Le Mirail, 1979, trois volumes, 699 pages.

Cette thèse de doctorat parte sur le sujet blen délimité de la ville de Kinshaa. Trois volumes (dont l'un consacré à la cartographie et un autre à des tableaux statisfiques) rendent compte d'une observation minutieuse : quartiers, marchés, rones d'activité, population décrits, mesurés et chiffrés en vue d'une photographie précise de la capitale du Zaire. La place et le rôle de la ville dans son environnement derismant ainsi représentatifs du phénomène d'urbanisation en Afrique et dans is tiers-monde.



J.-P. A.

PROCHE-ORIENT

LA PASSION DES CHRETIENS DU LIBAN. -Dominique Baudis

* Editions France-Empire, Paris, 1979, 262 pages.

Journaliste à la télévision française pour isquelle il a « couvert » pendant leux ans la guerre civile libanaise, Domi nique Baudis a été amené à s'interroge deux ans la guerre civile libanaise, Dominique Baudis a été amené à s'interroger sur les racines historiques d'un arrontement intercommunantaire qui avait des précédents. D'où les coups de projecteurs qu'il donne sur les trois moments clés de l'histoire libanaise : le « déchirament» de 1860 qui mit aux prises druses et marconites et obliges les Tures à concéder aux Libanais une autonomia sous surveillance européenne; le « calvaire » de 1914-1918 où les Tures affament les Libanais — sans distinction de religion — et se voient supplanter par la France qui, au nom de la S.D.N., excerts son mandat sur le Grand Liban et la Syris; le « sursaut » de 1943 où, à la faveur de la ruerro et de la faiblesse de la France libre au Levant face aux Britanniques, les Libanais arrachent leur indépendance sur la base d'un « pacte national » conascrant un modus vibendi entre chrétiens et musulmans. On sait ce qu'il en est advenu en 1975. Dominique Baudis a voulu rédiger un ouvrage de vulgarisation informé cependant à bonne sourc historique. L'objectif est etteint ; la Passon des chrétiens du L'Oca est un guide utile et fort blen écrit pour comprendre le gâchis libanais. — B. C.

SOCIÉTÉ

Delarue

STRATEGIES DE L'ECO-DEVELOPPEMENT. -Ignacy Sachs

* Collection « Développement et Civill-sations », édition Economie et Rumanisme et les Editions ouvrières, Paris, 1980, 146 pages.

Pourquoi l'écologie apparaît-elle aujour-d'hui comme une solution possible aux problèmes économiques et sociaux du monde contemporain? Iguacy Sachus répond dans ce livre de synthèse que l'écodéraioppement, c'est e un débeloppement endogène et dépendant de ses propres forces soumit à la logique des besoins de la population entière et non de la production érigés en jin en soi, enjin (...) recherchant une harmonise entre l'homme et la nature». Bref, il constitue un tout, syntème économique, politique et moral, dans lequel l'exploitation mesurée des ressources naturelles de capaticipative».

* Fayard, Paris, 1979, 429 pages.
L'anteur de l'excellents Histoire de la Gestepo était des plus qualifiés pour écrire ce livre. C'est une histoire extrêmement circonstanciée, détaillée — et illustrée de la confession — à travers les âges ; donc de la peins de mort dans toutes les diversités de son anéquition et de son eurège de tortures. Où l'on voit — d'autant que le livre est fait pour les éclairer — les inquiétantes passions qui se satisfont sons le couvert de la justice. Très significative, la facilité avec laquelle on a toujours trouvé des bourresur. On notars qu'en France le titre officiel de ce citoyen sans statut précis est : « exécuteur en chef des arrêts oriminals ». Il y a dans carrêts criminals ». Il y a dans carrêts criminals » une ambiguité presque sub-* Fayard, Paris, 1979, 429 nages.

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

RESIDENTS A L'ETRANGER Commandez livres et disques français disponibles en ouvrant un compte par une provision minimum de 150 F on l'équivalent en devises

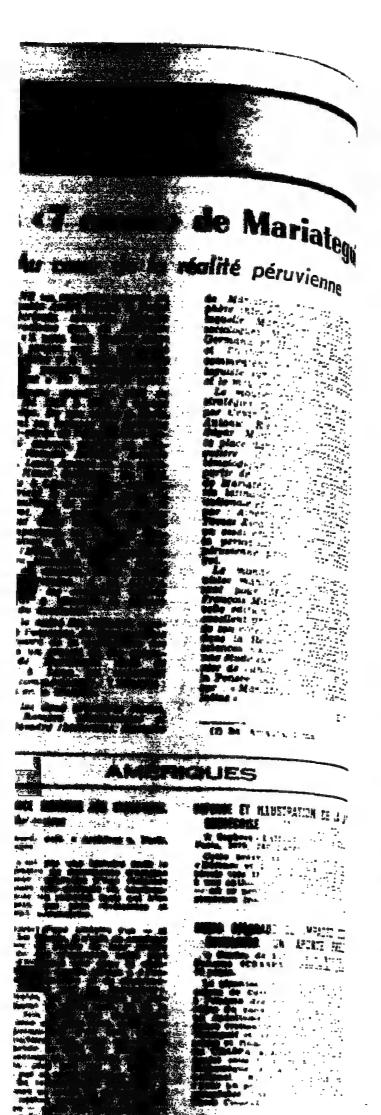
lls vous parviendront dans les meilleurs délais détaxe de 7% sur notre prix France pour les livres -remise de 10% sur les disques et les cassettes -Envois en recommandé - Pas de frais de dossier pour tonte commande supérieure à 150 F (sinon 5 F) Frais réels de port (avion ou surface à votre choix)

14 place de Rungis - 75013 Paris - Tél. 588.44.45

LE DESIR DE PUNIR_ - Thierry Lévy * Payard, Paris, 1975, 264 pages. Cet essai sur le «privilège pénsi» —
privilège du roi, de l'Etat, et prétendument du peuple — s'achève sur l'examen
d'une condamnation à mort: celle de la
prison. Cette ultime libérelisation de la
liberté s'étendant aux «punis» se fera
d'autent mieur qu'elle est inscrite dans
un réseau de aurveillance et de contrôles
qui enserre de plus en plus le «libre»
citoyen.

EMPLOYMENT AND BASIC NEEDS IN POETUGAL: étude menée par des experts internationaux et portugais, dans je cadre d'une mission du Bureau international: du travail (BIT), pour établir un inventaire des besoins de base et des ressources nationales au Portugal. Enquêtes et statistiques en mesurant le nature dans d'ivers domaines (allementation, sauté, éducation, habitat, culture...) et d'essent un tableau des possibilités de l'économie par secteur d'activité et par région. Travail réalisé à la demande du gouvernement socialiste de Marie Soarès (juillet 1978-decembre 1217) en vue de l'établissement d'un plan ésonomique et social fondé sur la réduction du chômage et la substitution de la production intérieure aux importations, avant que ne s'imposent les recommandations défiadionnistes du Fonds monétaire international. (Bureau international du travail, Genève, 1978, 228 pages.) Y. F.





METHOD OF \$1,550. -

Pmart

Une nouvelle de Tchicaya U Tam'Si

L avait quatre ans quand le monde lui apparut sous une étrange vision : un accouplement brutal inondé de sueur de deux corps aux chaires rudes, de couleur roulile. Comme il ne savait pas où il était, il ne sut pas si c'était son père et sa mère, ou un de ses oncles et une de ses tantes qui se livraient cette étrange lutte. Il commt pour la première fois la sensation du danger, il courut à perdre halcine à travers les plants de manioc et de pataies douces, et se réfugia dans les hautes herbes pour se caresser le ventre en poussant des cris de guenon et des miaudements frénétiques.

Le soleil souillait tout alentour d'une lumière frileuse qui poissait de sueur sa feinte agonie. Il leva, très douz, un regard laiteux sur l'étrange moment, suppliant que tant de cris ne le submergent, ne l'emportent, le dépossédant du droit à l'éternelle innocement.

Il grandit parmi l'odeur rance de ses sœurs, de ses cousines et des femmes du clan.

Les fumées huileuses, les chuchotements suspects qui irritaient le derme. Le crâne poli et repoli par prophylaxie contre la gale. Seul enfant du cian exempté de ce tribut, il a aussi la denture parfaite : un scandale qui l'entoure de suspicion, « cet enfant-là! ». Libre de vaquer à tout, échappant aux intendits, ce corpus pédagogique, si coercitif pour le reste de la vollère, « cet enfant-là! ».

Il était normal qu'il n'aimât jamais grimper aux palmiers. Autant grimper un cactus et un sisal. Mais cocotiers, avocatiers, arbres à pain ne lui inspiraient pas la même médiance.

arbres à pain ne lui inspiraient pas la même méfiance.

Liane Lézard, si frétillante. Courait-il, grimpait-il, sa manière tenait du phénomène.

A quatre ans, ou vens le même âge, entre les jambes des femmes qui faisaient enclos autour d'une parturiente, il vit ce qu'il refusera toujours de voir par la suite : deux cuisses ouvertes, des eaux gluantes, du sang bouëlant écœurant, et sortir une chose, une caricature grossière, flasque, fripée, poisseuse, un semblant de corps. Les trépignements et les cris de celles qui reprenaient en chœur fugué les cris de la parturiente le firent fuir. Bis : il courut, éperdu, dans les plants de manioc, les plants de patates douces, se réfugier dans l'herbe haute, où il alterna rires et pleurs simulés.

L'ombre de la nuit rampa sur lui, aussi fantasque que le bousier qui, d'un excrément, fait un trésor. Une lumière noire dont la chaisur a l'odeur d'aisselles, entoura son office de Dieu palen. « Cet enfant, que lui était-il encore arrivé? ».

Ce furent ses premiers secrets. Il les enfouissait dans sa tête. Il arrêtait brusquement ses jeux, devenait absent, agaçant ses compagnons qu'il frustrait de sa participation inventive à leurs ébats. « Il est drôle », lâchait quelqu'un avec inquiétude. Cette inquiétude lui donnait de l'avantage.

L'avantage secret d'être paien. Et le Dieu ventru, aux jambes grêles, au crâne si poli qu'il retient la hunière jusque dans l'œil rond et qui conjure le mauvais sort.

DEL âge avait-il quand on l'écarta, pour qu'il ne vit pas ça? Fallait-il qu'on fût si soudain oublieux de ce qu'il était ! Le grain, le plus grain de l'épl. Ses tantes, ses mères se trémoussaient, hurlaient, se roulaient dans la poussière. Ses oncles, son père, se battaient la poitrine du poing, se cognaient la tête aux têtes des uns et des autres, à tout ce qui se présentait à leur tête. Les voisins accouraient avec des clameurs horribles

Les itiméraires des artistes et auteurs d'Afrique noire sont à l'image des houleversements que connaît leur continent depuis des siècles et de leur interrogation sur le devenir de sociétés auxangues au seuil de l' e indépandance ». Chez Tchicaya U Tam'Si, poète et dramaturge congolais, le débat semble intériorisé. A l'approche de la ciuquantaine, le regard de ce gentilhomme a ceractère affable n'a rien pendu de son asuité. On l'imaginarait volontiers insensibilisé, alors qu'il se sert de l'humour et d'un brin de cynisme pour voiler les meuririssures. L'Afrique, à l'image du tiens-monde, n'est sûrement pas une terre romantique et confortable. Au sud du Sahara, ella demeure le continent des identités niées et dures à retrouver.

Un nombre croissant d'écrivains noits se sont attelés à la tâche de cette reconquête, non sans succès ai l'on en juge par la rayonnement du dramaturge nigérien Soyinka, du poète ougandais Okot p'Bitek ou du remancier kényan Ngugi wa Thiong'o. Les printres autochtones des ères née et post-coloniales rejoit-guent ici leurs frères sud-africains, l'apartheid n'étant pas que barrière de la couleur, le s développement séparé a se pratiquant à l'échejon d'un continent, ici entre Blancs et Noirs, là entre s'élus a noirs et l'immense majorité, celle des non-privilégiés.

La dernière œuvre de Tuhicaya U Tam'Si, Le destin glorieux du maréchal Mnikon Mniku, Prince qu'on sort (1), n'élude pas ce thèma. C'est une téroce satire des mœurs politiques africaines, relevée par un volontaire dépoullement des dialogues. Le caporal prome maréchal, à la faveur de son coup d'Etat, et qui sera renversé par un autre caperal : logique tréfutable, soulignée par des présences qui témoignent, comme celle de l'enfant emprisonné, pris dans une tourmente démante, qui regarde, gêne, rassure, fait peux.

Dans cette « comédie-farce-sinistre », le poète prend la mesure dérisoire, terrible, du vide politique post-colonial. Il le fait avec force : il n'est pas question de romantisme mais de violence, et horrifiantes. Ses frères, ses sœurs, ses cousines, ses cousines rivalisalent à qui se fendrait mieux la bouche en pieurant. La terre dans la cour était sabionneuse, il y avait donc asses de poussière pour tous. Et comme tout le monde s'occupait à s'époumoner de la sorte, il se parut insolite. Il plissa son front pour deviner la cause d'une telle affliction, mais fut distrait par le spectacle d'une vieille qui perdait et rajustait son pagnes sur sa politrine. Un dindon est moins spectaculaire. Les mêmes gestes. Et je ramasse un peu de terre que je jette en l'air, et je relève la têta, et je glousse, et je recommence. Et vollà que la haie autour de « ça. » s'ouvre comme pour céder à une présence, et vollà reparti, lugubre, criard, paillard, le chœur de plaintes, de lamentations. Comme il est minuscule et qu'il n'attire l'attention de personne, il se glisse, se faufile et voit « ça ». De la polirine au pubis, le corps, allongé par terre sur une natte, est en charpie. Et lui, était-il si vrai qu'il ne devait pas voir « ça »? Une fois de plus, il courut à travers les plants de mapioc, les plants de petates douces, s'égara dans les hautes herbes et se mit à glousser et à rendre les tripes, à se décrocher l'estourge.

Les trombes d'un ouragan forcené se ruèrent sur les deux paumes ouvertes des mains tendres et levées à hauteur des épaules. Il s'appliqua à boire, peu soucieux du déchaînement alentour. Il plut sur son premier deuil, le lavant de toute suspicion. Se connivence était d'une espèce singulière. Dans son Entre la mer et le village, il y a une frontière faite d'un désert de sable fin et or. La mer est une savanc d'eau, aussi houleuse que celle d'herbe autour du clos de Mpanzu. Ici, le village n'a pas une odeur de fumure et d'humus rances, mais de sardines qui sèchent sur le toit.

Il regarde la mer. La mer le regarde. Ici, ni l'un ni l'autre ne trahit en qu'ils se disent dans le secret de leurs paroles muettes. Le début de la rencontre est plein de réticence. L'un sera à l'autre, on ne parlera pas de duperie. La mer a déjà un avantage : il a le sel sur les lèvres. Il le constate du bout de la langue, non sans effroi, mais il garde contenance.

Il s'assit sur le sable, dédaigna la témérité de ses frères et sœurs qui se jetèrent à l'eau. Il afficha encore plus de dédain à l'endroit de l'audace de celul qu'il a vu concevoir, naître et grandir. Il s'assit sur le sable à les regarder patauger dans l'écume de cette eau verte, recevant en plein visage l'embrun avec effroi, se rassèrénant en évoquant ses secrets, en jetant sur eux un regard souriant qui voulait dire : « Jouez les braves, mals vous ne savez rien! » Lui, savait!

Il se leva, alla derrière la crique de sable où un ruisseau à sec avait son lit envahi de sable. Il s'assit, somnola et s'endormit en se frottant le ventre de la main droite comme là-bas, il y a si longtemps. Maintenant, il était sur un musge d'un blanc éclatant. Il marchait, un de ses pleds prenaît l'eau jusqu'à la jambe. Il fait un saut de cabri qui lui fit venir le frais au visage. C'était bon, mais il suait. Une étrange présence, des gouttes de sueur sur ses membres, lui donnaît à suffoquer. Il se réveille. Il était une île et la terre lui semblait loin. Il connut l'angoisse. L'eau remuante autour de lui faisait penser à des tripes, des boyaux d'un ventre ouvert qui perdait un sang d'étume. Parlerait-il plus fort que la mer? De l'autre côté de

LAZARE

temple d'herbe, il célébra toujours le culte de sa propre intercession afin qu'il lui fût permis d'être du destin commun herbe, eau, terre, lumière et contre-lumière, et toute chose innommable au profane.

C'était son père et sa mère qui copulaient ce jour-là. C'était

L se souvint aussi qu'après l'enterrement son père, ses mères (trois mères), ses frères et ses sœurs (innombrables) quittèrent ce village de plaine avec son bouquet de palmiers (qu'il ne grimpe jamais), de cocotiers, d'avocatiers, d'arbres à pain, de papayers, pour venir habiter un autre village en bord de mer. Chacun de ses oncles et leur progéniture désertèrent ce lieu, ce village, que l'on nommait le clos de Mpanzu!

son frère qui naquit ce jour-là. C'était un de ses oncles, dont le corps avait été déchiré par les cornes d'un buffle, que l'on pleurait ce jour-là. Il le sut, il s'en souvint.

Au moment d'abandonner le clos ancestral, on le chercha, on l'attendit. Il fallalt partir avant que le soleil ne fût éprouvant. On le vit revenir on ne sait d'où, on le vit venir suivi d'un imperceptible tourbillon de brins d'herbes, de poussière et d'autre chose encore. On ne fit aucune remarque. Il prit sa place dans la transhumance.

de sang, de trahison, de méchancaté — gratuite? — dans cette quête aberrante et absurde de la puissance, « Je suis une terreur, is vais l'être pour de bon... », fait dire Tchlesys à l'un de ses soldats. On songe à l'apostrophe du Sud-Africain Escehiei Mphahleie: « Un beau jour, je vais piller, violer, brûler; je vais couper la gorge de quelqu'un; je vais renverser un gouvernement; je vais opprimer mon propre peuple; je vais chasser les gros hommes noirs et les détruirs; je vais devenir un capitaliste, et malheur à tous ceux qui croiseront mon chemin; je vais fonder une Eglise dissidente, cels rapporte du fri: (...) Ignores-vous que, parfois, je tue au rythme des tambours et tranche les nerfs d'un enfant pour le guêrir de la paralysie? (...) Ce n'est qu'une dramatisation de ce que l'Afrique peut faire et est an train de faire » (2).

Le destin giorieux du maréchal Nnikon Nuiku est une forte parodio des a révolutions » — ou, plutôt, irrévolutions — que Tebicaya peint à travers des tableaux qui font peur. Une société de nouveau brutalisée, par les siena, si naturellement, si rapidement; la traduction des douleurs par le don de l'h um o ur glacial; l'énormité devenue toute nue : seul un Africain pout en prendre les mesures. Le talent de Tehicaya réside également dans le ton juste des dialogues. Les mimes à ficelles et à galons de la soène africaine ne doivent guêre se faire d'illusions : la douleur froide du peintre ne se nourrit pas seulement d'un table su

La nouvelle « Lasare » est sans doute d'une nature différente. Mais cette œuvre inédite en dit déjà long sur le regard de Tohicaya.

JEAN-CLAUDE POMONTL

(1) Prisence africaine, Paria, 1979, 108 pages.
(2) Cité par Taban Lo Liyong, in The last Word, E.A.P.H., Nairobi, 1969, pages 199-200.

CARNET DES AMBASSADES

la crique, la mer était plus nerveuse et bruyante, triomphante. Il était mort. Il revint sur cette certitude en évoquant ses secrets. Alors il regarda avec plus d'attention l'eau autour de lui, à ses pieds. Le sable labouré en sillons lui rappela les plants de manloc, de patates douces. Alors il courut, s'emmèlant les pieds dans l'eau, tomba, se releva, courut et fut sauf mais connut l'angoisse.

Il ne se dit pas : Oh, la traîtresse! Il sourit et dégiutissant tous les sous-entendus qui fortifient une amitié nouvelle.

(Cliché Musée de l'homme.)

L était l'ainé de plusieurs frères et sœurs nés de son père et de ses mères. Il ne connut le nombre de ses frères que plus tard quand il sut compter au-delà de cinq. Ils étaient dix vivants, quinze avec ceux qui étaient morts. Ceux de ses frères et sœurs qui naquirent après qu'il eut vu son père féconder une de ses mères, la sienne, mettre au monde le cadet de ses frères, tous moururent en bas âge ou n'atteignirent pas l'âge où le monde lui apparut, à lui, étrange, insolite.

Cette appréciation l'inquiéta, marqua sa conscience du daner de voir. Ce jour-là. Un jour, son père fit une pêche abondante de poissons au dos vert et au ventre blanc. Ce jour-là. il s'écorcha la main pour avoir tiré avec trop de vigueur sur le filet alourdi par ce qu'il avait pris à un banc de poissons. Ses mains s'infectèrent peu à peu. Les onguents préparés par ses mères ne le guérirent pas. Une plaie dans la paume gauche puait, verdissalt sous la plaque de cuivre qui la protégeait des mouches et qui devait hâter la cicatrisation. La gangrène menaçait. Il sentait la mort. La mort, il savait ce que c'était : un corps que la corne d'une bête sauvage déchire, disloque et jette à terre. Ce qu'il savait d'autre ne se dit pas. Sa bouche a une moue si tètue qu'on ne le lui fera pas dire. Il s'allongea sur le sable et ne fit aucun geste vers la mer. Il se laissa envahir par une odeur d'herbe brûlée. Il regarda la mer d'un œil confus. Il vit le soleil s'y coucher en silence, tout sanguinolent des blessures d'une longue journée d'ardents labeurs. Le souvenir du Dieu paien qu'il avait été le tenta, il riposta en raidissant son corps. Toutes ses articulations craquèrent un Te Deum.

E catéchiste récemment arrivé dans ce village de bord de mer l'emmena à une consultation médicale de passage. Revenant de ces soins, il croisa un prêtre. Il attribus sa guérison à un miracle. Le prêtre lui avait dit, répétant ce que le catéchiste lui avait déjà dit : « Tu guériras. » Il guérit. Il alla au catéchisme, décida qu'il se ferait baptiser du nom de Lazare. Il savait pourquoi. Il profèra ce désir en son œur d'abord, puis, un jour, après avoir nagé loin du rivage, il sortit de l'eau, chassa les gouttes d'eau avec ses paumes sur le visage, le corps et les membres et profèra à haute voix : « Je suis Lazare », puis dit au catéchiste : « Je prendrai le nom de Lazare». Sur son extrait de baptême, le prêtre écrivit le prénom qu'il s'était chois.

Il avait trop grandi pour courir entre les plants de manioc, de patates douces et se cloitrer tans les hautes herbes. Il mit ainsi fin à son enfance, s'en exis, perdit le pouvoir de ses premiers secrets. Il avait commence à mourir.

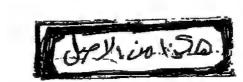
(Copyright Tchicaya U Tam'St, extrait d'un recueil à paraître sous le titre « la Main sèche ».)



THE PRESENTATION OF THE PARTY O

A l'occasion de la fête nationale, dixneuvième anniversaire de l'avènement du roi Hassan II, le docteur Youssef Ben Abbès, ambassadeur du Maroc, a donné une réception le 4 mars. M. S.-K. Dehlavi, chargé d'affaires al. de l'ambassade du Pakistan, a offert une réception le 24 mars à l'occasion de la fête nationale. A l'occasion du cent cinquante-neuvième anniversaire de l'indépendance, M. Siephan Stathatos, ambassadeur de Grèce, a donné une réception le 25 mars. M. Ahmed Abdoun, ambassadeur de la Ligue des Étais arabes, a offert une réception le 27 mars à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la Ligue. Nécrologie M. Manlio Brosib, ambassadeur d'Italle, ancien secrétaire général de l'OTAN, est décédé le 14 mars à l'âge de quatre-vingtdeux ans.





L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Le Conseil de sécurité vote à l'unanimité une résolution condamnant les implantations juives dans les territoires arabes occupés par Israel.

Israël.

R EUNI le 22 février à la demande du Marco R et de la Jordanie pour examiner la situation dans les territoires arabes occupés, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité, le 1° mars, une résolution (S/13827) désapprouvant la politique israélienne.

En particulier, les membres du Conseil de sécurité y considèrent que toutes les mesures prises « par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure ou le statut institutionnel des territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem, ou de toute partie de ceux-ci, n'ont aucune validité en droit, et que la politique et les pratiques israéliennes consistant à installer des éléments de sa population et de nouveaux inmigrants dans ces territoires constituent une violation flagrante de la quatrième convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, et font en outre gravement obstacle à l'instauration d'une paix générale, juste et du rable au d'une paix générale, juste et durable au

La résolution déplore vivement qu'Israël a persiste dans ces politiques » et « demande au gouvernement de démanteler les colonies exis-tantes et en particulier de cesser d'urgence d'établir, édifier et planifier des colonies dans les territoires arabes occupés depuis 1967, y compris Jérusalem ».

Elle demande également à tous les Etats de « ne fournir à Israël aucune assistance qui serait utilisée spécifiquement pour les colonies des territoires occupés », et prie « la Commission de continuer à étudier la situation ».

Enfin, par le même texte, le Conseil de sécurité félicite sa commission d'enquête pour le travail qu'elle a accompli et approuve son

Intervenant après le vote, le représentant des Etais-Unis, M. Donald Mac Rienry, s'est félicité des négociations actuelles en vue d'un règlement généralisé découlant des accords de paix. Il ne saurait y avoir de paix au Proche-Orient, a dit M. Mac Henry, tant que le problème palestinien ne sera pas réglé dans tous ses aspecis. Pour la première fois en trente ans, le problème central est abordé sérieusement. En ce qui concerne la question des ans, le problème central est abordé sérieusement. En ce qui concerne la question des
colonies dans les territoires occupés, les EtatsUnis considèrent que ces colonies sont illégales
et font obstacle à un accord. Ils approuvent
de manière générale les conclusions du rapport de la commission malgré certaines réserves. Il n'est pas réaliste, a dit M. Mac Henry,
de demander la suppression des colonies déjà
implantées. Les Etats-Unis estiment, a-t-il
ajouté, que c'est par la négociation que les
difficultés doivent être résolues. Le président
Carter fit ensuire annoncer, le 3 mars, que
le vote des Etats-Unis en faveur de la résolution
résultait d'une « interprétation inexacte » du résultait d'une « interprétation inexacte » du texte sur la question de Jérusalem, et qu'ils auraient dû s'abstenir.

Les travaux de la commission d'enquête en Iran.

La commission d'enquête des Nations unies, nommée par le secrétaire général et chargée d'entendre les griets iraniens et de contribuer à une solution de la crise entre l'Tran et les Etats-Unis, s'est rendue le 23 février à Téhéran. La commission est composée de cinq personnalités: MM. Andrès Aguilar (Vene-zuela), Mohamed Bedjaoui (Algérie), Adyb Daudy (République arabe syrienne), H. W. Jayawardene (Sri-Lanka) et Louis-Edmond Petitti (France).

Petitti (France).

A Téhéran, la commission s'est entretenue avec plusieurs centaines de victimes de l'ancien régime, des personnalités gouvernementales, le procureur général de Téhéran et le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (à propos des transactions financières sous le régime précédent). Le 11 mars, à son retour à New-York, M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, a précisé que la commission n'avait pu rencontrer les otages en raison d'un certain nombre de conditions posées par l'ayatollah Khomeiny. Elle avait donc jugé préférable de regagner New-York pour consultation, « a fin de donner au gouvernement iranien le temps de clarifier la situation ».

Fin de la session de la commission des droits de l'homme

des droits de l'homme

La commission des droits de l'homme, réunie depuis le 4 février à Genève pour sa trentesixième session, a terminé ses travaux le
14 mars. Dès le 13 février, elle avait voté une
résolution sur les violations des droits de
l'homme dans les territoires arabes occupés.
Elle a ensuite condamné l' « agression mûtitaire soviétique contre le peuple afghan »
et demandé à tous les Etats membres de ne
fournir aucune assistance au régime actuel
imposé à l'Afghanistan. A propos du traitement infilgé en U.R.S.S. au dissident Sakharov,
la commission a décidé par consensus de
remettre à l'an prochain l'examen « en priorité » de cette affaire. D'autres décisions de
la commission portent sur le droit inaliénable
du peuple palestinien à l'autodétermination;
sur le droit des peuples en général à l'autodétermination et à la légitimité de la lutte
pour l'indépendance, l'intégrité territoriale,
l'unité nationale et la libération de la domination coloniale et étrangère par tous les l'unité nationale et la libération de la domi-nation coloniale et étrangère par tous les moyens, y compris la lutte armée; sur le droit à l'indépendance du peuple sahraoul; sur la jouissance dans tous les pays des droits éco-nomiques, sociaux et cultureis; sur l'apartheid et les violations des droits de l'homme en Afrique australe; sur les droits de l'homme au Chili, su Cambodge, au Guatemaia, etc. A huis clou, la commission a débattu de la situation des droits de l'homme en Argentine ta stration des droits de l'homme en argentine et dans huit autres pays. D'autre part, à l'is-sue d'un déhat sur la question des personnes disparues, elle a chargé un groupe d'experts d'enquêter pendant un an sur les disparitions involontaires ou forcées dans le monde. Enfin elle a adopté des résolutions concernant les exodes massifs de populations et l'individualisation des poursuites et des pelnes.

AU CONSEIL DE SECURITÉ. — Le Conseil de sécurité a appronvé, à l'unanimité, le 19 jévrier, un projet de résolution recommandant l'admission de Saint-Vincent-et-Grenadine à l'ONU.

CONSEIL DE TUTELLE. — Une mission du Conseil de tutelle a effectué une visite, du 39 février à la fin du mois de mars, dans le territoire sous tutelle (Etats-Unit) des lles du Pacifique (ou Marondsie). Les Etats-Units entendent mettre fin à l'accord de tutelle l'an prochain.

NAMIBIE. — Le Conseil des Nations unies pour la Numbris a adopté deux rapports, le 3 mars, concernant, notamment, le programme de travail pour 1980. La priorité est donnée à l'examen de la question relative à Purantum nambient, à la protection des ressources naturelles de la Numbris et à la question de Walvis-Bay. En même temps, le Conseil a approuvé la création d'un centre de formation professionnelle des Namibiens.

professionnelle de Namioiens.

— La mission des Nations unies sur l'Afrique custrale a eu des entretiens, début mars, avec les autorités sud-africaines, à propos du projet de création d'une zons démititarisés à la frontière angolaise. La mission, dirigée par M. Brian E. Urquhart, s'est ensuits rendue à Windhoek et su Botswena. Pin féorier, un groupe d'experis, placé sous la présidence du général Prem Chand, s'était, lui aussi, rendu en Namible.

CAPACITE NUCLEAIRE DE L'AFRIQUE AUSTRALE. — Conformément à une demands de l'Assemblée générale de l'ONU, un groupe de six experts s'est réuni, du 25 eu 29 jévrier, pour préparer un rapport sur la capacité nucléaire de l'Ajrique du Eud. Ca rapport doit être soumis à la prochaine session de l'Assemblée.

DROITS DES PALESTINIENS.— Le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adressé, le 21 février, des lettres au président du Conseil de sécurité et au secrétaire général pour attirer leur attention sur l'« obstacle à la paix » que constituaient les récents événements dans les territoires occupés par Israël.

GONDITION DE LA FEMME. — La commission de la condition de la femme a tenu sa vingt-huitème session à Vienne, du 25 février au 5 mars. Elle a invité l'Assemblée générale des Nations unies à tenir compte, lors de su session extraordinaire, en août, sur le développement économique, du rôle de la femme dans le développement

STUPEFIANTS. — La commission des stupélients a tenue sa sixième session spéciale en février, au nouveau centre international de Vienne où ses services sont désormais installés. Elle a adopté des mesures s'inscripant dans le cadre du programme de lutte contre les stupéfiants.

NOUVELLE STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT.

— Le comité préparatoire pour la nouvelle Stratéjie du développement a tenu sa quatrième session

d New-York du 11 au 29 février. Il a décidé d'annezer

à son rapport un document présenté par l'Inde
au nom du groupe des «77». Selon le président,
des progrès auraient été accomplis en vue de la
présentation d'un texte unique.

DERARMEMENT

présentation d'un teste unique.

DESARMEMENT, ET DEVELOPPEMENT. — Un groupe d'experts chargé d'étudier la relation entre désamment et développement a siègé du 18 au 22 jévrier à Genève. Depuis sa création en 1978, il a lancé quarante-cinq projets de recherche dans des domaines où le désamment pourrait avoir un impact sur le développement. Il doit établir un rapport final à l'intention de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en 1982.

ARMES BACTERIOLOGIQUES, - La première conférence chargée d'examiner la convention de 1971 sur l'interdiction des armes biologiques a siégé en mars à Genève.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT. — Le conseil d'administration du Programme des Nations unies pour le dévelonneau Programme des Nations untes pour le developpe-ment (PNUD) a tenu une session spéciale du 11 au 20 février pour discuter des préparatifs du troisième cycle de programmation (1932-1986). Il a approuvé, à cette occasion, un prélèvement de 3 millions de dollars pour les activités de coopération technique du Nicaragua en 1980 et 1981.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'EN-VIRONNEMENT. — Une stratégie mondiale de conservation de la nature a été lancée le 5 mars, couronnant trois années d'elforts communs du Programme des Nations unies pour l'environnement (P.N.J.E.), de l'Union internationale pour la conservation de la nature et des ressources naturelles et du Fonds mondial pour la protection de la nature.

COMPTE DE LA CHARTE. — Le comité spécial le la charte et du raffermissement du rôle des lations unies a adopté le 23 février à Manille un rojet de déclaration sur le règlement pacifique les conflits, mettant ainsi un point final à sa inquième session.

DROIT DE LA MER. — La troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer a ouvert le 3 mars les travaux de sa neuvième session à New-York. La Namibie a été admise à participer à ses travaux avec les prérogatives d'un Elat membre, le territoire étant représenté par le Conseil des Nations unies pour la Namibie.

ENFANCE. — Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF, ou FISE) a envoyé le 25 février pour 20 000 dollers de secours aux enfants et mères victimes des inondations en Iran. Le 6 mars, il a auxal siloué une aide d'une voleur de 175 000 dollars à la Guinée-Equatoriale pour la remise sur pied des services de santé pour les enfants.

des services de santé pour les enfants.

REFUCIES. — Selon le haut commissariat des Nations unies pour les réjugiés, la première phase du rapairiement des réjugiés simbabuséens s'était achevée avant même la tenue des élections. Au 4 févriers, 33 400 personnes étaient ainsi restrées au Zimbabue, dont 18 200 venant du Botrvana, 11 000 du Mozambique et 4 200 de Zambie.

— Le 4 mars, le haut commissariat a lancé un appel en faveur des réjugiés dans les camps de Somalie. Les fonds nécessaires étaient estimés à plus de 40 millions de dollars.

— Enfin, le haut commissarie a désigné un fonctionnaire pour coordonner ses programmes dans la corne de l'Afrique et au Soudan. En revenche, le programme de rapatriement des Birmans réjugiés au Bangladesh étant terminé, le bureau du H.C.R. à Dacca été fermé en février.

JUSTICE. — Le greffe de la Cour internationale de

JUSTICE. — Le greffe de la Cour internationale de justice a fait amoir le 17 mars que la Cour en était arrivée à la phase de procédure oralé dans l'affaire du personnel diplomatique et consulaire des Etais-Unis à Téhéran. Les Etais-Unis avaient déposé isur mémoère à la date fixée, mais la République islamique d'Iran a laissé parser la date limite du 18 février 1980 qui lui avait été prescrite sans déposer de Contre-mémoère ni demander une prolongation du délai.

Organisation de l'aviation civile internationale

A la deuxième conférence de transport : nouveaux débats sur la politique de marché libre.

L'A deuxlème conférence internationale de transport aérien organisée par l'Organi-sation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.) a rassemblé du 28 février au 12 mars à Montréal quelque quatre cents délégués représentant cent deux Etats et organisations internationales

Elle a permis aux gouvernements de faire le point de la situation actuelle du transport aérien international, à l'aide de travaux effectués par deux groupes d'experts réunis depuis la première conférence de transport aérien (avril 1977). La conférence était confrontée, d'une part, à la politique de marché libre suivie par les Etais-Unis ainsi que certains attres pays et, d'autre part, aux positions de nombreux gouvernements qui cherchent à

soumettre les mécanismes du marché inter-national à un contrôle plus grand. Trois recommandations ont été formulées : la pre-mière traite de la nécessité de prêter étroi-tement attention aux effets des hausses de prix du carburant sur les coûts des compa-gnies, et par conséquent sur les tarifs ; la deuxième invité les Etats à se consulter davantage sur la stabilité des prix et sur l'appro-visionnement et la conservation du carburant ; la troisième recommande que les gouverne-ments assurent, dans la mesure du possible, une alimentation suffisante en carburant pour les activités aériemes approuvées, sur une base èquitable et non discriminatoire et aux prix en vigueur sur leurs marchés nationaux

Sur la question des tarifs internationaux, le débat a été marqué par la décision du Civil Aeronautics Board des Etats-Unis (CAB) d'interdire en partie aux compagnies aériennes des Etats-Unis de participer aux activités de l'IATA en matière de coordination des tarifs et par les modifications de structure proposées au sein de l'IATA. La conférence est convenue: 1) que les gouvernements devraient convenue : 1) que les gouvernements devraient éviter toute action unilatérale qui pourrait avoir une influence défavorable sur les efforts éployés par les transporteurs pour aboutir un accord sur les tarifs; 2) que les tarifs internationaux devraient être adoptés sur une base unilatérale; 3) que le mécanisme de coordination des tarifs de l'IATA devrait être

PROJETS CONFIES A L'OAC.I. — Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a conjéé le mois dernier l'exécution de nouveaux projets à l'O.A.G.I. en Algérie, en Argentine, au Brésil, au Chûl, en Jordanie, en Urugung, au Zaire, ainsi qu'un projet régional de grande ampleur dans la région Asie-Pacifique. Le montant total de la contribution du PNUD sera de plus de 18 millions de dollars. En outre deux projets jinancés par des jonds en dépôt et dont l'exécution est confiée à l'O.A.G.I. ont été approuvés en Arabie saoudite et en Irak, sinsi qu'un projet régional à Trinité-et-Tobago.

F.A.O.

Vers une baisse des stocks de ceréales l'

l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a annoncé le mois dernier, à l'issue d'une réunion de son groupe intergouvernemental sur les céréales, une baisse probable des stocks de céréales. A le fin de 1979-1980, ils devraient être inférieurs de 11 millions de tonnes (soit au total 254 millions) au niveau record du début de la campagne. Tandis que les stocks de blé subiront une baisse importante, et ceux de riz une baisse légère, les stocks de céréales secondaires devraient au contraire augmenter. Le groupe intergouvernemental s'est déclaré préoccupé par la répartition géographique des stocks, qui se trouvent de plus en plus concen-trés dans les principaux pays exportateurs.

FIBRES DURES. — Au cours de sa quinzième session, qui s'est tenus du 18 au 22 février, le groupe des fibres dures a décidé de relever la valeur médiane de la fourchette indicative pour le sisai et le henequen, utilisés principalement pour la fabrication de la ficelle agricole. De 575 dollars la tonne pour la fibre est-africaine (CAF-Europe) elle passe à 700 dollars la tonne. Appliquant une narpe de 50 dollars la tonne. Appliquant une plus de 50 dollars la tonne. Les nouveaux prin plancher et plafond ont été ainsi portés à 650 et 750 dollars la tonne, respectivement. Des priz indicatirs plus élevés ent été proposés pous l'abaca, fibre dans exportés surtout par les Philippines pour la fabrication de corde et de divers papiers spéciaux; mais auonn accord sur une nouvelle fourchette de priz indicatifs n'e été conclu.

CONVENTION SUR L'AIDE ALIMENTAIRE — Un

CONVENTION SUR L'AIDE ALIMENTAIRE. — Un accord a été signé à Londrez au début de mars sur la convention relative à l'aide alimentaire, par la C.E.E. et dix gouvernements qui ont annoncé également leurs contributions. Selon le directeur général de la F.A.O., ce nouvel instrument est «un pas important» vers la mise en œuvre du plan d'action en cinq points de la F.A.O. adopté l'an dernier. Mais, a-t-al fait remarquer, le montant de l'aide promise au titre de cette nouvelle souvention — 7 592 600 tonnes de céréales — est encore loin du chij're souhaitable.

loin du chiffre souhaitable.

POUR UNE ADE AUX REFUGIES AFGHANS ET AUX POPULATIONS CAMBODGIENNES. — À deux reprises au cours des dernières semaines, le directeur général de la P.A.O. a lancé des appels à la communauté internationale en laveur des populections particulièrement déshéritées: d'une part, les réfugiés afghans installés eu Pakistan; d'outre part, les Cambodgiens memacés de famine. Pour les premiers, une aide d'urgence au titre du Programme alimentaire mondial a éld été décidée pour couvri les besoins les plus presents de cinq cent mâle réfugiés pendant quatre mois et demi (d'une valeur de 11.5 múlions de dollars, alle comporte environ 33 000 tonnes de produits alimentaires).

UNESCO

Les conclusions de la commission d'étude des problèmes de la communication.

Communication.

La commission internationale d'étude des problèmes de la communication, présidée par M. Sean Mac Bride, a remis son rapport le 22 février au directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Cette commission, composée de seize membres, avait été instituée en novembre 1977, à la suite d'une décision de la Conférence générale de Nairobi (1976) invitant le directeur générale à approfondir la réflexion sur le rôle, les finalités et les conditions de la communication dans la société contemporaine.

L'accord entre les membres de la commission

tion dans la société contemporaine.

L'accord entre les membres de la commission a été unanime sur les quatre premières parties du rapport, qui portent sur la description des questions étudiées, leur mise en perspective historique et politique, les convergences de leur problématique, et le cadre institutionnel et professionnel dans lequel elles se posent. Une cinquième partie regroupe les recommandations sur lesquelles l'accord a été presque unanime, certains membres de la commission ayant exprimé des réserves.

unanime, certains membres de la commission ayant exprimé des réserves.

Tout en soulignant que la liberté de l'information en tant que doctrine a été « mal appliquée » ou « interprétée d'une manière étroite », la commission estime qu'il est encore plus important que « les conditions nécessaires à sa réelle mise en œuvre, tant au niveau national qu'international, n'aient pa s encore été crées ». Le rapport indique que « dans la mesure où seront réduites les disparités entre nations, ressources et moyens de la communication, les risques inhérents à la libre circulation pour les pays en développement disparaitront dans une large mesure et de plus larges échanges des mesages et des idées pourront être assurés ». Le rapport se réfère aussi la l'existence des grandes différences en ce qui concerne les facilités de communication et le déséquilibre de la circulation de l'information entre pays industrialisés et pays en voie de développement. La commission ne pense pas que l'un potura trouver une solution gouvernementale ou privée. Les quelque quatre-vingts recommandations auxouvelles la commission est parvenue sont

dans l'intervention gouvernementale ou privée. Les quelque quatre-vingts recommandations auxquelles la commission est parvenue sont regroupées dans la cinquième partie du rapport et s'orientent dans trois directions : conditions nécessaires au renforcement de l'indépendance des pays en matière de communication (mobilisation des ressources, production de papier, inégalité des tarifs internationaux de télécommunications, spectre électromagnétique et orbite géostationnaire); conséquences sociales de la communication; normes et pratiques professionnelles (un e proposition demande que la famille des Nations unles dispose d' « installations de radiodiffusion qui lui soient propres et éventuellement d'un satellite de communication »).

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE. — Selon les conclusions d'une conjérence plénière de l'évaluation internationale du cycle du combustole nucléaire», réunie à Vienne du 25 au 27 jévrier sous l'épide de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.S.A.), l'énergie nucléaire devra jouer un rôle plus important dans la satisfaction des besoins énergétiques mondiaux et elle devrait être largement disponible à cette jin. Soismate-six pags avaient été associés depuis octobre 1977 à une étude sur ce thème qui vient ainsi de trouver son achèvement.

— Environ deux cents participants venus de vingt-huit Etats membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) de l'Agence de l'énergie atomique (A.I.E.A.) de l'Agence de l'énergie nucléaire de l'O.C.D.E. et de la Commission des Communautés européennes ont pris à part au colloque international sur la gestion des déchets gazeux provenant des installations nucléaires, qui s'est tenu du 18 au 22 jévrier à Vienne.

© ORGANISATION INTERNATIONALE DIT TRA-

s'est tenu du 18 au 22 février à Vienne.

• ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL. — Réunt du 4 au 7 mars à Genève, le conseil
d'administration du Bureau international du travail
(BIT) a invité l'O.I.T. à intensifier son action dans
le domaine des droits de l'homme en accellérant
l'examen des plaintes relatives aux violations des
libertés syndicales.

Le conseil a aussi examiné les programmes d'activités de l'organisation pour la période 1982-1987
et d'a entamé les procédures qui doivent permettre
aux Etats-Unis (qui ont réintégré l'O.I.T. en février)
de retrouver leur stèpe au conseil. Enfan, il a pris
des mesures pour assurer l'avenir du Centre international de perfectionnement professionaci et technique du BIT à Turin.

• ORGANISATION MODIFIALE DE LA SARTE

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. — Une e cherte estatique » signée le 15 février à New-Delhi prévoit de renjorcer ces efforts pour le développement de la santé renjorcé de jugon signi-ficative dans la région Asis du Sud-Est de l'Organi-sation mondiale de la santé (O.M.S.).

sation mondiale de la santé (U.M.S.).

*** UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS. — Le première session de la conférence
administrative régionale de radiodiffusion à ondes
hectométriques (région à Amérique) organisée
par l'Union internationale des télécommunications
(U.I.T.) s'est ouverte le 10 mars à Buenos-Aires pour
une durée de trois semaines. Quelque deux cent
cinquante délégués appartenant à vingi-huit pays
membres de l'U.I.T. se sont attachés à définir des
oritères techniques et d'exploitation, einsi que des
méthodes de planification, en vue de l'élaboration
d'un plan régional de radiodiffusion en Amérique.

de africaine

heloppement.

Fonds monétaire international

Quatrième vente annuelle d'or

Le Fonds monétaire international (F.M.L.) a annoncé le 14 février qu'il avait procédé à la dernière des quatre ventes annuelles d'or, conformément à l'accord intervenu en août 1975 : le Fonds a vendu 6 122 663 onces d'or fin à cent vingt-six pays membres ; les quantités d'or vendues ont été calculées au prorata des quotes-parts le 31 août 1975 ; l'or a été vendu à un prix équivalant à 35 D.T.S. l'once d'or fin. Le produit de cette vente s'établit à environ 214 millions de D.T.S.

En soût 1975, le comité intérimaire du onsali des gouverneurs du Fonds était convenu ousali des gouverneurs du Fonds était convenu que le Fonds vendrait 50 millions d'onces de son stock d'or, dont une moitlé serait vendue directement aux pays qui étaient membres du Fonds au 31 août 1975 et l'autre au profit des pays en voie de développement. Au cours de la période quadriennale, un total de 24 507 063 d'onces d'or a été vendu aux cent vingt-six pays membres pour in montant équivalant à environ 358 millions de D.T.S. Les ventes d'or au profit de ces pays s'effec-tuent sous fourne de ventes par adjudication et ce programme prendra fin en mai.

VENTE MENSUELLE D'OR AUX ENCHERES.
Le F.M.i. a procédé, le 5 mars, à la vents mensuelle
d'or par adjudication au profit des pags en vois
de développement. Un total de 444 000 onces a été
ainst attribué entre 636,16 et 649,07 dollars l'once,
soit une mogenne de 641,23 dollars l'once. QUATRIEME VERSEMENT DU PONDS FIDU-CLARRE. — Africant en sa qualité de mandatoire du fonds fiduciaire, le Fonds monétaire interna-tional (F.M.I.) a procéde, le 28 février, à un verse-ment provisionnel équipalant à 274 millions de D.T.S. en faneur de quarante et un pays membres, portant ainsi les contributions du fonds fiduciaire pour 1979 et 1980 à l'équipalent de 300 millions de D.T.S.

de D.T.S.

Il s'agit là de la quatrième intercention du P.M.L. au titre du fonds féduciaire pous la période courant du 1er fuillet 1978 au 30 fuin 1980.

FINANCEMENT COMPRISATOIRE. — Le Turquie de cutorisée, le 21 jévrier, par le F.M.L., à

TERESTIONALES A production in the committee of the com manufacture of the culture of the cu tofic Titles. Mires distri-Addington the party of the part the liver problematique. The of problematities of the chiquidate part. decimes our lengue: delines our lenguere. Mindiana, cortains membres aposts suprime des reserve Tong on management Tong on management formacion ast tant disgraphysis to tant disderette a la commission plus important que minera destantat que m minera destantat que m minera de recise m minera la traces de dens la mestre de la de plus larges de plus l Trus en noulignant des formation es tant des de designates o bu designates designates o bu designates denn in majure all service anticipal de la communementation le libre directionnel de la communement de la communement de la commune de la comm Lip qualque quatre : renditions december. Pro-Fundition destates des 160 maintention (mobilisation destion de paper 174 malanment de teleheliemeter de terri Plantrettingtstrages »' minnigtstrages esclass' stocks de secution demand Medicals white district TART & MARKET STORY & 4 OBG42-04 .. g uftigete alle Beide gentell e finfrm jages e

effectuer des tirages d'un monisant équivalent à 71,625 millions de D.T.S., en titre du mécanisme de financement compensatoire.

de financement compensatoire.

CREDITS STAND-BY. — Le F.M.I. a accordé, le 28 février, un crédit stand-by aux Philippines, d'un montent équivalent à 410 millions de D.T.S. au cours des vingt-deux procheins mois; les tirages seront financés en partie à l'aide des ressources créineires du Ponds (77 millions) et en partie de ressources empruntées dans le cadre du métanisme de fonds (77 millions) et en partie de ressources empruntées dans le cadre du métanisme de financement supplémentaire. Le même four, le Ponds a approuvé un crédit stand-by en faveur de la Somalie, d'un montant équivalent à 11,5 millions de D.T.S. au cours des dours prochains mois. Le 4 mars, enfin, le Fonds a accordé à la République de Corès un crédit stand-by d'un montant équivalent à 640 millions de D.T.S. (soit 400 % du quota sud-coréen) pendent les deux prochains années; les tirages seront, en partie, jinancés par les ressources créinaires du Fonds (160 millions) et, pour le reste (460 millions). À l'aide de ressources empruntées dans le cadre du mécanisme de financement supplémentaire.

— Le 19 février, la République Centrufricains rétait vu accorder un crédit stand-by, dans la première tranche de crédit, équivalent à 4 millions de D.T.S.

Groupe de la Banque mondiale

Un rapport sur l'emploi en Chine. LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a publié le 14 l'évrier, sous le titre Croissance économique et emploi en Chine, un rapport soulignant notemment en Chine, un rapport soulignant notamment que la République populaire de Chine se fait « des progrès significatifs pers le plein emploi pour quatre cents millions d'hommes et de femmes ». La Banque estime que ce succès, alors que la population active a augmenté d'an moins cent cinquante millions de personnes entre 1957 et 1977, « est du essentiellement à la capacité du secteur agricole à absorber les deux tiers des nouveaux travailleurs ». Rappelons que la Chine — pas plus que l'URSS. — ne fait pas partie des institutions financières internationales.

PRETS DE LA BANQUE MONDIALE. — Le BIRD a annoncé plusieurs prêts au cours des deraières semaines en favour des pays sutvants:

— République de Corés (21 février) : montant équivalent à 100 millions de dollars pour un profet de formation technique supérieurs qui aidera à couvrir les besoins technologiques de l'industrie au cours des années 80 (le toux d'intérêt sur tous-les nouveaux prêts de la Banque a été fixé à 8,25 % ou 1er janvier dernier);

— Algérie (28 février) : 8 millions de dollars pour réparer d'importantes structures hydrauliques dans la zone irriquée de Bas Cheliff, sur 4000 hectares;

— Yougoslanie (28 février) : 88 millions de dollars destinés à accroître la production alimentaire (fruits, légumes, viande et lait), aussi blen dans le secteur privé que dans le secteur quationalisé;

— Algérie (13 mant) : 87 millions de dollars pour

nalisé;

— Algérie (13 mars): 87 milions de dollars pour un cinquième projet d'éducation (dans les secteurs de la réparation et de l'entretien des équipements de transports et des appareils ménagers);

— Egypte (13 mars): 50 milions de dollars de la Banque de développement industriel pour les entreprises industrieles du pays;

— Pérou (13 mars): 32,5 milions de dollars pour un projet d'expansion de la production de pérole.

PRET CONJOINT DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU HONDURAS. — Un prèt de la Banque mondiale (105 millions de dollars) et un crédit de l'Association internationale de développement (IDA) (20 millions de dollars) ont été attribués, le 13 mars, au Honduras pour financer un projet d'énergie électrique à El Cajon.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE. — Quatre interventions de la Société financière inter-nationale ont été annoncées : Quarts metroentine de la sociale mestates internationale ont été canoncées:

— Investiusement de 500 000 dollars (14 février)
dans le capital de SIMSA, compagnie minière privée
péruvenne qui entreprend, pour un coût de
12,9 millions de dollars, l'expansion de se capacité
de production de sina; cette prise de participation
de la S.F.I. s'accompagne de l'octroi d'un prêt de
2,7 millions de dollars (22 février) dans la Société
minière de Bou Galfer (Somifer), entreprise marocaine qui exploite d'importants gisements de cuivre
à Bietda, au sud du pags, et qui va développer ses
activités; est également prévu un prêt de la S.F.I.
d'un montant de 13 millions de dollars (3 mitro) pour

d'un montant de 13 milions de dollars (3 mars) pour un projet de production annuelle de 50 000 tonnes de polypropylèns par la P.P.H.-Compania Industriel de Polypropylèns, près de Porto-Alegre, au sud du Brésil la S.P.I. prend également une participation au capital d'un montant maximum de 2 millions de dollars;
— Prêt de 21 millions de dollars (4 mars) à Pindustrie hôtelière du Monténégro, en Yougoslavis, endommagée par un tremblement de terre. L'empranteur est l'investiciona Banka Titograd-Udruzena Banka (1.B.T.), association de onze banques locales du Monténègro.

EMISSION D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN FRANCS SUISSES. — Une émission publique d'obligations de la Banque mondiale en france suisses a eu lieu en Suisse du 26 au 29 février. Un syndical de banques suisses a mis sur le marché pour 100 millions de francs suisses d'obligations à dix aus et à 5 3/4 %; ces obligations oni été émises à 99 % du pair. Le groupe de garantie est dirigé par l'Union de banques suisses, la Société de banque suisses et le Crédit suisse étant co-chejs de file.

Ce nouvel emprunt, intitulé « Emprunt en france sutsees 5 3/4 % 1980-1990 », est daté du 12 mors 1980 et arrivera à échéance le 12 mars 1990. Les intérêts seront pagubles annuallement le 12 mars, la premier réglement devant intervenir le

Banque africaine de développement

Récapitulation des prêts accordés

à la fin de 1979. Tes informations les plus récentes parve-nues du siège de la Banque africaine de développement à Dakar permettent de réca-pituler les prèts qui ont été accordés par la Banque et le Fonds africain de développement du 25 septembre à la fin de l'année dernière.

Tout d'abord, à la cent vingt-troisième ses-sion du conseil d'administration de la Banque le 25 septembre, quatre prêts ont été approu-vés en faveur des pays et organismes suivants : ves en laveur des pays et diganismes suivants:

— Tunisis: 8 millions d'u.o. (1) (pour din-sept aus) accordés à la Société nationale d'exploitation et de distribution des caux pour le intencement d'un projet d'alimentation en cau de la zone industrielle de Gabé;

— Agence congolaise de communication en République populaire du Congo: 2,30 millions d'u.e. (pour douzs ans) pour le financement du projet de chemin de fer du Congo;

— Cameroun: 950 000 u.s. (pour dix ans) pour le

enemm de 1sr du Congo;

— Cameroun : \$50,000 u.s. (pour diz ans) pour le projet d'étude technique de la construction de la route Bamenda-Manje-Erok;

— Niger : 4,35 millions d'u.c. (pour treize ans) pour le financement du projet Sonichair, prévoyant l'approvisionnement des mines d'urantum en électricité.

Cinq autres prêts ont été annoncés entre le $1^{\rm er}$ et le 15 octobre : — Au Marco (1= catabre) : 8 millions d'u.c. (pour vingt ans) pour le projet d'irrigation du Gharb ; — A la société Misr Rayon de la République arabe «Egypte (4 octobre) : 3 millions d'u.c. (pour treise ans) pour le projet de fibres Polyèster Continues;
— A la Guénée-Bissau (10 octobre) : deux prâts:
(pour vingt ans) dont 2,5 millions d'u.e. sur les
ressources du Fonde spécial du Rigérie et 1,010 million d'u.e., sur les ressources de la Bonque afri-

(1) 1 u.c. = 1 D.T.S. du Fonds monétaire inter-national.

THE SHARE SHOW IN THE TANK

caine de développement pour un projet d'extension du réseau électrique; — À la Côte-d'Ivoire (15 octobre) : 8 millions d'u.c. (pour vingt ans) pour la construction de typée pro-jezzionnels;

A l'issue de la cent vingt-quatrième session du conseil d'administration, le 23 octobre, de nouvelles interventions ont été annoncées en faveur de trois pays :

— République populaire du Congo : prêt de 8 milions d'u.c. (pour vingt aus) pour le financement d'un programme de paimitre à huile d'Ousso ; — Libéria : prêt de 82 milions d'u.c. (pour vingt aus) pour le programme de paimière à huils de Benris : Botavana: prêt de 3 millions d'u.c. (pour seize anz) pour la construction du nouvel déroport international de Gaberones;

A sa cent vingt-sixième session, le 27 novem-

bre, le conseil d'administration a pris s'ept nouvelles décisions de prêt en faveur des pays — Monumbique: 8 millions d'u.a. (pour vingt ans) pour le financement du projet de développement agricole de Lioma:

— Kenya: 8 millions d'u.c. (pour vingt ans) pour la réalisation du projet d'adduction d'eau de Thika;

Thise;

— Marco: 8 millions d'u.c. rétrocédés à l'Office national de l'électricité (pour quinze ens) pour l'extension du réseau électrique;

— Levotho: 2.13 millions d'u.c. (pour quinze ens) pour le financement de projets industriels;

— Cainée-Equatorials: 500 000 u.c. (pour dir ans) pour le financement des études portont sur la modernisation de l'aéroport international de Bata:

— Zambia: 8 millions d'u.c. nour le financement de l'accomment de l'acco Zambis : 8 millions d'u.c. pour le financement — Lamons : s minions a mon pour de la projet ferroviairs;
— l'auxants : s millions d'u.a. (pour seize ans) pour la réalisation d'un programms de développement du réseau électrique.

Enfin, deux prêts ont été attribués au Ghana et à la Tanzanie par le conseil d'administration réuni pour sa cent vingt-septième session le 18 décembre 1979 :

— au Ghana, 3 millions d'u.e. sont affectés à un projet de restauration des usines de tranformation du cacao de Tema et de Takoradi;

— ên Tamzanie, 7 millions d'u.e. (pour vingt ans) contribueront à financer la réalisation d'un programme d'adduction d'eux et d'évacuation des eaux usées et pluvioles à Dodoma.

PONDS AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT. — De son côté, le Fonds africain de développement a annoncé les prêts en lauseur des pays suivants durant les dernières semaines de l'annès 1879 :

— Mozambique (12 septembre) : 8 millions d'u.c.f. (2) pour le financement du projet de la route d'Alto Molocue-Rio Ligonha;

— Kanya (19 septembre) : 8 millions d'u.c.f. pour la réalisation des projets d'assainissement de Nyéri et d'adduction d'eau de Nanyuki;

— Guinés-Bissau (11 octobre) : 63 millions d'u.c.f. pour la financement d'un projet d'électrification dans sept centres ruraux;

— Sierra-Leone (26 octobre) : 8 millions d'u.c.f.

— Sierra-Leone (26 octobre) : 8 millions d'u.c.f. destinés au programme de développement rural intégré de Moyamba; -- Rwanda (8 novembre) : 4,3 millions d'u.c.j. pour la construction de la route Ruhengeri-Cyanika;

— Houte-Volta (14 décembre) : 5,8 millions d'u.c.), pour jinancer un projet hydraulique et de développement rural intégré dans les zones sahé-liennes de Thiou et de Kougny. Quatre prêts avalent été approuvés lors de la cinquante-sinème session du conseil d'administra-tion du Fonds africain de développement, le 26 septembre 1979, en faveur des pays suivants :

 Somalie: 8 millions d'u.o.f. affectés au projet d'unénagement agricole de la région de Bay; - Dibouti: 2,50 milions d'u.o.i. pour le linancement de la première phase du projet d'assatnissement de la ville de Dibouti:
- Eppte: 8 millions d'u.o.i. pour un projet
d'électrification en milieu rurul; Mali: 700 millions d'u.c.j. pour les études techniques et de pré-investissement sur l'adduction d'eau dans les villes de Kayes, Bougount, Markala, Geo et San.

Trois autres prêts ont été annoncés à Fissue de la cinquante-septième session du conseil, le 25 octobre 1979, consentis à trois pays : — Gunée : 4,2 millions d'u.c.f. pour le finan ment d'un projet de développement de la r culture ; - Zeire : 8 millione d'u.e.j. pour la construc-

- Tanzanie: 8 millions d'u.c.f., également pour la construction de dix ponts. Cinq nouveaux prêts ont été accordés à l'issue de la cinquante-neuvième session du conseil d'administration le 29 novembre 1979 :

- Au Mosambique : 8 millions d'u.o.f. pour le projet de développement agricole de Lioma; - A la Gambie : 5 millions d'u.o. (environ 1244.2 millions de P.C.P.A.) pour la modernisation de l'industrie de transformation de l'arachide; - A la Somalie : 8 millions d'u.o.f. pour le réamé-nagement du projet d'irrigation de Jensole-Bulo Marenta:

projet d'adducton d'eau d'Assale : projet d'adducton d'eau d'Assale;

— Au Burundt : 8 millions d'u.c.f. pour le programme de développement rural de Mpanda.

Enim, à l'issue de la soitunitème réunion du
conseil d'administration, un prêt de 4,5 millions
d'u.c. u été approuvé, le 10 décembre, en faveur
de la République islamique des Comores, pour le
développement de la pêche artisanale.

développement de la pêche artisanale.

EMISSION D'OBLIGATIONS. — La Banque a'ricaine de développement a lancé, le 24 octobre 1979, une émission d'obligations d'une durés de huit aus, à 8 %. Cette émission, cotée aux Bourses de Francjort, Dusseldor! et Hambourg, svoit pour chef de file la D.G. Bank, la Deutsche Genossenschafts Bank, la Barines-Handels-Frankporter Bank, la Banque grabe et internationale d'investissement, le Crédit hyonnais et Merrill Lynch International. Il s'agissait de la seconde émission en deutschemarks lancés par la Banque africains.

(2) 1 u.c.f == 1.11 dollar des Etats-Unis.

Banque asiatiaue de développement

Trois prêts.

A Banque asiatique de développement annonce l'octrol de trois prêts : — Au Bangladesh (7 février) : 6,2 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour quarante ans, y compris un délai de grâce de dix ans, et à 1 %) pour la modernisation et l'extension du Bureau d'études géològiques du Bangladesh;

— A Hongkong (28 février) : 20 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour treize ans, y compris un déiat de grâce de trois ans, à 8,10 %) p our financer une partile du coût en devises étrangères du second projet de développement urbain de She-Tin.

— A Sri-Lanka (14 février) : 10 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans, y compris un délai de grâce de dix ans, à 1 %) pour aider la

Société financière de développement de Ceylan à financer des projets de développement dans

HAUSSE DU TAUX D'INTERET. — Le conseil des directours de la Banque a décidé le 27 février de relover de 7.60 à 8.10 % par en le taux d'intérêt des prêts accordés à l'aide des ressources ordinaires, et cela à dater du 1º fanuier deraitr. Paur les prêts consentis à l'aide des ressources du fonds apécial, le taux reste à 1 % l'an.

Banque européenne d'investissement

Prêts à quatre pays de la Commu-

L A Banque européenne d'investissement (B.E.L.) annonce une série de prêts dans les pays suivants, membres de la C.E.E. : les pays suivants, membres de la C.E.E.:

— Grande-Bretagne (4 mars): un prêt de 24 millions de livres (soit 37,1 millions d'unités de compte) en faveur de l'industrie britannique, dont la plus grande partie (20 millions) servira à financer des initiatives de petite et moyenne dimension dans des zones assistées. Le reste (4 millions) a été consenti pour sept ans, au taux de 10,15 %, à l'entreprise d'appareils électroménagers Hotpoint Ltd, fillale de GEC Schreiber Ltd, pour l'aménagement d'un terrain de 11,2 hectares dans la région de Rhyl (nord du Pays de Galles.)

— Italie (6 mars): sept prêts d'un mon-— Italie (6 mars) : sept prets d'un mon-tant total de 284 milliards de lires (228,2 mil-lions d'u.c.), dont 141,5 milliards pour l'approlions d'u.c.), dont 14,5 milliards pour l'appro-visionnement en énergie (avec bonification d'intérêt de 3 %), 100 milliards pour l'amé-lioration des télécommunications et 22,5 mil-liards pour des investissements industriels. Pour l'énergie, 130 milliards sont accordés (pour douze ans, au taux de 8,9 % après une bonification de 3 %) à l'ENEL (Ente Nazio-nale per l'Energia Elettrica) pour la construc-tion de deux stations de pompage hydro-électriques, l'une dans le massif de l'Alto-Gesso dans le Plémont (70 milliards) et l'autre à Edolo en Lombardie (60 milliards); 8,5 mil-

dans le Plémont (70 milliards) et l'autre à Edolo en Lombardie (60 milliards); 8,5 milliards vont à AGIP SpA (pour cinq ans au taux de 8,85 %, déduction (aite de la bonification de 3 %) à AGIP SpA (du groupe ENI) pour la mise en valeur du gisement de pétrole Nilde, au large de Mansala en Sicile; et 5 milliards sont mis à la disposition de l'IMI (Istituto Mobiliare Italiano) (pour quinze ans au taux de 8,1 % après bonification) pour la mise en place du réseau de chauffage urbain la mise en place du réseau de chauffage urbain

la mise en prace du rescau de discussione à Brescia.

Pour les télécommunications, 100 milliards mis à la disposition de l'IMI (pour quinze ans, à 10,25 %) qui les reprêtera à la SIP (Società Italiana per l'Esercizio Telefonico SpA) en vue de l'amélioration des télécommunications dans les Poutiles.

cations dans les Pouilles.

Enfin au titre des investissements industriels, 15 milliards sont consentis à Flat Trattori Spå (du groupe Flat) (pour huit ans, à 10,8 %) pour la première phase des travaux à 10,5 %) pour la première phase des travaux de modernisation et de restructuration de la production dans trois usines de tracteurs (à Modène, Cento et Jesi); 7,5 milliards sont affectés à l'IMI (pour dix ans, à 9,9 %) qui les reprétera à Kiopmann International Spapour contribuer à un investissement de 15 milliards de lires destiné à restructurer et moderniser une usine textile à Frosinone, dans le Latium.

Latium.

— Irlande (12 mars): des prêts d'une contre-valeur de 64,4 millions de livres irlandaises (96 millions d'u.c.), assortis d'une bonification d'intérêt-de 3 %. Sur ce total, un prêt de 43,4 millions est accordé pour quinze ans à l'Elst afin d'aider au développement industriel sur l'ensemble du territoire (ces fonds seront répartis entre l'Industrial Development Authority, la Shannon Free Airport Development Company Léd et Udaras na Gaeltachta); deux autres prêts sont aussi accordés à l'Etat pour quinze ans, d'un monaccordés à l'Etat pour quinze ans, d'un mon-tant total de 14 millions pour l'aménagement de réseaux d'adduction d'eau et de collecte

des caux usées (10 millions à des collectivités locales du Centre et du Nord-Est et 4 millions à des collectivités locales de l'Est et du Sud-Est); enfin, toujoirs consent à l'Etat pour

quinze ans, un prêt de 7 millions contribuera à la mise en valeur forestière du pays.

— Danemark (14 mars) : un prêt d'une contre-valeur de 90 millions de couronnes (11,8 millions d'u.c.) pour contribuer au finanet qui produira à la fois de l'énergie thermique et électrique au centre-est du Jutland. Ce prêt, d'une durée de vingt ans et au taux de 11,50 %, a été consenti à la commune de

PRET A LA TURQUIE — La B.E.l. a accordé le 27 lévrier à la Turquie un prêt de 75 millions d'unités de compte pour l'ouverture, dans le région d'Elbatan i dans le Sud-Est), d'un quement de ligante et la construction d'une centrale électrique d'une puissance installée de 1700 MW qui sera alimentée à partir du ligante extrat, ainsi que le raccorderent de la centrale au réseau à haute tension par deux ligaes de 180 kV la reliant à Ankara et à Eayert, il s'aujt d'un prêt à conditions spéciales que le ressources budgétaires de la Communanté, consenti à l'Etat ture pour quarante ans au taux de 2.5 %, dans le cadre du troisième protocole financier à l'Elat ture pour quarante ans au taux de dans le cadre du troisième protocole fii C.E.E.-Turquie.

• BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE, — Au cours de sa seluième session tenue d'Earthoum les 1st et 2 mars, le conseil d'administration de la Bunque arabe pour le déceloppement économique en Afrique (BADEA) a approuré des opérations de l'increcement en laveur des pays surants :

en faceur des pays stituatis :

— Botswana : 7,25 multions de dollars (pour quinze aus à 5 7, l'an) pour la construction de l'aéroport international de Gaberones;

— Mozambique : 10 millions de dollars (pour treize ans à 6 % l'an), pour financer un complexe industriel scierie-fabrique de bois à Mantea; — Seychelles : 1.20 million de dollars (pour douze ens à 5 % l'an) pour l'électrification de l'île de Pruslin.

 BANQUE CENTRAMERICAINE D'INTEGRATION ECONOMIQUE. — Cinq prêts ont été accordés par la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.O.J.E.) en lévrier en fureur de pays membres : — 125 000 dollars au gouvernement de Managua (12 léorier) au titre de son programme d'argènce pour la relance de l'activité economique, pour linancer les lroyaux d'amélioration de quatre routez nationales : Managua-La Paz- Centro-Leon, Leou Chinandega - Cortenia. Managa - Mante/resco - Las Conchitas et Sebaco-Matagalpa-Jinotega:

— 30 000 000 de dollars au gouvernement du Honduras (15 lévrier) pour la réali-ation du projet hydro-électrique El Cajon, qui, à partir de 1986, accroîtra de 50 % la capacité de production d'électricité du pays;

— 243000 dollars à Instituto Costarriceuse de Electricidad (ICE) (20 férmer) deutiné à financer les traçaux de mise au point de deux importants projets hydro-électriques à Ventanes et à Palomo dont l'achérement est prêts dans les années 50; - 240 000 dollars au gouvernement d'El Salzador (29 février) pour financer une série d'étades d'ingé-nierie concernant vingt-deux projets routiers;

— Enfin, un prêt à l'Institut de l'habitat (INVA) du Honduras (29 février) pour le financement d'un profet d'urbanisation et de construction de logements rociaux à Faldas del Pedregal. D'un coût total de 600 000 dollars, il est finance à concurrence de 88 % par la B.C.I.E.

de 88 % par la B.C.I.E.

BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPEMENT. — La Banque interaméricaine de déscioppement a annoncé l'octroi de deux prêts le ? février :
25 millions de dollars à l'Uruguay (à l'aide des ressources interrégionales pour vingt ans, à 8,25 %
l'an avec un délai de grâce de trois ans c: demi) pour financer l'extension des réseaux de distribution de l'électricité: — Et 14,1 millions de dollars au Paraguay (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, è 1 % l'an pendant les dix premières années et d 2 % après) pour sider à la consolidation d'implan-tations rurales dans les régions de Alio-Parana et Canendiyu.

DENEMIYU.

DES RECLEMENTS INTERNATIONAUZ. — La réunion mensuelle des gouverneurs des banques centrales, à Bâle, le 10 mars, a adopté le principe d'une aide à la Turquie sous forme de crédits-relais dont le montant pourruit varier de 500 à 500 milions de dollars; le montant devant être fizé au cours de la conférence séveant de Paris le 26 mars sous l'épide de l'O.C.D.E. Les gouverneurs se sont épalement préoccupés du marché des eurodevises.

de la Conférence des Nations unies sur le

de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), à une réunion préparatoire sur l'éventuelle convocation d'une conférence de négociation qui serait chargée d'élaborer un accord international sur le cuivre. Les travaux se sont achevés sans conclusion.

Le président du groupe sur le cuivre avait proposé la conclusion par étapes d'un véritable accord de produit sur le cuivre. Il a simplement été décidé d'inviter le comité intergouvernemental spécial chargé de suivre les

gouvernemental spécial chargé de suivre les progrès réalisés dans le cadre du programme

Communauté des Caraïbes

Réunion des ministres des affaires étrangères.

L'ES ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes ont tenu leur quinzième session à Castries (Salnte-Lucie) du quinzième session à Castries (Sainte-Lucie) du 6 au 8 février. Ils ont porté une particulière attention à l'impact du prix du petrole sur les économies des pays membres et à la définition d'une stratègie régionale sur le problème énergétique. La coordination des initiatives dans le domaine de la polltique extérieure, la question de Belise et les récents développements en Afrique du Sud, au Proche-Orient et en Amérique latine ont aussi été l'objet et en Amérique latine ont aussi été l'objet de discussions. Les ministres ont aussi manide discussions. Les ministres ont aussi mani-festé leur soutien au gouvernement de la Jamaique dans sa négociation avec le Fonds monétaire international et ont insisté sur la nécessité de préserver et de consolider les relations entre les pays membres. Ils ont sévèrement jugé l'intransigeance du Guatemala sur le problème de Belize, considérant que cette intransigeance est un obstacle à l'acces-don à l'indépendence de ce pays et à son sion à l'indépendance de ce pays et à son développement. Enfin les ministres ont exprimé le souhait que les vues et prises de position des pays angiophones des Caralbes soient prises en considération dans ces institutions du système interaméricain.

CNUCED

Difficultés pour l'élaboration d'un accord sur le cuivre.

QUARANTE-QUATRE pays producteurs et consommateurs de cuivre ont pris part à Genève, du 19 au 22 février sous l'égide

intégre pour les produits de base à examiner, à sa prochaine réunion de juin, la question de la poursuite des travaux préparatoires, y de la poursuite des travaux 'préparatoires, y compris la possibilité de convoquer une nouvelle réunion préparatoire comme celle qui vient d'avoir lieu fin février.

Les difficultés tlennent aux divergences de vue fondamentales qui depuis quatre ans caractérisent les débats de la CNUCED sur le marché international du cuivre. A lors que certains pays en vole de développement, exportateurs comme le Péron le Maxime les Phi-

certains pays en vole de développement, expor-tateurs comme le Pérou, le Mexique, les Phi-lippines et la Zambie se sont — ainsi que la Norvège — prononcès à cette réunion en faveur de la convocation rapide d'une conférence pour la négociation d'un accord international sur le cuivre, d'autres, comme le Chill, ont été plus réticents et ont estimé que, avant de réunir une telle conférence, il faudrait arriver à un consensus plus large sur les questions de fond. Le Canada, pays développé expor-tateur, n'était pas certain qu'un accord inter-national sur le cuivre soit nécessaire.

STATUTS DU PONDS COMMUN. — La quatrième session du comilé intérimaire chargé de mettre au point les statuts du fonds commun a eu lieu à Genève dans la seconde quinzaine de février. Les statuts devraient être adoptés par une conférence de négociation dont la réunion est prévue du 9 au 11 april.

FIBRES DURES. — La quatrième réunion préparatoire sur les libres dures, qui s'est tenus du 25 février au 7 mars, a examiné des rapports de trois groupes de travail sur le sisal, le henequeu, l'abaca et la fibre de coco. Les autres questions à l'ordre du jour concernaient l'examen des mesures de stabilisation et des propositions en vue d'un accord international ou d'accords internationaux sur les fibres dures.

TUNGSTENE. — Une nouvelle réunion tendant à réaliser un accord sur les mesures internationales propres à stablitser le marché du tungatenc s'est achevée sur un écheo le 29 février, après cinq jours

La position des grands groupes de pays représentés au comité du tungstène (créé en 1963) n'avait pas parié par rapport aux réunions des dernières années. PAYS LES MOINS AVANCES. — Un proupe inter-gouvernemental d'experts s'est réuni à Genève du 4 au 16 février pour étudier le nouveau programme

ÉDITIONS A. PÉDONE Publication de la Revus Générale de Droit International Public n° 35

13, rue Soufflot, 75005 PARIS Téléphone : 354-05-97 ROMAIN YAKEMTCHOUK

LES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES DE GUERRE

Un volume de 452 pages V.P.C. 170 F

d'action de la CNUCED en faveur des pays les moins avancés. Les institutions et pays donateurs ont été priés d'indiquer d'urgence par écrit comment ils entendent donner suite à leurs engagements titre de ce programme en faveur des trente pays

GATT

Les prochaines négociations globales à l'ONU.

Description de l'Accord général sur les tarlis douaniers et le commerce (GATT) permettant de débattre de la politique commerciale à tout moment, a tenu sa onzième réunion les 3 et 4 mars à Genève. Il a examiné comment le GATT pourrait contribuer aux négociations globales sur des questions commerciales. ciations globales sur des questions commerciales et autres qui doivent être entreprises dans le courant de l'année, lors d'une session extraor-dinaire de l'Assemblée générale de l'ONU.

LE COMMERCE INTERNATIONAL EN 1979. — Le secrétariet du GATI a présenté, le 15 février, une première évaluation des faits marquants du commerce international en 1979. La valeur des échanges a dépassé 1600 militards de dollars, en augmentation de 25 % pour une croissance en volume de ? %, et une progression de la production mondiale de 3 %.

Quarante-neuvième stage de politique commerciale organisé par le GATT rest ouvert le 18 jévrier. Il est destiné à des fonctionnaires angiophones des pays en voie de développement et durers jusqu'au 11 juin. STAGE DE POLITIQUE COMMERCIALE. - Le

RECENTE PUBLICATION

Les négociations commerciales multilatérales du Tokyo Round tvolume III, rapport addi-tionnel : compte rendu du déroulement des négociations d'avril 1979 à novembre 1979.

Marché commun centraméricain

Réunion des ministres de l'économie.

T ORS de leur vingt-deuxième session à San-José (Costa-Rica) le 24 février, les ministres de l'économie du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.) ont approuvé des recommandations relatives au fonctionnement des mécanismes communantaires dans l'at-tente de la reprise des négociations sur la restructuration de l'Organisation et de la mise au point du nouveau tarif extérieur. ministres ont aussi approuvé une résolution sur la renégociation de la dette extérieure du Nicaragua et l'adoption, à titre exceptionnel, de mesures destinées à assurer l'approvision-nement de son marché intérieur.

Au sujet du fonctionnement du M.C.C.A., Au sujet du fonctionnement du M.C.C.A., les ministres ont approuvé une recommandation modifiant le paragrapha b de l'article 17 du règlement d'application de l'impôt de stabilité économique. Ils ont discuté des problèmes de la stabilité des prix agricoles et de la garantie des approvisionnements, et ont demandé au secrétariat de l'intégration (SIECA) et à la commission de coordination des marchés et de stabilisation des prix d'examiner les perspectives d'application des disminer les perspectives d'application des dis-positions du α protocole de Limon ». Au terme d'un débat sur les problèmes de l'énergie, ils ont affirmé leur soutien aux démarches du Costa-Rica auprès des pays exportateurs de pêtrole — notamment le Venezuela et le Mexique, — afin d'obtenir un traitement préférentiel pour l'approvisionnement énergétique de la zone. Enfin les ministres ont confjé au SIECA une étude sur la conclusion éventuelle d'accords commerciaux avec des pays tiers, en particulier avec ceux de la Communauté des Caralbes.

EXPORTATIONS DE VIANDE BOVINE. — Le mécanisme d'in/ormation, de coordination et de consultation sur la viande bouine a tenu sa deuxième seasion à San-José (Costa-Rica) les 11 et 12 iévrier. Le secrétariat de l'intégration (SIECA), qui avait été chargé d'intervenir auprès du gouvernement américain au sujet de la nouveile loi sur les importations de viande alors en discussion devant le Congrés, a fait part de l'échec de sa mission (la nouveile loi a, en effet, èté adoptée le 31 décembre 1979). La réunion lui a alors confié une étude sur la comptabilité juridique de la nouveile législation avec les engagements souscrits par les Etats-Unis en tant que partie au GATT. Les pays membres ont été invités à poser la candidature du M.C.C.A. au poste d'observateur du Conseil international de la viande étabil par l'accord de Genève. Une autre résolution recommande aux cinq membres d'adopter une postion commune à la seconde réunion préparatoire sur la viande prépue dans le programme intégré pour les produits de base de la CNUCED, alors prévue du 17 au 23 mars.

COORDINATION DES MARCHES AGRICOLES ET

COORDINATION DES MARCHES AGRICOLES ET STABILISATION DES PRIX. — Le groupe d'experts de la commission de coordination des marchés agricoles et de stabilisation des prix a consacré sa diz-neuvième session, lenue à Managua du 13 au 15 jéviter. À la définition d'une méthodologie uniforme pour la fization des prix de garantie et des coûts de production.

COMMUNAUTES RURALES. — La commission permanente pour la recherche et le développement de l'agriculture et de l'élevage a siégé à Guatemala du 31 au 33 février. Elle a préparé les travaux du groupe d'experts chargés d'élaborer un plan d'inté-gration des communautés rurales.

O.C.D.E.

Réunion des ministres de l'agriculture.

L'agriculture de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), réuni au niveau ministériel les 5 et 6 mars à Paris, a fait un large tour d'horizon des perspectives en matière de politiques et de marchés agricoles. Les ministres ont mis l'accent sur l'interdépendance croissante des économies nationales et, à l'intérdépende de cheur pays cur les rejations directes crossante des economies nationales et, à l'in-tèrieur de chaque pays, sur les relations directes entre les politiques concernant le secteur agro-alimentaire et les politiques économique et sociale en général. Ils ont plus spécialement porté leur attention sur trois que est ions : orientation des politiques agricoles et alimen-taires en fonction de la situation économique générale actuelle et à plus long terme : amé-licipation du fonctionnement des marchés agricoles, y compris les conditions des échanagricoles, y compris les conditions des échan-ges internationaux; problèmes spécifiques des pays en vole de développement en matière agricole et alimentation agricole et alimentaire.

TOURISME. — Selon des extimations provisoires publiées le 18 février par le comité du tourisme de l'O.C.D.E., les récettes de la zone O.C.D.E. au titre du tourisme international en 1979 auraient atteint 64,1 millards de dollars des Etats-Unis contre 52,5 milliards en 1978 (+ 22 %). Les dépenses au même titre se seralent élevées à 65,6 milliards de dollars contre 54,4 l'année préoddente (+ 21 %). L'expansion des palements touristiques s'est donc ralentle ear, en 1978, récettés et dépenses touristiques avaient augmenté de 25 %.

AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.S. s'est réuni le 29 février pour examiner l'effort et la politique d'aide au développement de la France. Selon lui, l'aide publique au développement de la France s'est élevée en 1978 à 2,7 milliards de dollars, y compris l'aide considérable lournie aux départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM). Elle a liécht en pourceatage du P.N.B. de 0,68 % en 1977 à 0,57 % en 1978 par suite essentiellement d'une diminution

imprévue des appels de contributions du Fonds européen de développement. Le comité a noté qu'en 1979 etle a très probablement augmenté en pouc-centage du P.N.B. en raison de l'accroissement des centage au F.N.B. en raison de l'accrotisement des versaments aux organisations multilatérales.

— Le 19 février, le CAD avoit examiné la politique d'aide de l'Autriche, qui a confirmé qu'elle acceptait l'objectif de 6,7 % du P.N.B. pour l'aide publique au développement. Le Comité a noté que les versements de l'Autriche, à ce titre, out augmenté en 1977 et 1978, pour atteindre 157 millions de dollars, soit 6,27 % du P.N.B. (moyenne du CAD : 6,35 %).

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE. -AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE —
Le 21 février a été signé, au siège de l'Agence internationale de l'energie (A.I.E.) à Paris, un nouvel accord portant sur un projet de recherche dans le domaine de l'énergie qui vise à mettre au point une nouvelle technique de combustion du charbon. Neul pays membres de l'A.I.E. (Canada, Danemark, Italie, Japon, Norrège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bus, Suède et Suisse) mettront en commun leurs connaissances et leurs compétences, dans le cadre d'un programme de cinq aus, en vue da déterminer les possibilités d'application, du point de vue technique et économique, des techniques de combustion en ils fluidisé sous pression atmosphérique dans des chaudières. Le total des dépenses dépasserait 50 milious de dollars.

dépasserait 50 millions de dollars.

AGENCE DE L'O.C.D.E. POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE, — L'agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.) a publié le 18 février une nouvelle édition du rapport « Uranium : ressources, production et demande » qu'elle realise périodquement depuis 1965 avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AJ.E.A.). Les experts arriveit à la conclusion que « à long terme, si l'on veut que l'électronucléaire soit une source importante d'énergie. Il faudra, avant la fin de ce siècle, intensifier notablement les efforts de prospection et mettre en place une nouvelle capacité de production. De nouvelles unités de production devront se fonder pour une large part sur des sources autres que les ressources classiques connuez, exploitables à faible coût (...). Si les nouvelles unités construites demeurent pour la plupart des réacteurs à eau, la demande devrait rapidement épuiser les ressources connuez...»

INDUSTRIE SIDERURGIQUE. — Les principaux problèmes internationaux auxquels l'industrie sidérurgique mondiale deora jaire jace dans les années 80 et les mesures que les gouvernements pourroient prendre pour essayer de les résoudrs ont été examinés lors d'un symposium de l'O.C.D.S. qui a eu lieu à Paris, les 27 et 28 jévrier.

CONFERENCE SUR LES POLITIQUES DE LA PRIME ENFANCE. — Le centre de l'O.C.D.E. pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement (CERI) a organisé du 10 au 12 mars une conférence intergouvernementale sur les politiques de la prime onfance. Les travaux ont porté sur la nature et l'ampleur des menures gouvernementales qui devraient être prises à l'avenir pour la prime enfance dans les sociétés poste-industrielles.

NOMINATION. — M. Paul Lemerle (France) a été nommé secrétaire pénéral adjoint de l'O.C.D.E. pour une durée de deux ans. Succédant à M. Gérard Eldin, il a pris ses jonctions le 3 mars.

RECENTES PUBLICATIONS

 ◆ Dans la série « Etudes économiques » : Pays-Bas (93 pages) et Royaume-Uni (74 pages). Sécurité de la circulation en zones résidentielles (123 pages).

e Système d'observation permanente des migrations, VII° rapport : les effectifs de main-d'œuvre étrangère et les flux dans quatorse pays membres en 1978.

Marché commun

du moutans.

Les prix agricoles et la « guerre

L ES ministres de l'agriculture de la CE.B., réunis le 18 février à Bruxelles, ont jugé « insuffisantes » les propositions de la Commission européenne de majorer de 2,4 % les prix agricoles européens pour la campagne 1980-1981. Seut, le ministre britannique, M. Peter Walker, a réclamé un « gel » des produits excédentaires (lait, sucre, viande bovine, vin et huile d'olive) tout en laissant entendre que les propositions de la Commission constitusient une « base de dénart accep-

sion constituaient une « base de départ accep-table ».

Pour sa part, M. Pierre Méhaignerie, minis-

tre français de l'agriculture, a estime qu'il ne pouvait pas accepter une balsse des revenus des agriculteurs français. Tout le monde est

ne pouvait pas accepter une balsse des revenus des agriculteurs français. Tout le monde est persuadé, a ajouté le ministre français, que la hausse des prix devra se situer entre la proposition de la Commission de la C.E.E. de 2.4 % et celle des organisations, professionnelles agricoles de 7,9 %.

Le problème-clé de la négociation sur les prix agricoles européens est l'instauration d'une supertaxe laitière (1 franc par litre), proposée par la Commission, pour éviter toute production supplémentaire de lait dans les neuf pays du Marché commun. Seuls la R.F.A. et les Pays-Bas acceptent ce principe d'une telle supertaxe : les Belges, les Luxembourgeois, les Irlandais y sont franchement hostiles, tandis que les Français et les Britanniques demandent des aménagements.

Pour M. Méhaignerie, on ne peut frapper de la même manière les « usines à lait » du nord de l'Europe (Danemark, Pays-Bas, Grande-Bretagne) et les producteurs moyens de la France. La supertaxe doit donc être dégressive et frapper plus lourdement les gros producteurs une les producteurs moyens de les producteurs de les

dégressive et frapper plus lourdement les gros producteurs que les petits et les moyens.

Par ailleurs, les Neuf ont tenté une nou-velle fois, sans succès, de mettre fin à la

velle lois, sans succes, de mettre fin à la
« guerre du mouton » qui oppose depuis plusieurs mois la France à la Grande-Bretagne.
Paris réclame des garanties de revenus pour
ses cent cinquante mille éleveurs de moutons,
avant d'ouvrir complètement et tout de suite
ses frontières à la viande d'agneau en provenance de Grande-Bretagne. Londres, de son
côté, a fait une démarche officielle auprès
de la Commission de la C.E.E. pour que ceille-ci
intervienne auprès de la Cour européenne de

intervienne auprès de la Cour européenne de justice de Luxembourg pour forcer la France à supprimer « ses mesures illégales aux

Dans cette affaire, la France a été prati-quement isolée, le 4 mars, à Bruxelles, au cours d'une nouvelle réunion des ministres de l'agri-culture. Sept pays de la C.E.E. étalent en

essent pays de la C.E.E. étalent en esser par la Commission européenne qui suggérait, en contrepartie de l'ouverture immédiate et complète des frontières françaises à la viande de mouton britannique

de mouton britannique, une aide communau-taire à partager entre éleveurs français, bri-tanniques et friandais

Mais la France, soutenue par l'Irlande, a exige que cette aide communautaire serve à des achats d'intervention sur le marché fran-

cais, destinée à soutenir les cours à la production et à garantir ainsi les revenus des cent cinquante mille éleveurs français. Cette exi-gence française s'est heurtée au veto britan-

M. Giovanni Marcora, ministre italien de l'agriculture et actuel président du conseil des Neul, a estumé que la position française

frontières ».

• ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE DE LIBRE-COMMERCE. — Au cours d'une session ordi-naire le 25 février à Montevideo, le comité perma-nent a fizé le lieu et la date de la deuxième négo-• ASSOCIATION LIBRE-COMMERCE nent a fixé le lieu et la date de la deuxième nepociation prévue au calendrier des travaux de restructuration de l'Association latino-américaine de
libre-commerce (ALALG). La réunion aura lieu d
Anuncion (Paraguay) du 5 au 16 mal, et sera
consacrée aux questions suivantes : révision du
programme de libération des échanges : mesures
en faveur des pays membres les moins développés ;
définition des liens de coopération avec les autres
groupements économiques sous-régionaux de l'Amérique latine et des Carathes; questions d'ordre
institutionnel.

◆ CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE. — Le Conseil international du bié a annoncé le 12 février la publication d'une étude de son secrétariat sur les problèmes de transformation et de transport des céréales. Les auteurs y examinent, en particulier, les facteurs de nature à limiter le commerce des céréales et les mesures nécessaires dans différents pags pour permettre des flux commerciaux actrus dans les prochaines années.

• CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. e CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ETAIN. — Au cours de sa soizantième sexsion à Londres le 26 février, le Conseil international da l'étain a été saisi d'un rapport consacré à l'intention manifestée par les Etds-Unis de disposer de 35 000 tonnes d'étain sur leurs stocks non commerciaux (3 compris une contribution au stock régulateur de l'ordre de 5 000 tonnes). La discussion sur cette question a cité reprise lors d'une autre session du 11 au 11 mars. Le conseil a alors pris note de la décision des Etats-Unis de verser une contribution de 1500 tonnes de métal au stock régulateur. Au cours de cette session, le Conseil a révisé les pourcentages et les votes des pays consommateurs; il a ezaminé un rapport du directeur du stock régulateur sur la situation du marché et a modifié (avec effet eu 11 mars) les priz-planchers et plafonds.

• GROUPE ANDIN. — La sixième réunion du onneil de l'agriculture et de l'élevage du Groupe indin s'est tenue à Santa-Cruz (Bolivie) du 11 au 3 février. Les secrétaires d'Etat à l'agriculture ont 13 février. Les secrétaires d'état à l'agriculture ont adopté une vérie de recommandations dont certaines se rapportent aux projets de développement de produits à grande consommation (blé, graisses et huilés végétales), à la création d'industries agro-alimentaires de la viande bovine et du lait, à la production de semences de haute qualité, à la mise en piace d'un réseau d'établissements de froid industriel, et à la définition de normes communes pour le commerce sous-régional. Les secrétaires d'État ont aussi repris l'examen du programme spécial pour le développement de l'agriculture et de l'élevage en Bolivie.

— Au cours de sa neuvième session à Lima les 4 et 5 février, le comité automobile du Groupe andin s'est préoccupé de problèmes relatifs à la création de centres technologiques sous-régionaux. de l'harmonisation des fiscalités nationales et des techniques de fabrication de véhicules de tourisme. - Siégeant de son côté à Lima du 11 eu 13 février, le comité de la machine-outil a adopté le calendrier de ses activités pour 1880.

• ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PETROLE. — Le comité de stratégie à long terme de l'Organisation des pays exportaleurs de pétrole (OPEP), composé des ministres du pétrole de six pays membres, a proposé, le 22 février à Londres, un ajustement trimestriel du prix du pétrole en fonction de l'inflation occidentale, de la fluctuation des monnaies et de le variation du produit national brut des pays de l'O.C.D.E. Cette proposition doit être soumise, pour approbation, à une prochains conférence ministérielle de l'OPEP.

était une violation flagrante du traité de

a était une violation flagrante du traité de Rome qui ne peut être tolérée ». Les ministres n'ayant pu s'entendre, la Com-mission de la C.E.E. a demandé, le 5 mars, à la Cour européenne de justice de Luxembourg de prononcer le plus rapidement possible un jugement en référé contre la France pour forcer Parls à ouvrir ses frontières à la viande de mouton britannique (le jugement en référé

forcer Paris à ouvrir ses frontières à la viande de mouton britannique (le jugement en référé est un jugement provisoire qui doit permettre à la Cour de justice de Luxembourg de confir-mer son arrêt de septembre dernier qui avait déclaré illégal et contraire au traité de Rome le système national français de sauvegarde qui protège les éleveurs français de moutons contre les importations bon marché de viande ovine britannique).

Rejet de la super-taxe laitière.

Rejet de la super-taxe laitière.

Le 4 mars également, les ministres de l'agriculture ont pratiquement rejeté l'idée de la supertaxe laitière de l'franc par litre. M. Josef Ertl, ministre de l'agriculture de la R.F.A., a clairement indiqué à M. Olav Gundelach, commissaire européen responsable du secteur agricole, que la perception d'une telle supertaxe n'était pas « réalisable sur le plan politique ». Pour la France, l'Irlande et la R.F.A., il faut frapper en priorité les « usines à lait » de l'Europe du nord qui augmentent la prode

il faut frapper en priorité les « usines à lait » de l'Europe du nord qui augmentent la productivité des vaches laitières en les nourrissant avec du soja importé.

Britanniques, Hollandais et Danois, qui ont des fermes laitières à haut rendement, sont évidemment opposés à cette analyse et rejettent la responsabilité des excédents de produits laitiers sur les Français et les Allemands.

M. Finn Olav Gundelach, très déçu par l'accueil des ministres, a rappelé que si la C.E.E. ne parvenait pas à résorber rapidément ses excédents laitiers elle arriverait très rapidement au plafond de ses ressources budgé-

dement au plafond de ses ressources budgé-

LES INVESTISSEMENTS ENERGETIQUES. — La Communauté européenne devra consacrer, dans les dix prochaines années, près de 500 milliards de dollars d'investissements pour réduire, d'une part, sa dépendance à l'égard du pétrole brut et déveroipper, d'autre part, son programme d'énergies de remplacement.

Telles sont les conclusions contenues dans un rapport présenté, le mois dernier, par M. Guido Brunner, commussaire européen de l'énergie, à ses douze collègues de la Commission de la C.E.E. Pour laire face à ves dépanses considérables, la Commission estims que la C.E.E. devra dégager par an environ I milliards de dollars sous forms de prêts non remboursables, da bonifications d'intérêt ou de garanties qui viendraient compléter les programmes nationaux.

programmes nationaux.

Ces investissements communautaires, indique M. Brunner, doivent être [inancés par des taxes qui pourrulent être des prélèvements d'imprortation sur les produits pétroliers, une taxe d la production ou une taxe d la consommation, ou un mélange de ces diférentes [ormules. Taxe qui selon la Commission, aurait un effet bénéfique sur la réduction de la consommation de pétrole dans la C.E.E.

LES NEUP ET L'AFGHANISTAN.

LES NEUP ET L'AFGHANISTAN. — Réunis à Roms, le 19 février, les neus ministres des assaires étrangères de la Communauté européenne ont exprimé l'opinion selon laquells la a neutralisation » de l'Asghanistan pourrait permettre de trouver une issue positive à la crise présente. Il nes seguesait, a-t-on précisé de source officielle, ni d'une résolution ni même d'une déclaration, mais d'une indication donnée au président en exercice du conseil des ministres. M. Attilio Russimer des assaires étrangères, pour résumer à la presse les tradeux des Neus. Le texte souligne, d'autre part, que l'objectif à alteindre est « le retrait des troupes soviétiques d'Arghanistan ».

RELATIONS AVEC LA YOUGOSLAVIE. — Un accord de coopération visant notamment à permetire à la Yougoslavie de réduire son déficit

commercial vis-à-vis du Marché commun a élé paraphé le 25 février à Bruxelles. La négociation en avait été accélérée en raison de la maladie du président Tito et de la situation internationale.

RELATIONS AVEC LES A.C.P. — Les dispositions commerciales de la deuxième convention de Lomé, unissant à la C.E.E. cinquante-huit pags d'Afrique, des Caralbes et du Pacifique (AC.P.) sont entrées en vigueur le 1" mars. Les autres dispositions de la convention ne pourront être appliquées que lorsque les Parlements des Neuf et des deux tiers des pags A.C.P. l'auront ratifiée.

des pays A.C.P. l'auront ratifiée.

RELATIONS AVEC L'ASIE DU SUD-5ST. —
L'Association des nations de l'Asie du Sub-Est
(ANASS) et la Communauté européenne ont signé,
le 7 mars à Kuala-Lumpur, un traité de coopération économique, commerciale et culturelle, le
premier du genre entre la C.E.E. et une organisation
économique régionale. Ce traité prévoit, notamment,
l'octroi du régione de la nation la plus favorisée
aux deux parties. D'autre part, les ministres des
des deux organisations ont e déploré » les agressions
commisse par l'U.R.S.S. et le Vietnam, respectivement en Afghanistan et au Cambodge, et ils ont
demandé le retrait immédiat des troupes étrangères
de ces deux pags.

de ces deux pays.

REUNION DU COMITE CONSULTATIF DE L'AELE. ET DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Des réprésentants du comité économique et social des Communautés européannes (C.E.E.) et du comité consultatif de l'Association européanne de libre-échange (A.E.L.E.) ont tenu leur sixième réunion conjointe le l'éprier à Bruxelles. L'attention s'est portée en particulier sur l'élimination des entrapes iechniques aux échanges et sur les problèmes économiques et monétaires. Les participants ont estimé que le rôle des organisations européannes de normalisation — Comité européen de normalisation électronique (CENELEC) — devrait être renjoncé. Un accord s'est réalisé pour souhaiter, en raison des perspectives économiques difficiles, une coopération internationale accrue entre les pays de l'A.E.L.E. et la Communauté européenne.

CECA

Les Etats-Unis déclenchent la « guerre de l'acier » contre les Neuf.

CE qu'il faut bien appeler une « guerre de fait » sur l'acter entre les Etats-Unis et l'Europe a commencé le 21 mars. Washington a en effet, informé ce jour-là les autorités de la CECA que non seulement le premier producteur mondial, U.S. Steel attaquait pour dumping différentes firmes sidérurgiques fran-calses et allemandes, mais encore que d'autres groupes américains de l'acier aliaient faire de même, au risque d'interrompre le courant de demande américaine de métal européen. En dépit de l'intervention ferme de M. Davi-

gnon, commissaire européen de l'industrie, auprès des autorités américaines, à Washington même, dans les jours qui précédalent cette décision, l'administration Carter a laissé faire. Mieux — ou pire — elle a annoncé son inten-tion de suspendre le système des prix-planchers d'intervention (trigger price) dont le protec-tionnisme modéré était accepté par les Neuf dans la mesure où il leur évitait un dispositif plus restrictif. Bruxelles souhaite toujours éviter le pire mais, après avoir exprimé à Washington son vif mécontentement, prépare

Washington son vii mécontentement, prépare activement des mesures de rétorsion.

La rapidité et l'ampleur de l'initiative américaine a choqué les milleux européens. La Commission de Bruxelles avait, en effet, formulé à trois reprises, par la voix de M. Davignou, de vigoureuses mises en garde dans les deux semaines qui avaient précèdé. « Si une grande puissance commerciale comme les États-Unis, avait déclaré le commissaire européen, lors du symposium organisé par l'O.C.D.E. à la lors du symposium organisé par l'O.C.D.E. à la fin de février, cherchait à opèrer sa restruc-turation industrielle aux dépens d'autres pays, nous irions vers une dure confrontation. Ce serait entrer dans un système de guerre commerciale qui pourrait s'étendre en suite à l'automobile, aux chantiers navals et aux techniques de pointe. Ce serait tris grave. » dechniques de pointe. Ce serait tris grave. »
Quelques jours plus tard, aux Etats-Unis
même, M. Davignon s'était élevé contre toute
réduction arbitraire des importations américaines d'acier européen — ce qu'ont réclamé
les industriels américains, — ajoitant que le
dépôt à Washington de plans anti-dumping
contre les pays européens ne serait pas une
raison suffisante pour le déclenchement par
la CECA d'une a guerre commerciale ». Revenu
en Europe, M. Davignon déclarait au Parlement
européen de Strasbourg que l'essentiel était
de maintenir en vigueur le système administratif de limitation de la concurrence sur l'acier
entre les Etats-Unis et les Neuf (trigger price). entre les Etats-Unis et les Neuf (trigger price).

> Bruxelles met en garde Washington contre tout protectionnisme sur l'acier.

Bruxelles était prêt, finalement, à ne pas réagir an procès intenté par l'U.S. Steel, si seule cette firme intervenait; et surtout si le système du trigger price était maintenu Pourquoi cette modération de départ, aiors que le dispositif des « prix-gachette » génait la sidérurgie européenne? Pour la raison simple que si, en 1979, le système du trigger price a réduit d'un quart environ les ventes d'acier européen aux Etats-Unis (5,5 millions de tonnes au lleu de 7,5), qu'un péril bien pire résulterait de l'abandon du trigger price auquel les Européens se sont tant bien que mal accoutumés. Ne serait-ce pas l'occasion, alors, pour les sidérugistes américains d'obtenir des autorités politiques la réduction de 40 % des livraisons d'acier européen qu'ils souhaitent? Le statu quo administratif apparaissait d'autant plus utile à Bruxelles que l'on y estimait assez fortes les chances pour les Européens de gagner leur procès contre U.S. Steel.

U.S. Steel.

La question se pose maintenant de savoir comment la Commission européenne va répliquer. Les aervices de Bruxelles étudient des mesures de rétorsion, mais entendent les maintenir dans le cadre des procédures autorisées par le GATT ou les arrangements conclus précédemment entre l'Europe et les Etais-Unis. La Communauté s'estime attaquée par un partenaire qui ne respecte pas les engagements pris collectivement en 1977 dans le cadre de l'O.C.D.E. pour maintenir les échanges traditionnels entre pays industrialisés, majgré la crise et les détériorations de paiements engendrées par la hausse du pétrole. La nouveile politique protectionniste américaine paraît engendrees par la hausse du pétrole. La nou-veille politique protectionniste américaine paraît d'autant plus insupportable aux autorités européennes qu'en cinq ans (1974-1979) la sidérurgie du Vieux Continent a vu ses effec-tifs diminuer du septième (qualque cent cin-quante mille personnes) du fait de la restruc-turation en cours.

> Augmentation de 8 % des livraisons des pays tiers.

La Commission européanne vient précisément de compléter son plan de restructuration en publiant deux recommandations concernant d'une part la surveillance communautaire des importations des pays tiers (délivrance des documents d'importation), d'autre part la surveillance communautaire a posteriori des importations de certains aciers (obligation pour les Neuf de communautaire à a Commission la ventilation par produit et par pays d'origine des importations ainsi que les tonnages ventilés selon qu'il s'agit d'importations directes ou d'importations destinées à la réexportation.) réexportation.)

AUTRES DREAM

1 2 🖦 s

. .

15. 4) property

Chart Cond

Service of the servic

And the state of t Part bereath at the The street will be the street

- Andrews with

The second secon

The state of the s

Auto de A William Property

N - 11 - 450- 461-101

Espatiale europeenne

de l'Europe

~ . >

TECHNIQUES ET

La Commission européenne vient précisément



Les dernières statistiques publiées par les services de Bruxellès font apparaître une augmentation de 8 % des achats d'acter des Neuf aux pays tiers, alors qu'à l'inverse les ventes des Neuf à ces pays ont baissé de 2 % en un an. Les importations en provenance des pays tiers ont atteint en 1879 3 791 000 tonnes en Allémagne (+ 1,7 %), 1286 000 tonnes au Royaume-Uni (- 1 %) et 786 000 tonnes en France (- 14 %). Les exportations de ces pays hors du Marché commun se sont élevées en 1979 à 8 506 000 tonnes pour l'Allemagne (- 0,7 %), 4 887 000 tonnes pour le Royaume-Uni (- 8,3 %) et 2 426 000 tonnes pour la France (- 0,7 %).

and a to Car and and

AVEC L'ARIE

PER PER PE

minima economica service productions demonstrate production of the production of the

Les hiersel'nie derlenchen

wirft fout brett aft eine in.

Campre la

A THE WAY SHA

Neel.

COCA que toma mondia.

installer mendia. L'all proposition dell'archite i committe i committe i committe dell'archite i commi

augus ua "s

m. Pedatunutrati out - ou pire

metion Iragir

southers of the sector

La migidale et l'arti-

Mil de affections.

Mil de affections.

Mil è tible teòcomo.

Mil è tible teòcomo.

Mil è tible teòcomo.

or Beresber

de Breitelson

mer Cacers

Anim. "

AND THE P

- 1 -

Braselles mis er au det

ton contro un frein

mde america... M de l'intercent , dampinimatre europe : In din autoritée ainerie. I, dam les 5047a pri medity elain

CAR BY DE CONTRACTOR

Les perspectives pour le deuxième trimestre ne sont pas très optimistes. Selon les emperts, la production des Neuf ne dépasserait pas 34,5 millions de tonnes, soit autant qu'au premier trimestre, mais 2,3 % de moins qu'au déuxième trimestre de 1979. Pour l'instant, en tout cas, les commandes reques par les acièries des Neuf restent inférieures de 5 % à celles de l'année précédente, le recul des achats concernant aussi bien les pays de la CECA que les nations extérieures à la Communanté.

Trois mois de grève en Grande-Bretagne.

La production des Neuf en janvier, qui aurait du — scion les prévisions initiales — dépasser largement celle de 1979, l'a, en fait, simplement égalée (+ 0,3 %). Car si trois des grands producteurs de la CECA ont aouru sensiblement leur activité (+ 22 % en Allemagne, + 12,4 % en France, + 10 % en Belgique), l'Italie a augmenté faiblement sa production (+ 1,3 %) et surtout la Grande-Bretagne a réduit de 78,7 % l'acter qu'elle a coulé.

78,7 % l'acier qu'elle a coulé.

La grève de la British Steel, qui sévit depuis le 2 janvier, prive le Royaume-Uni d'environ 1,1 million de tonnes chaque mois. Après trois mois de conflit, les négociations sont dans l'impasse, en déplit de reprises périodiques des négociations, vite suivies de suspension des contacts. Selon la direction, qui mise sur les divisions à l'intérieur de son personnel, les revendications salariales des syndicats aboutiraient à une augmentation de 19,7 %, soit un écart de 5,3 % par rapport à ses propres propositions. La B.S.C. estime qu'elle ne peut aller au-delà de 14,4 % et suggère que les syndicats organisent un vote sur cette offre considérée comme « finale ». Les syndicats refusent cette consultation qui, selon eux, nierait le rôle des organisations représentatives : ils rejettent en outre la nomination d'un éventuel médiateur.

La Commission européenne, maintenant pré-

La Commission européenne, maintenant prévenue officiellement des intentions de la B.S.C. (suppression rapide de cinquante-deux mille emplois), s'est déclarée prête à accorder des aides financières pour faciliter la restructuration de la British Steel, à la condition que celle-ci soit d'accord sur le plan interne avec le gouvernement et les syndicats, et que l'administration de Londres soit prête à fournir de son côté des moyens financiers. Une intervention financière notable, souligne-t-on à Bruxelles, ne sera cependant possible que si le conseil des ministres des Neuf accepte les projets de la Commission relatifs au volet La Commission européenne, maintenant présocial de son plan de restructuration (voir

COMPROMIS PROPOSE SUR LE BUDGET DE LA OECA. — Pour sortir du désactoré sur le budget 1980 de la GECA, le président du Comité des représentants des neuf gouvernements a proposé que les Neuf s'engagent sur une dotation du budget CECA d'un montant de 43 millions d'unités de compte pour la restructuration de la sidérargie dont 28 seruient versés en 1980 et les 15 restants en 1981. Cette dotation serait à répartir, comme les années précédentes, entre les neuf Etats mémbres selon une clé spéciale.

CONCENTRATION AUTORISES dens la sidérurgie elge : la Commission européenne a accepté l'achai CONCENTRATION AUTORIBER dans la sidérurité pelge : la Commission européenne a accepté l'achat par le groupe allemand Klöckner de la participation actuelle de Cockerill dans la fabrique ALZ.N.V. de tôles en acter inaxydable lamine à froid, cinui que des actions que Cockerill pourre acquérir suprès des firmes japonaises copropriétaires d'ALZ. L'Etab belge et la société Kempense investering sont également autorisés à souserire respectivement vingticing mille oing cents et quatores mille trois cent trente actions d'ALZ., qui assure environ ? % des tôles d'acter inaxydable de la CECA.

L'AIDE EUROPEENNE A LA SIDERURGIE LOR-RAINE. — En réponse à une question de Mme Vays-sade, député (socialiste) français au Parlement européen, la Commission de Bruzelles se déclare prête à employer « tous les moyens financiens à finalité structurelle à sa disposition » pour faciliter la restructuration de la sidérurgie lorraine.

UN NOUVEL EMPRONT de 500 millions de francs luxembourgeois a été conciu entre la Commission européenne et un syndicat bancaire dirigé pur la Banque générale du Luxembourg; cette émission d'un iniérêt de 10 % sera remboursée en diz ans.

• EURATOM. — La C.E.E. a adopté la 14 mars le programme de recherches de l'Euratom (Commu-nauté suropéenna de l'énergie atomique) pour 1973-1983. Ce programme représente 350 millions d'unités de compte européennes (une U.C. = 5,9 FF ou

• PARLEMENT EUROPEEN. — Réuni en session plénière à Strasbourg, du 10 au 14 mars, le Parlement européen a adopté des résolutions sur des questions diverses, sur proposition de la Commission. Elles concernent notamment les questions suitoantes : suvantes:

organisation commune des marchés de la

vande bovine, l'ouverture d'un contingent tarifaire

communautaire de viande bovine et modification des droits de douane sur certains produite
agricoles:

communication des viands booms et modification des droits de douans sur certains produits agricoles;
— modernisation des exploitations agricoles;
— actions communautaires engagées au titre du Fonds européen de développement région al (FEDEZ);
— mise en œuvre d'une concurrence effective dans le secteur des transports, de la banque et des assurances;
— habilitation de la Commission à contracter des emprunts en vue de promouvoir des investissements dans la Communauté;
— aide spéciale aux petites et moyennes entreprises au Portugal;
— conclusion d'un accord de coopération avec les pays membres de l'Association des nations de l'Aste du Sud-Est (AMASE);
— divers réglements et accords sur la péahe.
Le Parlement a, d'autre part, adopté des résolutions concernant en particulier le lutte contre la droque, l'instauration d'un passeport européen (pour inviter le Consell à prendre une décision positive avant la fin de l'année), des mesures de soutien en faveur du Zimbahne, l'adoption de règles destinées à préventr les risques de marée noire et l'attribution d'aides aux régions atteinies, enfin la situation des otages en Iran après l' échees de la mission de l'ONU. Il a enfin demandé au consell de la G.E.E. de lui présenter en avril le profet de budget 1980, dont la première version svoit été rejetée en novembre.

danz gouvernements à e mettre fin à toutes formes de campagnes dans tous les domaines et à s'em-ployer à normaliser (leurs) rapports ».

PORCE ARABE DE DISSUASION. — Lors d'une session extraordinaire le 23 janvier d Tunis, le conseil de la Lique des Etats arabes avant dévidé le renouvellement du mandat des Forces arabes de dismassion ou Liben à compter du 26 janvier.

Organisation des Etats américains

Après l'incendie de l'ambassade LEspagne à Ciudad-de-Guatemala.

R EUNI le 7 février à la demande du gou-REUNI le 7 fevrier 2 la demande du gou-Reuni le 7 fevrier 2 la demande du gou-circonstances ayant entouré la mort de trente-neuf personnes dans l'incendie de l'ambassade de ce pays à Guatemala le 31 janvier, le conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OE.A.) a approuvé après de longs débats une déclaration condamnant les actes de violence et faisant état de sa préoccupation devant, cette nouvelle violation du droit devant cette nouvelle violation du droit international.

international.

Le conseil permanent a pris acte d'une communication du ministre des affaires étrangères du Guatemala dans laquelle il a présenté les excuses de son gouvernement pour l'attitude des forces de police, précisant qu'une enquête avait été ouverte pour établir les responsabilités et que des sanctions seront prises. Les représentants du Costa-Rica et du Pérou ayant fait observer qu'à l'origine des faits se trouvait le mécontentement des masses du sous-continent, le débat qui s'ensuivit obliges le président du conseil permanent à former un groupe de travail afin de rapprocher les groupe de travail afin de rapprocher les férents points de vue.

ADE AU NICARACUA. — Le conseu permanent de l'O.E.A., réuni à Washington le 13 février, a entendu le représentant du Nicaragua exposer les graves difficultés auxquelles se trouvent confrontés le gouvernement et le peuple nicaraguagens. Il a lancé un pressant appel aux gouvernements des pays membres pour qu'ils aident le Nicaragua à rétablir l'équilibre de son économia.

INDUSTRIB ALIMENTAIRE. — Siégeant à Washington les 20 et 21 février, sous l'égide de l'O.E.A. des experts régionaux et internationaux se sont efforcés de mettre au point un plan de développement de l'industrie alimentaire en Amérique latine et aux Caraïbes.

BEMINAIRE SUR LES CARAIBES. — Organisé par le comité pour les Caraibes, en collaboration evec le Conseil des Amériques et le secrétariat général de l'O.E.A., un séminaire sur les pays des Caraibes s'est tenu à Washington le 8 février à l'échelon des hauts fonctionneires. Le développement économique régional et le renforcement des institutions démocratiques ont été au centre des débats.

Organisation de l'unité africaine

Au conseil des ministres : la situation au Zimbabwe, en Namibie et ou Tchad.

au Tchad.

TES ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) se sont réunis du 6 au 15 février à Addis-Abeba. Outre les problèmes budgétaires, administratifs et institutionneis, la session a été plus particulièrement consacrée à la situation qui prévalait au Zimbabwe à la veille des élections des 27, 28 et 29 février.

A ce sujet, le conseil a adopté une résolution réclamant une application rigoureuse de l'accord de Lancaster House, condamnant le gouvernement britannique auquel il était reproché d'avoir voilé les termes de cet accord par son attitude hostile au Front patriolique, et l'invitant à prendre des mesures pour assurer au scrutin un déroulement normal : participation de tous les citoyens, consignation des forces rhodésiennes, abrogation de la loi d'urgence, sécurité des membres du Front patriolique et admission sur place d'une mission d'observation de l'O.U.A. Après avoir condamné la présence de troupes sud-africaines au Zimbabwe, cette résolution appelle les Etats membres de l'Organisation à ne reconnaître aucune institution de ce pays qui ne serait issue du libre choix de la population.

Sur la Namibie, les ministres se sont félicités du projet de création d'une zone démilitarisée proposé en novembre dernier à Genève, mais ont déploré l'intransigeance de l'Afrique du Sud dans ces négociations.

Examinant enfin la situation du Tchad, le conseil des ministres a constaté que « la vie

Examinant enfin la situation du Tchad, le conseil des ministres a constaté que « la vie constitue que « in ma redevient normale » dans le pays et a rappelé que les Etats membres doivent également apporter au Tchad toute l'aide politique, morale, et matérielle pour la reconstruction nationale.

nationale.

Le conseil a reconnu la nécessité de mettre sur pied une force de maintien de la paix au Tchad piacée sous l'égide de l'O.U.A. Il a suggéré qu'on donne à une telle force un statut juridique politique pour justifier sa présence et ses activités dans ce pays. Un appel a été lancé au gouvernement tchadien de nyeutre des mesures constitutes pour le price. de prendre des mesures concrètes pour la mise de prendre des mesures concrètes pour la mise en œuvre des autres dispositions de l'accord de Lagos, notamment celles concernant la démilitarisation des centres urbains et le retrait des troupes françaises du Tchad. En marge de ces problèmes, les ministres ont évoqué la prochaine réunion d'une conférence au sommet extraordinaire à Lagos, en avril essentiellement conserée autre con-

en avril, essentiellement consacrée aux proéconomiques de l'Afrique.

Union internationale pour la protection de la propriété industrielle

Pas d'accord sur la révision de la convention de Paris.

R EUNIE à Genève du 4 février au 4 mars,

R EUNIE à Genève du 4 février au 4 mars, R la conférence diplomatique de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (ULPPL) n'a pu parvenir à un accord sur son objectif principal, à savoir la révision de la convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle. Aussi a-t-elle demandé la convocation de l'assemblée de l'ULPPL en session extraordinaire du 22 au 28 septembre prochain, en lui demandant de prendre des mesures appropriées à la continuation de ses travaux.

Au terme de cinq années de négociations, un comité intergouvernemental préparatoire avait mis au point une série de propositions à l'intention de la conférence pour la guider dans son travail de révision. Ces propositions reflétaient, d'une part, la volonté des pays en voie de développement soucieux d'obtenir un allègement des contraintes qui pèsent sur eux en matière de droits sur la propriété industrielle (par exemple, la réduction des taxes sur les brevets, l'élargissement du système des ilcences et la protection des indications géographiques) et, d'autre part, le désir des pays socialistes de mettre sur le même plan dans les relations internationales le brevet et le certificat d'inventeur qui leur sert de titre de protection.

Tous les Etats membres des Nations unies (à l'exception de l'Afrique du Sud) avaient été invités à cette conférence diplomatique. Toutefois, seuls les Etats actuellement parties à la convention de Paris avaient le droit

e COMITE INTERNATIONAL. DE LA CROIXROUGE. — L'action humanitaire conjointement
menée au Kampuchéa par le Comité international
de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) et l'UNICEF s'est poursuivie pendant le mois de février. Un bulletin du
Comité daté du 5 mars indiquais que « des améliorations substantielles ne doivent toutefois pas faire
oublier que le rythme des transports vers les provinces et des distributions est encore modeste et que
des progrès devront être faits dans ce domaine
pour que la population khmère soit en mesure
d'affronter la mousson et ne soufre pas trop des
privations qu'elle devra subtr longtemps encore en
raison de la médiocrité prévisible des prochaines
récoltes. »

— Poursuivant la visite des lieux de détention en Iran commencée en fanvier, un délégué du C.I.C.-R. s'est rendu en férrier dans deux prisons de prograce. Du 12 au 14 février, il a visité la prison de Tabriz, et, les 19 et 20, celle de Rermanchah. Au total, il a eu accès à quelque cinq cents détenus.

eu acces a queique cinq cents détenus.

— Un délégué et un médecin du C.I.C.-R. ont visité, les 6 et 7 jévrier, la prison de Puli Charlish près de Raboul, où els ont eu au total quavante-deux détenus politiques. Cette visite laisait suite aux assurances, données le 23 janvier à la mission du C.J.C.-R. par le chef de l'Etat alghan, M. Babrak Karmal, selon lesquelles le C.I.C.-R. étant autorisé à visiter régulièrement et sans témons tous les prisonniers politiques, les détenus dis « de sécurité » ainsi que toutes les personnes capturées lors des combats.

Dans sette optique les détenués du C.I.C.-R.

ainsi que toutes les personnes capturées lors des combais.

Dans cette optique, les délégués du C.I.C.-R. ont à nouveau approché les autorités à la suite des événements qui se sont déroulés à Kaboul à la lin du mois de février.

— Un délégué et un médecin du C.I.C.-R. sont partis au Pakistan à la mi-février. En étroite liaison arec les délégués de la Lique des sociétés de la Croix-Rouge, ils ont mis sur pied un propramme de secours du Croissant-Rouge pakistanais en laveur des réugés afghans.

— Au Nicaragua, les délégués du C.I.C.-R. ont effectué en jévrier des visites dans douc lieux de détention à Monagua et en province, où ils ont vu, au total, plus de trois mille cinq cents détenus en raison des événements.

— Enjin, en Argentine, les délégués du C.I.C.-B. ont poursuivi en férrier leurs visites des lieux de détention. Ils se sont ainsi rendus à Cordoba, RioQuarto, Mendoca et à la prison « Villa Deroio » à Buenos-Aires.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — L'a

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Un cours régional de formation aux techniques de reconnaissance et aux méthodes de dissimulation de la droque a été organisé par la Commission du Pacifique sud (C.P.S.), du 3 au 16 mars, à Nouméa (Nouvelle-Calédonie). Plus de trente spécialistes de la luite antidroque représentant les services de police, les services douniers et les autres services de luite antidroque de treize pays et territoires insulaires du Pacifique y out participé.

• CONSEIL NORDIQUE. — L'Assemblée némière

CONSEIL NORDIQUE. — L'Assemblée plénière du Conseil nordique a tenu sa vingt-huitième session à Reykjavik du 3 au 7 mars. Il s'agissoit pour les parlementaires des cinq pays membres (Danemark, Islande, Norvège, Suède et Finlande) d'examiner le rapport du présidium et les divers domaines de la coopération au sein de l'organisation. Le Danemark devait démander que le Groenland et les îles Férod disposent désormais d'une représentation propre.

disposent désormais d'une représentation propre.

ORGANISATION DE LA CONPÉRENCE ISLAMIQUE. — Le «comité de Jérusalem » de l'Organisation de la conférence islamique, réuni les 11 el
12 mars à Marrakech, a lancé un appel pour la
convocation d'urgence de l'Assemblée générale des
Nations unies sur la guestion de la Palestine et de
Jérusalem. Il a, en outre, préconisé l'envoi de délégations ministérielles des pays membres dans les
États européens et non musulmans pour les inciter
à reconnaître l'Organisation de libération de la
Palestine.

a reconnaire l'Organisation de libération de la Palestine.

• ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA REGHERCHE NUCLEAIRE. — Le comité du conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nuclèaire (GEEN), réuni à Genère le 29 fevrier, a examiné, à la demande de l'Italie, les programmes d'avenir de l'organisation, en particulier le projet de réalisation du nouvel accélérateur européen LEP et le calendrier des décisions à prendre à son sujet. Les délégués sont convenus, avec la délégation italienne, que « LEP doit avoir la première priorité » parmi les projets européens d'accélérateurs en physique des particules élémentaires et doit être construit « aussi rapidement que possible ». Ils ont aussi décidé de créer un groupe de travail pour discuter de certains problèmes juridiques et budgétaires, ainsi que des relations du projet LEP avec les programmes nationaux; la première réunion de ce groups de travail est prévue en mars. Les douze délégations ont donné leur appui à la nomination pour cinq ans du projesseur Hervig Schapper au poste de directeur général de l'organisation, à partir du 1 parvier 1981. Le conseil en décidera à sa prochaine session.

• ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME.

. ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME. ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME.

La conférence mondiale sur le tourisme (qui aura lieu à Mantile en septembre et octobre prochains) a été le thême principal d'un symposium organisé le 3 mars par l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.) dans le cadre de la quatorzième Bourse internationale du tourisme de Berlin. Les participants ont évoqué les préoccupations qui seront celles de la conférence de Manille : élargissement du temps libre et marchés touristiques, structures des coûts et des prix et coopération entre les différents partenaires.

Agence spatiale européenne

Le financement du programme Spacelab.

A l'issue d'une réunion du conseil directeur du programme Spacelab, terme le 12 mars à Paris, l'Agence spatiale européenne (ASE) a annoncé que les formalités nécessaires pour assurer le financement du programme Spacelab entre 120 % et 140 % de son enveloppe initiale avaient été réunies.

Conformément à l'arrangement initial les contributions versées par les Etats participant au programme Spacelab permettaient son financement avec une marge d'aléas de 20 %. Des mocédures de financement ont dû être

financement avec une marge d'aléas de 20 %. Des procédures de financement ont dû être définies pour la tranche 120-140 %; elles ont conduit à une nouvelle clef de répartition de contributions: Allemagne de l'Ouest 64,78 %, Autriche 0,75 %, Belgique 5,07 %, Dainemark 1,81 %, Espagne 3,38 %, France 12,07 %. Italie 1 %, Fays-Bas 2,53 %, Royaume-Uni 7,60 %, et Suisse 1 %.

Par cette nouvelle disposition, les Et at s participants réaffirment leur volonté de mener le programme Spacelab à bonne fin et l'exécutif de l'Agence est mis en mesure de pour suivre le développement du programme Space-

suivre le développement du programme Space-lab dans la limite du budget autorisé pour 1980.

lab dans la limite du budget autorisé pour 1980.

NOUVEAU PROJET DE SATELLITE. — Lors de sa vingt-troisième session à Paris, les 4 et 5 mars dernier, le comité des programmes scientifiques de l'Agence a décidé d'inclure un nouveau projet dans les activités scientifiques : le projet Hipparou, satellite d'astrométrie. Il a pour objectif de messuer, de jaçon préciet, les puramètres extrométriques des corps célestés (positions, mouveaunts propres et puraliaxes) et de déterminer ainst, avec une très grande exactitude, la position et la vitesse de déplacement de qualque cent mille étolles. Prévu pour une durés de via de deux ans et demi, la satellite sera lancé vers le milieu de 1985 par Ariane et placé sur une orbite géostationnaire. Le conte extimatif total du projet est de 139,3 millions d'untités de compte, y compris sa charge utile.

Le contité des programmes scientifiques à également chargé l'exécutif de l'Agence de poursuitore l'étude de la mission relative à la comète Halley et d'explorer toutes les possibilités de compétation avec la NASA, et a aussi décidé de faire lancer un appel de propositions d'expériences pour définir la composition d'une charge utile possible pour uns première mission Biorack (Biorack est une installation expérimentale montés dans un bâti adapte un Spacalab, concue pour fournir aux chercheurs de multiples possibilités d'expériences, principalement dans le domaine de la biologie cellulaire et de la biologie moléculaire).

Conseil de l'Europe

L'évasion et la fraude fiscales.

L'évasion et la fraude fiscales.

Le Conseil de l'Europe a organisé du 5 au 7 mars, à Stractourg, un colloque sur l'évasion et la fraude fiscales qui a rassemblé environ cent cinquante parlementaires, hauts fonctionnaires et experts indépendants des vingt et un pays membres. Les débats ont porté sur la définition, la portée et l'importance de l'évasion et la fraude fiscales internationales, les niveaux et les disparités de fiscalité, l'application des conventions et accords du Conseil de l'Europe dans ce domainé et l'application internationale du droit pénal aux affaires fiscales, ainsi que les moyens d'améliorer la coopération internationale, européenne et mondiale.

DROITS DE L'HOMME. — Par un arrêt du 7 février, la Cour européenne des droits de l'homme a statué dur l'affaire Deweer, qui concerne

POWER THE ZALES SEAL

la Belgique. A l'unanimité, elle a fuyé que la renonciation du requérant à un procès équitable se trouvait entachée de contrainte et qu'il y a eu par conséquent violation de l'article 6, paragraphe l de la convention européenne des droits de l'homme. Elle a, en outre, accordé aux héritiers de M. Deweer — décédé en 1978 — une satisfaction équitable consistant notamment dans le remboursement, par l'Etat défendeur, de 10 000 francs beiges et 300 francs français. français. La Cour a statué le 10 mars sur l'octroi d'une « satisfaction équitable » (article 50) dans deux

asintalistam equitains y articles or the action affaires.

Dans l'affaire Luedicke, Belkacem et Kog, qui concerne la République fédérals d'Allemagne, elle a décidé, à l'unanimité, de rayer l'affaire du rôle en ce qui concerne MM. Luedicke et Rog, le ecaractère équitable » des accords conclus entre leurs représentants respectifs et le gouvernement ne lui instinct eucre donts et de refer la demande.

representants respectifs et la gouvernement ne int inspirant aucun doute, et de rejeter la demande d'honoraires supplémentaires présentée au nom de M. Belkacem par son avocat.

Dans l'affaire König, qui concerne également la République fédérale d'Allemagne, elle a dévidé, à Funantimité, que celle-el doit verser à M. König une indemnité de 39 789 deutschemarks.

une indemnité de 39 789 deutschemarks.

— A l'initiative de la commission européenne des droits de l'homme s'est tenus à Edinburgh le 14 février une réunion entre, d'une part, les parties dans les affaires G. Campbell et J. Cosans contre le Royaume-Uni, et, d'autre part, deux délégués de la commission, en vue de débattre des possibilités de parvenir à un règlement amiable dans ces affaires qui concernent la pratique des punitions corporelles dans les écoles écossaises.

D'autre part, la commission a tenu sa cent quarante-deuxième session à Strasbourg du 3 au 14 mars.

COOPERATION TRANSFRONTALIERE. — Le Conseil de l'Europe a adopté le 8 lévrier une convention-cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités ou des autorités territoriales. Cette nouvelle convention vise à encourager et à faciliter la conclusion d'accords entre régions et faciliter la conclusion d'accords entre régions et communes, de part et d'autre d'une frontière, dans les limites de leurs compétences. De tels accords pourront s'étendre, entre autres, au développement régional, à la protection de l'environnement, à l'amélioration des infrastructures et acroices publics, etc., allant nême fusqu'à la création de syndicats ou d'associations de collectivités locales transfrontaitères.

La convention sera ouverte à la signature lors de la conférence des ministres européens responsables des collectivités locales, qui se tiendra à Madrid du 21 au 23 mai.

Lique des Etats arabes

Au Conseil économique et social: vers une action commune.

vers une action commune.

REUNI à Tunis du 11 au 13 février, le conseil économique et social de la Ligue des Etats arabes a adopté un texte jetant les fondements d'une action commune arabe en matière économique. Ce document, qui en trace le cadre général, tend ansai à préciser certains projets: convention unifiée des investissements, développement des échanges commerciaux, centre de transfert de technologie. Le conseil a insisté sur la nécessité de développer les capacités nationales du monde arabe et d'éliminer toute dépendance économique. Il a siloué pour ce faire à la direction générale des affaires économiques de la Ligue un crédit supplémentaire de plus de 1 million de dollars.

DIFFÉREND ENTRE LA TUNISIE ET LA LIBYE.

— Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Lique des Etats grabes s'est réuni en session extraordinaire du 26 au 28 février à Tunisie et la Libye à la suite des événements de Gajza. Une commission, composée de représentants de l'irak, de la Sprie et du Kovelt, a été constituée pour rapprocher les points de sue et faire appliquer les décisions du conseil. Celui-ci a, en effet, invité les

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'énergie sourionte d'une jeune cité qui, dons un élan sans relâche, construit son avenir



IPE ATZINGER.

Le Palais des Papes; les Remparts; le Pont Saint-Sénéset, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;
 Les trésors de ses musées : musée Calvet, musée du Potit Palais (collection de primitifs Italiens) notamment :
 Un Centre International de Congrès amenagé dans le Palais des Papes;
 Son Féstival (15 juillet-15 août) Théâtre,

Son Fhéatre;
Son Frestival (15 juillet-15 août) Théatra,
Chorégraphie, Cinéma, Musique;
Des services règuliers de trains a antoconchetica s alier et retour au départ de Paris,
Etaples (Le Touquet), Boulogus, Liéga,
Bruzelles, Amsterdam, Düsseldorf, Hambourg,
Karisrube;
Son important Marché d'Intérêt national;
De magnifiques excursions à travers la
Provence;

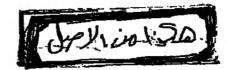
Provence:

Son folklore (dances et visilles traditions);

Le Pare des Expositions de Châteaublane;

Le Pare des Expositions de Chateauniane;
 La Foire et Expositions du Grand Delta;
 Des satisfactions gestronomiques et des vins de grands cros (Châteaunaui-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.);
 Visites AVIGNON « La Souneuse de Joie I... ».

Renssignsments : Syndicat d'Intitativa, cours Jean-Jaurès



LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

L'ENTREE des deux dernières décen-nies du siècle, la France cherche ses paysans, s'interroge sur leur sort et leur avenir. Les grands moyens d'infor-mation font feu de tout bois pour resmation font feu de tout bols pour restituer une certaine image de l'authenticité rurale. Les citadins à la campagne,
résidents des périphèries urbaines ou
migrants de loisins, appellent de leurs vœux
la mobilisation d'une armée de jardiniers
de la nature. Le pouvoir, plus prosaïquement, entreprend de sélectionner parmi
les producteurs agricoles ceux qui contribueront le mieux à réequilibrer la balance
du coumerce extérieur. Mais personne ne
songe plus à faire une France sans paysans, ni à prophétiser la fin des paysans.
Alors, qui sont donc ces paysans d'aujourd'hui, ces mai-connus?

Des minoritaires, partout. En vingt ans,

jourd'hui, ces mal-connus?

Des minoritaires, partout. En vingt ans, le population des ménages agricoles s'est réduite de près de la moitié. Dans l'ensemble de la population active nationale, les agriculteurs ont régressé de plus de 20 % à moins de 10 %. Et dans la campagne elle-même — quelle que soit la définition statistique qu'on adopte de l'espace rural, — ces agriculteurs ont fini par être largement surclassés en nombre l'espace rural, — ces agricultaurs ont fini par ètre largement surclassés en nombre par d'autres actifs : employés, ouvriers, cadres moyens, travaillant sur place ou dans les villes moyennes du voisinage. Tandis que croît à côté d'eux la place prise, dans la société villageoise, par les inactifs et, singulièrement, les retraités. Mais ces minoritaires détiennent et gèrent la plus àrande partie de l'espace. Mais ces minoritaires détiennent et gèrent la plus grande partie de l'espace. Car la paysannerie ne desserre pas son emprise sur la terre. Propriétaire de plus des deux tiers de la surface agricole du pays, elle agrandit encore chaque année, imperceptiblement, son domaine en réalisant les trois quarts des achats sur le marché foncier. D'où contradictions et conflits. L'économie de la société post-industrielle regulert un espace sans cesse industrielle requiert un espace sans cesse élargi pour la réalisation de nouveaux équipements, collectifs ou privés : l'ensem-ble de l'espace rural constitue, dans ces conditions, une réserve foncière soumise à une pression sans cesse accrue. Et si, aujourd'hui, la consommation de terres liée aux divers aspects de l'expansion urbaine reste encore limitée — nettement moins importante, par exemple, que celle résultant des plantations forestières, — la déstabilisation de la société rurale pré-

la déstabilisation de la société rurale pré-pare la voie à une pénétration en force des intérêts citadins à la campagne. Peu à peu, en affet, la gestion de l'espace échappe aux collectivités ou, plus exacte-ment, s'impose à elles de l'extérieur. La planification territoriale, qui met en cause les rapports du pouvoir local avec l'appa-reil d'Etat et, le cas échéant, les grandes entreprises, structure des réseaux complexes de relations interpersonnelles : les nota-bles ruraux, collaborateurs « naturels » bles ruraux, collaborateurs « naturels » des autorités, monnayent leur appui pour mieux assumer leur indispensable charge d'intercession. Et tandis qu'au niveau national les nouvelles réglementations ambiante, les moyens d'assurer la défense du territoire agricole et de la « nature », leur application locale tend à intégrer toujours plus l'espace des paysans dans la grande réserve de la société globale.

ELIMINATION de la moitié des exploitations s'est produite, avec l'aide de l'Etat, selon le plus simple des Le de l'Etat, selon le plus simple des mécanismes : c'est au fur et à mesure que les exploitants, âgés, usés, privés de successeurs par l'exode, ont dû abandonner la vie active que leurs exploitations ont été fermées et reprises par les plus dynamiques des paysans moyers.

Ces nouveaux paysans qui dominent sans doute en nombre, et surtout en importance et influence, la paysannerie d'aujourd'hui sont des modernistes. Ils se sont transformés en techniciens (en « profesjour un sont des modernistes. Ils se sont transformés en techniciens (en « profes-sionneis », dit-on aussi), biologistes, chi-mistes et mécaniciens à la fois. Ils font entrer dans leur système de production une part sans cesse croissante de consom-mations intermédiaires (aliments des ani-mans parties produits phytographicies maux, engrais, produits phytosanitaires, etc.). Ils tentent par tous les moyens d'agrandir la surface qu'ils cultivent dans la nécessité où ils sont en particulier de rentabiliser la mécanisation motorisée. Mais ce qui a été an début des années 60 Mais ce qui a été an début des années 60 le produit d'une idéologie collective et de volontés individuelles l'est aujourd'hui de dures contraintes : l'endettement, la recherche indispensable de la réduction relative des charges, la visée de nouveaux crêneaux commerciaux, obligent cet entrepreneur qu'est l'exploitant agricole à « aller de l'avant ». Ce qui signifie pour lui, dans le cadre d'une compétition de plus en plus dure, l'intensification de son effort physique et intellectuel, l'allongement de son temps de travail, et aussi une parcel-lisation accrue des tâches qui tend à le conduire, lui aussi, vers l'unidimension-

nalité.

Les résultats, appréciés en volume et sur la longue période — un quart de siècle, — ont, certes, été spectaculaires : triplement de la production céréalière, doublement des productions animales. La productivité s'est élevée à un rythme exceptionnellement rapide. Le revenu agricole global, pourtant, mesuré en francs constants, n'a guère augmenté et, finalement, le revenu des agriculteurs ne s'est élevé, en moyenne, qu'au rythme des fermetures d'exploitations. Une moyenne qui n'a guère de sens : elle intègre des catégories différenciées, parmi lesquelles la nouvelle paysannerie émergente a du sa réussite à certaines données aléatoires de base, comme la capacité de travail, de base, comme la capacité de travail, le patrimoine, les rentes de situation géographique.

Tel qu'il est, le nouveau paysan, même s'il reste au sein du système capitaliste un petit producteur marchand, est enfermé

lution actuelle. La nourriture (grâce aux techniques modernes de stockage), les objets d'usage permanent, le cadre architectural et mobilier, l'environnement et même, parfois, les horaires de travail et la forme des loisirs perdent très vite de leur spécificité. Mieux : lorsqu'on retrouve au foyer des éléments traditionnels de la culture paysanne, c'est souvent tels qu'ils sont renvoyés à la campagne par l'idéologie dominante. lution actuelle. La nourriture (grace aux

l'idéologie dominante.

Sans doute, la présence permanente ou temporaire au foyer de jeunes scolarisés, urbanisés, explique-t-elle largement ces changements, qui s'appuient aussi sur la transformation du mode de relations internes de la famille. Celle-ci d'ailleurs touche non seulement la culture, mais aussi la conduite de l'entreprise. Les prises de décision résultent de plus en plus de réflexions partagées, tandis que les projets des enfants quant à l'exploitation ou quant à la localisation de leur logement tendent à conditionner plus étroitement ceux du chef de famille et d'exploitation,

Vollà donc ces paysans moyens, moder-nes, d'aujourd'hui, dans leurs succès et

poserait à la collectivité, si elle voulait être attentive, des questions génantes. Mais la collectivité doit se préoccuper, avant eux, d'autres pauvres : les laissés-pour-compte de l'évolution moderne, ceux qui, encore dissimulés, sont prêta à bas-culer à le modifice financie de la policuler à la moindre inflexion de la poli-tique ou lorsque le Crédit agricole ne les retiendra plus sur le bord de l'abime économique. Il s'agit cette fois d'agri-culteurs relativement jeunes, les frères et culteurs relativement jeunes, les frères et cousins des nouveaux paysans : les nouveaux originels, à l'emprunt, mais leurs manvaises performances — conjoncturelles, personnelles, accidentelles? — les ont empêchés de desserrer l'étreinte des créanciers. S'ils luttent encore aujourd'hui, en intensifiant leur travail et même en continuant à investir quitte à comprimer leur consommation domestique, ils se trouvent en état perdomestique, ils se trouvent en état per-manent de faillite larvée, à la merci de l'événement. Ces modernistes déclassés. revenement. Ces modernistes déclassés, une couche qui s'enfie on se dégonfie an gré de la saison et de la conjoncture, constituent à coup sûr la fraction la plus sensible, peut-être la plus combative et porteuse d'énergie, de la paysannerie; mais aussi, et pour cause, celle qu'on veut ignorer.

ACE à la paysannerie, mi-consentante, i mi-inquiète et traversée de courants de révolte, le « libéralisme » post-industriel n'a pas choisi de politique : les silences de la loi d'orientation de 1980 rompent avec le volontarisme claironnant des lois gaullistes de 1960-1962. Les nècesdes lois gaulistes de 1960-1962. Les nèces-sités sont pourtant claires et s'expriment dans la nouvelle demande sociale adres-sée au monde agricole : une intensification productive sants augmentation de la consommation énergétique, une contribu-tiom accrue au crédit de la balance con-merciale, une adaptation progressive des produits à l'évolution qualitative des besoins et l'offre croissante d'espaces amé-navés. Les stratégies décombant de ces nagés. Les stratégies découlant de ces nécessités devront faire passer au premier plan les intérêts des industries agro-alimentaires, favoriser les moyens d'orien-ter efficacement les productions et leur localisation

localisation.

Mais la capacité du pouvoir de dèvelopper ces stratégies dans une politique
agricole cohérente n'est pas évidente. Le
ilbéralisme rénové, par principe, tient à
dégager l'Etat d'un fardeau administratif
et financier pesant et, surtout, à faire
jouer plus efficacement les lois de la
concurrence. Il pousse au dégagement,
dans un contexte nouveau. D'une part,
le recul de l'importance politique de la
paysannerle a franchi un seuil : la diminution du nombre des agriculteurs qui
pourrait, si les tendances se prolongent,
être encore réduit de motifé d'ici la fin
du siècle, fait baisser l'intérêt des enjeux
électorarx tandis que l'éloignement dans
le temps des périodes de pénurie alimentaire et la distension des llens familiaux
des citadins avec les paysans diminuent des citadins avec les paysans diminuent l'impact du thème agricole dans le dis-cours politique. D'un autre côté. l'orientation par les prix de l'agriculture natio-nale dépend, à l'ère du Marché commun, de négociations dans lesquelles celle-ci ne constitue qu'une partie secondaire de l'enjeu et que le gouvernement français est loin de tenir sous son contrôle. Enfin, le prix de la terre, instrument de travail le prix de la terre, instrument de travail du cultivateur et par là-même composant essentiel de son économie, échappe hi aussi aux moyens voiontaires de régulation: la compétition entre agriculteurs ayant impérieusement besoin d'un espace élargi pour leurs exploitations modernes, la concurrence de plus en plus vive entre eux et les citadins, puis les conséquences de l'inflation faisant de la terre un placement-refuge entraînent une hausse spéculative qui aggrave sans cesse la distorsion entre valeurs foncières et entre valeurs foncières

A USSI peut-on sans grand risque d'erreur prévoir que l'évolution future de la paysannerie et de l'agriculture françaises vont désormais dépendre de plus en plus des alées des lois du marché et de l'environnement économique international nomique international.

A moins, évidemment, que des boule-

versements encore imprévisibles de l'en-semble du système politico-social ne conduisent à une révision déchirante de la politique agricole. A moins que l'aggra-vation prévisible de la crise mondiale ne finisse par ramener vers une agriculture plus ou moins autosubsistante une masse

Quels paysans?

■ Par BERNARD KAYSER * #

dans un double réseau qui réduit à de simples apparences sa traditionnelle indépendance. Réseau économique, d'abord. Les nécessités du système de production et l'évolution culturelle de la société ont contribué à réduire chez chacun, de façon drastique, la part des productions d'autosubsistance et, en même temps, à le u r faire perdre une grande partie de l'accès direct aux marchés, désormais approvisionnés à pius des trois quarts par les firmes agro-alimentaires. Celles-ci, multinationales aussi bien que coopératives, et malgré certaines apparences dues aux positions de leaders professionnels, sont totalement hors du contrôle de la paysannerie : il s'agit bien des tentacuies du capitalisme auxquelles l'agriculteur, qu'il soft ou non contractualisé, n'a pas d'autre choix que de se rattacher. choix que de se rattacher.

Le réseau politique et professionnel, qui complète le réseau économique, achève l'intégration du paysan. Les organisations et organismes syndicaux, qui se comportent sur une face comme de simples éléments de l'appareil d'Etat, mettent les exploitants dans une sorte d'obligation de participer : ils répartissent les subven-tions, contrôlent les primes et les prêts, conseillent les opérations. Ils obtiennent des résultats qui permettent de cimenter, à la campagne, un véritable « bloc social ». Si, au fil des années, les avantages retirés de la collaboration s'amequisent et si, en conséquence, le bloc tend à se fissurer, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encers l'alliance traditionnelle de le encore l'alliance traditionnelle de la paysannerie avec la bourgeoisie gouver-nante passe par le syndicalisme agricole.

NFIN, ce n'est pas seulement dans l'économie et la société que l'intégration des campagnes achère de se réaliser rapidement. La mutation a gagné le cœur des foyers paysans : les modes de vie quotidienne, les idées, les relations, la culture.

Le développement de la pluri-activité au seit du gratine dest un

Le développement de la piuri-activité au sein du groupe domestique est un vecteur essentiel des transformations dans la nouvelle paysannerie. Il ne s'agit pas, ici, de la traditionnelle agriculture à temps partiel, génératrice du très conservateur « ouvrier-paysan », mais d'une tout autre forme d'organisation moderne et volontaire constituant une économie familiale « ouvrier-paysan », mais d'une tout autre forme d'organisation moderne et volon-taire, constituant une économie familiale à revenus composés. Par l'emploi externe d'un ou plusieurs membres du groupe domestique, celui-ci se lie de plus en plus ètroitement à la sphère non agricole, avec ses sécurités relatives et ses a l é a s.

La disparition d'une culture paysanne propre est la conséquence évidente de cette pénétration. Si la tendance à l'adopcette penetration. Si la tendance à radop-tion d'une partie de la culture citadine bourgeoise par les ruraux n'est certes pas un phénomène nouveau, le caractère brutal et systématique du nivellement, de la normalisation, est révélateur de l'évo-

leurs contradictions. Mais demain? Si les leurs contradictions, agais demain? Si les autres données du problème ne changent pas — pure hypothèse d'école, — c et te couche sociale parviendra-t-elle à se reproduire? En termes démographiques, reproduire? En termes démographiques, la réponse négative n'est pas douteuse. La maigre génération des agriculteurs modernistes (trente aus vers 1960), mère et fille des premières lois d'orientation, atteint maintenant la cinquantaine. Et plus de la moitié des exploitants qui ont dépasse cet âge n'ont aucun successeur possible. Chaque année, entre 1970 et 1975, le nombre des agriculteurs cessant leur activité a atteint ouatre-vinet mille alors activité a atteint quatre-vingt mille, alors que celui des agriculteurs s'installant que celui des agriculteurs s'installant—
le plus souvent des fils — n'a pas de
beaucoup dépassé les dix mille. Même si,
comme c'est désormais l'évidence, le taux
de diminution du nombre des exploitants
et de la population active agricole tend
à régresser — contrecoup de la situation
économique des villes, — le rythme d'installation des jeunes est tout à fait insuffisant pour assurer, à terme, la reproduction du groupe. La crise et les
incertitudes pour l'avenir incitent sans
doute plus d'enfants d'agriculteurs, ruraux
ou citadins, à se poser en candidats à
la tête de l'exploitation familiale. Elles la tête de l'exploifation familiale. Elles incitent aussi d'autres personnes, dépourvues d'attache terrienne, à tenter l'aventure de l'installation et parfois à persévérer, au défi de la rationalité courante. Mais, pour l'heure, il est clair qu'il ne s'agit pas d'un véritable mouvement.

L ne serait pas juste de limiter à ces nouveaux paysans l'analyse de la paysannerie française, qui se divise en couches nuancées, socialement et locale-ment. C'est sans doute pourtant aujour-d'hui non seulement la couche la plus nombreuse, mais encore la plus solide et porteuse, mais encore la pius soine et porteuse d'avenir, la pius caractéristique aussi. On pourra lire ailleurs des études sur les c gros », riches fermiers, aristocrates ou capitalistes. Mais ce qu'il faut évoquer ici encore, faute de quoi le tableau serait incompréhensible, c'est la pauvreté rurale : le double et l'ombre de la nou-velle paysannerie.

Les paysans traditionnels — ceux qui restent, — âgés, souvent célibataires ou veufs, handicapés de toutes catégories, sont encore des exploitants : comptés comme tels, et relativement nombreux, ils tirent vers le bas les moyennes dont se nourrit l'économie rurale (ce qui explique bien des distorsions entre l'observation et la statistique). N'exant per répert à que bien des distorsions entre l'observation et la statistique). N'ayant pas réussi à prendre à temps le train de la moder-nisation et culpabilisés pour cela, sans successeurs, anxieux avant tout de tenir jusqu'à une tardive retraite, ils forment une masse dispersée et allencieuse qui

Professeur à l'Institut de géographie, uni-versité de Toulouse-Le Mirali.

Dans ce numéro

PAGE 2:

Paroles et réflexions de femmes, par Geneviève Brisac.

PAGE 3:

Pékin, Washington, Moscou : l'échiquier à trois côtés, par Kavier Luccioni. - Les ambiguités de l'histoire, par Jean Daubiez,

PAGES 4 et 5:

LA SOCIETE SYRIENNE CONTRE SON ETAT, par Paul Maler. - « Les 50 Airiques », d'H. Bourges et C. Wauthier, par Yves Person.

* Prix clès en mains au 1-2-80. **Boîte 5 : 37.050 F*** Automatique:38.850F* 1,6 litre. Traction avant. HONDA ACCORD **JAPAUTO** Concessionnaire exclusif - 27, av. de la Grande Armée - Tél. : 500.14.51 Service spécial TTX - CD - K - VIP. préfère TOTAL PAGES 6 et 7:

L'information en Occident : quelques semaines de la revolution iranienne, par Marie-France Toinet.

PAGES 8 et 9:

Une histoire du peuple des Etats-Unis, par Pierre Dommergnes.

PAGE 10:

Suite de l'article de Jean-Jacques Kourliandsky sur le labyrinthe basque.

PAGES 11 à 17:

RESPECT DES SOUVERAINETES OU DEVOIR D'INTERVENTION? Le devoir d'assistance à peuples en danger, par Mario Bettati. — L'Union soviétique face à la « contre-révolution », par Charles Zorgbibe. - Aux origines du principe de la non-intervention (C. Z.). - Les troupes victnamiennes et le génocide khmer, par Alain Meininger. - La Tanzanie et le renversement d'Amin Dada, par Patrick David, -Le rôle de la France chez ses protégés africains, par Pierre Dabaxies. — De l'action humanitaire au dangereux précèdent, par Antoine Zanga. — Une stratégie sur mesure pour le tiers-monde, suite de l'article de Michael T. Klare. Dans les revues_

PAGE 18:

L'Italie de la continuité et du désordre, par Ferdi-

PAGE 19:

CAMEBAS POLITIQUES: Une crise à l'italienne, par Ignacio Ramonet,

PAGES 20 et 21:

LES NOUVELLES-HEBRIDES DU CONDOMINIUM A L'INDEPENDANCE, par Charles Zorgbibe. PAGE 22:

LES LIVRES DU MOIS.

PAGE 23:

«LAZARE», une nouvelle de Tchicaya U Tam'Si. PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales.

« Le Monde diplomatique » du mois de mars a été tiré à 119 000 exemplaires. Le numéro de février a été, interdit à la vente en Arabie Saoudite (article sur la richesse et la fragilité des pays du Golfe); celui de mars n'a pu être mis en vente en Tunisle (cf. : « L'alerte tunisienne »).

Avril 1980